



Les frontières stratégiques de la Chine

Espaces de conflits politiques, économiques et culturels

Travail collectif des étudiants de Sciences Po Lyon
Séminaire « Sécurité et défense en Indopacifique ».

Promotion 2024-2026.

Dirigé et préfacé par le Dr. Hugo Tierny

Les analyses et positions exprimées ainsi que le choix des sujets relèvent de la responsabilité personnelle de chaque auteur et ne sauraient être interprétés comme l'opinion de toute autre partie prenante à ce travail. Le Code de la propriété intellectuelle et artistique n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L.122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Préface du Dr. Hugo Tierny	5
 La sécurité culturelle dans la gouvernance chinoise contemporaine : perspectives hongkongaises - Luke SEGAULT & Killian HO-YOUNG	7
Résumé	7
Introduction	7
I. L'identité culturelle – quel sentiment à Hong Kong ?.....	9
II. L'autonomie culturelle.....	13
III. La confiance culturelle – la finalité.....	15
Conclusion	16
Bibliographie	17
 Le renforcement des défenses militaires japonaises dans les îles Ryūkyū - Elisa BETTON & Hanaé BOUYSSI	21
Résumé	21
Introduction	21
I. Les enjeux de la montée en puissance militaire du Japon.....	22
II. Transformation de la posture de défense japonaise dans les Ryūkyū : “dédi de zone” et modernisation	28
Conclusion	32
Bibliographie	33
 La question taïwanaise dans la stratégie maritime du Japon : enjeux historiques et géopolitiques – Fanny REGNIER & Eva LAPORTA	38
Résumé	38
Introduction	38
I. L'intérêt historique du Japon pour Taïwan	39
II. La stratégie navale japonaise contemporaine	42
III. La « <i>dissuasion par déni</i> » : vers une défense conjointe du Japon et des États-Unis ?	44
Conclusion	47
Bibliographie	48

De Duterte à Marcos : l'évolution de la politique étrangère philippine et la reconfiguration des équilibres géopolitiques en Indopacifique – Manon BARLET, Margot CARIO & Émilie KOCH 52

Résumé	52
Introduction	53
I. La confrontation sino-philippine, entre expansionnisme chinois et résistance philippine fondée sur le droit international.....	54
II. De Pékin à Washington : l'inflexion de la politique philippine en mer de Chine méridionale	57
III. La reconfiguration du positionnement des acteurs régionaux face à l'accroissement des tensions.....	61
Conclusion	64
Bibliographie	64

Xinjiang et Tibet sous haute surveillance : des laboratoires chinois du contrôle social, entre impératifs de sécurité nationale et sinisation forcée des minorités ethniques – Alliya ARIFA & Eva BUSSIÈRE 73

Résumé	73
Introduction	74
I. Les fondements de la politique chinoise au Tibet et au Xinjiang : enjeux territoriaux, historiques, et sécuritaires.....	76
II. L'impact de la surveillance sur les populations tibétaines et ouïghoures : la politique de sinisation et ses implications	82
III. Les enjeux et les implications de la politique de surveillance de la Chine	85
Conclusion	89
Bibliographie	90

Sinisation en Mongolie Intérieure : un projet au service de la puissance chinoise – Maelys ERGAND, Chloé DUMONT & Julie BAYLE 97

Résumé	97
Introduction	98
I. La politique de sinisation en Mongolie Intérieure : un projet historique aux résonances actuelles	99
II. Les enjeux de la sinisation : la disparition programmée d'une culture.....	101
III. Entre héritage historique et réalités géopolitiques : le silence de la communauté internationale	105
Conclusion	111
Bibliographie	112

La frontière sino-afghane : Microcosme et spécificités de la diplomatie chinoise en Asie centrale – Sixtine-Marie GIUSTINIANI, Camille BECOURT FOCH & Lou FRANC

.....	116
Résumé	116
Introduction	116
I. La frontière sino-afghane, théâtre d’une insécurité croissante depuis la prise de pouvoir des Talibans.	117
II. L’Afghanistan, nouvel eldorado chinois ?.....	122
Conclusion	128
Bibliographie	129

Préface du Dr. Hugo Tierny

*Docteur en histoire militaire, défense et sécurité de l'École pratique des hautes études (EPHE).
Chercheur post-doctoral à l'Institut stratégique de l'École militaire (IRSEM) et à l'Institut d'Asie orientale, UMR 5062.*

Qu'entend-on aujourd'hui à propos de la Chine ? Des appels au boycott de Shein, entreprise de *fast fashion* accusée de recourir au travail forcé des Ouïgours ; une crise entre Tokyo et Pékin autour de la sécurité des voies maritimes devant Taïwan, sur fond de démonstrations de force répétées dans le détroit. L'actualité stratégique chinoise ne brille guère par sa légèreté.

Mais pourquoi, en plein 21^{ème} siècle, alors que la Chine n'a jamais été aussi prospère, Pékin adopte-t-elle une posture aussi active, et parfois aussi acerbe, sur ses frontières ?

Chercher quelques clefs de compréhension, par un retour à l'histoire et à la géographie, mais aussi par un effort de décentrement de nos regards européens, était l'objectif du séminaire *Sécurité, défense et géostratégie chinoise*, dispensé l'an dernier à Sciences Po Lyon.

C'est de ce dernier, ainsi que d'un colloque étudiant organisé le 16 avril 2025 à l'IEP, que sont issus les sept articles suivants. Ils sont le fruit d'un long travail de la part des étudiants, entre les séances en classe, le choix des objets d'étude, la découverte des sources, les questions de méthode et les nombreux allers-retours de correction avec moi-même pour chaque contribution. Malgré ces dernières, les étudiants sont restés déterminés et passionnés par leur sujet.

La mise en forme et la publication de ce collectif constituent une reconnaissance concrète de leur travail. Si chaque équipe a développé une approche propre, la méthodologie converge, entre croisement des sources, notamment chinoises, et découverte des outils d'analyse géopolitiques. Cette démarche leur a permis non seulement d'appréhender des représentations stratégiques éloignées, parfois opposées aux leurs, mais aussi de mieux comprendre les actions d'autrui.

Dans leurs écrits, résistant à la tentation de juger l'autre à partir de leurs systèmes de valeur, les étudiants ont fait preuve d'une certaine maturité intersubjective en interrogeant directement les représentations chinoises des frontières. Celles-ci nous disent que, vue de Pékin, la sécurité nationale est indissociable du contrôle des anciennes possessions stratégiques de l'Empire Qing. Or cet héritage est fragile et reste, pour les Chinois, exposé à des menaces politiques, culturelles et militaires, auxquelles le Parti répond par une stratégie totale inscrite dans le temps long.

Car si l'émergence de la Chine s'est accompagnée d'un développement économique rapide et couronné d'un indéniable succès, elle n'a pas fait disparaître les contraintes historiques pesant sur ses marges géographiques. Au contraire, cette puissance et cette richesse retrouvées donnent désormais, du point de vue de Pékin, les moyens d'assouvir de vieux désirs stratégiques hérités de l'histoire impériale, que la faiblesse relative de la Chine l'empêchait jusqu'alors de réinvestir.

Dans l'histoire militaire chinoise, le contrôle des espaces périphériques entourant le cœur du pays s'impose comme une constante de la pensée stratégique, tant pour conjurer leur occupation par un rival que pour en faire des bases de projection de puissance vers l'étranger. Conquises sous la dynastie mandchoue afin de sécuriser les approches de l'Empire, d'immenses territoires comme le Xinjiang, la Mongolie, le Tibet, la Mandchourie ou des espaces ultramarins tels que

Taïwan furent ensuite contestés ou perdus durant les invasions du « siècle d'humiliation », révélant à plusieurs générations de stratèges la vulnérabilité des défenses frontalières du pays.

Cet héritage impérial mandchou continue de façonner les représentations stratégiques chinoises et éclaire, en particulier, l'irrédentisme actuel de Pékin à l'égard de Taïwan. Aujourd'hui encore, la Chine conçoit difficilement sa sécurité nationale sans assurer la loyauté de ses périphéries et tenter d'y reconstituer une profondeur stratégique jugée indispensable à son développement.

La frontière en Chine s'est ainsi historiquement définie moins comme une ligne fixe que comme une limite mouvante, façonnée par l'évolution des rapports de force. Dans ce cadre, la crainte d'un encerclement par des puissances hostiles, tout comme l'idée que les détroits de terre et de mer par lesquels transitent les matières premières vitales à l'économie chinoise puissent échapper à son contrôle, demeurent vivaces dans les représentations géopolitiques de Pékin.

Nombre de mouvements de la Chine contemporaine s'expliquent à la lumière de ces intérêts constants, la puissance chinoise se manifestant avec une acuité particulière dans les espaces où elle s'est historiquement sentie vulnérable. Dès 1942, Chiang Kai-shek écrivait en ce sens que « *Taïwan, l'archipel des Ryūkyū, les provinces du Nord-Est, la Mongolie, le Tibet et le Xinjiang représentent tous des forteresses essentielles pour la défense et la sécurité de la nation* ».

Bien que variés, ces travaux éclairent donc un phénomène commun : le retour d'une politique de puissance chinoise affirmée et le rapport singulier que Pékin entretient avec ses frontières. Ils contribuent de cette manière à actualiser nos connaissances des faits, des intérêts et des représentations, non seulement chinoises, mais aussi de celles des voisins de la Chine, de Hong Kong à la Mongolie, en passant par le Tibet, l'archipel des Ryūkyū et Taïwan. Certains étudiants se sont penchés sur les relations entre la Chine et l'Afghanistan ; d'autres ont analysé le réarmement japonais à travers le prisme de l'archipel des Ryūkyū et des stratégies de *sea denial* opposées à Pékin. Plusieurs contributions comparent enfin les politiques de sinisation et de sécurité culturelle du Parti communiste chinois à l'égard des populations mongoles, ouïgoures, tibétaines et hongkongaises. Ces travaux constituent ainsi un premier exercice prometteur de recherche originale et autonome, que j'encourage vivement leurs auteurs à poursuivre.

Ce collectif est donc avant tout celui des étudiants. Je suis heureux de présenter aujourd'hui ces recherches, mises en ligne sur le site de l'IEP. Je tiens enfin à exprimer ma gratitude au personnel de Sciences Po Lyon et de l'Institut d'Asie orientale, ainsi qu'aux professeurs Béatrice Jaluzot et Jérémy Jammes, pour leur accueil et leur soutien tout au long de ce projet.



La sécurité culturelle dans la gouvernance chinoise contemporaine : perspectives hongkongaises

Auteurs

Luke SEGAULT

Étudiant en Master Affaires Internationales à Sciences Po Lyon. Ses recherches portent sur les dynamiques politico-économiques de la Chine contemporaine, avec un intérêt particulier pour la politique commerciale, la concurrence et l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale.

Killian HO-YOUNG

Étudiant en Master Affaires Internationales à Sciences Po Lyon. Ses recherches portent sur la gouvernance internationale et les dynamiques culturelles dans les relations sino-hongkongaises.

Résumé

Cet article analyse la mise en œuvre du concept de « sécurité culturelle » à Hong Kong, un instrument central de la stratégie politique de Pékin sous l'ère Xi Jinping. À travers une approche articulée en trois étapes – identité culturelle, autonomie culturelle et confiance culturelle – la Chine cherche à renforcer l'intégration de Hong Kong dans le récit national. L'étude montre comment l'éducation, les politiques culturelles, la censure artistique et les programmes transfrontaliers visent à affaiblir les particularismes locaux et à consolider l'unité culturelle chinoise. Cependant, des tensions subsistent, liées aux héritages coloniaux, à la double identité hongkongaise et aux tentatives de résistance artistique et sociale. L'analyse révèle que Hong Kong constitue à la fois un laboratoire et un modèle pour la politique culturelle chinoise, notamment en perspective des ambitions de Pékin vis-à-vis de Taïwan. En s'appuyant sur un corpus académique et institutionnel varié, cet article met en évidence les dynamiques contradictoires entre centralisation idéologique et autonomie locale résiduelle, ainsi que les implications à long terme pour la gouvernance culturelle de la région.

Introduction

À la publication des *Cent Questions sur la Sécurité Culturelle Nationale*, un ouvrage en quatre parties, publié par le Département de Propagande du Parti Communiste pour familiariser la population à l'importance de la sécurité culturelle, Hu Huilin, chercheur à l'Université Jiao

Tong de Shanghai¹, commente : « La sécurité culturelle est un enjeu croissant pour Pékin dans les régions culturellement dissidentes de la Chine – notamment à Hong Kong. »

Hong Kong, ancienne colonie britannique, a longtemps été un carrefour culturel unique, marqué par une fusion entre les influences orientales et occidentales². Pendant plus d'un siècle et demi, sous administration britannique, Hong Kong a développé une identité distincte, façonnée par des valeurs démocratiques occidentales et une économie libérale³. Cette période a laissé un héritage durable, notamment un système juridique robuste basé sur la *common law*, une liberté d'expression relative et une ouverture économique qui ont fait de Hong Kong un hub financier mondial.

Aujourd'hui, Hong Kong se trouve au cœur de la stratégie de sécurité culturelle de la Chine, un concept central de la politique de Xi Jinping. La sécurité culturelle vise à protéger et à promouvoir l'identité culturelle chinoise tout en assurant la stabilité nationale. Hong Kong, avec son statut de Région administrative spéciale (RAS), est devenu un terrain d'application privilégié de cette politique. Les initiatives culturelles se sont multipliées et illustrent cette volonté de renforcer les liens culturels entre Hong Kong et le reste de la Chine.

La sécurité culturelle, telle que définie par la politique de Xi Jinping⁴, désigne un état dans lequel les caractéristiques culturelles et la souveraineté culturelle d'un pays, en lien avec son idéologie — y compris l'esprit national, les idéaux, les croyances et le système de valeurs dominant — ne sont pas menacées par des facteurs internes ou externes, et où est maintenue la capacité de maintenir durablement cet état de sécurité⁵. Elle repose sur trois étapes clés : l'identité culturelle, l'autonomie culturelle et la confiance culturelle.⁶ Ces étapes visent à protéger et à promouvoir l'identité culturelle chinoise tout en assurant la stabilité nationale.

1. L'identité culturelle

L'identité culturelle est la première étape de la sécurité culturelle. Elle consiste à renforcer le sentiment d'appartenance à la culture nationale. À Hong Kong, cela se traduit par exemple par des efforts pour intégrer les particularités culturelles locales dans le cadre plus large de l'identité nationale chinoise.

Concrètement, les Hongkongais doivent se sentir chinois tout autant qu'un autre citoyen de la République Populaire de Chine.⁷ Toutefois, cette identité culturelle ne se limite pas à un simple attachement aux traditions : elle implique aussi une adhésion aux valeurs et au leadership du Parti communiste chinois, faisant de la culture un vecteur d'unité politique.⁸

¹ Huilin Hu, Protecting China's national cultural security in face of the rapid development (在积极的发展中保障中国的国家文化安全 zai jiji de fazhan zhong baozhang zhongguo de guojia wenhua anquan). Cultural Industry Innovation and Development Academy, Shanghai, Jiaotong University, 2007.

² BBC Newsround. (2020). Hong Kong and the UK: What's the history between the two? *BBC*.

³ Li, H. (2022). The Integration and Example of Chinese and Western Culture in Hong Kong. *Advances in Higher Education*, 6(6), 229.

⁴ Jones, V. (2025, January). Hong Kong's national security law on show. *Le Monde Diplomatique*.

⁵ National Security Education Day. (n.d.). *Cultural Security*. National Security Education Centre.

⁶ 胡恩威, « 【恩威並施】文化安全的三個步驟和三個範圍 », sur *香港01*, 1^{er} juin 2022.

⁷ Yew, C. P., & Kwong, K.-m. (2014). Hong Kong Identity on the Rise. *Asian Survey*, 54(6), 1088-1112.

⁸ Yip, A. (2015). Hong Kong and China: One Country, Two Systems, Two Identities. *Global Societies Journal*, 3.

2. L'autonomie culturelle

L'autonomie culturelle est la deuxième étape. Elle repose sur la capacité d'une société à développer et à promouvoir sa propre culture sans dépendre d'influences extérieures. Dans le cas de Hong Kong, cela implique entre autres de renforcer les systèmes éducatifs et médiatiques pour qu'ils reflètent et promeuvent les valeurs et les traditions chinoises pour qu'ils produisent ces éléments culturels d'eux-mêmes. Cette démarche vise également à contrer toute influence culturelle étrangère susceptible d'alimenter des narratifs opposés à l'unité nationale.

3. La confiance culturelle

La confiance culturelle, enfin, repose sur la conviction que la culture nationale est digne de respect et doit être protégée – la population a confiance dans les institutions culturelles, les traditions et les valeurs de leur société. Cette étape n'est possible que lorsque les deux précédentes sont fonctionnelles. Elle joue un rôle clé dans la légitimation du pouvoir en renforçant l'adhésion à un récit national cohérent et partagé. Pékin présente alors une feuille de route qui pourrait très bien s'exporter aux autres États dont la division culturelle est perçue comme menaçante.

Ainsi, comment la sécurité culturelle, articulée en trois étapes, identité culturelle, autonomie culturelle, confiance culturelle, façonne-t-elle la transformation politique et culturelle de Hong Kong ?

Dans cet article, nous analyserons les mesures et initiatives récentes entreprises à Hong Kong visant à établir le modèle de sécurité culturelle en suivant les 3 étapes présentées.

I. L'identité culturelle – quel sentiment à Hong Kong ?

Le renforcement de l'identité culturelle à Hong Kong se présente comme la première étape de la sécurité culturelle chinoise. Elle vise à renforcer la reconnaissance de la culture nationale et à ancrer les valeurs socialistes dans la société. À Hong Kong, un sondage de 2023 montre que 53% des habitants se sentent à la fois Hongkongais et Chinois, 36% s'identifient principalement comme Hongkongais, et 10% comme Chinois. Si la majorité des habitants de Hong Kong arborent un sentiment de double identité, lorsqu'il s'agit de choisir, beaucoup préfèrent se dire Hongkongais que Chinois.⁹

Sur le plan éducatif & académique

Les initiatives qui visent à façonner l'identité culturelle à Hong Kong vont principalement concerner l'éducation. La loi de sécurité nationale de 2020¹⁰ comprend un volet de « sécurisation » de l'éducation de la péninsule, l'alignant davantage sur les pratiques de la Chine continentale.

⁹ Pew Research Center. (2023, 5 décembre). How people in Hong Kong view mainland China and their own identity. Pew Research Center.

¹⁰ Regan, H. (2020, June 30). China passes sweeping Hong Kong national security law. *CNN*.

Pour répondre à ces objectifs, l'éducation à la sécurité nationale (ESN)¹¹ est mise en œuvre dans l'ensemble du *curriculum* et à tous les niveaux, dès l'âge de 6 ans. Elle est conçue comme un thème « transversal », composé de huit volets qui s'insèrent dans différentes matières, telles que les « relations entre la sécurité et les droits de l'Homme », « le concept de sécurité nationale » ainsi que « le devoir de la RAS de Hong Kong de sauvegarder la sécurité nationale ». En ce sens, le Jour d'éducation à la sécurité nationale se déroule chaque 15 avril depuis 2015. Cette journée est consacrée à la sensibilisation des élèves scolarisés à Hong Kong aux enjeux de la sécurité nationale, dont la question de la sécurité culturelle.¹²

De manière générale, Hong Kong a fait l'objet d'une réorientation des cursus éducatifs, à tous les niveaux – tant scolaires qu'universitaires. Les autorités locales à l'initiative du gouvernement central se sont engagées dans une démarche de construction nationale descendante et dirigée par l'État.¹³ Une réorientation complète de la scolarisation locale vers l'inculcation d'une loyauté inconditionnelle à Pékin a été mandatée. Les Études Libérales (*Liberal Studies*) ont été officiellement supprimées et renommées Citoyenneté et développement social. Ces premiers changements sont intervenus dès septembre 2021 et ont impliqué des réductions en termes de volume horaire (de 250h à 150h). De plus, dans la lignée des politiques précédentes évoquées, les sujets d'études ont été réorganisés pour assurer la diffusion de « l'éducation nationale ». Ainsi, la matière révisée exige désormais que les étudiants visitent la Chine continentale afin de familiariser les élèves avec « la culture chinoise et la vie moderne ».

À Hong Kong, les restrictions à la liberté d'expression ont eu un effet significatif sur les écoles et les universités locales. Depuis la promulgation de la loi sur la sécurité nationale en juin 2020, les établissements d'enseignement ont été tenus de mettre en œuvre des mesures strictes pour prévenir et réprimer toute forme de dissidence. Les universités ont dû intégrer des programmes de sécurité nationale dans leurs cursus, et les administrateurs doivent veiller à ce que le personnel respecte une éthique professionnelle conforme à la loi. Cette situation a conduit à une réduction notable de la liberté d'expression sur les campus.¹⁴ Les étudiants et les enseignants sont désormais réticents à aborder des sujets politiquement sensibles, craignant des répercussions sévères.¹⁵ L'auto-censure est devenue une pratique courante parmi les éducateurs, qui cherchent à préserver leurs postes, leurs moyens de subsistance, voire leur liberté personnelle. Cette dynamique a profondément modifié l'environnement académique à Hong Kong, limitant les débats ouverts et la libre circulation des idées.

Sur le plan politique

Le Parti Communiste Chinois cherche à construire une identité nationale commune centrée sur l'ascendance Han et l'héritage de la culture traditionnelle chinoise. L'objectif est donc d'inculquer aux jeunes Hongkongais un sentiment d'appartenance et de fierté envers la Chine.

¹¹ *National Security Education Day—Cultural Security*. (n.d.). National Security Education Day - Cultural Security. Retrieved 1 April 2025.

¹² Youth.gov.hk. (n.d.). *Community Participation Stories*. Home and Youth Affairs Bureau.

¹³ Lam, O. (2021, 5 avril). Comment les libertés académiques ont-elles disparu à Hong Kong en 2020 ?. *Global Voices*.

¹⁴ Vickers, E., & Morris, P. (2022). Accelerating Hong Kong's reeducation: 'mainlandisation', securitisation and the 2020 National Security Law. *Comparative Education*, 58, 187-205.

¹⁵ Normile, D. (2020). New security law rattles Hong Kong universities. *Science*, 369(6500), 129.

En parallèle, les régions périphériques telles que le Xinjiang ou le Tibet¹⁶ ont également connu la promulgation de législations similaires à la Loi de Sécurité Nationale en 2021 (voir aussi *Xinjiang et Tibet sous haute surveillance*, ARIFA Alliya et BUSSIÈRE Eva, 2025). Au Xinjiang tout particulièrement, cette loi sur la sécurité nationale a été couplée avec l'éducation à la sécurité nationale marquée par une journée dédiée à celle-ci. La « conscience de la communauté nationale chinoise » (中华民族共同体意识), fondée sur une vision de la culture chinoise ayant au centre l'ethnie majoritaire Han, constitue l'une des pierres angulaires de la politique du Parti en matière de sécurité culturelle.¹⁷ La promotion des valeurs chinoises s'accompagne d'une politique d'assimilation culturelle, voire de changements démographiques par l'implantation de communautés Han. Ainsi la loi de sécurité nationale n'est pas un cas unique à la RAS mais s'inscrit dans le cadre de la politique du gouvernement central concernant les marges de la Chine. Ainsi, à Hongkong bien que la situation soit différente par rapport au Xinjiang, l'objectif est tout de même d'éliminer les particularismes locaux et d'intégrer pleinement la région dans le giron de la Chine continentale, où l'on voit l'installation de plus en plus importante des populations venues du continent, comme l'explique l'article *Xinjiang et Tibet sous haute surveillance*, à retrouver aussi dans ce collectif.

La promotion des valeurs chinoises est également motivée par la volonté de contrer l'influence des forces étrangères, considérées comme responsables de la diffusion d'idées qualifiées de « subversives » et d'incitation à la déloyauté envers le pays. Les écoles sont perçues comme un champ de bataille idéologique où il est primordial de donner aux jeunes une vision positive de la Chine.

Sur le plan de la culture cinématographique

La « continentalisation¹⁸ » du cinéma : intégration de la production cinématographique hongkongaise à l'industrie cinématographique de la Chine continentale. Cette intégration est le résultat de plusieurs facteurs dont la rétrocession de 1997 et la signature du partenariat économique Continent-Hong Kong (Mainland and Hong Kong Closer Economic Partnership Arrangement « CEPA ») en 2003.¹⁹

L'évolution de la politique culturelle de Hong Kong après 1997 vers une « orientation de marché centralisé » combinant des éléments de centralisation politique et de logique néolibérale du marché a pu également contribuer à cette « continentalisation ». En effet, la culture constitue un autre levier, notamment par la promotion des « industries culturelles et créatives » afin d'en faire des outils de développement économique.²⁰ Le gouvernement de la RAS a dissous le Conseil Urbain élu en 1999, en invoquant une réforme des services urbains, qui avait notamment une compétence en matière de politique culturelle. La gestion culturelle a été recentralisée dans de nouvelles structures, privant ainsi les citoyens de toute représentation,

¹⁶ International Campaign for Tibet. (2021, February 10). National security programming for China's new generation.

¹⁷ Dang, Y. (2024, June 13). China's ethnic policy chief slams 'ignorance of history' in Xinjiang assimilation claims. *SCMP*.

¹⁸ The China Post. (2011, September 9). Hong Kong fears 'mainlandization'. *The China Post*

¹⁹ Sun, Y. (2018). Renationalisation and resistance of Hong Kong cinema : Milkyway Image's journey to Mainland China. *Inter-Asia Cultural Studies*, 19(2), 220-233.

²⁰ Zhong-Bo, L. (2007). The Cultural Recognition of Hong Kong Movies During 1997 Return to the Chinese Mainland. *Journal of Tangshan College*.

marquant une rupture avec le modèle colonial²¹. De plus, on observe en parallèle une instrumentalisation de la culture à des fins politiques, notamment dans le cadre de l'intégration de Hong Kong dans l'identité chinoise.

Les cinéastes et les sociétés de production hongkongaises collaborent de plus en plus avec l'industrie continentale, ce qui incite de nombreux artistes et sociétés de production à s'installer sur le continent. Les films coproduits sont de plus en plus dépourvus de sensibilité et d'identité locales. Les acteurs de Hong Kong ont tendance à jouer des rôles de soutien et mineurs, les langues, l'argot et les expressions familières cantonaises ne sont presque plus audibles, les lieux de Hong Kong sont moins représentés et les thèmes et sujets des films n'ont généralement aucun lien avec le contexte de RAS. De même, les films sont de plus en plus réalisés pour plaire au public de Chine continentale et se conformer aux exigences de la censure.

Il existe toutefois des formes de « résistance » : les sociétés de production hongkongaises peuvent coopérer avec des entreprises continentales tout en négociant les termes de ces collaborations afin de protéger certains aspects de leur vision artistique. Des sociétés de production telles que Milkyway Image cherchent des moyens pour maintenir leur identité et leur autonomie créative, le film *Drug Wars* (2012) pouvant être interprété comme une critique de la relation entre Hong Kong et la Chine continentale, ou encore des films tels que *Trivisa* (2016), sorti uniquement à Hong-Kong, abordant les thématiques sensibles liées à l'histoire post-coloniale de Hong Kong imagent cette volonté de s'opposer au discours officiel.²²

La perspective de Pékin

La perspective chinoise sur les mesures visant à renforcer l'unité nationale et à préserver l'intégrité culturelle de Hong Kong dans le cadre « d'un pays, deux systèmes » peut être résumée comme suit :

Les autorités chinoises considèrent que les mesures prises à Hong Kong visent à maintenir la stabilité et l'unité nationale, tout en respectant le principe de « un pays, deux systèmes ». ²³ Ce cadre permet à Hong Kong de conserver un certain degré d'autonomie tout en étant intégré à la République populaire de Chine. Les réformes et les lois mises en place, telles que la loi sur la sécurité nationale, sont perçues comme des moyens de garantir la souveraineté et la sécurité nationale, tout en préservant l'identité culturelle unique de Hong Kong.

Ces mesures sont également vues comme une réponse aux défis posés par les mouvements pro-démocratie et les influences étrangères, qui, selon la perspective chinoise, menacent la stabilité et l'intégrité territoriale de la Chine. En renforçant l'éducation à la sécurité nationale et en intégrant ces principes dans le système éducatif, le gouvernement chinois cherche à promouvoir une vision unifiée de la nation et à prévenir les activités jugées subversives.

²¹ Ho, L. (2017). From 'no cultural policy' to 'centralised market orientation' : The political economy of Hong Kong cultural policy (1997–2015). *Global Media And China*, 2(1), 57-73

²² Sun, Y. (2018). Renationalisation and resistance of Hong Kong cinema : Milkyway Image's journey to Mainland China. *Inter-Asia Cultural Studies*, 19(2), 220-233.

²³ China.org.cn. (2021, 19 juillet). *La prospérité et la stabilité de Hong Kong et de Macao, une priorité du PCC*. China.org.cn.

II. L'autonomie culturelle

La seconde étape, l'autonomie culturelle, vise à protéger la souveraineté culturelle de l'État en limitant les influences étrangères perçues comme menaçantes. Hong Kong ayant connu l'occupation étrangère, cette étape est considérée comme cruciale dans la RAS.²⁴

Par ailleurs, l'autonomie culturelle est un concept essentiel dans le cadre d'« un pays, deux systèmes » à Hong Kong²⁵. Elle permet à la région de préserver son identité culturelle unique tout en faisant partie de la République populaire de Chine. Cette autonomie se manifeste par la liberté de préserver et de promouvoir les traditions culturelles locales, y compris les festivals, les langues et les pratiques artistiques.

Des œuvres controversées

Deux exemples récents illustrent la volonté de s'émanciper des influences extérieures néfastes.

Le musée M+ de Hong Kong a récemment retiré de son site web une photo emblématique de l'artiste Ai Weiwei, montrant l'artiste faisant un geste obscène devant la place Tiananmen. Cette décision, adoptée provisoirement dans l'attente d'une révision par les autorités, illustre la volonté de contrôler les contenus jugés politiquement sensibles.²⁶ Selon un porte-parole du musée, « M+ est en train de réviser le traitement de certaines images d'œuvres en tenant compte des conseils obtenus des autorités compétentes, y compris le Bureau du film, des journaux et de l'administration des articles ». Cette action vise à aligner les contenus culturels avec les directives nationales, minimisant ainsi les risques de controverses politiques.²⁷

Tsang Tsou-choi, connu sous le nom de « Roi de Kowloon », était un artiste de rue dont les graffitis calligraphiques ont marqué les rues de Hong Kong pendant des décennies. Ses œuvres, initialement perçues comme des revendications politiques, ont été réinterprétées pour mettre en avant leur valeur culturelle plutôt que politique. Cette réinterprétation permet de célébrer l'héritage artistique de Tsang tout en évitant les connotations politiques controversées. Par exemple, des expositions et des publications récentes mettent en lumière l'aspect esthétique et culturel de ses créations, les présentant comme des expressions uniques de l'identité culturelle de Hong Kong.²⁸

²⁴ Ipsic, I. (2023). Navigating Identity in a Global City: The Complexities of Hong Kong's Cultural Landscape. *Vocal Media*.

²⁵ Hong Kong Government. (2021, August 16). One Country, Two Systems.

²⁶ VOA News. (2021, December 4). Absence of dissident artist's works spurs fears of Hong Kong art censorship. [VOA News]. Pour l'image, voir Ai Weiwei, *Study of Perspective – Tiananmen*, 1995, photographie, série « Study of Perspective ». Image consultée sur Artnet News, le 6 octobre 2025.

²⁷ Artnet News. (2021, 9 septembre). Hong Kong's M+ Museum Has Removed Ai Weiwei's Famous Tiananmen Square Photo From Its Website While It Awaits Government Review. Artnet News.

²⁸ Clarke, D. (2013). Framing the margins: In search of contexts for Tsang Tsou-choi. In D. Spalding (Ed.), *The King of Kowloon: The art of Tsang Tsou-choi* (pp. 71-83). Damiani. Pour l'œuvre en question, Tsang Tsou-choi, *King of Kowloon*, photographie de Tsang Tsou-choi face à sa calligraphie, 1997. voir : *M+ Museum*, consulté le 6 octobre 2025.

Ces exemples montrent comment l'autonomie culturelle à Hong Kong est mise en œuvre pour protéger et promouvoir l'identité culturelle nationale. En contrôlant les contenus sensibles et en réinterprétant les œuvres artistiques, les autorités cherchent à renforcer un sentiment d'appartenance culturelle tout en minimisant les tensions politiques. Cette approche vise à créer un environnement culturel stable et cohérent, aligné avec les objectifs nationaux de sécurité culturelle.

Soutien aux industries culturelles locales

Le gouvernement de Hong Kong a récemment dévoilé un plan directeur visant à soutenir et développer les industries culturelles et créatives locales.²⁹ À cet égard, ce plan comprend 71 mesures stratégiques axées notamment sur la promotion de la culture traditionnelle chinoise et le développement de contenus culturels reflétant le caractère unique de Hong Kong. Dès lors, cette initiative s'inscrit dans le cadre plus large du positionnement de Hong Kong comme « centre d'échanges culturels internationaux entre l'Orient et l'Occident » comme voulu par Pékin.³⁰ Ces dernières années, l'autrefois « Porte vers la Chine » semble faire face à une inversion des rôles : Hong Kong incarne davantage un canal de sortie de la culture chinoise prête à être adoptée à l'étranger, tandis que les mégaloïles chinoises se libéralisent et ouvrent leurs portes directement aux acteurs étrangers, telles que Shanghai, Shenzhen et Guangzhou.

Concrètement, le gouvernement prévoit d'accroître le financement des projets artistiques locaux, notamment ceux sélectionnés par le Fonds national chinois pour les arts. En 2025, 12 projets hongkongais bénéficieront de ce soutien financier, couvrant divers domaines comme les productions à grande et à petite échelle, les créations d'arts visuels et les échanges culturels. Cette démarche vise à renforcer la compétitivité globale des industries culturelles de Hong Kong tout en attirant des talents dans divers domaines.³¹

La sinité par le sang pour contrebalancer l'héritage occidental

Le gouvernement central chinois entend également lutter contre les influences étrangères avec une vision nationaliste visant à consolider une identité chinoise unifiée. Cette dernière vise à créer une communauté de destin incluant toute personne ayant un lien avec la sinité. Les individus inclus devant de fait soutenir « la grandeur de la Chine ».

La vision de la sinité actuellement promue est basée sur le sang et sur un lignage ininterrompu depuis l'Homme de Pékin, et peut être assimilée à un ethno-nationalisme. Cette perspective est également susceptible de dériver vers une certaine arrogance culturelle et xénophobie et donc de présenter une vision anti-occidentale en lien avec les invasions du XIXe siècle. Ainsi dès 2018, Xi Jinping insiste sur le fait que les Hongkongais doivent renforcer leur sentiment

²⁹ Fung Anthony Y. H. et Boris L. F. Pun, « The transforming Hong Kong polarized cultural identities: the cultural dynamic and relocation of Hong Kong cultural production », *Social Identities*, vol. 27, n° 3, 4 mai 2021, p. 292-306.

³⁰ Census and Statistics Department. (n.d.). *Blueprint for Hong Kong's Museum Development*. Census and Statistics Department.

³¹ Government of the Hong Kong Special Administrative Region. (2024, 23 décembre). *Press Release*.

d'appartenance à la nation et qu'ils doivent "connaître leurs racines".³² Par conséquent, alors que certains Hongkongais expriment une certaine nostalgie de la période britannique, cette mise en avant de la sinité peut être perçue comme ayant pour objectif de contrebalancer l'influence de l'héritage colonial et des valeurs occidentales à Hong-Kong.³³ Alors que l'identité hongkongaise a pour élément principal son lien avec les valeurs libérales occidentales et son hybridation culturelle, il s'agit donc pour le gouvernement central d'expurger les aspects politiques néfastes de celle-ci. Notamment, les rappels constants des liens historiques et culturels entre Hong Kong et la Chine continentale ont pour objectif de circonscrire l'horizon des perspectives identitaires en promouvant une vision de Hong Kong uniquement liée au reste de la Chine.

III. La confiance culturelle – la finalité

En dernier lieu, la confiance culturelle est l'étape finale du modèle et vise à instaurer une fierté nationale et une adhésion aux valeurs culturelles chinoises. La confiance culturelle constitue le troisième volet essentiel du concept de sécurité culturelle à Hong Kong. Elle vise à renforcer l'appréciation et la fierté envers la culture chinoise – par les Hongkongais comme par les nombreux touristes de la ville.

Initiatives gouvernementales: les Greater Bay Area Policies³⁴

Les jeunes de Hong Kong sont encouragés à participer à des activités d'échanges dans la région du Delta de la Rivière des Perles, c'est-à-dire les fondre avec leur voisin du Guangdong, une forme de dilution culturelle. Ce processus vise à améliorer leur compréhension de la culture continentale, à éliminer les conflits et à dissiper les stéréotypes qu'ils peuvent avoir envers leurs compatriotes du continent.³⁵

Cette politique de socialisation politique fonctionne en trois étapes principales :

L'intégration des intérêts économiques

L'intégration des intérêts économiques vise à supprimer les barrières institutionnelles et à accélérer les interconnexions entre les personnes, la logistique et les flux de capitaux. En encourageant les jeunes de Hong Kong à entreprendre et à trouver un emploi dans la région, cette initiative vise à augmenter leur sentiment de satisfaction et de bonheur, contribuant ainsi à la construction de l'identité nationale. Par exemple, des programmes de soutien aux startups et des incitations fiscales sont mis en place pour attirer les jeunes entrepreneurs vers les opportunités économiques offertes par la Grande Baie.

³² Chan, C. K. (2014). China as "Other": Resistance to and ambivalence toward national identity in Hong Kong. *Journal Name*, 25-34.

³³ Lin, C., & Jackson, L. (2020). Make China great again : The blood-based view of Chineseness in Hong Kong. *Educational Philosophy And Theory*, 53(9), 907-919.

³⁴ 香港中華總商會 *The Chinese General Chamber of Commerce*. (n.d.). Retrieved 1 April 2025.

³⁵ Fu, C., Liao, L., Mo, T., & Chen, X. (2023). How China's Great Bay Area Policies Affect the National Identity of Hong Kong Youth—A Study of a Quasi-Natural Experiment Based on the Difference-in-Differences Model. *Behavioral Sciences*, 13.

L'intégration civique et politique³⁶

Les GBAP favorisent également les échanges et la coopération en matière d'administration publique et de gouvernance sociale. L'objectif est de communiquer les modèles, théories et systèmes du socialisme aux caractéristiques chinoises. Il s'agit d'aider les jeunes de Hong Kong à comprendre les différences entre les concepts politiques occidentaux et le système politique chinois, renforçant ainsi leur confiance envers le gouvernement central. Par exemple, des ateliers et des séminaires sont organisés pour expliquer les principes du socialisme et leur application dans le contexte chinois.

L'intégration ethnique et culturelle

Les GBAP utilisent également les ressources communes aux régions et groupes ethniques du Guangdong, de Hong Kong et de Macao pour mener des programmes éducatifs, des activités culturelles et créatives, ainsi que d'autres initiatives d'échanges culturels. L'objectif est d'accroître la fierté nationale des jeunes de Hong Kong et d'évoquer leur mémoire nationale et culturelle partagée avec leurs compatriotes du continent. Par exemple, des festivals et des événements culturels sont organisés pour célébrer les traditions communes et renforcer le sentiment d'appartenance nationale.

Cet ensemble de mesures transfrontalières vise à intégrer les jeunes de Hong Kong dans l'économie et la culture florissante de la région.³⁷ Cette politique permet ainsi à la tranche la plus jeune et moderne de renforcer leur appréciation de la culture chinoise, leur sentiment d'appartenance à un ensemble chinois, continental.

Conclusion

La sécurité culturelle à Hong Kong, articulée en trois étapes clés – identité culturelle, autonomie culturelle et confiance culturelle – façonne profondément la transformation politique et culturelle de la région. À travers des initiatives éducatives, économiques et culturelles, le gouvernement chinois cherche à renforcer l'identité nationale et à promouvoir une vision unifiée de la culture chinoise.

L'identité culturelle est renforcée par des programmes visant à intégrer les particularités locales dans le cadre plus large de l'identité nationale chinoise. Les jeunes de Hong Kong sont encouragés à participer à des activités d'échanges culturels, à entreprendre dans la région de la Grande Baie et à s'engager dans des initiatives éducatives qui promeuvent les valeurs et traditions chinoises. Ces efforts visent à créer un sentiment d'appartenance et de fierté nationale, tout en minimisant les influences étrangères perçues comme menaçantes.

L'autonomie culturelle, quant à elle, repose sur la capacité de Hong Kong à développer et à promouvoir sa propre culture sans dépendre d'influences extérieures. Des mesures telles que le retrait de contenus sensibles et la réinterprétation d'œuvres artistiques illustrent cette volonté de contrôler les narrations culturelles. En renforçant les systèmes éducatifs et médiatiques pour

³⁶ Hong Kong Free Press. (2016, December 6). The HK-Zhuhai-Macau bridge: An economic excuse for a political gamble? *[Hong Kong Free Press]*. Retrieved January 6, 2018.

³⁷ Tu, H. (2025, March 10). HK should fast-track integration of Greater Bay Area. *[China Daily]*.

qu'ils reflètent les valeurs chinoises, Hong Kong cherche à préserver sa souveraineté culturelle tout en s'intégrant dans le cadre national.

Enfin, la confiance culturelle vise à instaurer une fierté nationale et une adhésion aux valeurs culturelles chinoises. À travers des initiatives telles que les Greater Bay Area Policies, les jeunes de Hong Kong sont encouragés à participer à des échanges culturels et économiques avec le continent, renforçant ainsi leur compréhension et leur appréciation de la culture chinoise. Ces politiques visent à créer un environnement stable et cohérent, aligné avec les objectifs nationaux de sécurité culturelle.

La sécurité culturelle, selon la vision chinoise, joue un rôle central dans le façonnement moderne de Hong Kong. À travers les trois étapes du modèle (identité culturelle, autonomie culturelle, confiance culturelle), le gouvernement chinois cherche à renforcer l'unité nationale et à préserver l'intégrité culturelle de Hong Kong. Cependant, des acteurs locaux luttent encore pour préserver la spécificité culturelle du territoire, mais pour combien de temps ?

Ainsi, les perspectives d'évolution de la situation à Hong Kong restent incertaines. D'une part, la continuité des politiques actuelles pourrait renforcer davantage l'intégration culturelle et économique de Hong Kong avec la Chine continentale, consolidant ainsi une identité nationale unifiée. D'autre part, des changements pourraient survenir en réponse aux dynamiques sociales et politiques locales, notamment si des mouvements de contestation émergent ou si des influences extérieures continuent de jouer un rôle significatif.

Il est probable que les autorités chinoises continuent à adapter leurs stratégies en fonction des défis et des opportunités qui se présenteront, cherchant à maintenir un équilibre entre l'autonomie relative de Hong Kong et l'intégration dans le cadre national. La question demeure de savoir si cette approche permettra de préserver la diversité culturelle de Hong Kong tout en renforçant l'unité nationale, ou si des tensions persistantes pourraient conduire à des ajustements politiques et culturels plus profonds. Il existe aussi un parallèle entre les politiques « d'un pays, deux systèmes » appliquées à Hong Kong et les velléités de Pékin concernant Taïwan, qui avance ses pions sur la carte progressivement : Hong Kong pourrait aussi servir de laboratoire politique, de modèle pour les intentions du régime à Taïwan.

Bibliographie

Ouvrages et Chapitres d'Ouvrages

- Clarke, D. (2013). Framing the margins: In search of contexts for Tsang Tsou-choi. In D. Spalding (Ed.), *The King of Kowloon: The art of Tsang Tsou-choi* (pp. 71–83). Damiani. (Chapitre d'ouvrage)

Articles Scientifiques (Revues à Comité de Lecture)

- Chan, C. K. (2014). China as “Other”: Resistance to and ambivalence toward national identity in Hong Kong. [Journal name], pp. 25–34.

- Fu, C., Liao, L., Mo, T., & Chen, X. (2023). How China's Great Bay Area policies affect the national identity of Hong Kong youth: A quasi-natural experiment based on the difference-in-differences model. *Behavioral Sciences*, 13(8), 1–16.
- Fung, A. Y. H., & Pun, B. L. F. (2021). The transforming Hong Kong polarized cultural identities: The cultural dynamic and relocation of Hong Kong cultural production. *Social Identities*, 27(3), 292–306.
- Ho, L. (2017). From 'no cultural policy' to 'centralised market orientation': The political economy of Hong Kong cultural policy (1997–2015). *Global Media and China*, 2(1), 57–73.
- Li, H. (2022). The integration and example of Chinese and Western culture in Hong Kong. *Advances in Higher Education*, 6(6), 229–236.
- Lin, C., & Jackson, L. (2020). Make China great again: The blood-based view of Chineseness in Hong Kong. *Educational Philosophy and Theory*, 53(9), 907–919. <https://doi.org/10.1080/00131857.2020.1807938>
- Normile, D. (2020). New security law rattles Hong Kong universities. *Science*, 369(6500), 129. <https://doi.org/10.1126/science.369.6500.129>
- Sun, Y. (2018). Renationalisation and resistance of Hong Kong cinema: Milkyway Image's journey to Mainland China. *Inter-Asia Cultural Studies*, 19(2), 220–233.
- Vickers, E., & Morris, P. (2022). Accelerating Hong Kong's reeducation: 'Mainlandisation', securitisation and the 2020 National Security Law. *Comparative Education*, 58(2), 187–205. <https://doi.org/10.1080/03050068.2022.2046878>
- Yew, C. P., & Kwong, K.-m. (2014). Hong Kong identity on the rise. *Asian Survey*, 54(6), 1088–1112. <https://doi.org/10.1525/as.2014.54.6.1088>
- Yip, A. (2015). Hong Kong and China: One country, two systems, two identities. *Global Societies Journal*, 3. <http://escholarship.org/uc/item/15v5j7w> (Article de revue académique en ligne)
- Zhong-Bo, L. (2007). The cultural recognition of Hong Kong movies during 1997 return to the Chinese Mainland. *Journal of Tangshan College*. (Article de journal académique chinois)

Documents Officiels et Rapports

- Census and Statistics Department. (n.d.). Blueprint for Hong Kong's museum development. https://www.cstb.gov.hk/file_manager/en/documents/consultation-and-publications/Blueprint_EN.pdf (Rapport ou document de planification du gouvernement de Hong Kong)
- Government of the Hong Kong Special Administrative Region. (2024, 23 décembre). Press release. <https://www.info.gov.hk/gia/general/202412/23/P2024122300174.htm> (Communiqué de presse du gouvernement de Hong Kong)

- Guangdong-Hong Kong-Macao Greater Bay Area. (n.d.). Youth development. <https://www.bayarea.gov.hk/en/opportunities/youth.html> (Page web officielle du programme de la Grande Baie)
- Hong Kong Government. (2021, August 16). One country, two systems. https://www.brandhk.gov.hk/uploads/brandhk/files/factsheets/Hong_Kong_Themes/One-country-two-systems-E.pdf (Fiche d'information du gouvernement de Hong Kong)
- National Security Education Centre. (n.d.). Cultural security. https://www.nsed.gov.hk/national_security/index.php?a=national_security_main_focus&d=cultural_security&l=en (Page web officielle du gouvernement de Hong Kong)
- Youth.gov.hk. (n.d.). Community participation stories. Home and Youth Affairs Bureau. <https://www.youth.gov.hk/en/community-participation/stories/df07c20c-9de9-4126-a7bb-c60b7f2c32bc> (Page web officielle du gouvernement de Hong Kong)
- 国务院. (2022, 2 mai). 增强文化安全意识 构建和谐精神家园——专家学者解读《国家文化安全知识百问》. 中国政府网 [China Government Network]. https://www.gov.cn/xinwen/2022-05/02/content_5688450.htm (Document du Conseil des Affaires d'État de Chine)
- 香港中華總商會 [Chinese General Chamber of Commerce]. (n.d.). Retrieved 1 April 2025, from https://www.cgcc.org.hk/en/temp18_detail.php?sid=19&tid=0&tabid=0&id=20 (Source institutionnelle ou économique/document officiel)

Presse et Autres Sources

- Artnet News. (2021, 9 septembre). Hong Kong's M+ Museum has removed Ai Weiwei's famous Tiananmen Square photo from its website while it awaits government review. Artnet News. <https://news.artnet.com/art-world/ai-weiwei-m-website-2006489>
- BBC Newsround. (2020). Hong Kong and the UK: What's the history between the two? BBC Newsround. <https://www.bbc.co.uk/newsround/52907269>
- China.org.cn. (2021, 19 juillet). La prospérité et la stabilité de Hong Kong et de Macao, une priorité du PCC. China.org.cn. https://french.china.org.cn/china/txt/2021-07/19/content_77637488.htm
- Dang, Y. (2024, June 13). China's ethnic policy chief slams 'ignorance of history' in Xinjiang assimilation claims. South China Morning Post. <https://www.scmp.com/news/china/politics/article/3266357/chinas-ethnic-policy-chief-slams-ignorance-history-xinjiang-assimilation-claims>
- Hong Kong Free Press. (2016, December 6). The HK-Zhuhai-Macau bridge: An economic excuse for a political gamble? Hong Kong Free Press. <https://www.hongkongfp.com/2016/12/06/hk-zhuhai-macau-bridge-economic-excuse-political-gamble/>
- International Campaign for Tibet. (2021, February 10). National security programming for China's new generation. <https://savetibet.org/national-security-programming-for-chinas-new-generation/> (Article d'ONG ou d'actualités/analyse)

- Ipsic, I. (2023). Navigating identity in a global city: The complexities of Hong Kong's cultural landscape. Vocal Media. <https://vocal.media/wander/navigating-identity-in-a-global-city-the-complexities-of-hong-kong-s-cultural-landscape> (Article de plateforme en ligne/média)
- Jones, V. (2025, January). Hong Kong's national security law on show. Le Monde diplomatique – English edition. <https://mondediplo.com/outside-in/hong-kong-national-security>
- Lam, O. (2021, 5 avril). Comment les libertés académiques ont-elles disparu à Hong Kong en 2020 ? Global Voices. <https://fr.globalvoices.org/2021/04/05/264020/>
- Pew Research Center. (2023, 5 décembre). How people in Hong Kong view mainland China and their own identity. Pew Research Center. <https://www.pewresearch.org/short-reads/2023/12/05/how-people-in-hong-kong-view-mainland-china-and-their-own-identity/> (Rapport/Article d'un centre de recherche)
- Regan, H. (2020, June 30). China passes sweeping Hong Kong national security law. CNN. <https://edition.cnn.com/2020/06/29/china/hong-kong-national-security-law-passed-intl-hnk/index.html>
- The China Post. (2011, September 9). Hong Kong fears 'mainlandization'. The China Post. <https://web.archive.org/web/20151208023308/http://www.chinapost.com.tw/commentary/the-china-post/2011/09/09/317215/Hong-Kong.htm>
- Tu, H. (2025, March 10). HK should fast-track integration of Greater Bay Area. China Daily. <https://www.chinadaily.com.cn/a/202503/10/WS65e9b8a7a31057c47ebab15f.html>
- VOA News. (2021, December 4). Absence of dissident artist's works spurs fears of Hong Kong art censorship. VOA News. https://www.voanews.com/a/east-asia-pacific_absence-dissident-artist-works-spurs-fears-hong-kong-art-censorship/6333567.html
- 胡恩威 [Hu Enwei]. (2022, 1 juin). 【恩威並施】文化安全的三個步驟和三個範圍. 香港 01 [HK01]. <https://www.hk01.com/深度報道/776818/恩威並施-文化安全的三個步驟和三個範圍>
- Hu, H. (2007). Protecting China's national cultural security in face of the rapid development (在积极的发展中保障中国的国家文化安全). Cultural Industry Innovation and Development Academy, Shanghai Jiaotong University.

Le renforcement des défenses militaires japonaises dans les îles Ryūkyū

Autrices

Elisa Betton est étudiante en master Affaires Internationales à Sciences Po Lyon. Elle s'intéresse aux dynamiques géopolitiques et économiques mondiales en Asie-Pacifique.

Hanaé Bouyssi est étudiante en master Affaires internationales à Sciences Po Lyon. Elle s'intéresse au contexte asiatique, spécialisée dans les dynamiques japonaises, entre sociologie politique, histoire, culture et géopolitique.

Résumé

Le Japon renforce sa défense dans les îles Ryūkyū pour faire face aux menaces croissantes de la Chine dans la région Indopacifique. Cette stratégie vise à moderniser et accroître la mobilité et la capacité de ses forces d'autodéfense, en particulier pour contrôler les espaces maritimes et aériens stratégiques autour des îles proches de Taïwan. Le pays développe une posture de déni de zone (*sea denial*), combinant missiles avancés, renforcement des bases militaires et coopération étroite avec les États-Unis et d'autres alliés. Cette montée en puissance est accompagnée par des débats internes sur l'impact socio-politique local, notamment à Okinawa, où la population manifeste une forte opposition à la présence militaire accrue. La réorientation stratégique du Japon reflète une évolution de sa posture de défense vers un positionnement plus proactif dans un contexte régional de tensions géopolitiques aiguës.

Introduction

Le 26 août 2024, un avion chinois de renseignement de type Y-9¹ entre dans l'espace aérien japonais vers la côte des îles Danjo et la préfecture de Nagasaki. Il s'agit de la première violation de ce type par un appareil militaire chinois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La réponse des forces d'autodéfense aérienne (JASDF), émettant des notifications et des avertissements, a été complètement ignorée. Si le ministre de la défense japonais M. Kihara a ouvertement critiqué la Chine durant une conférence de presse pour avoir commis une « *grave violation* » du territoire japonais, aucune autre réaction n'a pu être observée. Il est possible de penser que les autorités chinoises essaient de sonder les réactions japonaises face à ces provocations afin de déterminer quelle est leur posture et quelles sont leurs réponses. De la même façon, le 14 octobre 2024, Taiwan a détecté près de 125 avions chinois, un record selon

¹ Makoto Nakashinjo, "Defense of Okinawa depends on the self-determination of Japan" *Japan Forward*, 18 octobre 2024.

un responsable du ministère de la défense, autour des côtes taïwanaises. Cette vaste démonstration de force fait suite à un discours du président taïwanais du parti démocratique progressiste, Lai Ching-te, qui s'est engagé à « *résister à l'annexion* » chinoise et à « *l'empiètement de sa souveraineté* »².

Ainsi, les patrouilles et les exercices militaires chinois dans les zones japonaises et taïwanaises se multiplient et accentuent la montée des tensions dans la région Indopacifique. Face à ces ambitions de la Chine, qui cherche à affirmer sa domination économique et militaire dans la région, le Japon adapte donc sa politique de défense. L'ère du pacifisme semble révolue, laissant place à un renforcement des alliances et au développement accru de l'arsenal militaire, notamment dans les îles Ryūkyū, au sud-ouest de l'archipel. Okinawa, considérée par les États-Unis comme la « *clé de voûte du Pacifique* » depuis la guerre froide, devient le cœur d'une nouvelle stratégie défensive japonaise, affirmée dans le programme de défense publié en 2022.

Dans cet article, nous explorerons ces enjeux à la fois stratégiques et politiques pour comprendre dans quelle mesure la modernisation et les redéploiements militaires japonais dans les îles Ryūkyū reflètent l'impératif sécuritaire croissant pour le Japon face à l'expansionnisme naval chinois en Indopacifique. Il s'agira d'examiner les enjeux stratégiques, géographiques et politiques (I) afin d'expliquer les transformations majeures de la posture défensive japonaise dans les Ryūkyū. Entre montée en puissance et modernisation, ces évolutions s'inscrivent aussi dans une logique de *sea denial*, visant à restreindre la liberté d'action de l'armée chinoise et à sécuriser les voies maritimes et aériennes essentielles à la stratégie défensive japonaise (II).

I. Les enjeux de la montée en puissance militaire du Japon

Enjeux géopolitiques et stratégiques

Nombreuses sont les raisons qui font des îles Ryūkyū un centre stratégique majeur de la région : tout d'abord, un positionnement géographique clé, au cœur des lieux de tensions et à la croisée des principales puissances de l'Indopacifique : le Japon, la Corée du Sud, et surtout la Chine.

Dès 1948, la CIA avance que « *la disposition des îles Ryūkyū pourrait devenir l'une des questions les plus controversées dans tout règlement des problèmes de l'Extrême-Orient. La possession ou le contrôle de ces îles, en particulier Okinawa, donnerait au pays occupant un avantage dans les opérations de défense ou d'offensive en Asie, et un poste de surveillance pour garder les approches maritimes de la Chine centrale et septentrionale et de la Corée* »³.

L'Armée populaire de libération (APL) chinoise a développé des forces navales et aériennes pouvant atteindre le Pacifique occidental. Cependant, elle ne dispose pas encore de contrôle terrestre dans la zone ; elle doit donc s'assurer de contrôler les passages maritimes pour pouvoir y accéder. Or les plus courts consistent à passer au Nord ou au Sud de Taiwan⁴. Plus loin, le passage par les îles Ryūkyū japonaises est l'une de leurs deux solutions envisageables pour se rendre dans le Pacifique, l'autre étant un passage à travers le détroit de Luçon, entre Taiwan et

² Le Monde avec AFP «Après des manœuvres militaires autour de Taiwan, la Chine affirme qu'elle ne renoncera "jamais" à l'option du "recours à la force" pour reconquérir l'île», *Le Monde* (14 octobre 2024).

³ Central Intelligence Agency, «The Ryukyu islands and their significance» (06 août 1948).

⁴ Matthieu Anquez, «Taiwan, un objectif de la stratégie nucléaire chinoise», *Telos* (11 octobre 2023).

les Philippines⁵. Situées à seulement 500 et 800 kilomètres du territoire chinois, ces zones semblent être au cœur de la stratégie de l'APL.

Dans le prolongement des réflexions américaines sur la sécurité et la défense en Indopacifique amorcées depuis la guerre froide, la stratégie des chaînes d'îles a été formulée par John Foster Dulles en 1951, lors de la guerre de Corée⁶. Conçue initialement comme un plan d'endiguement maritime de l'Union soviétique, puis plus tard de la Chine communiste par les États-Unis, la première chaîne d'îles relie au nord et au sud les îles Kouriles, la péninsule coréenne, l'archipel japonais, la partie nord-ouest des Philippines, Taiwan, et les îles Ryūkyū⁷. Ce concept fait partie intégrante de la stratégie de projection de force américaine en Extrême-Orient, non seulement pour affirmer leur supériorité militaire et navale, mais aussi pour endiguer la principale puissance régionale qui concurrence les États-Unis, la Chine. Cette dernière a intégré la doctrine des chaînes d'îles dans sa stratégie maritime, orientant ses efforts vers l'Est afin de contourner ces obstacles par le développement d'une marine hauturière et l'assurance du libre passage via le canal de Bashi ou les Ryūkyū⁸. Ce dispositif met en lumière la centralité stratégique de Taïwan et de l'archipel Ryūkyū, dont la défense est jugée prioritaire par le ministère japonais de la Défense pour empêcher la marine chinoise d'accéder au Pacifique.

La proximité des îles Ryūkyū avec Taïwan revêt une importance stratégique majeure. Dans un contexte où l'ambition chinoise de s'emparer de Taïwan constitue l'un des principaux enjeux géopolitiques de l'Indopacifique, l'attitude du Japon quant à une éventuelle intervention pose question. Bien que l'engagement de Tokyo soit incertain en cas de conflit, les forces américaines stationnées sur les bases d'Okinawa seraient en première ligne en cas d'escalade⁹, plaçant ainsi les îles Ryūkyū au cœur des préoccupations sécuritaires. Conscient de ces enjeux, le Japon renforce donc ses capacités de défense et de protection de ces îles et de ces zones maritimes. En témoigne la création, en 2016, d'une base militaire sur l'île de Yonaguni et du déploiement d'unités de missiles, à seulement 110 kilomètres de Taïwan¹⁰, dans le cadre du vaste programme de militarisation et de défense que nous détaillerons plus bas.

Enfin, de nombreux différends territoriaux relatifs à la souveraineté d'îles telles que Senkaku (nom japonais) ou Diaoyu (nom chinois), principalement liés à la délimitation des frontières maritimes et des zones économiques exclusives, opposent le Japon et la Chine depuis plusieurs décennies¹¹. La souveraineté de ces îles est cruciale sur les plans économique et stratégique, notamment car elles sont situées sur une artère maritime vitale pour l'approvisionnement en ressources de l'Asie orientale mais aussi par sa proximité avec Taïwan. L'opposition se base principalement sur une narration historique précise, concernant la découverte et l'occupation des îles au XIV^{ème} siècle et les nombreux traités de paix des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles (traité de Shimonoseki en 1895, déclaration du Caire en 1943, traité de paix de San Francisco en

⁵ "Japon-Okinawa : une île et un archipel au rôle géostratégique pour la projection états-unienne en Asie" *Centre National d'Etudes Spatiales (CNES)*.

⁶ Wilson Vorndick, "China's reach has grown ; so should the islands chains", *Asia Maritime Transparency Initiative*, 22 octobre 2018.

⁷ Alex Wang, "Ryukyu (Okinawa) : le chaînon, clé, mais fragile, de la première chaîne d'îles", *Conflits*, 4 novembre 2023.

⁸ *Ibid.*

⁹ Stephen Bryen, "US-Japan HIMARS missile plan for island near Taiwan alarms China", *Asia Times*, 30 novembre 2024.

¹⁰ Mari Yamaguchi, "The tiny Japanese island militarizing on Taiwan's doorstep", *Defense news*, 1 mars 2025.

¹¹ Gisela Grieger, Sino-Japanese controversy over the Senkaku/ Diaoyu/ Diaoyutai Islands", *European Parliamentary Research Service*, juillet 2021.

1951)¹². Ce différend a mené à une graduelle militarisation de la question, en réponse à des incidents comme en 2010 lorsqu'un chalutier de pêche chinois a heurté des gardes côtiers japonais (JCG), ou la question de la nationalisation des îles disputées en 2012, lorsque le Japon a acheté ces dernières à un homme d'affaires japonais¹³. Ces îles faisant partie intégrante de l'archipel Ryūkyū, l'escalade militaire concernant cette question pourrait mener à un conflit d'une nouvelle envergure entre le Japon et la Chine dans un lieu hautement stratégique.

Renforcer les alliances régionales face à la Chine

La Chine communiste sous Xi Jinping veut laisser derrière elle « le siècle des humiliations », infligé par les forces occidentales et japonaises entre 1850 et 1949. Pour ce faire, sa politique étrangère repose sur une double dimension : s'imposer en Asie puis devenir une puissance globale sur les plans économique et militaire¹⁴. L'enjeu japonais de défendre coûte que coûte les îles Ryūkyū face à la Chine rejoint l'intention américaine d'éviter un effet domino pouvant entraîner la chute de régimes démocratiques dans la région face à la montée de régimes autoritaires (Russie, Chine, Corée du Nord) et remettre en question l'ordre mondial où les États-Unis demeurent dominants. Ainsi, le slogan « *Aujourd'hui Hong Kong, demain Taiwan, après-demain Okinawa ?* » utilisé fréquemment dans les discours japonais depuis l'accroissement des tensions liées à l'expansionnisme chinois¹⁵, renvoie à une idée de front démocratique et souligne l'importance d'un Indopacifique « libre et ouvert ». Le renforcement militaire est justifié et expliqué pour contrer les ambitions chinoises. Par ailleurs, ce front ne représente pas qu'une coalition sur le plan militaire, mais aussi diplomatique, économique et commercial.

De nombreux conflits territoriaux opposent Pékin et ses voisins, la Chine revendiquant la souveraineté sur plus de 80% de la mer de Chine méridionale¹⁶. Sa politique assertive, surtout depuis la décennie 2010, consiste en l'expansion de son territoire dans les zones maritimes revendiquées par d'autres pays, notamment en construisant des îlots artificiels autour de l'archipel des Spratleys, convoité par le Vietnam, la Chine et Taiwan.¹⁷ Des travaux similaires ont été observés à Lankiam Cay, Whitsun Reef, et Sandy Cay qui offrent la possibilité à Pékin de militariser ces îlots artificiels et donc d'imposer un nouveau statu quo territorial dans un espace contesté et convoité¹⁸.

Les ambitions expansionnistes chinoises concernent également des revendications territoriales, dont la plus assumée reste aujourd'hui Taiwan¹⁹. Cependant, il existe un groupe appelé le Comité préparatoire pour la Région autonome spéciale des Ryūkyū chinois, qui affirme

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Alain Frachon, « L'ère Xi Jinping est celle d'une Chine expansionniste, sûre d'elle-même et affichant de plus en plus crûment sa volonté de domination », *Le Monde*, 22 mai 2022.

¹⁵ Tomisaka Satoshi, « 中国との対立激化で消耗「今日の台湾」から「明日の日本」が見えるワケ » « The intensifying conflict with China has worn them down Why "Today's Taiwan" can tell us "Tomorrow's Japan" », *まぐまぐニュース !*, 2 février 2022.

¹⁶ François Bafoil « Les conflits en mer de Chine méridionale », *Sciences Po Centre de Recherches Internationales*, septembre 2014.

¹⁷ Pierre Demoux, « La Chine accusée de bâtir des îles artificielles pour étendre sa zone maritime », *Les Echos*, 28 décembre 2022.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Matthieu Anquez, *Op cit.* p.2

qu'Okinawa fait partie de la Chine²⁰ et qui accentue encore l'importance cruciale pour le Japon de mettre en place des lignes de défense capables de contrer ces ambitions.

De ce fait, Tokyo travaille sur une politique de dissuasion conventionnelle en multipliant les traités de défense multilatéraux et les alliances avec les « *pays aux vues similaires* »²¹. Ainsi, depuis 2007, le dialogue quadrilatéral pour la sécurité (QUAD) réunit le Japon, les États-Unis, l'Australie et l'Inde dont la coopération est vue comme une réaction face à la puissance grandissante de la Chine²². Cependant, bien que l'alliance historique et principale de la défense japonaise soit les États-Unis, les changements politiques qui s'y opèrent incitent le Japon à s'assurer d'autres alliés en cas de conflit. Par exemple, un accord réciproque entre le Japon et l'Australie, ou Japan-Australia RAA a été signé le 6 janvier 2022 entre le Premier ministre japonais F. Kishida et le Premier ministre australien S. Morrison²³. L'objectif est de faciliter l'accès réciproque et la coopération entre les forces d'auto-défense japonaises et les forces de défense australiennes pour garantir la paix et la stabilité dans l'Indopacifique. La coopération militaire avec la France a aussi été renforcée, des soldats français ont participé à "Brunet-Takamori 2024", un exercice militaire conjoint avec le Japon sur le terrain d'essai d'Ojojihara dans la continuité de la nouvelle feuille de route sur la coopération bilatérale signée entre les deux pays en 2023²⁴. « *Nous montrons à nos compétiteurs et ennemis que la France et le Japon sont des partenaires forts* » avait insisté le colonel Miaihes tandis que le colonel japonais Kayanuma affirmait « *Nos liens n'ont jamais été aussi forts. De deux armées séparées, nous devenons une formidable équipe* ». C'est la première fois que l'armée française manœuvre au Japon depuis le XIX^e siècle, la dernière étant lorsque Paris initiait les troupes du shogunat d'Edo à la tactique moderne²⁵.

Conjointement, une réunion a réuni les ministres de défense du Japon, de l'Italie et du Royaume-Uni sur le programme aérien de combat mondial (GCAP) le 19 novembre 2024 pour avancer sur les activités de la coentreprise lancée et détenue par des industriels des trois pays²⁶. L'objectif est de développer et financer un projet de construction d'avions de combat supersoniques, de drones accompagnateurs et autres moyens militaires, le tout estimé à plusieurs milliards d'euros.

Le gouvernement japonais insiste donc régulièrement dans ses *Livres Blancs* et son programme de défense nationale publié en 2022 sur la nécessité de se rapprocher et nouer des liens forts avec des pays aux vues semblables, défendant des valeurs similaires afin de limiter les avancées chinoises dans la région.

²⁰ Agence de presse centrale, 琉球熱議 組織稱屬於中華民族 (L'organisation Ryukyu, sujet de vifs débats, affirme appartenir à la nation chinoise), *China Times*, 5 octobre 2013.

²¹ Ministry of Defense of Japan, Annual White Paper, 2024.

²² Vaimati Goin, "QUAD (dialogue quadrilatéral pour la sécurité)", *Géococonfluences*, octobre 2021.

²³ Ministry of Defense of Japan, *op cit.*

²⁴ Philippe Mesmer, "La France et le Japon renforcent leur coopération militaire", *Le Monde*, 20 septembre 2024.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Laurent Lagneau, "L'Italie envisage d'acquérir l'avion de patrouille maritime japonais Kawasaki P1", *Zone militaire*, 28 mars 2025.

L'enjeu de l'acceptation par les populations locales

L'ensemble de ce contexte géostratégique et des tensions entre les puissances en Indopacifique incite donc le Japon à adopter une nouvelle stratégie militaire et défensive, principalement dans l'archipel Ryūkyū. Les bases militaires, les entraînements, et l'arsenal militaire s'y multiplient, malgré une vive contestation de la population locale.

Déjà, une forte question identitaire se pose pour beaucoup de locaux au vu de l'histoire de l'île : royaume autonome et indépendant jusqu'à l'annexion définitive en 1879 par le gouvernement Meiji de l'Empire du Japon, il est occupé par la présence américaine avant de retourner sous contrôle japonais en 1971²⁷. De nombreux habitants des îles Ryūkyū ne se considèrent pas pleinement Japonais²⁸, la moitié se percevant à la fois comme Japonais et Okinawaïens. Cette double identité s'accompagne d'une profonde défiance envers le gouvernement central, d'autant plus que leur préfecture figure parmi les plus pauvres du pays. Porteurs d'une identité culturelle, traditionnelle et linguistique longtemps marginalisée, les habitants revendiquent un héritage distinct, un enjeu identitaire que la Chine exploite à son avantage. S'érigeant en défenseur de leur autonomie vis-à-vis de Tokyo, le président Xi Jinping nourrit une rhétorique historique soulignant les liens profonds entre l'archipel et la Chine²⁹. Son intérêt ne se limite pas à Okinawa : Pékin manifeste également un appétit grandissant pour l'ensemble des Ryūkyū, alors même qu'il dispute déjà au Japon la souveraineté sur l'île de Senkaku/Diaoyu.

La présence militaire américaine est également fortement contestée par la population. En contrepartie de la rétrocession d'Okinawa au Japon le 15 août 1972, Washington négocie avec Tokyo le maintien d'une forte présence militaire dans le cadre de leur périmètre de défense géostratégique en Asie. Ainsi, 31 bases ou camps abritant plus de 26 000 soldats sur une surface de 18 609 hectares restent encore sous contrôle américain et font partie du traité de coopération et de sécurité liant les États-Unis et le Japon, avec 70% des forces américaines présentes au Japon se trouvant sur ces bases³⁰. Ces infrastructures militaires ont une mauvaise image auprès de la population locale, en raison d'agressions impunies de soldats américains sur la population locale. Par exemple, l'organisation des femmes contre la violence militaire affirme qu'entre 1945 et 2011, 350 crimes, dont des crimes sexuels, auraient été commis par le personnel militaire américain à l'encontre du peuple Okinawaïen³¹. Ils se plaignent aussi du bruit incessant causé par les entraînements mais craignent également pour les répercussions écologiques que pourraient avoir la multiplication de bases militaires sur l'environnement des îles. Ainsi, la majorité de la jeunesse souhaite la suppression totale ou la réduction des bases américaines, et en 2019, la population (de 1,45 million d'habitants) s'est exprimée par référendum contre l'appropriation de 160 hectares pour la construction d'une nouvelle base à Henoko dans une zone moins peuplée pour relocaliser la base de Futenma, mais pouvant mettre en péril la biodiversité et les coraux sur place³². Alors même que la position stratégique

²⁷ Eisemann Pierre Michel. Le statut d'Okinawa : de la souveraineté résiduelle à la restitution au Japon. In: *Annuaire français de droit international*, volume 17, 1971. pp. 255-278.

²⁸ Alex Wang, "Ryukyu (Okinawa) : le chaînon, clé, mais fragile, de la première chaîne d'îles", *Conflits*, 4 novembre 2023.

²⁹ Yuko Mukai "Why Japan should be vigilant on China's intentions toward Okinawa", *The Japan News*, 29 juillet 2023.

³⁰ Alex Wang, *Op. cit.*

³¹ Olivia Tasevski, "Okinawa's vocal anti-US military base movement", *The interpreter*, 17 février 2022.

³² Masatoshi Inoue, "Okinawa ne veut pas de nouvelle base américaine", *Courrier international*, 25 février 2019.

japonaise dépend en grande partie de la posture américaine stationnée majoritairement dans les îles Ryūkyū, les habitants remettent en cause la forme de l’alliance américano-japonaise.

Certains habitants craignent également un “retour de l’histoire”, c’est-à-dire de se retrouver au cœur des conflits, sur la ligne de front d’une potentielle guerre. L’historien et géographe Jean-François Heimburger rappelle qu’un quart de la population de l’île a perdu la vie durant la bataille d’Okinawa pendant la Seconde guerre mondiale, dont près de 94 000 civils, en plus d’être chassés par l’armée japonaise qui les massacrait s’ils utilisaient la langue d’Okinawa³³. Les habitants ne souhaitent donc plus que l’archipel des Ryūkyū soit de nouveau le théâtre de combats³⁴. Cette crainte s’est accentuée lorsque les îles ont été témoins de l’entraînement du groupe aéronaval chinois à l’ouest entre les 16 et 26 décembre 2022, et les flottes sino-russes à l’est participant à l’exercice naval conjoint du 21 au 27 décembre 2022³⁵.

Ainsi, de nombreuses raisons encouragent les locaux à s’opposer à la multiplication des bases militaires, japonaises et américaines dans l’archipel des Ryūkyū. Bien que l’on ne puisse pas parler d’une opposition absolue, le gouverneur d’Okinawa Denny Tamaki, en fonction depuis 2018, est un fervent opposant à la présence américaine sur son île³⁶. Dénonçant les abus et crimes commis par la présence militaire américaine, il soutient que la multiplication de telles bases ne peut que nuire à l’équilibre qui pourrait garantir aux îles Ryūkyū la paix qu’il espère préserver. Afin de rassurer la population, le ministre de la Défense japonais Gen Nakatani s’est rendu sur l’île de Yonaguni afin d’y rencontrer le maire Kenichi Itozaku le 22 janvier 2025³⁷. Il a garanti qu’en cas d’urgence militaire, les habitants seraient protégés et évacués dans les meilleures conditions. Il a aussi assuré que le ministère de la Défense et les forces de défense japonaises joueront un rôle principal dans la protection de la population, tout en suggérant une meilleure collaboration avec les autorités locales. Depuis la publication du nouveau plan militaire du gouvernement japonais en 2022, une liste de ports et aéroports a été désignée comme principaux lieux d’évacuation en cas d’urgence. La construction de lieux de refuges a également été planifiée sur 5 îles : Yonaguni, Taketomi, Ishigaki, Miyakojima et Tarama³⁸.

Dès lors, bien que le gouvernement central tente de rassurer la population locale en assurant des moyens d’évacuation efficaces en cas d’urgence militaire, l’enjeu central reste cependant l’aversion et l’opposition que portent celle-ci envers la multiplication de projets militaires sur leur archipel. Toutefois, la portée de leur voix et actions semblent limitées, sans pouvoir réellement s’opposer aux ambitions du gouvernement central.

³³ Jean-François Heimburger, “Japon : 75 ans après la fin de la bataille d’Okinawa, des leçons à tirer pour la paix ”, *IRIS, Analyses*, 23 juin 2020.

³⁴ M. Ishida & D. Ng, “Japan, alarmed by China’s regional activities fortifies southwest islands and hikes defence budget”, *CNA Channel New Asia*, 26 mai 2023.

³⁵ Alex Wang, *Op. cit.*

³⁶ Thisanka Siripala “Japan’s new Okinawa governor sets tough anti-US military agenda”, *The diplomat*, (07 octobre 2018).

³⁷ Mizuki Sato, “defense minister vows utmost to protect Nansei islanders”, *The Asahi Shimbun*, 23 janvier 2025.

³⁸ *Ibid.*

II. Transformation de la posture de défense japonaise dans les Ryūkyū : “dédi de zone” et modernisation

Vers une force militaire normalisée ?

La défaite japonaise lors de la Seconde Guerre mondiale marque l'entrée du Japon dans une ère de « pacifisme », le pays incluant dans sa Constitution l'article 9 qui stipule que « *le Japon renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation* »³⁹. Cette clause de renonciation à la guerre a d'abord été interprétée dans un sens restrictif, avant de donner naissance aux forces d'autodéfense japonaises en 1954, composées d'une force terrestre, maritime et aérienne.⁴⁰ En fonction du contexte international, les FJA ont vu leur rôle différer et leur arsenal évoluer au fil de la seconde partie du XX^{ème} siècle, notamment après la fin de la guerre froide. Le renforcement militaire chinois et le programme nucléaire nord-coréen ont par la suite cristallisé la montée des tensions régionales, rendant impérative une plus grande collaboration entre les FJA et les forces américaines, mais aussi avec les Nations Unies. L'évolution des FJA se marque donc par cette remilitarisation à la fin du XX^{ème} siècle, qui ouvre depuis la porte à des tentatives de retour vers une forme militaire classique.

Avec l'arrivée de Shinzo Abe à la tête du gouvernement japonais, une relecture plus extensive de l'article 9 est proposée⁴¹, avec des amendements pour permettre l'extension et le développement de l'arsenal défensif du pays, dans l'objectif d'être dans la capacité de défendre le territoire si le parapluie nucléaire américain n'était pas en place. Mais l'opinion publique japonaise s'oppose à toute modification constitutionnelle, menant à l'échec de son projet.

En 2013, il publie un plan de défense quinquennal et une stratégie de sécurité nationale qui montrent, bien que de manière mesurée, la volonté du pays d'augmenter ses capacités de défense militaire⁴², justifiée par les enjeux maritimes évoqués dans la première partie de cet article. En effet, depuis le début des années 2010, le développement de nouvelles stratégies militaires aériennes et maritimes chinoises rend plus que jamais l'avènement d'une véritable armée japonaise dans les discours des politiques japonais⁴³. Le Japon commence à se doter d'un nouvel arsenal et donne les lignes directrices pour la décennie à suivre : développement de ses capacités de contrôle et de détection, notamment des missiles chinois, renforcement de sa flotte maritime, augmentation des effectifs des forces d'autodéfense dans les îles Ryūkyū, mais aussi achat de nouveaux véhicules aériens et maritimes.

³⁹ Louis Picard. “La mutation des forces japonaises d'autodéfense : un renouveau militaire après 78 ans de restriction”, *Journal du Japon*, 24 février 2024.

⁴⁰ Steve S. “Les Forces d'autodéfense japonaises : de la reconstruction d'une force de défense à l'autonomie stratégique”. *La revue d'histoire militaire*, 26 novembre 2018.

⁴¹ Éric Seizelet, « Japon : des Forces d'autodéfense à l'Armée de défense nationale. Autopsie d'un changement potentiel de paradigme », *Mots. Les langages du politique*, 104 | 2014, 95-106.

⁴² Patrick Cronin, « Japan's New Defense Strategy », *War on the Rocks*. 18 décembre 2013.

⁴³ *Ibid.*

Agrandissement et modernisation de l'arsenal militaire japonais

Ce changement peut être éclairé par l'apport des stratégies navales classiques d'Alfred Mahan et Julian Corbett. Malgré l'ancienneté de leurs théories, elles sont pertinentes pour comprendre comment pourrait se positionner efficacement la marine japonaise dans les Ryūkyū.

Alfred Mahan, en tant qu'officier de marine, pensait que l'enjeu était celui du contrôle de la mer⁴⁴, au sens territorial, avec une domination totale de l'espace marin. L'affrontement serait donc direct entre puissances navales, avec l'objectif de détruire la flotte de l'ennemi. Julian Corbett lui, ne s'oppose pas totalement à cette théorie car il souligne l'importance d'être présent dans l'espace maritime,⁴⁵ mais prône une approche moins offensive. L'enjeu serait le contrôle des communications dans la zone convoitée, passant notamment par le blocage de points stratégiques de navigation qui pourraient empêcher l'ennemi de circuler dans l'espace défendu. Il souligne l'impossibilité d'un contrôle permanent et total de la mer, et donc la mise en place d'une stratégie plus flexible que le *sea control* (contrôle de la mer), celle du *sea denial* (dénier de zone) qui est plus crédible et efficace. Il ajoute l'enjeu d'une "synergie interdomaines"⁴⁶ entre les services militaires ; entre les forces maritimes, aériennes et terrestres.

Le développement des capacités militaires chinoises et la multiplication de ses démonstrations de force, notamment au travers d'exercices comme des tirs de missiles ou avec l'introduction de matériels novateurs comme un drone capable d'être lancé depuis un sous-marin⁴⁷, a démontré les avancées stratégiques de ce pays. Avec le développement de ses véhicules sous-marins, de ses bateaux ou encore de son système de défense aérien, l'armée chinoise améliore d'année en année sa stratégie A2/AD⁴⁸, visant à empêcher l'ennemi de mener des opérations militaires dans un périmètre délimité. Si un conflit venait à éclater dans cette zone, les forces chinoises pourraient alors utiliser ces moyens pour détruire la flotte aérienne et maritime japonaise, ainsi que ses systèmes de détection.⁴⁹ Un exercice militaire chinois récent avait par ailleurs cherché à démontrer leur capacité à détruire les Boeing E-767⁵⁰, un modèle d'avion dont les FJA possèdent 4 exemplaires et qui sont centraux pour la détection d'appareils aériens ou de missiles lancés à basse altitude. Dans le cas d'un tel conflit, ce serait cette capacité à la fois de déni d'accès à la zone maritime et de destruction des moyens ennemis qui serait décisive, notamment pour faciliter la progression chinoise et paralyser les défenses adverses.

Les évolutions récentes des forces de défenses japonaises et de leurs moyens montrent la volonté japonaise de répondre à ces enjeux en s'équipant également d'un arsenal lui permettant un meilleur contrôle de la zone des Ryūkyū au niveau aérien, maritime, sous-marin mais aussi au niveau de ses capacités amphibies ; avec donc l'objectif d'un « *déni de zone* » plus efficace dans l'archipel. Dans le programme de renforcement de la défense publié par le gouvernement japonais en 2022,⁵¹ les projections d'achat de nouveaux moyens militaires montrent clairement

⁴⁴ François Caron. « De la maîtrise de la mer ». *Stratégie* 8990, n° 1 (2008): 101-47.

⁴⁵ Daisuke Sekine, « Review of From Mahan to Corbett? | Intelligence Analysis ». 笹川平和財団| 海洋情報 FROM THE OCEANS, février 2012.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Gabriel Honrada « China's Air-Sea Drone Could Rewrite the Rules of Naval Warfare ». *Asia Times*, 24 janvier 2025.

⁴⁸ François Lagrange. « L'A2/AD ou le défi stratégique de l'environnement contesté ». *Revue Défense Nationale* 794, n° 9 (2016): 67-72.

⁴⁹ Gabriel Honrada « How a China vs Japan Air War Would Be Fought ». *Asia Times*, 23 mai 2022.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Ministère de la Défense japonais, *Defense Buildup Program*, 16 décembre 2022.

la volonté du pays d'affirmer sa défense sur son territoire maritime et d'asseoir son contrôle autour des îles.

Tout d'abord, l'acquisition de nouveaux missiles pour améliorer la défense à haute portée, comme les missiles de Type-12 SSM,⁵² qui sont des missiles surface-navires développés au Japon et récemment modernisés. Dans le même objectif, le développement et déploiement d'HGVP, des projectiles à vitesses hypersoniques⁵³, avec un guidage par satellites et une portée de plusieurs centaines de kilomètres. L'avantage que présente ce type d'armement, au-delà d'une vitesse de frappe importante, est leur capacité à être tirés depuis une zone située en dehors des combats⁵⁴. Enfin, concernant les missiles de croisière, le Japon s'équipe de *Tomahawks* américains,⁵⁵ des missiles guidés navire-surface. L'acquisition de ce type de projectiles est donc représentative de l'enjeu de déploiement de ces systèmes d'armement défensif en cas d'attaque en mer. Grâce à la portée lointaine et à la vitesse de ces nouveaux missiles⁵⁶, empêcher l'ennemi de circuler sera plus simple et plus efficace.

Un autre enjeu important dans la stratégie de *sea denial* est l'amélioration de la politique de défense aérienne et antimissile intégrée japonaise, dans le but de développer la capacité à détruire des cibles aériennes. Le système de missile sol-air *Type 03 Chū-SAM* est notamment redéveloppé pour améliorer ses performances, avec par la suite l'intention de se procurer 14 unités de plus⁵⁷. Dans un objectif de détection plus efficace, le système PATRIOT⁵⁸ de missiles guidés surface-air prévoit d'être lui aussi amélioré. En 2024, un contrat réalisé avec le gouvernement américain a permis de prévoir le renforcement de la flotte aérienne japonaise de *Grumman E-2 Hawkeye*⁵⁹, des avions de surveillance et de contrôle. Deux autres bateaux équipés du système AEGIS antimissiles vont être ajoutés à la flotte japonaise, composée déjà de huit autres destroyers avec un équipement similaire⁶⁰. S'ils sont pour le moment équipés de missiles surface-air *RIM-161 SM-3*, le Japon a exprimé son intérêt pour les missiles américains surface-air *RIM-174 Standard ERAM*,⁶¹ qui permettent à la fois de détruire un navire ennemi qui se situe jusqu'à 400 kilomètres de distance mais aussi de détruire une cible aérienne comme des projectiles hypersoniques.

Un des derniers développements importants montrant le renouveau du *sea denial* japonais est le renforcement et la construction de nouvelles bases militaires dans l'archipel. Au-delà du renforcement des bases déjà existantes à Okinawa, Ishigaki et Yonaguni, depuis 2016 de nouvelles infrastructures ont été mises en place sur les îles d'Amami Oshima et Miyakojima.⁶² De plus, un nouveau chantier devant durer 4 ans a été lancé sur l'île de Mageshima depuis

⁵² Yusuke Kawachi, « The Case for Japanese Land Power in the First Island Chain », *War on the Rocks*, 14 février 2023.

⁵³ Ministère de la Défense japonais, *Defense Buildup Program*, pp. 6-7, 16 décembre 2022.

⁵⁴ « Hyper Velocity Gliding Projectile ». *Wikipédia*, 22 février 2025.

⁵⁵ Ministère de la Défense japonais, Op.cit, p. 53.

⁵⁶ Oliver Parken. « Japan Kicks Off New Anti-Ship Cruise Missile Project ». *The War Zone*, 8 juin 2023.

⁵⁷ Ministère de la Défense japonais, Op.cit, pp. 8 et 25.

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ Département de la Défense américaine, Contrat du 19 juillet 2024.

⁶⁰ Ministère de la Défense japonais, Op.cit, pp. 53-55.

⁶¹ Laurent Lagneau, « Le Japon va pouvoir se procurer 150 missiles surface-air SM-6 américains pour 900 millions de dollars ». *Opex 360*, 3 février 2025.

⁶² Aya Ichihashi et Matthew M. Burke, "Japan solidifies defenses in southern island chain with string of new bases", *Stripes*, 2 avril 2019.

2019.⁶³ Ces bases représentent un enjeu stratégique très important pour le contrôle des eaux japonaises car elles permettent d'abriter des véhicules et des troupes, mais surtout d'installer des systèmes de lancement de missiles sur terre. En effet, détruire ces systèmes est plus compliqué que de détruire ceux positionnés sur des bateaux ou des sous-marins car s'attaquer directement à une île japonaise mènerait à une escalade très importante des tensions⁶⁴.

Ces développements récents, qui ne sont qu'une partie de ce qui est prévu par le ministère de la Défense japonais, montrent un changement d'attitude et de stratégie de la part du pays. L'accent est mis sur l'amélioration du contrôle et de la détection des activités dans l'espace maritime autour des îles, mais aussi sur l'augmentation des capacités de destruction à la fois en mer, sur terre et dans les airs. Cette diversification dans plusieurs domaines témoigne de la préparation à une guerre où détecter les positions ennemies et l'empêcher de pouvoir accéder aux zones autour des Ryūkyū est centrale.

Coopération bilatérale avec les États-Unis et exercices conjoints

Si le développement et le renouvellement de l'arsenal japonais apparaissent centraux dans l'évolution récente de la position défensive nipponne, l'un des derniers enjeux pour l'archipel est le maintien et l'approfondissement de sa coopération avec les forces militaires américaines. Dans son programme de défense publié en 2022⁶⁵, une partie entière nommée "renforcement de l'alliance Japon- États-Unis" y est dédiée. Un des points importants évoqués dans ce document est notamment l'amélioration de la communication entre les deux pays, de manière régulière, afin d'être capable de mener des opérations conjointes mais aussi d'assurer une circulation plus efficace de l'information.

En effet, au niveau stratégique, leur capacité à coopérer pourrait devenir décisive en cas d'attaque hostile dans la première chaîne d'îles. Pour mieux comprendre l'importance de leur coopération, il faut l'éclairer à la lumière de la théorie de Corbett : un commandement unifié permettrait alors un déni d'une large zone et rendrait le passage chinois complexe, plus particulièrement au niveau des espaces maritimes au nord et au sud de Taïwan⁶⁶.

En 2020, une réorganisation du corps des *marines* américains présents dans la zone Asie-Pacifique a été amorcée par un des généraux, les transformant en "Régiments littoraux de Marine"⁶⁷. Ces régiments ont pour objectif d'être plus mobiles, avec des armements innovants leur permettant notamment de se déplacer rapidement, mais aussi avec des nouvelles technologies de détection et de neutralisation des forces hostiles. Ce sont ces unités qui mènent de plus en plus d'opérations expéditionnaires de bases avancées, consistant à établir des petites bases situées en avant-poste pour développer le contrôle de la zone⁶⁸. Un des premiers régiments transformés a été le 12ème régiment de la marine présent à Okinawa, qui pourra

⁶³ Gabriel Honrada, « Japan Building New Island Base to Guard against China ». *Asia Times*, 16 janvier 2023.

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ Ministère de la Défense japonais, *Op.cit.*

⁶⁶ Nozomu Yoshitomi, « How Japan Can Help Save Taiwan: Securing the First Island Chain », *War on the Rocks*, 23 mars 2022.

⁶⁷ Jean Paul Burdy. « Redéploiements militaires américains à Okinawa, à proximité de Taïwan », *Les Mots de Taïwan*, 21 janvier 2025.

⁶⁸ Nozomu Yoshitomi, *Op.cit.*

maintenant mener des opérations sur les îles situées plus au sud, proches de Taïwan⁶⁹. Pour renforcer l'efficacité de ces régiments, l'enjeu de la poursuite et de l'amélioration des opérations conjointes est décisif : en août 2024, l'exercice conjoint nommé "*Resolute dragon*" a montré la coopération des forces aériennes japonaises et de ce 12ème régiment américain⁷⁰.

Cette alliance est clé pour les deux pays, car le Japon ne dispose pour le moment pas de moyens suffisants pour défendre la chaîne d'îles seul, et les États-Unis doivent pouvoir s'appuyer sur le Japon dans un premier temps en cas d'invasion. De plus, les Américains ne peuvent plus compter sur une supériorité au niveau de leur arsenal, ils ont donc l'intérêt de développer leur capacité de *sea denial* et leur mobilité en coopérant avec le Japon, car en cas d'attaque massive ils risqueraient d'être rapidement défaits.⁷¹ La question de la temporalité est alors centrale, car le Japon doit être capable de défendre, avec les forces américaines ou alliés déjà en présence, sa zone maritime en attendant les renforts potentiels d'autres puissances.

En ce sens, les forces japonaises doivent être aussi bien équipées et entraînées que le partenaire américain. L'annonce de l'installation de *HIMARS* dans les Ryūkyū, des lance-roquettes dont le Japon ne dispose pas encore, montre cette volonté de renforcer la défense déjà présente⁷². Ces lances roquettes sont très mobiles et disposent aussi d'une portée de frappe d'environ 300 km, soit le double de la distance entre Yonaguni et Taïwan.⁷³ Les États-Unis qui concevaient auparavant leurs alliances selon une logique "d'étoile"⁷⁴, un système où leurs alliés n'avaient qu'à disposer de l'équipement nécessaire pour jouer un rôle secondaire, sont passés à une approche en "réseau"⁷⁵ fondée sur de nouveaux programmes d'armement menés en coopération avec des partenaires désormais appelés à être aussi bien équipés qu'eux.

Ainsi, le maintien et le renforcement de la coopération nippo-américaine reste aujourd'hui un enjeu de premier plan dans les Ryūkyū, avec la nécessité d'améliorer les exercices conjoints et la communication stratégique entre les deux pays pour coordonner efficacement leurs efforts en cas de conflit avec une puissance hostile et de renforcer leur capacité de *sea denial*.

Conclusion

L'archipel Ryūkyū occupe donc une place centrale dans la stratégie militaire et géopolitique en Indopacifique au vu de sa situation géographique, face aux manœuvres menées par les puissances continentales dans la région. Celui-ci est cependant traversé de nombreuses tensions, notamment auprès de populations locales pour la plupart opposées à la militarisation de la zone. De plus, les développements récents à la fois de l'arsenal de défense japonais, des forces d'autodéfense mais aussi des plans stratégiques, montrent le retour à une force militaire de plus

⁶⁹ Jean Paul Burdy, *Op.cit.*

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Geoff Ziezulewicz. « Marine HIMARS Deployment To Southern Japanese Islands During Taiwan Crisis Detailed In Report ». *The War Zone*, 25 novembre 2024.

⁷³ Stephen Bryen. « US-Japan HIMARS Missile Plan for Island near Taiwan Alarms China ». *Asia Times*, 29 novembre 2024.

⁷⁴ Lionnel Fatton. « Vers une nouvelle ère de militarisation (et d'instabilité ?) en Indo-Pacifique ». Page Web. *Le Rubicon*, 13 juillet 2022.

⁷⁵ *Ibid.*

en plus normalisée autour de sa stratégie de *sea denial*. La coopération avec les États-Unis, mais aussi avec d'autres puissances possédant des valeurs similaires, constitue aussi un axe important de la politique défensive japonaise, le pays ne pouvant renforcer son contrôle de tous les points stratégiques de la première chaîne d'îles seul.

Il convient toutefois de souligner la sensibilité politique entourant l'approfondissement de l'alliance nippo-américaine. Fondée sur une coopération quotidienne et des politiques militaires conjointes, elle se heurte aujourd'hui à un contexte politique américain incertain. Plusieurs experts redoutent un affaiblissement de la défense régionale en Indopacifique et s'interrogent sur la solidité du dispositif multilatéral associant Japon, États-Unis, Taïwan et Philippines. Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche accentue ces incertitudes.

Bibliographie

« Vers un budget record de la défense japonaise, la défense antimissiles prioritaire ». *IRIS*, 7 septembre 2018. <https://www.iris-france.org/117222-vers-un-budget-record-de-la-defense-japonaise-la-defense-antimissiles-prioritaire/>.

Agence de presse centrale, 琉球熱議 組織稱屬於中華民族 (L'organisation Ryukyu, sujet de vifs débats, affirme appartenir à la nation chinoise), *中時新聞網 (China Times)* (05 octobre 2013) : <https://www.chinatimes.com/realtimenews/20130510004838-260409?chdtv>

Altman, Howard. « Taiwan Experts On Chances Of Chinese Invasion Under New Trump Administration ». *The War Zone*, 14 novembre 2024. <https://www.twz.com/news-features/taiwan-experts-on-chances-of-chinese-invasion-under-new-trump-administration>.

Borzillo, Laurent. « Vers une nouvelle ère de militarisation (et d'instabilité ?) en Indo-Pacifique ». *Le Rubicon*, 13 juillet 2022. <https://lerubicon.org/vers-une-nouvelle-ere-de-militarisation-et-dinstabilite-en-indo-pacifique/>.

Bryen, Stephen. « Mild Proposal for Fortifying Japan, Taiwan Air Defenses ». *Asia Times*, 29 avril 2022. <http://asiatimes.com/2022/04/mild-proposal-for-fortifying-japan-taiwan-air-defenses/>.

« US-Japan HIMARS Missile Plan for Island near Taiwan Alarms China ». *Asia Times*, 29 novembre 2024. <http://asiatimes.com/2024/11/us-japan-himars-missile-plan-for-island-near-taiwan-alarms-china/>.

Caron, François. « De la maîtrise de la mer ». *Stratégie* 8990, n° 1 (2008): 101-47. <https://doi.org/10.3917/strat.089.0101>.

« China Is Watching the Political Disarray in Nations Along the First Island Chain ». *The Diplomat*. Consulté le 1 mars 2025. <https://thediplomat.com/2024/12/how-china-views-the-political-disarray-in-nations-along-the-first-island-chain/>.

“China’s Anti-Access Area Denial”, *Missile Defense Advocacy Alliance*. Consulté le 1 mars 2025. <https://missiledefenseadvocacy.org/missile-threat-and-proliferation/todays-missile-threat/china/china-anti-access-area-denial/>.

CNA. « Japan, Alarmed by China's Regional Activities, Fortifies Southwest Islands and Hikes Defence Budget ». Consulté le 1 mars 2025. <https://www.channelnewsasia.com/asia/japan-self-defense-force-spending-fortifies-southern-islands-china-sea-3517466>.

“Defense minister vows utmost to protect Nansei islanders” *The Asahi Shimbun*. Consulté le 1 mars 2025. <https://www.asahi.com/ajw/articles/15596522>.

“Don't make Okinawa a battlefield again”, *China Military*. Consulté le 1 mars 2025. http://eng.chinamil.com.cn/OPINIONS_209196/Opinions_209197/16220600.html.

Hart, Brian. « Tracking China's April 2023 Military Exercises around Taiwan ». *ChinaPower Project* (blog), 10 avril 2023. <https://chinapower.csis.org/tracking-chinas-april-2023-military-exercises-around-taiwan/>.

Honrada, Gabriel. « China, Japan up Military Ante on the Nansei Islands ». *Asia Times*, 25 décembre 2022. <http://asiatimes.com/2022/12/china-japan-up-military-ante-on-the-nansei-islands/>.

« China's Air-Sea Drone Could Rewrite the Rules of Naval Warfare ». *Asia Times*, 24 janvier 2025. <http://asiatimes.com/2025/01/chinas-air-sea-drone-could-rewrite-the-rules-of-naval-warfare/>.

« How a China vs Japan Air War Would Be Fought ». *Asia Times*, 23 mai 2022. <http://asiatimes.com/2022/05/how-a-china-vs-japan-air-war-would-be-fought/>.

« Japan Building New Island Base to Guard against China ». *Asia Times*, 16 janvier 2023. <http://asiatimes.com/2023/01/japan-building-new-island-base-to-guard-against-china/>.

« Japan's Hypersonic Arsenal Getting up to Speed ». *Asia Times*, 10 février 2025. <http://asiatimes.com/2025/02/japans-hypersonic-arsenal-getting-up-to-speed/>.

« Japan's New VLS Sub Designed to Hem in China ». *Asia Times*, 22 décembre 2023. <http://asiatimes.com/2023/12/japans-new-vls-sub-designed-to-hem-in-china/>.

“Japan – E-2D Advanced Hawkeye Airborne Early Warning and Control Aircraft” *Defense Security Cooperation Agency*. Consulté le 1 mars 2025. URL : <https://www.dsca.mil/press-media/major-arms-sales/japan-e-2d-advanced-hawkeye-airborne-early-warning-and-control-0>.

« Japon - Okinawa : une île et un archipel au rôle géostratégique pour la projection de la puissance états-unienne en Asie », *CNES*. Consulté le 1 mars 2025. <https://cnes.fr/japon-okinawa-une-ile-un-archipel-role-geostrategique-projection-de-puissance-etats-unienne-asie>.

« La France et le Japon renforcent leur coopération militaire ». *Le Monde*. 20 septembre 2024. https://www.lemonde.fr/international/article/2024/09/20/la-france-et-le-japon-renforcent-leur-cooperation-militaire_6325609_3210.html.

Lagneau, Laurent. « Contre la menace chinoise, le Japon se dote d'une "Brigade de déploiement rapide amphibie" ». *Zone Militaire*, 8 avril 2018. URL : <https://www.opex360.com/2018/04/08/contre-menace-chinoise-japon-se-dote-dune-brigade-de-deploiement-rapide-amphibie/>.

« Le Japon va pouvoir se procurer 150 missiles surface-air SM-6 américains pour 900 millions de dollars ». *Zone Militaire*, 3 février 2025. <https://www.opex360.com/2025/02/03/le-japon-va-pouvoir-se-procurer-150-missiles-surface-air-sm-6-americains-pour-900-millions-de-dollars/>.

Lagrange, François. « L'A2/AD ou le défi stratégique de l'environnement contesté ». *Revue Défense Nationale* 794, n° 9 (2016): 67-72. <https://doi.org/10.3917/rdna.794.0067>.

Les Echos. « La Chine accusée de bâtir des îles artificielles pour étendre sa zone maritime », 28 décembre 2022. <https://www.lesechos.fr/monde/asie-pacifique/la-chine-accusee-de-batir-des-iles-artificielles-pour-etendre-sa-zone-maritime-1892288>.

Les Mots de Taïwan. « Redéploiements militaires américains à Okinawa, à proximité de Taïwan », 21 janvier 2025. <https://lesmotsdetaiwan.com/2025/01/21/redeploiements-militaires-americains-a-okinawa-a-proximite-de-taiwan/>.

Ministère de la Défense japonais, *Defense Buildup Program*, 16 décembre 2022. https://www.mod.go.jp/j/approach/agenda/guideline/plan/pdf/program_en.pdf.

Matthieu Anquez, « Taïwan, un objectif de la stratégie nucléaire chinoise », *Telos*, 11 octobre 2023 : <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/taiwan-un-objectif-de-la-strategie-nucleaire-chino.html>.

Mukai, Yuko. « Why Japan Should Be Vigilant on China's Intentions Toward Okinawa », *Japan News*. 29 juillet 2023. <https://japannews.yomiuri.co.jp/editorial/political-pulse/20230729-125975/>.

Nakashinjo, Makoto. « Defense of Okinawa Depends On the Self-Determination of Japan » *JAPAN Forward*, 18 octobre 2024. <https://japan-forward.com/defense-of-okinawa-depends-on-the-self-determination-of-japan/>.

« Comité de la politique de défense aérienne et antimissile intégrée ». *NATO*. Consulté le 1 mars 2025. https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_69342.htm.

Newdick, Thomas. « Chinese Electronic Intelligence Plane Makes Unprecedented Incursion Into Japanese Airspace ». *The War Zone*, 26 août 2024. <https://www.twz.com/air/chinese-electronic-intelligence-plane-makes-unprecedented-incursion-into-japanese-airspace>.

Newsham, Grant. « Japan and US Need to up Their Game in the Senkakus ». *Asia Times*, 29 juin 2024. <http://asiatimes.com/2024/06/japan-and-us-need-to-up-their-game-in-the-senkakus/>.

« Okinawa Is Still Strategically Important », *JAPAN Forward*, 27 mai 2023. <https://japan-forward.com/okinawa-is-still-strategically-important/>.

Nikkei Asia. « Japan Missile Plan on Ishigaki Island Helps Boost Taiwan Defense ». Consulté le 1 mars 2025. <https://asia.nikkei.com/Politics/International-relations/Japan-missile-plan-on-Ishigaki-island-helps-boost-Taiwan-defense>.

« Okinawa's Vocal Anti-US Military Base Movement ». *Lowy Institute*. Consulté le 1 mars 2025. URL : <https://www.lowyinstitute.org/the-interpretor/okinawa-s-vocal-anti-us-military-base-movement>.

Parken, Oliver. « Japan Kicks Off New Anti-Ship Cruise Missile Project ». *The War Zone*, 8 juin 2023. URL : <https://www.twz.com/japan-kicks-off-new-anti-ship-cruise-missile-project>.

« Japan's Futuristic Mogami Frigates: Everything You Need To Know ». *The War Zone*, 17 novembre 2023. URL : <https://www.twz.com/japans-futuristic-mogami-frigates-everything-you-need-to-know>.

« USMC's New ACV Amphibious Assault Vehicles Have Arrived In Japan ». *The War Zone*, 2 juillet 2024. URL : <https://www.twz.com/news-features/usmcs-new-acv-amphibious-assault-vehicles-have-arrived-in-japan>.

Picard, Louis. « La mutation des forces japonaises d'autodéfense : un renouveau militaire après 78 ans de restriction ». *Journal du Japon*, 24 février 2024. URL : <https://www.journaldujapon.com/2024/02/24/la-mutation-des-forces-japonaises-dautodefense-un-renouveau-militaire-apres-78-ans-de-restriction/>.

S, Steve. « Les Forces d'autodéfense japonaises : de la reconstruction d'une force de défense à l'autonomie stratégique ». *La Revue d'Histoire Militaire*, 26 novembre 2018. <https://larevuedhistoiremilitaire.fr/2018/11/26/les-forces-dauto-defense-japonaises-partie-1/>.

Seizelet, Éric. « Japon : des Forces d'autodéfense à l'Armée de défense nationale. Autopsie d'un changement potentiel de paradigme ». *Mots. Les langages du politique*, n° 104 (19 mai 2014): 95-106. <https://doi.org/10.4000/mots.21622>.

Siripala, Thisanka. « Japan's New Okinawa Governor Sets Tough Anti-US Military Agenda ». *The Diplomat*. Consulté le 1 mars 2025. <https://thediplomat.com/2018/10/japans-new-okinawa-governor-sets-tough-anti-us-military-agenda/>.

Trevithick, Joseph. « China's "Punishment" Drills Around Taiwan: Day One ». *The War Zone*, 23 mai 2024. URL : <https://www.twz.com/news-features/chinas-punishment-drills-around-taiwan-day-one>.

U.S. Naval Institute. « Going to War With China? Dust Off Corbett! », 1 janvier 2020. <https://www.usni.org/magazines/proceedings/2020/january/going-war-china-dust-corbett>.

Vaulerin, Arnaud. « Stratégie de défense : Fumio Kishida ou la posture d'un Japon normalisé ». *Libération*. Consulté le 1 mars 2025. https://www.liberation.fr/international/asia-pacifique/strategie-de-defense-fumio-kishida-ou-la-posture-dun-japon-normalise-20230113_W4QPY4XFJJGR7BIGBTJBEH3R2I/.

Vavasseur, Xavier. « Japan's MHI Launches 'Yubetsu' 「ゆべつ」 Eighth FFM Mogami-Class Frigate For JMSDF ». *Naval News* (blog), 14 novembre 2023.

Wang, Alex. « Ryūkyū (Okinawa) : le chaînon, clé, mais fragile, de la première chaîne d'îles ». *Conflits*, 4 juillet 2023. <https://www.revueconflits.com/ryukyu-okinawa-le-chainon-cle-mais-fragile-de-la-premiere-chaine-diles/>.

War on the Rocks. « How Japan Can Help Save Taiwan: Securing the First Island Chain », 23 mars 2022. URL : <https://warontherocks.com/2022/03/ukraines-lessons-for-japan-securing-the-first-island-chain/>.

War on the Rocks. « Japan's New Defense Strategy », 18 décembre 2013. <https://warontherocks.com/2013/12/japans-new-defense-strategy/>.

War on the Rocks. « The Case for Japanese Land Power in the First Island Chain », 14 février 2023. URL : <https://warontherocks.com/2023/02/the-case-for-japanese-land-power-in-the-first-island-chain/>.

Weaponsystems.net. « Type 03 Chu-SAM ». Consulté le 1 mars 2025. URL : <https://weaponsystems.net/system/476-Type+03+Chu-SAM>.

Ziezulewicz, Geoff. « Marine HIMARS Deployment To Southern Japanese Islands During Taiwan Crisis Detailed In Report ». *The War Zone*, 25 novembre 2024. URL : <https://www.twz.com/news-features/marine-himars-deployment-to-southern-japanese-islands-during-taiwan-crisis-detailed-in-report>.

笹川平和財団 海洋情報 FROM THE OCEANS. « Review of From Mahan to Corbett? | Intelligence Analysis ». Consulté le 1 mars 2025. URL: https://www.spf.org/oceans/analysis_en/c1202.html.

La question taïwanaise dans la stratégie maritime du Japon : enjeux historiques et géopolitiques

Autrices

Fanny Regnier est étudiante à Sciences Po Lyon où elle s'est spécialisée dans l'étude de la Chine et de Taïwan, pour lesquelles elle s'est intéressée aux politiques linguistiques et aux questions d'identités nationales.

Eva Laporta, également étudiante à Sciences Po Lyon se spécialise sur le Japon et s'intéresse aux politiques Womenomics mises en œuvre par le gouvernement d'Abe Shinzo.

Résumé

Cet article analyse le rôle central de Taïwan dans la stratégie navale du Japon, en retraçant les fondements historiques de cet intérêt et en examinant les enjeux contemporains liés à la montée en puissance de la Chine. Située à l'intersection de routes commerciales majeures, l'île a longtemps constitué une base logistique et militaire essentielle pour le Japon, avant que sa perte en 1945 et la consolidation de l'alliance nippo-américaine ne redéfinissent la posture stratégique de Tokyo. Le Japon et les États-Unis partagent aujourd'hui un intérêt commun pour la sécurisation des voies maritimes vitales, notamment autour de Taïwan, et s'appuient sur une stratégie de dissuasion face aux ambitions chinoises. Si les tensions avec Pékin se sont accrues, Tokyo cherche à préserver une relation économique étroite avec la Chine tout en demeurant fortement dépendant de la protection américaine. Dans ce contexte, le maintien du statu quo apparaît comme l'option la plus viable : reconnaître Pékin sans admettre sa souveraineté sur Taïwan, conserver des liens officieux avec Taipei et garantir le soutien durable des États-Unis.

Introduction

Durant les deux dernières années, les médias ont largement relayé les différentes intimidations de la Chine à l'encontre de Taïwan. Ce qui est passé plus inaperçu, en revanche, ce sont les mouvements de Taïwan et du Japon face à Pékin. En juillet 2024, les garde-côtes japonais et taïwanais ont ainsi mené un exercice conjoint de recherche et de sauvetage dans les préfectures de Shizuoka et de Chiba¹. La Chine a vivement réagi, percevant dans ce rapprochement un soutien japonais à la poursuite d'une séparation politique du détroit. Mais comment expliquer l'intérêt que porte le Japon à Taïwan alors même que les tensions avec la Chine s'intensifient ?

Pour Tokyo, Taïwan occupe une position géographique stratégique essentielle en matière de sécurité maritime. L'île se situe entre la mer de Chine orientale et le détroit de Luzon, deux lignes de communication stratégiques dont le Japon dépend économiquement, en particulier

¹ Kawashima, S., « Japan-Taiwan Maritime Security Cooperation: Recent Drills Raised Hackles in Beijing. », *The Diplomat*, 23 août 2024.

pour ses importations d'énergie, principalement de pétrole et de gaz. En effet, « 90 % des importations énergétiques du Japon proviennent du Moyen-Orient et transitent par voie maritime, dont 80 % passent par le détroit de Taïwan »². En cas de crise autour de l'île, le Japon ne pourrait plus emprunter cette route maritime conventionnelle et devrait recourir à un itinéraire beaucoup plus long, entraînant une hausse significative des coûts de transport. Il apparaît donc essentiel que l'accès au détroit de Taïwan demeure libre et sans entrave afin d'assurer l'acheminement de ressources stratégiques.

Une part importante des échanges mondiaux dépend également de ce passage. Taïwan concentre plus de 60 % de la production mondiale de semi-conducteurs, ce qui en fait un maillon indispensable de la chaîne d'approvisionnement des technologies avancées et de l'industrie numérique mondiale. Tous les pays importateurs de semi-conducteurs taïwanais sont concernés, notamment les États-Unis, dont de nombreuses entreprises dépendent de TSMC, principal fabricant taïwanais de semi-conducteurs³. Par ailleurs, si Pékin venait à prendre le contrôle de Taïwan, la Chine obtiendrait non seulement une maîtrise accrue du détroit, mais aussi une vaste ouverture océanique facilitant son accès à l'océan Pacifique face aux États-Unis, ainsi qu'à l'océan Indien et à l'Asie du Sud-Est. Dès lors, comment l'importance stratégique de Taïwan pour le Japon a-t-elle façonné l'évolution de sa stratégie militaire — et plus particulièrement maritime — face aux tensions croissantes en Indo-Pacifique ?

La première partie de cet article analysera l'intérêt porté par le Japon à Taïwan depuis la période coloniale, en montrant comment cette expérience a structuré les réflexions stratégiques de la marine japonaise à l'égard de l'île. La seconde partie se concentrera sur la stratégie maritime contemporaine du Japon, autour de deux éléments majeurs : les ambitions territoriales de la Chine vis-à-vis de Taïwan et l'alliance sécuritaire avec les États-Unis. L'ensemble de l'étude permettra ainsi de saisir l'importance, pour Tokyo, du maintien de l'actuel statu quo.

La première partie de cet article analysera l'intérêt du Japon pour Taïwan depuis la période coloniale, en montrant comment cette expérience a façonné les réflexions stratégiques de la marine japonaise à l'égard de l'île. La seconde partie se concentrera sur la stratégie maritime contemporaine du Japon autour de deux éléments majeurs : les ambitions territoriales de la Chine vis-à-vis de Taïwan et l'alliance sécuritaire avec les États-Unis. L'ensemble de l'étude permettra de saisir l'importance, pour Tokyo, du maintien de l'actuel statu quo.

I. L'intérêt historique du Japon pour Taïwan

Taïwan est annexée par le Japon en 1895 à la suite de la défaite de la dynastie Qing lors de la guerre sino-japonaise. Première colonie de l'Empire, l'île fait l'objet de la mise en place d'une administration moderne visant à en faire un modèle de développement économique et industriel.

² Bercaw, R. C., « Yes, Japan will defend Taiwan. », *The Diplomat*, 25 mai 2024.

³ Kawashima, T., « Deterring a Taiwan Contingency – A Study of Japan's Approach — », *NPI*, 1er juillet 2023, pp. 1-2.

Contrairement à ce qui est souvent avancé, la décision d'annexer Taïwan n'est sérieusement envisagée par Tokyo qu'à partir du moment où la Chine perd la première guerre sino-japonaise⁴. Ce choix s'explique par un contexte particulier. D'une part, les victoires militaires encouragent le Japon à étendre son empire ; d'autre part, le gouvernement estime que l'annexion de Taïwan ne provoquera pas d'intervention étrangère. Par ailleurs, les dirigeants japonais sont convaincus que l'acquisition de colonies renforcera le prestige international du pays⁵. Enfin, l'île revêt une importance majeure dans la stratégie maritime japonaise.

À l'issue de la victoire, le Japon doit choisir entre Taïwan et la péninsule du Liaodong. À ce sujet, l'armée de terre et la marine défendent des stratégies opposées. L'armée de terre privilégie le Liaodong en raison de sa position stratégique pour le contrôle de l'Asie du Nord-Est et convoite la province chinoise du Zhili. La marine s'y oppose, redoutant des difficultés logistiques, et préfère s'emparer de Weihaiwei et conquérir Taïwan, notamment pour son importance navale⁶. Contrôler l'île permettrait de la désarmer et d'assurer la maîtrise des flots régionaux. Selon la marine, si Tokyo renonce à l'annexion à ce moment-là, Taïwan pourrait être occupée ultérieurement par les puissances occidentales, constituant ainsi une menace sérieuse pour la sécurité du Japon⁷.

Le Premier ministre Itō Hirobumi tranche finalement en faveur de la marine, craignant qu'une avancée terrestre vers Pékin ne provoque une intervention occidentale. Il propose alors une nouvelle orientation stratégique, dite « *stratégie par le Sud* » (*nanpō senryaku*), visant à attaquer la péninsule du Shandong et les îles Penghu, situées au centre du détroit, afin de préparer l'invasion de Taïwan. En décembre 1894, la Chine entame des négociations de paix avant que le Japon ne puisse pleinement mettre en œuvre cette stratégie. Itō choisit néanmoins de temporiser le processus diplomatique, s'empare de Weihaiwei et des Penghu, et contraint la Chine à accepter l'inclusion de Taïwan parmi les exigences japonaises⁸.

L'annexion de Taïwan s'inscrit dans un contexte de modernisation économique, logistique et militaire. À la fin du XIX^e siècle, la stratégie impériale japonaise consiste à utiliser l'île comme un tremplin vers la Chine du Sud, la Micronésie et l'Asie du Sud-Est⁹. En s'y implantant, le Japon acquiert la capacité de contrôler les réseaux commerciaux en mer de Chine. Jusqu'au début du XX^e siècle, toutefois, le pays peine à s'imposer dans une région où le commerce est largement dominé par la diaspora chinoise et où l'image des Japonais reste négative. Les Taïwanais sont alors perçus comme des intermédiaires commerciaux privilégiés et jouent fréquemment le rôle d'interprètes au service de l'administration coloniale¹⁰.

Après la Première Guerre mondiale, l'Empire japonais acquiert de nouveaux territoires, renforçant sa vision expansionniste ainsi que son besoin d'affirmer son influence économique et culturelle. Dès les années 1910, des fonctionnaires coloniaux japonais sont formés afin de

⁴ I-te Chen, E., « Japan's Decision to Annex Taiwan: A Study of Itō-Mutsu Diplomacy, 1894-95. », *The Journal of Asian Studies*, vol. 37, no. 1, 1977, pp. 61-72.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ Tierny, H., *Stratégies d'accès et de déni d'accès aux portes maritimes et continentales de la Chine - les cas de Taiwan et du Xinjiang depuis la dynastie Qing*, Partie 4 : L'ennemi aux portes – Xinjiang et Taïwan contre la Chine (1900-1950), Chapitre 7 : Taiwan, glaive et bouclier du Japon (1895-1945), 2025.

⁸ I-te Chen, E., « Japan's Decision to Annex Taiwan: A Study of Itō-Mutsu Diplomacy, 1894-95. », *art. cit.*

⁹ Shirane, S., *Imperial Gateway: Colonial Taiwan and Japan's Expansion in South China and Southeast Asia, 1895-1945*, 2022, pp. 1-20.

¹⁰ *Ibid.*

faciliter l'expansion du commerce et des investissements japonais. En 1919, la *Taipei Commercial Higher School* est créée afin de former des étudiants japonais et taïwanais aux affaires en Chine du Sud et en Asie du Sud-Est. Les investissements dans les routes maritimes se multiplient, notamment en direction de l'Indonésie et du Vietnam. À partir de 1938, le gouvernement japonais renforce encore sa présence régionale par le commerce et par des investissements dans les matières premières, telles que le pétrole et le phosphate, via des organismes comme la *Taiwan Development Company* ou la *Taiwan Southern Regions Association*¹¹.

Le succès de la stratégie défendue par la marine ne fait guère de doute. Néanmoins, la présence japonaise à Taïwan se heurte déjà à des résistances. Pour la Chine, voir l'île placée sous occupation ou influence étrangère — qu'il s'agisse du Japon ou, plus tard, des États-Unis — constitue une source majeure d'inquiétude. Située à moins de 600 kilomètres de Shanghai et à environ 130 kilomètres des côtes chinoises, Taïwan représente une vulnérabilité permanente pour le littoral continental. La seconde guerre sino-japonaise en apporte l'illustration : en 1937, les forces japonaises envahissent le nord de la Chine et près de 200 000 Taïwanais sont incorporés dans l'armée japonaise¹². Le gouvernorat général à Taïwan cherche alors à entretenir, par la propagande, un sentiment antichinois parmi la population. Le Kuomintang, au pouvoir en Chine, poursuit néanmoins le recrutement de Taïwanais, notamment pour des opérations d'espionnage contre l'administration coloniale japonaise. Déjà à cette époque, l'identité taïwanaise apparaît tiraillée entre deux pôles, révélant les tensions historiques sino-japonaises et la place centrale de Taïwan dans cette rivalité¹³.

À l'aube de la seconde guerre sino-japonaise, les ambitions expansionnistes du Japon ne faiblissent pas. À partir de 1938, Tokyo lance des offensives vers le Sud et occupe des ports stratégiques, tels que Xiamen, facilitant l'accès aux mers du Sud et instaurant un blocus des routes maritimes chinoises¹⁴. En avril, la marine crée un Bureau militaire naval à Taipei afin de coordonner l'occupation du sud de la Chine avec le Gouvernement général de Taïwan¹⁵. Le Japon cherche parallèlement à renforcer son influence en Micronésie, acquise au détriment de l'Allemagne en 1918, et envisage même d'unifier Taïwan et ces îles sous une administration commune chargée de superviser le Pacifique occidental. Toutefois, les divergences persistantes entre la marine et l'armée empêchent ce projet d'aboutir¹⁶.

Durant la guerre, le rôle de Taïwan s'impose clairement comme celui d'une base aéronavale avancée, marquant durablement les stratégies chinois. L'île sert de laboratoire administratif, devient un centre d'entraînement à la guerre tropicale et une base logistique pour les opérations en Asie du Sud-Est. En 1936, sous l'impulsion de la marine, la base navale de Zuoying, à Kaohsiung, est considérablement agrandie. Dès 1937, les premières frappes aériennes menées depuis Taïwan visent des objectifs stratégiques en Chine et appuient les forces terrestres à Shanghai. Les forces japonaises multiplient alors les raids, cherchent à bloquer les ports chinois

¹¹ *Ibid.* 61-84.

¹² *Ibid.* 88.

¹³ *Ibid.* 87-102.

¹⁴ Tierny, H., *Stratégies d'accès et de déni d'accès aux portes maritimes et continentales de la Chine - les cas de Taïwan et du Xinjiang depuis la dynastie Qing*, op. cit. Voir la « Partie 4 : L'ennemi aux portes – Xinjiang et Taïwan contre la Chine (1900-1950), Chapitre 7 : Taïwan, glaive et bouclier du Japon (1895-1945) ».

¹⁵ Shirane, S., *Imperial Gateway*, op. cit. 86-105.

¹⁶ *Ibid.* 130-159.

et conduisent des opérations de débarquement. Taïwan permet ainsi des frappes rapides et une logistique efficace combinant forces aériennes et navales¹⁷.

À partir de 1940, à la suite de l'offensive japonaise en Indochine et de l'embargo pétrolier américain, Tokyo cherche à accéder aux ressources pétrolières de l'Indonésie. Pour ce faire, il devient nécessaire d'affaiblir la flotte américaine, ce qui conduit à l'attaque de Pearl Harbor. Lors de leur contre-offensive, les États-Unis tentent de neutraliser Taïwan : missions d'espionnage, bombardements de la flotte, de l'aviation et de centres urbains sont menés, mais le projet de débarquement est finalement abandonné en raison de son coût jugé excessif, au profit des Philippines. Si le Japon finit par perdre la guerre, Taïwan demeure néanmoins imprenable : les infrastructures sont camouflées et rapidement réparées, et l'usage de biocarburants assure une certaine autonomie à l'aviation. Cet épisode illustre le rôle de Taïwan comme « *porte-avions insubmersible* ». ¹⁸

À la fin de l'année 1945, le Japon capitule et évacue Taïwan, qui passe sous le contrôle de la République de Chine le 25 octobre, entraînant la perte d'une position stratégique majeure. Entre 1945 et 1952, le pays est placé sous occupation militaire alliée et la flotte japonaise est convertie en flotte de déminage. Celle-ci retrouve néanmoins progressivement des capacités opérationnelles en fonction des besoins des États-Unis, avec lesquels une alliance se met peu à peu en place. En 1952, les responsabilités de Tokyo sont élargies tandis que l'US Navy assure la sécurité des routes maritimes, au bénéfice du Japon. Dès 1951, le général MacArthur déclarait à propos de Taïwan : « *À partir de cette chaîne d'îles, nous pouvons dominer, par la puissance maritime et aérienne, chaque port asiatique et empêcher tout mouvement hostile dans le Pacifique* » ¹⁹.

Au fil du temps, les missions des Forces d'autodéfense japonaises se diversifient, rapprochant progressivement la marine d'un format plus traditionnel. Le Japon adopte une posture plus active sur la scène internationale et élabore une stratégie de sécurité largement alignée sur celle des États-Unis²⁰.

II. La stratégie navale japonaise contemporaine

Pris entre la politique d'« *une seule Chine* », une interdépendance économique majeure avec Pékin, le maintien de liens officiels avec Taipei et l'arrimage à l'alliance américaine, Tokyo a longtemps privilégié le statu quo. Or, la modernisation militaire chinoise et la pression croissante exercée autour du détroit réduisent progressivement cette marge d'ambiguïté et confèrent aux relations nippo-taïwanaises une portée désormais directement stratégique²¹.

¹⁷ Tierny, H., *Stratégies d'accès et de déni d'accès aux portes maritimes et continentales de la Chine - les cas de Taïwan et du Xinjiang depuis la dynastie Qing*, op. cit.

¹⁸ *Ibid.* 304.

¹⁹ General MACARTHUR, Farewell Address to Congress, 19 April 1951, Washington D.C dans Tierny, H., « Opportunité ou vulnérabilité ? Regards chinois sur l'importance géostratégique de Taïwan. ».

²⁰ Yoshihara, T., Holmes, J., « Japanese Maritime Thought: If Not Mahan, Who?, », *Naval War College Review*: Vol. 59, No. 3, Article 4, 2006.

²¹ Dreyer, J., « The Japan-Taiwan Relationship: An Unstable Stability. », *Asia Policy* 14, no. 1, 2019.

Pour analyser l'évolution de la stratégie maritime japonaise, T. Yoshihara et J. Holmes la comparent à la théorie de la puissance maritime formulée par Alfred T. Mahan²². Selon ce stratège américain du début du XX^e siècle, certaines routes maritimes sont vitales et jouent un rôle central dans les stratégies des grandes puissances, car elles leur permettent d'exercer une influence déterminante sur le commerce mondial. Une stratégie maritime efficace repose ainsi sur la pleine exploitation et le contrôle de ces voies²³. Le Japon a largement investi dans l'expansion et la sécurisation de ses lignes de communication maritimes, avant comme après la Seconde Guerre mondiale, contribuant ainsi à l'essor de sa puissance²⁴.

Les auteurs identifient toutefois deux lacunes majeures dans la stratégie maritime japonaise, dont les effets pourraient se révéler en cas d'action militaire chinoise dans les eaux japonaises ou contre Taïwan. D'une part, la longue période durant laquelle le développement de la marine japonaise a été contraint aurait conduit à un déficit de réflexion stratégique et à une orientation doctrinale insuffisamment claire²⁵. D'autre part, la marine japonaise se serait habituée à un format de missions hérité de la guerre froide et à un niveau de capacités militaires inférieur à ce qui serait requis pour faire face à Pékin. À cela s'ajoute une forte dépendance vis-à-vis des États-Unis, alors même qu'une coopération plus équilibrée et plus réfléchie serait également dans l'intérêt de Washington pour préserver sa prééminence navale en Asie²⁶.

Conformément à la Stratégie de sécurité nationale de 2013, la Japan Maritime Self-Defense Force (JMSDF) est chargée d'assurer la défense du territoire japonais et de ses zones environnantes, la sécurité du trafic maritime et la création d'un environnement régional stable²⁷. Dans cette perspective, des exercices conjoints ainsi que des échanges d'équipements et de technologies de défense sont menés dans le cadre de la coopération avec les États-Unis et d'autres partenaires internationaux. La doctrine générale de la JMSDF témoigne d'une évolution progressive : la puissance maritime y est désormais conçue comme intégrant des dimensions politiques, économiques, commerciales et militaires²⁸. Le rôle militaire de la marine repose sur les principes de dissuasion, de défense du territoire et de protection des voies maritimes, reprenant ainsi les piliers identifiés par Mahan. Dans cette logique, il est essentiel pour le Japon que le détroit de Taïwan ne tombe pas sous le contrôle d'une puissance continentale adverse susceptible de l'encercler par la mer.

Dès les années 2000, la montée en puissance de la marine chinoise suscite l'inquiétude de Tokyo et de Washington. En novembre 2004, un sous-marin nucléaire chinois pénètre les eaux territoriales japonaises, conduisant le Japon à exiger des excuses officielles et à renforcer sa surveillance militaire. Plus récemment, le 18 septembre 2024, un groupe de navires chinois, incluant un porte-avions, a contourné Taïwan avant de se diriger vers les îles méridionales du Japon²⁹. Pékin affirme que ces manœuvres respectent le droit international, considérant ces territoires comme faisant partie intégrante de la Chine. Taïwan et le Japon protestent néanmoins,

²² Yoshihara, T., Holmes, J., *op.cit.*

²³ Gagliano, G., « Histoire et géopolitique – Alfred Thayer Mahan, le théoricien de la puissance maritime. », *Le Diplomate*, 21 janvier 2025.

²⁴ Yoshihara, T., Holmes, J., *op.cit.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *National Security Strategy of Japan*, Government of Japan, 17 décembre 2013, pp. 1.

²⁸ JMSDF Capstone Doctrine (MDP 1), d'abord publiée le 27 décembre 2024, mise à jour le 31 janvier 2025, pp. 16-21.

²⁹ « Un navire militaire chinois se déplace dans les eaux autour de Taïwan. », *Le Figaro*, 18 septembre 2024.

cet épisode constituant la première navigation d'un porte-avions chinois à une distance aussi proche de ces îles³⁰.

Selon N. Takamizawa, la principale rupture historique réside dans l'expansion rapide des capacités militaires chinoises. Dans ce contexte, peu après son entrée en fonction en 2021, le Premier ministre F. Kishida annonce une révision des lignes directrices de la stratégie de sécurité nationale, du programme de défense nationale et du plan de défense à moyen terme³¹. Face aux pressions croissantes exercées par la Chine dans le détroit de Taïwan et dans les mers de Chine, la National Security Strategy insiste sur trois axes principaux : (1) le renforcement de l'architecture de défense nationale du Japon ; (2) l'approfondissement de la dissuasion conjointe et de la capacité de réponse de l'alliance Japon-États-Unis ; et (3) le développement de la coopération avec les pays partageant des vues similaires³². Le document consacre une attention particulière à la situation en Indo-Pacifique, et plus spécifiquement à la Chine. Les menaces identifiées incluent les puissances nucléaires ne partageant pas les valeurs du Japon, les tensions historiques et diplomatiques, les tentatives de modification du statu quo, ainsi que des risques transnationaux tels que la piraterie, la prolifération des armes de destruction massive et les catastrophes naturelles. Dans ce cadre, Tokyo affirme promouvoir la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert, garant de la paix et de la stabilité régionales. La Chine est ainsi implicitement désignée comme une menace majeure pour la sécurité du Japon et pour l'ordre international, à laquelle Tokyo et Washington se préparent conjointement à répondre³³.

III. La « *dissuasion par déni* » : vers une défense conjointe du Japon et des États-Unis ?

Dans cette partie, nous analysons la stratégie de dissuasion mobilisée par le Japon face à la Chine. La dissuasion peut être définie comme « *un rôle militaire visant à démontrer une volonté de répondre militairement et d'infliger des dommages en cas d'attaque, afin de dissuader l'adversaire d'initier une action hostile* »³⁴. Il existe plusieurs formes de dissuasion.

La dissuasion punitive (*deterrence by punishment*) repose sur la menace de conséquences négatives — telles que des sanctions économiques — si l'adversaire entreprend certaines actions, modifiant ainsi son calcul coûts-avantages³⁵. Toutefois, son efficacité à l'égard de la Chine apparaît limitée. Pékin a en effet démontré sa capacité à contourner diverses sanctions internationales, notamment dans le secteur énergétique (importations de pétrole iranien, commerce pétrolier en yuan, approvisionnements terrestres en gaz naturel depuis la Russie et l'Asie centrale). La Chine poursuit par ailleurs des objectifs d'autosuffisance alimentaire,

³⁰ *Ibid.*

³¹ Takamizawa, N., « Les défis de la dissuasion : le point de vue du Japon. », *Fondation pour la Recherche Stratégique.*, 23 mars 2022, pp. 1-2.

³² *National Security Strategy of Japan*, Government of Japan, 2022.

³³ *Ibid.*

³⁴ Kawashima, T., "Deterring a Taiwan Contingency – A Study of Japan's Approach", *NPI*, 1er juillet 2023, pp. 2-3.

³⁵ *Ibid.* 3.

constitue des stocks stratégiques, développe ses propres technologies et recrute des ingénieurs taïwanais, en réponse aux restrictions américaines et japonaises dans le secteur technologique³⁶.

C'est dans ce contexte que les États-Unis ont privilégié une stratégie de dissuasion par déni (*deterrence by denial*). Celle-ci consiste à mettre en place une défense militaire suffisamment robuste pour dissuader toute action offensive de l'adversaire en influençant son calcul coûts-bénéfices : il s'agit de le convaincre de l'impossibilité d'atteindre ses objectifs et de le conduire ainsi à renoncer³⁷. Cette approche repose en premier lieu sur le déni d'accès de la Chine à la position stratégique que représente Taïwan, afin de limiter sa capacité à contrôler les routes commerciales adjacentes.

Le rapport du CSIS *The First Battle of the Next War*, publié en janvier 2023, souligne ainsi l'importance du rôle du Japon dans cette stratégie de dissuasion par déni aux côtés des États-Unis³⁸. Il identifie plusieurs conditions nécessaires pour dissuader une invasion chinoise de Taïwan : des forces taïwanaises capables de résister suffisamment longtemps pour permettre une intervention américaine ; une implication rapide des forces américaines afin d'éviter l'isolement de l'île ; l'accès des États-Unis aux bases militaires japonaises pour mener des opérations de combat ; et la détention, par les États-Unis et leurs alliés, de capacités de frappe à longue portée suffisantes pour neutraliser la flotte chinoise³⁹.

Elbridge Colby, actuel sous-secrétaire américain à la politique de défense, insiste sur l'urgence de renforcer l'alliance entre les États-Unis et leurs partenaires régionaux — dont le Japon — au sein de ce qu'il qualifie de « *coalition anti-hégémonique* »⁴⁰. Il plaide pour une concentration accrue des forces militaires américaines afin de faire face à la montée en puissance militaire chinoise. Le rapport du CSIS soutient ainsi la nécessité de « *renforcer les capacités conjointes de dissuasion et de réponse du Japon et des États-Unis* » et de mettre en œuvre des mesures visant à soutenir le stationnement des forces américaines au Japon, afin d'asseoir une politique de dissuasion commune⁴¹.

Le Japon s'inscrit également dans cette logique à travers la publication, le 16 décembre 2022, de deux documents stratégiques majeurs. Dans la *National Security Strategy*, Tokyo exprime clairement ses inquiétudes : « *La Chine a intensifié ses tentatives de modifier unilatéralement le statu quo par la force dans les domaines maritime et aérien, y compris dans les mers de Chine orientale et méridionale.* »⁴² Le document souligne également l'impact de la situation taïwanaise sur la sécurité régionale et internationale :

« *En ce qui concerne la paix et la stabilité de part et d'autre du détroit de Taïwan, les inquiétudes se multiplient rapidement, dans la région indo-pacifique, y compris au Japon, ainsi qu'au sein de l'ensemble de la communauté internationale*⁴³ ».

La stratégie japonaise affiche ainsi une volonté explicite de répondre aux actions chinoises :

³⁶ *Ibid.* 4-10.

³⁷ *Ibid.* 3.

³⁸ Cancian, F., Cancian, M., Heginbotham, E., *The First Battle of the Next War: Wargaming a Chinese Invasion of Taiwan*, Center for Strategic and International Studies, janvier 2023.

³⁹ *Ibid.* 116-132.

⁴⁰ Colby, E., « A Strategy of Denial for the Western Pacific. », *U.S. Naval Institute*, Vol. 149/3/1, 441, Mars 2023.

⁴¹ Cancian, M., Heginbotham, E., *The First Battle of the Next War*, *op.cit.* 18-20.

⁴² *National Security Strategy of Japan*, 2022, 8.

⁴³ *Ibid.*

« *La position extérieure actuelle de la Chine, ses activités militaires et autres sont devenues un sujet de grave préoccupation pour le Japon et la communauté internationale et représentent [...] le plus grand défi stratégique pour assurer la paix et la sécurité du Japon, auquel celui-ci doit répondre par sa puissance nationale globale et en coopération avec ses alliés*⁴⁴. »

Le *National Defense Strategy*⁴⁵ évoque enfin deux objectifs majeurs pour la stratégie de défense du Japon : renforcer les capacités de défense nationales, et mettre en place une réponse dissuasive commune avec les États-Unis. Le renforcement des capacités de défense du pays a pour objectif l'obtention d'une force suffisamment dissuasive :

« *Pour protéger son propre pays contre de tels États, il est nécessaire de disposer d'une capacité de dissuasion, afin de faire comprendre à ces États qu'il est difficile de modifier unilatéralement le statu quo par la force ; il est également nécessaire de développer sa propre capacité, c'est-à-dire une capacité de défense axée sur les capacités de l'adversaire, afin de décourager ce dernier de lancer une agression.* »⁴⁶.

Les effets de cette orientation sont déjà perceptibles. Après avoir longtemps respecté une règle implicite limitant les dépenses militaires à 1 % du PIB, le Japon a décidé, dès 2022, d'augmenter significativement son budget de défense⁴⁷. Tokyo ambitionne également de se doter de capacités de frappe à longue portée susceptibles d'atteindre le continent chinois et le détroit de Taïwan⁴⁸. Dans l'hypothèse d'une attaque chinoise contre Taïwan, Pékin devrait ainsi prendre en compte la possibilité d'une réaction japonaise.

Le Livre blanc japonais reconnaît explicitement l'importance de la stabilité du détroit de Taïwan pour l'équilibre régional. À ce titre, l'exercice conjoint des garde-côtes japonais et taïwanais organisé en juillet 2024 dans les préfectures de Shizuoka et de Chiba constitue une évolution notable, compte tenu des réserves traditionnelles de Tokyo⁴⁹. Officiellement consacré aux opérations de sauvetage, cet exercice a également impliqué un partage d'informations et une coordination accrue. Il s'agissait des premiers exercices conjoints de ce type depuis la rupture des relations diplomatiques en 1972. Pékin a vivement réagi à ces initiatives, de même qu'à la nomination d'un nouvel attaché de défense à Taïwan, dénoncée par le *Global Times*⁵⁰.

En cas d'intervention chinoise à Taïwan, les conditions d'une réponse japonaise demeurent toutefois incertaines et multiples. Si les États-Unis décidaient d'intervenir, ils auraient besoin de l'accès aux bases japonaises ainsi que d'un soutien logistique de Tokyo. L'engagement direct du Japon n'est cependant pas garanti. L'ancien ministre japonais de la Défense, K. Nobuo, déclarait néanmoins que « *la paix et la sécurité de Taïwan sont directement liées à celles du Japon* »⁵¹, suggérant qu'une menace perçue comme directe pourrait entraîner une réaction japonaise, conformément aux orientations de la stratégie de défense nationale de 2022. Le lancement de neuf missiles balistiques chinois le 4 août 2022, dont cinq sont tombés dans la

⁴⁴ *Ibid.* 9.

⁴⁵ *National Defense Strategy*, (official translation), 16 décembre 2022.

⁴⁶ *Ibid.*, pp. 8.

⁴⁷ JST, « Kishida orders five-year defense budget worth 43 trillion yen », *The Asahi Shimbun*, 6 décembre 2022.

⁴⁸ Takayashi, K., « Japan approves Record Extra Defense Budget », *The Diplomat*, 26 Novembre 2021.

⁴⁹ Kawashima, S., *art.cit.*

⁵⁰ Hu, X., « Japan's Appointment of a De Facto Defense Attaché in Taiwan Is Strategic Malice and Provocation. », *Global Times*, 13 septembre 2023.

⁵¹ Bloomberg, « Taiwan's security directly linked to Japan: minister », *Taipei Times*, 25 juin 2021.

zone économique exclusive japonaise, a également été perçu comme une menace directe pour les populations locales⁵².

Plus récemment, début novembre, la Première ministre japonaise S. Takaichi, entrée en fonction le 21 octobre 2025, a évoqué explicitement la possibilité d'une intervention japonaise en cas d'action chinoise contre Taïwan :

*« Si des navires de guerre étaient utilisés et qu'un blocus naval impliquait le recours à la force, je considère que cela constituerait, par tous les critères, une situation pouvant être qualifiée de menace pour la survie du Japon. »*⁵³

Il s'agit de la première fois qu'un chef de gouvernement japonais exprime de manière aussi claire une position sur une éventuelle réponse militaire. Ces propos ont suscité de vives réactions de la part de responsables chinois, conduisant le gouvernement japonais à tempérer officiellement ses déclarations en affirmant que sa position sur Taïwan demeurerait inchangée. Néanmoins, S. Takaichi a refusé de se rétracter, et l'ambassade de Chine au Japon a appelé ses ressortissants à éviter les déplacements dans l'archipel. Cet épisode illustre l'affirmation progressive du Japon sur la question taïwanaise⁵⁴.

L'implication japonaise dépend toutefois également de facteurs internes, notamment de l'opinion publique. Selon un sondage du *Pew Research Center* de 2022, si une large majorité des Japonais exprime une perception positive de Taïwan et une vision négative de la Chine, cela ne signifie pas nécessairement qu'ils soient prêts à accepter les coûts humains et financiers qu'impliquerait la défense de l'île⁵⁵. Néanmoins, la position du Japon serait déterminante en cas de crise, en raison de son rôle logistique essentiel et de la proximité de ses bases militaires avec Taïwan, notamment dans l'archipel des Ryukyu.

Conclusion

Dès sa prise de contrôle par le Japon en 1895, Taïwan a joué un rôle historique dans l'expansion de la puissance navale japonaise, servant de relais logistique, administratif et stratégique pour l'occupation du Sud de la Chine et de l'Asie du Sud-Est. Tokyo s'inscrit alors déjà dans une logique largement mahanienne, fondant les conditions de sa puissance sur la maîtrise des voies maritimes autour du détroit de Taïwan.

Après 1945, le Japon retrouve progressivement une influence maritime régionale sous l'égide des États-Unis. Face à Pékin, et pris entre impératifs sécuritaires et intérêts économiques, Tokyo cherche désormais à renforcer ses capacités militaires malgré des contraintes institutionnelles durables, tout en maintenant une relation économique étroite avec la Chine.

Le rôle du Japon dans un éventuel conflit autour de Taïwan demeure toutefois incertain. Il dépend de multiples facteurs, au premier rang desquels figurent la position des États-Unis, les

⁵² Bercaw, R. C., "Yes, Japan will defend Taiwan.", *The Diplomat*, 25 mai 2024.

⁵³ Ninivaggi, G., "Takaichi stands firm on controversial Taiwan contingency remarks", *The Japan Times*, 10 novembre 2026.

⁵⁴ Silver, Laura, Huang, Christine, Clancy, Laura, Spring 2022 Global Attitudes Survey. *Negative Views of China Tied to Critical Views of Its Policies on Human Rights*, Pew Research Center, 29 juin 2022.

⁵⁵ Bercaw, R. C., "Yes, Japan will defend Taiwan.", *art. cit.*

équilibres stratégiques régionaux et l'opinion publique japonaise. Tokyo oscille ainsi entre prudence diplomatique et affirmation sécuritaire, dans l'objectif de préserver la stabilité régionale face à la montée en puissance de la Chine.

C'est dans ce contexte que s'inscrit une stratégie de « *dissuasion par déni* » mise en place conjointement avec les États-Unis, visant à empêcher une invasion chinoise de Taïwan par le renforcement significatif des capacités militaires japonaises. Cette stratégie reste néanmoins conditionnée à la coordination effective des alliés et à l'évolution des capacités militaires chinoises. Parallèlement, le Japon renforce sa coopération sécuritaire avec Taïwan, notamment par le partage d'informations et la coordination face aux tentatives chinoises de « *modification du statu quo par la force* » en mers de Chine.

L'intérêt stratégique du Japon pour Taïwan ne faiblit donc pas, et le soutien de Tokyo à l'île tend à s'affirmer de manière de plus en plus visible. Compte tenu de l'importance stratégique de Taïwan pour la sécurité japonaise, de la profondeur historique des relations entre les deux acteurs et de leur intérêt commun à dissuader Pékin, il est probable que le rapprochement entre Taipei et Tokyo se poursuive, voire s'intensifie, dans les années à venir.

Bibliographie

Articles de presse

AFP, « La Chine menace de resserrer « le nœud coulant » autour de Taïwan. », *France 24*, 9 mars 2025. URL : <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20250309-la-chine-menace-de-resserrer-le-nœud-coulant-autour-de-taïwan>.

AFP, M.G., « La Chine menace de « resserrer » le « nœud coulant autour du cou » de Taïwan », 9 mars 2025. URL : <https://www.tflinfo.fr/international/la-chine-menace-de-resserrer-le-noeud-coulant-autour-du-cou-de-taiwan-2358314.html>.

AFP., « Un navire militaire chinois se déplace dans les eaux autour de Taïwan. », *Le Figaro*, mis à jour le 18 septembre 2024 à 10h23. URL : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/un-navire-militaire-chinois-se-deplace-dans-les-eaux-autour-de-taiwan-20240918>.

Bloomberg, « Taiwan's security directly linked to Japan: minister. », *Taipei Times*, 25 juin 2021. <https://www.taipeitimes.com/News/front/archives/2021/06/26/2003759824>.

Hu, Xijin, « Japan's Appointment of a De Facto Defense Attaché in Taiwan Is Strategic Malice and Provocation. », *Global Times*, 13 septembre 2023. URL : <https://www.globaltimes.cn/page/202309/1298119.shtml>.

Johnson, Jesse, « Fears rise of rupture in Japan-China ties in wake of Taiwan remarks », *The Japan Times*, 16 novembre 2025. URL : <https://www.japantimes.co.jp/news/2025/11/16/japan/politics/japan-china-taiwan-relations/>.

JST, « Kishida orders five-year defense budget worth 43 trillion yen », *The Asahi Shimbun*, 6 décembre 2022 à 14h32. URL : <https://www.asahi.com/ajw/articles/14785712>.

Ninivaggi, Gabriele, “Takaichi stands firm on controversial Taiwan contingency remarks”, the Japan times, 10 novembre 2026. URL : <https://www.japantimes.co.jp/news/2025/11/10/japan/politics/takaichi-taiwan/>.

Prospects for Taiwan-Japan Relations after the 2024 Election, *Global Taiwan Brief*, vol. 9, issue 9, 1er mai 2024. URL : <https://globaltaiwan.org/2024/05/prospects-for-taiwan-japan-relations-after-the-2024-election/>.

Vijayakumar, Anupama. « Japan Attempts a Bold Balancing Act between Guns and Butter. » *The Sunday Guardian*, 12 janvier 2025. URL : <https://sundayguardianlive.com/business/japan-attempts-a-bold-balancing-act-between-guns-and-butter>.

Presse spécialisée

Bercaw, R. C., « Yes, Japan will defend Taiwan. », *The Diplomat*, 25 mai 2024. URL : <https://thediplomat.com/2024/05/yes-japan-will-defend-taiwan/>.

Choong, W., « Japan’s Intervention in a Taiwan Contingency : It Depends. », *The Diplomat*, 2 décembre 2023. URL : <https://thediplomat.com/2023/11/japans-intervention-in-a-taiwan-contingency-it-depends/>.

Gagliano, Giuseppe, « Histoire et géopolitique – Alfred Thayer Mahan, le théoricien de la puissance maritime. », *Le Diplomate*, 21 janvier 2025. URL : <https://lediplomate.media/2025/01/histoire-et-geopolitique-alfred-thayer-mahan-le-theoricien-de-la-puissance-maritime/giuseppe-gagliano/monde/etats-unis/>.

Harold, S. W., Mori, S., « A Taiwan Contingency and Japan’s Counterstrike Debate. », *The Diplomat*, 23 juillet 2021. URL : <https://thediplomat.com/2021/07/a-taiwan-contingency-and-japans-counterstrike-debate/>.

Kawashima, Shin. « Japan-Taiwan Maritime Security Cooperation: Recent Drills Raised Hackles in Beijing. » *The Diplomat*, 23 août 2024. URL : <https://thediplomat.com/2024/08/japan-taiwan-maritime-security-cooperation/>.

Takayashi, Kosuke, « Japan approves Record Extra Defense Budget », *The Diplomat*, 26 novembre 2021. URL : <https://thediplomat.com/2021/11/japan-approves-record-extra-defense-budget/>.

Documents officiels

Japan Maritime Self-Defense Force, (Provisional Translation, English), *JMSDF Capstone Doctrine MDP I*, Tokyo: Japan Ministry of Defense, 2024. URL : https://www.mod.go.jp/msdf/en/about/img/2024doctrine_en.pdf.

National Defense Strategy, Translated by Ministry of Defense, 16 décembre 2022. URL : https://www.mod.go.jp/j/policy/agenda/guideline/strategy/pdf/strategy_en.pdf.

National Security Strategy of Japan, (official translation) Government of Japan, Tokyo : Cabinet Secretariat, 2013. URL : <https://www.cas.go.jp/jp/siryou/131217anzenhoshou/nss-e.pdf>

National Security Strategy of Japan, (official translation) Government of Japan, Tokyo : Cabinet Secretariat, 2022. URL : https://www.cas.go.jp/jp/siryoku/221216anzenhoshou/national_security_strategy_2022_pamphlet-e.pdf.

Think tanks et analyses spécialisées

Cancian, Mark F., Cancian, Matthew, Heginbotham, Eric, *The First Battle of the Next War: Wargaming a Chinese Invasion of Taiwan*. Center for Strategic and International Studies, Janvier 2023. URL : file:///C:/Users/avela/Downloads/Mark_F_CancianMatthew_CancianEric_Heginbotham_The_.pdf/

Colby, Elbridge., « A Strategy of Denial for the Western Pacific. », U.S. Naval Institute, Vol. 149/3/1,441, Mars 2023. URL : <https://www.usni.org/magazines/proceedings/2023/march/strategy-denial-western-pacific>.

Japan-Taiwan Relations. Opportunities and challenges., Edited by Yuki Tatsumi and Pamela Kennedy, Stimson., Mars 2022. URL : <https://www.stimson.org/wp-content/uploads/2021/03/Japan-Taiwan-Relations-March-2021-R25.pdf>.

Kawashima, Takashi, « Deterring a Taiwan Contingency – A Study of Japan’s Approach –. », *NPI*, 1er juillet 2023. URL : https://www.npi.or.jp/en/research/data/npi_research_note_kawashima_en_20230701.pdf.

Landreau, A., « L’article 9 de la Constitution japonaise : vers une résurgence de l’armée nipponne ? » *Revue Défense Nationale*, N° 793(8), 2016, pp. 97-102. URL : <https://doi.org/10.3917/rdna.793.0097>.

Takamizawa, Nobushige, « Les défis de la dissuasion : le point de vue du Japon. », *Fondation pour la Recherche Stratégique.*, 23 mars 2022. URL : <https://www.frstrategie.org/programmes/programme-japon/defis-dissuasion-point-vue-japon-2022>.

Tierny, Hugo. « Opportunité ou vulnérabilité ? Regards chinois sur l'importance géostratégique de Taïwan » Dans Programme Taïwan sur la sécurité et la diplomatie. Novembre 2021. Consulté le 18 mars 2025. URL : https://frstrategie.org/sites/default/files/documents/programmes/Programme-Taiwan/2021/06_2021.pdf.

Tokuchi, Hideshi, « Japan’s New National Security Strategy and Contribution to a Networked Regional Security Architecture. », *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, 23 juin 2023. URL : <https://www.csis.org/analysis/japans-new-national-security-strategy-and-contribution-networked-regional-security>.

Articles et ouvrages universitaires

Chen, Edward I-te, « Japan’s Decision to Annex Taiwan: A Study of Itō-Mutsu Diplomacy, 1894-95. », *The Journal of Asian Studies*, vol. 37, no. 1, 1977, pp. 61–72, *JSTOR*. URL : <https://doi.org/10.2307/2053328>.

Dreyer, June Teufel, « The Japan-Taiwan Relationship: An Unstable Stability. », *Asia Policy* 14, no. 1, 2019, pp. 161–66. JSTOR. URL : <https://www.jstor.org/stable/26642270>.

Liff, P. Adam, « Japan, Taiwan and the « One China » Framework after 50 Years ». *The China Quarterly*, 2022. URL : doi:10.1017/S0305741022001357.

Shirane, Seiji, *Imperial Gateway: Colonial Taiwan and Japan's Expansion in South China and Southeast Asia, 1895–1945.*, Ithaca, NY: Cornell University Press., 2022. URL : <https://www.jstor.org/stable/10.7591/j.ctv310vk5n>.

Tierny Hugo, *Stratégies d'accès et de déni d'accès aux portes maritimes et continentales de la Chine - les cas de Taiwan et du Xinjiang depuis la dynastie Qing. Histoire.*, Université Paris sciences et lettres, 7 janvier 2025. Consultée le 28 mars 2025. Français. URL : <https://theses.hal.science/tel-04971052>.

Yoshihara, Toshi, Holmes, James R., « Japanese Maritime Thought: If Not Mahan, Who?, », *Naval War College Review*, vol. 59, no. 3, article 4, 2026. URL : <https://digital-commons.usnwc.edu/nwc-review/vol59/iss3/4>.

Autres (Sondage)

Silver, Laura, Huang, Christine, Clancy, Laura, « Negative Views of China Tied to Critical Views of Its Policies on Human Rights. », Spring 2022 Global Attitudes Survey, *Pew Research Center*. 29 juin 2022. URL : <https://www.pewresearch.org/global/2022/06/29/negative-views-of-china-tied-to-critical-views-of-its-policies-on-human-rights/>.

De Duterte à Marcos : l'évolution de la politique étrangère philippine et la reconfiguration des équilibres géopolitiques en Indopacifique

Autrices

Manon Barlet est étudiante à Sciences Po Lyon et à l'Université Paris Dauphine PSL. Elle s'intéresse à la gestion des crises et conflits dans le cadre de son master en *Peace Studies*.

Margot Cario est étudiante à Sciences Po Lyon et à Sciences Po Strasbourg. Elle s'intéresse aux questions d'analyse stratégique et de psychologie politique dans le cadre de son master en *Négociations et Expertises Internationales*.

Émilie Koch est étudiante à Sciences Po Lyon. Elle s'intéresse aux enjeux de défense, à la géopolitique des conflits et à la sécurité internationale dans le cadre de son master en *Affaires Internationales*.

Mots-clés : Philippines ; Chine ; Indopacifique ; mer de Chine méridionale ; politique étrangère ; sécurité maritime ; défense ; droit international

Résumé

Cet article analyse la transformation de la politique étrangère des Philippines depuis 2016 et, plus particulièrement, l'ajustement observé après l'élection de Ferdinand Marcos Jr. (2022). En s'appuyant sur une analyse documentaire couvrant la période 2010–2025, celui-ci met en évidence comment Manille est devenue un acteur central dans la recomposition des équilibres régionaux. La réaffirmation du droit international, le positionnement plus favorable aux États-Unis de Marcos Jr. et le renforcement des partenariats militaires des Philippines (notamment avec les États-Unis, le Japon et les puissances européennes) ont modifié les positionnements régionaux en mer de Chine méridionale. L'article souligne également les implications d'une posture plus ferme de Manille sur le positionnement d'autres acteurs et sur la stabilité régionale. Il révèle ainsi les répercussions de cette évolution sur les coopérations régionales tout en exposant les limites de l'action institutionnelle de l'ASEAN et de l'ONU dans le différend territorial en mer de Chine méridionale.

Introduction

En septembre 2022, quatre mois après son élection à la tête des Philippines, Ferdinand Marcos Jr. déclarait qu'il « *n'abandonnerait pas un centimètre carré de territoire de la République des Philippines à une puissance étrangère* ». ¹ Cette déclaration intervient dans un contexte d'inquiétude internationale face à l'escalade des différends territoriaux en mer de Chine méridionale, ² où les revendications des Philippines, du Vietnam, de la Malaisie, de Taïwan et de Brunei se confrontent aux velléités chinoises. Ces États – et notamment la Chine – se livrent à des activités de poldérisation, un processus consistant à augmenter la surface d'un îlot en accumulant des remblais de sable prélevés sous la mer, ³ faisant ainsi apparaître des îles artificielles aptes à accueillir des infrastructures, notamment militaires.

Cet article se concentre sur les tensions sino-philippines, amorcées par la prise de contrôle chinoise des récifs Johnson Sud (1988) et Mischief (1994), pourtant situés dans la zone économique exclusive (ZEE) des Philippines. ⁴ En 2012, Pékin s'empare du récif philippin de Scarborough et y débute ses opérations de poldérisation l'année suivante, ⁵ notamment à Fierly Cross, une île des Spratleys où apparaît déjà une base militaire dotée d'une piste d'atterrissage. L'objectif de la Chine est d'y asseoir à terme sa souveraineté, ainsi que son contrôle militaire et stratégique de la mer de Chine méridionale, en dépit du droit international. Face à ces intrusions, la posture philippine a connu des inflexions notables, connaissant un adoucissement marquant sous la présidence de Rodrigo Duterte, lequel adopta une position plus conciliante face à Pékin. Mais depuis l'élection de Ferdinand Marcos Jr. en 2022, Manille a repris une posture plus affirmée marquée par la dénonciation des incursions territoriales chinoises et un rapprochement stratégique avec les États-Unis, qui ont exercé des formes différentes de tutelle sur l'archipel de 1898 à 1946.

Au regard de l'augmentation actuelle des tensions en Indopacifique, cet article examine comment la transformation de la politique étrangère philippine sous la présidence de Ferdinand Marcos Jr. a reconfiguré les équilibres géopolitiques dans la mer de Chine méridionale face aux revendications territoriales chinoises. Après avoir présenté les revendications antagonistes sino-philippines sur la zone, il s'agira de mettre en lumière comment la résistance des Philippines à la militarisation et à la poldérisation chinoise sous la présidence de Marcos Jr. a contribué à reconfigurer la donne géopolitique de la région.

¹ Ted CORDERO, « Philippines won't surrender even a square inch of territory », *GMA News*, 24 septembre 2022. François-Xavier BONNET, « Philippines/Chine : tensions en mer de Chine méridionale », *Diplomatie : Les grands dossiers*, 31 décembre 2024, n° 83, p. 80.

² « À l'occasion de son débat annuel sur le droit de la mer, l'Assemblée générale se fait l'écho d'inquiétudes sur le différend territorial en mer de Chine méridionale », *Couverture des réunions & communiqués de presse*, 10 décembre 2024.

³ Laurent GEDEON, « La poldérisation des îlots », *Geopole*, 24 mars 2023, doi:10.58079/p04i.

⁴ *Chine : la mer, la puissance et le (non) droit* - Le Dessous des cartes | ARTE.

⁵ « Island Tracker - Occupation and Island Building », Asia Maritime Transparency Initiative.

I. La confrontation sino-philippine, entre expansionnisme chinois et résistance philippine fondée sur le droit international

Malgré l'invalidation des revendications chinoises sur la mer de Chine méridionale par la Cour permanente d'arbitrage (CPA), Pékin y poursuit son expansion, conduisant à une escalade des tensions avec Manille.

1.1. *Les déterminants économiques, militaires et idéologiques de la politique maritime chinoise en mer de Chine méridionale*

Les ambitions chinoises sont au cœur des tensions géopolitiques en mer de Chine méridionale. Pékin y revendique une souveraineté quasi-totale en s'appuyant sur des justifications historiques, toutefois l'intérêt de la Chine repose avant tout sur des considérations pragmatiques : l'accès aux ressources naturelles, le contrôle des routes commerciales et l'affirmation de sa puissance maritime.

La mer de Chine méridionale n'est pas seulement convoitée pour ses ressources halieutiques et ses hydrocarbures.⁶ Elle constitue également un passage maritime essentiel, au sein duquel transite un tiers du commerce international.⁷ Reliant l'océan Pacifique à l'océan Indien par le détroit de Malacca, il s'agit d'un passage stratégique pour les navires chinois afin d'atteindre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient.⁸ Il est d'autant plus important que les ambitions commerciales chinoises sont contraintes géographiquement par sa qualité de puissance mono-maritime. En effet, son accès à l'océan Pacifique par la mer de Chine orientale est entravé par la première chaîne d'îles, qui s'étend du Japon au nord des Philippines. En outre, ses routes commerciales en mer de Chine méridionale sont d'abord limitées par l'île philippine de Palawan, puis par la Malaisie et de nombreux îlots et récifs tels que les Spratleys et Scarborough. Enfin, contrôler la région éloignerait toute menace proche de ses côtes et de Taïwan.⁹

Les théories de l'amiral Alfred Mahan, adaptées en Chine par l'amiral Liu Huaqing,¹⁰ éclairent les liens entre la puissance commerciale chinoise, ses investissements massifs dans sa marine et son engagement en mer de Chine méridionale. Soulignant le rôle fondamental de la puissance navale dans la prospérité, et la sécurité d'une nation,¹¹ Mahan définit plusieurs principes stratégiques fondamentaux, parmi lesquels, l'importance de posséder une situation géographique centrale et de contrôler les « *lignes intérieures* » de communication et de

⁶ Mark LARTER, « Mer de Chine méridionale : enjeux, menaces et choix stratégiques pour l'Australie et la communauté internationale », *Revue Défense Nationale*, 28 septembre 2022, n° HS3, pp. 210-230, doi:10.3917/rdna.hs09.0210.

⁷ Laurence DEFRANOUX, « Dix questions pour comprendre le conflit en mer de Chine méridionale », *Libération*.

⁸ Eudeline, « Mer de Chine Méridionale : Vers une aggravation des tensions avec la thalassocratie chinoise ».

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Daniel HARTNETT, « The Father of the Modern Chinese Navy—Liu Huaqing », *Center for International Maritime Security*, 8 octobre 2014.

¹¹ Bruno COLSON, « Jomini, Mahan : Les origines de la stratégie militaire américaine », *Theatrum Belli*, 2 février 2015.

ravitaillement.¹² Pour Pékin, la maîtrise des *Sea Lines of Communication* (SLOC), principales routes maritimes mondiales, est essentielle afin de sécuriser ses flux commerciaux et influencer – voire contrôler – le commerce international. À cet égard, Liang Yongchun souligne que la marine chinoise a pour mission d’« *assurer la sécurité des principales voies de transport maritime* ».¹³ Cette ambition se reflète dans le projet chinois du *Collier de Perles*, un réseau d’infrastructures installées le long de la route maritime reliant la Chine au Moyen-Orient et à l’Afrique afin de surveiller le commerce international et de contraindre la puissance indienne.¹⁴ Par ailleurs, le Livre Blanc de 2015, reprenant le changement stratégique impulsé par Liu Huaqing, renforce la posture stratégique de la Chine sur la scène maritime internationale en ajoutant la protection en haute mer à son modèle de défense côtière.¹⁵

Outre ces ambitions commerciales, les intérêts de Pékin sont stratégiques et militaires. Contrôler la mer de Chine méridionale permettrait à Pékin de ravitailler ses avions grâce aux bases aériennes installées sur les îlots et de surveiller les puissances s’approchant de la Chine ou de Taïwan, l’isolant ainsi de tout ravitaillement extérieur. En lui offrant une zone de déploiement sécurisée pour ses sous-marins nucléaires, la maîtrise des îlots de la région est essentielle pour protéger sa force océanique stratégique et faciliter sa dissuasion nucléaire.¹⁶ La Chine renforce donc graduellement sa présence¹⁷ à travers la poldérisation et militarisation des îlots, à l’image des sept îles Spratleys qu’elle occupe.¹⁸ Cependant, elle affirme son opposition « *aux pays [...] qui mènent des activités de construction sur des îles et des récifs illégalement occupés* », considérant occuper légalement ceux qu’elle militarise tandis que les revendications des autres États contribuent à l’instabilité régionale.¹⁹

Au-delà des enjeux économiques et militaires, le contrôle de la mer de Chine méridionale s’inscrit dans une vision idéologique et historique portée par Pékin. Cela est perçu comme une condition essentielle à la réalisation du rêve chinois de Xi Jinping visant à restaurer le statut de grande puissance de la Chine dans l’ordre international.²⁰ Dans cette perspective, sa souveraineté quasi-totale sur cette zone semble incontournable. Le China Youth Network, un site d’actualité affilié aux Jeunesses Communistes, souligne que si la Chine « *perd* » sa souveraineté sur la mer de Chine méridionale « *le rêve chinois n’existera plus* ».²¹ La République populaire de Chine (RPC) y justifie sa souveraineté grâce à la ligne des neuf traits, héritée des revendications du Guomindang à sa création en 1949.²² Élargie en 2013 par un dixième trait pour inclure Taïwan [voir Figure 1], elle lui permet de revendiquer 90% des eaux et formations insulaires de la mer de Chine méridionale.²³ Pékin affirme sa « *souveraineté*

¹² *Ibid.*

¹³ « La flotte navale chinoise traverse le détroit de Miyako : de la défense côtière à l’escorte océanique », *Quotidien du Peuple*, 2 janvier 2013.

¹⁴ Lucas MARTIN, « La Chine et la doctrine Mahan », *Atalayar*, 13 septembre 2024.

¹⁵ « Stratégie militaire de la Chine - Livre blanc - Réseau du gouvernement chinois ».

¹⁶ François LAFARGUE, « Hainan, l’île mystérieuse », *Diplomatie*, 2018, n° 93, p. 12.

¹⁷ Mark LARTER, « Mer de Chine méridionale », *op. cit.*

¹⁸ « Island Tracker - Occupation and island building », *op. cit.*

¹⁹ « Îles Nansha - Encyclopédie Baidu ».

²⁰ Hugues EUDELIN, « Mer de Chine Méridionale : Vers une aggravation des tensions avec la thalassocratie chinoise », *op. cit.*

²¹ « La souveraineté en mer de Chine méridionale est liée au rêve chinois », *China Youth Network*.

²² Luc, « Comprendre la carte aux neuf traits ou la carte « Langue de Bœuf » », *Inside Taïwan*, 3 octobre 2023.

²³ Frédéric LASSERRE et Olga ALEXEEVA, « Carte à la une. En mer de Chine méridionale, le jeu politique de l’interprétation du droit de la mer », *Géococonfluences*, juin 2024.

incontestable », justifiée par des « *droits historiques* », ²⁴ en mettant en avant son utilisation ancestrale de la zone à travers les traces archéologiques laissées par des pêcheurs chinois ainsi que l'existence de manuels de navigation manuscrits prouvant leur présence dans la zone dès le premier siècle de notre ère. ²⁵ Cependant, cette vision ne fait pas consensus, le droit international ne reconnaissant pas la fréquentation et l'utilisation des ressources d'une zone comme gage de souveraineté. ²⁶

1.2. Le droit international comme outil de défense des intérêts philippins en mer de Chine méridionale

Les Philippines adoptent une stratégie opposée à celle de la Chine, centrée sur le droit international. Grâce à l'île de Palawan, Manille bénéficie d'une ZEE lui permettant de revendiquer une partie des Spratleys, qu'elle nomme les îles Kalayaan. ²⁷

Face à l'agressivité chinoise dans la ZEE philippine, Manille a porté l'affaire devant la CPA. Rendue en 2016, cette décision rejette les « *droits historiques* » revendiqués par Pékin et affirme l'absence de base juridique de la ligne des neuf traits. ²⁸ Elle souligne également les atteintes chinoises aux droits, notamment halieutiques, des Philippines dans leur ZEE. Enfin, elle statue sur la capacité de ces formations insulaires à générer une ZEE, comme le revendiquait la Chine. Une telle reconnaissance lui aurait accordé des droits d'exploitation exclusifs des ressources halieutiques et des fonds sous-marins, ainsi que la possibilité de mener des opérations de prospection et de recherche scientifique ²⁹ sur 3,5 millions de km² supplémentaires. ³⁰ La CPA a toutefois estimé que ces formations insulaires ne constituent pas des îles, mais de simples rochers, ne pouvant donc pas engendrer de ZEE au regard de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM), ratifiée par la Chine. ³¹ Pékin a rejeté la décision, la qualifiant de simple « *bout de papier* », ³² tout en ajustant sa rhétorique : elle fait désormais référence à des *archipels* (voir carte), qui permettraient sous certaines conditions de générer une ZEE. ³³

En 2002, la Chine et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont signé une déclaration non contraignante de conduite en mer de Chine méridionale. Prévue comme une étape vers un code juridiquement opposable, les négociations sont toutefois restées dans

²⁴ « Îles Nansha - Encyclopédie Baidu », *op. cit.*

²⁵ « China Focus: Fishing manuals record China's early footprints in South China Sea », *Xinhua Net*, 10 janvier 2025.

²⁶ Frédéric LASSERRE et Olga ALEXEEVA, « Carte à la une. En mer de Chine méridionale, le jeu politique de l'interprétation du droit de la mer », *op. cit.*

²⁷ Yves BOQUET, « Mer de Chine du Sud ou mer des Philippines de l'Ouest ? Conflits d'appropriation des espaces maritimes autour de l'archipel des Spratley (Nansha / Truong Sa / Kalayaan) », *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 2012, Risques et conflits, n° 89-1.

²⁸ Laurent GEDEON, « La décision de la Cour permanente d'arbitrage en 2016 », *Geopole*, 27 janvier 2023, doi:10.58079/p04a.

²⁹ Laurent GEDEON, « La convention des Nations unies pour le droit de la mer (CNUDM) », *Geopole*, 13 janvier 2023, doi:10.58079/p048.

³⁰ Garnier, « Les îles Spratley et Paracels ».

³¹ Laurent GEDEON, « La convention des Nations unies pour le droit de la mer (CNUDM) », *op. cit.*, *op. cit.*

³² « La souveraineté en mer de Chine méridionale est liée au rêve chinois », *op. cit.*

³³ Frédéric LASSERRE et Olga ALEXEEVA, « Carte à la une. En mer de Chine méridionale, le jeu politique de l'interprétation du droit de la mer », *op. cit.*

l'impasse.³⁴ Fragilisée par des divisions internes, l'ASEAN se révèle impuissante pour contraindre la Chine au respect du droit international. En effet, Pékin ignore les pressions de Manille, poursuivant sa stratégie de « *déni d'accès* », une stratégie militaire initialement défensive visant à empêcher l'accès à une zone en déployant des systèmes d'armement.³⁵ Depuis ses récifs militarisés, la Chine s'appuie sur des dispositifs militaires et des milices pour éliminer toute présence jugée hostile dans les zones qu'elle revendique, entravant ainsi l'accès des Philippines à leur ZEE.³⁶ Depuis la prise de Scarborough en 2012, Pékin a renforcé ce déni d'accès, menant à des affrontements de plus en plus nombreux et violents avec les navires philippins. Face à ces empiètements, Manille met en œuvre une stratégie de déni d'accès réciproque, transformant la mer de Chine méridionale en théâtre de confrontation permanente. Les tensions ont culminé en août 2024, lorsqu'une flotte de 40 navires chinois, comprenant pour la première fois des bâtiments de guerre, a barré la route de navires philippins.³⁷

II. De Pékin à Washington : l'inflexion de la politique philippine en mer de Chine méridionale

Dans ce contexte crispé face à la Chine, la politique étrangère et militaire philippine a connu des évolutions sensibles. Si, sous le mandat de Benigno Aquino III (2010-2016), Manille a fait preuve d'une grande fermeté concernant ses revendications sur la mer de Chine méridionale, son successeur Rodrigo Duterte (2016-2022) a privilégié des relations plus étroites avec Pékin. Alors que Ferdinand Marcos Jr. semblait initialement prolonger la politique de son prédécesseur, celui-ci s'est rapidement éloigné de la Chine au profit d'un rapprochement stratégique avec les États-Unis.

2.1. Duterte v. Marcos : l'évolution du positionnement stratégique philippin en faveur des États-Unis.

Durant le mandat de Rodrigo Duterte, la politique étrangère philippine connaît un véritable revirement. Face aux importantes critiques occidentales de violations des droits humains de sa « *guerre contre la drogue* »,³⁸ celui-ci adopte une rhétorique anti-États-Unis, mettant fin à leurs exercices militaires conjoints, refusant la construction de nouvelles bases américaines sur le

³⁴ Laurent GEDEON, « Le Code de conduite en mer de Chine méridionale », *Geopole*, 7 avril 2023, doi:10.58079/p04k.

³⁵ Lincot, « Enjeux du déni d'accès en Indo-Pacifique ».

³⁶ Emmanuel VERON et Thomas DELAGE, « La mer de Chine méridionale au service des ambitions stratégiques et nationalistes de Pékin », *Diplomatie*, 2023, n° 124, pp. 38-42.

³⁷ Hugues EUDELIN, « Mer de Chine Méridionale : Vers une aggravation des tensions avec la thalassocratie chinoise », *op. cit.*

³⁸ Alvin CAMBA, « From Aquino to Marcos: political survival and Philippine foreign policy towards China », *Journal of Contemporary East Asia Studies*, 2 janvier 2023.

territoire philippin³⁹ et retardant le renouvellement du *Visiting Forces Agreement*.⁴⁰ Parallèlement, le président renforce ses liens avec la Chine sur les plans commerciaux et surtout diplomatiques – à travers des visites et un certain attentisme concernant les actions de Pékin autour de Taïwan.⁴¹ Cette évolution a profondément marqué la dispute territoriale en mer de Chine méridionale. Duterte a mis de côté la décision de la CPA,⁴² rendue deux semaines après son arrivée au pouvoir, au profit d'un *statu quo* qui aurait fait l'objet d'un « *accord verbal et non-contraignant* »⁴³ avec la Chine selon lequel Manille ne construirait ni ne réparerait aucune installation dans la zone contestée. Le pays a toutefois poursuivi la modernisation de son armée, achetant notamment des missiles de croisière supersonique essentiels à sa capacité de dissuasion.⁴⁴ Cette évolution de la politique étrangère philippine traduit alors une volonté d'équilibre, une position qualifiée par Duterte de « *friends to all and enemy to none* ». ⁴⁵ Cependant, cette politique conciliante à l'égard de la Chine n'a pas débouché sur un ralentissement de la stratégie chinoise. En effet, Pékin a adopté le même comportement envers Manille que face au Vietnam, dont la position était pourtant bien plus ferme : envoi de centaines de bateaux dans la ZEE philippine, saisie et poldérisation des îles, conservation du contrôle administratif des îles Spratleys et encerclement de l'archipel Thitu.⁴⁶ Par ailleurs, les Philippines n'ont obtenu aucune des infrastructures promises, les investissements chinois ne s'étant pas concrétisés. Ces multiples déceptions ont entraîné un fort ressentiment philippin. En 2021, 87% de la population nommait les incursions chinoises comme leur principale préoccupation en mer de Chine méridionale ; la même proportion préférerait s'aligner sur les États-Unis plutôt que sur la RPC.⁴⁷

L'élection de Ferdinand Marcos Jr. à la tête du pays en 2022 marque un changement de politique étrangère en faveur de Washington. Alors que la campagne présidentielle laissait présager une continuation de la politique de Duterte, celui-ci s'est distancé de la Chine⁴⁸ et rapproché des États-Unis.⁴⁹ Le nouveau président a rompu avec l'administration précédente en manifestant son intention de faire respecter la décision de la CPA et en adoptant une politique de transparence concernant ses affrontements avec Pékin.⁵⁰ Lors d'une visite du Secrétaire de la Défense américain aux Philippines en 2024, les dirigeants ont souligné la nécessité d'une coopération défensive accrue face au « *harcèlement répété* » de la Chine.⁵¹ Manille a fait connaître sa ligne rouge : en cas de décès d'un citoyen philippin dû à un acte chinois délibéré,

³⁹ Hu YUWEI, Fan WEI et Zou ZHIDONG, « GT exclusive: Former Philippine president Duterte warns Manila to turn back from detrimental path, resolve disputes through dialogue », *Global Times*, 12 avril 2024.

⁴⁰ Joshua KURLANTZICK, « Duterte's Ingratiating Approach to China Has Been a Bust », *World Politics Review*, 2 juin 2021.

⁴¹ Hu Yuwei, Fan Wei, et Zou Zhidong, *op. cit.*

⁴² Camba, *op. cit.*

⁴³ Jeoffrey MAITEM, « Duterte-Xi allegedly made 'gentleman's agreement' for status quo in disputed sea », *South China Morning Post*, 29 mars 2024.

⁴⁴ Kurlantzick, « Duterte's Ingratiating Approach to China Has Been a Bust », *op. cit.*

⁴⁵ Aaron Jed RABENA, « From Duterte's "Pivot to China" to Marcos Jr.'s "Rebalance to the U.S."? », *Fulcrum*, 17 avril 2023.

⁴⁶ Kurlantzick, « Duterte's Ingratiating Approach to China Has Been a Bust », *op. cit.*

⁴⁷ *The State of Southeast Asia: 2021 Survey Report* [Rapport], Institute of Southeast Asian Studies (ISEAS), 2021.

⁴⁸ Fan ZHIYING, « The logic of the Marcos Jr. Government's South China Sea Policy », *Marine Policy*, 1 septembre 2024, vol. 167, p. 106248, doi:10.1016/j.marpol.2024.106248.

⁴⁹ Aaron Jed RABENA, « From Duterte's "Pivot to China" to Marcos Jr.'s "Rebalance to the U.S."? », *op. cit.*

⁵⁰ François-Xavier BONNET, « Philippines/Chine : tensions en mer de Chine méridionale », *op. cit.*

⁵¹ *Joint press release on the visit of U.S. Secretary of Defense Austin to the Philippines* [Rapport], Department of National Defense, 2024.

le pays invoquerait le Traité de défense mutuelle avec les États-Unis (1951).⁵² En étant le premier État asiatique à choisir ostensiblement entre les deux puissances, Manille se place en rupture par rapport à ses voisins d'Asie du Sud-Est.⁵³ L'élection de Marcos Jr. n'a cependant rien changé aux ambitions chinoises ni à ses activités coercitives de déni d'accès.⁵⁴ Pékin déploie une double stratégie d'empiètement et d'agissements sous le seuil de la guerre, ou *grey zone tactics*, à l'image de la nouvelle réglementation implémentée sur l'atoll Second Thomas donnant le droit aux navires chinois de détenir les « *intrus* » étrangers jusqu'à 60 jours.⁵⁵

L'évolution de la politique étrangère philippine entre les présidents Duterte et Marcos Jr. résulte de multiples facteurs, à la fois domestiques et internationaux. Internationalement, les pressions chinoises dans les zones contestées, alors même que Manille avait adopté une position conciliante, lui ont fait prendre conscience de sa vulnérabilité. La faiblesse militaire des Philippines renforce la nécessité d'un appui américain en cas de conflit régional.⁵⁶ Le pays espère également que ce rapprochement stratégique lui offrira des débouchés économiques,⁵⁷ alors que ces mêmes espoirs ne s'étaient pas concrétisés avec la RPC. Sur le plan domestique, outre la volonté d'accès aux ressources de la zone, ce changement s'explique aussi par la volonté du président de limiter l'influence de la famille Duterte afin de rester au pouvoir en 2028. Celle-ci s'est plusieurs fois positionnée en faveur de la Chine, Rodrigo Duterte ayant notamment affirmé vouloir renouer le dialogue avec Pékin s'il revenait au pouvoir.⁵⁸ L'ancien président et la vice-présidente Sara Duterte, accusés d'être des « *proxies pro-Chine* », ont ainsi été écartés du Conseil de sécurité nationale du pays fin 2024.⁵⁹

2.2. Les moyens du changement : entre coopération américaine, modernisation militaire, et moyens juridiques

Ce changement de stratégie se traduit par une coopération militaire accrue avec les États-Unis, participant au renforcement de l'armée philippine pour faire face à la marine chinoise, ainsi que par un entérinement juridique de l'arbitrage international en matière de droit maritime.

Face aux revendications chinoises, les Philippines renforcent leur coopération militaire avec les États-Unis. Dans un discours de 2022, Marcos rompt avec la position de Duterte en déclarant que les Philippines peuvent compter sur les États-Unis pour « *défendre l'ordre international fondé sur le droit* ». ⁶⁰ Depuis, le président a autorisé le retour des patrouilles internationales dans la mer de Chine méridionale, approfondi la coopération tripartite avec les États-Unis et le

⁵² Marites Dañguilan VITUG, « America and the Philippines Should Call China's Bluff », *Foreign Affairs*, 18 septembre 2024.

⁵³ Joshua KURLANTZICK, « Marcos Jr. Moves the Philippines Dramatically Closer to the United States », *Council on Foreign Relations*.

⁵⁴ Jérémy PAGE, « Inquiétantes batailles navales », 9 janvier 2025.

⁵⁵ Li MINGJIANG et Xing JIAYING, « The Possibility of a China-Philippines Conflict in the South China Sea », *Carnegie Endowment for International Peace*, 3 juin 2024.

⁵⁶ Joshua KURLANTZICK, « Marcos Jr. Moves the Philippines Dramatically Closer to the United States », *op. cit.*

⁵⁷ Fan ZHIYING, « The logic of the Marcos Jr. Government's South China Sea Policy », *op. cit.*

⁵⁸ Hu YUWEI, Fan WEI et Zou ZHIDONG, « Former Philippine president Duterte warns Manila to turn back », *op. cit. Ibid.*

⁵⁹ Richard HEYDARIAN, « Opinion | How the Philippines is managing a cold war abroad – and at home », *South China Morning Post*, 11 janvier 2025.

⁶⁰ Ted CORDERO, « Philippines won't surrender even a square inch of territory », *op. cit.*

Japon,⁶¹ et autorisé Washington à accroître le nombre de bases américaines sur le territoire national dans le cadre de l'Accord de coopération renforcée en matière de défense (EDCA) conclu en 2012.⁶² Afin d'accroître l'interopérabilité de leurs armées, les deux pays organisent l'exercice conjoint annuel *Balikatan*, qui a rassemblé 11 000 soldats américains et 5 000 soldats philippins en 2024.⁶³ Ces mesures s'inscrivent dans la volonté commune des deux pays de « rétablir la dissuasion en mer de Chine méridionale », une position réaffirmée par la nouvelle administration étatsunienne le 5 février 2025 lors d'un appel entre le nouveau Secrétaire à la Défense américain, et le Secrétaire de la Défense philippin.⁶⁴

L'approfondissement de cette coopération s'accompagne du renforcement et de la modernisation de l'armée philippine, afin de contrer la puissance militaire de Pékin. Le plan de modernisation, débuté en 2013, est ainsi entré dans sa phase finale, appelée « Horizon 3 », en janvier 2024. Financée à hauteur de 35 milliards de dollars américains sur dix ans,⁶⁵ celle-ci permettra au pays d'acquérir des armes et équipements modernes, ainsi que d'améliorer ses capacités C4ISR (Computerized Command, Control, Communications, Intelligence, Surveillance, Reconnaissance). Dans ce cadre, Manille s'est procuré un système de missiles de moyenne portée américain,⁶⁶ et prévoit l'achat de nouveaux missiles supersoniques antinavires, ainsi que deux sous-marins et douze avions de combat supersoniques sud-coréens,⁶⁷ mettant en lumière une modernisation ciblée sur la défense maritime pour renforcer sa capacité de déni d'accès dans sa ZEE. Dans la même lignée, Manille envisage de construire une seconde base militaire dans la baie de Subic,⁶⁸ dont la position stratégique à proximité du récif de Scarborough lui permettrait de projeter sa puissance sur une grande partie des zones disputées. Ce renforcement est soutenu financièrement par Washington, qui a annoncé une enveloppe de 500 millions de dollars en août 2024 afin d'aider l'armée philippine à renforcer ses capacités maritimes de renseignement, de surveillance et de reconnaissance.⁶⁹ La Chine, quant à elle, a exprimé ses préoccupations concernant cette modernisation militaire, affirmant qu'elle compromet la sécurité régionale et risque de provoquer une course aux armements.⁷⁰ En décembre 2024, le ministère des Affaires étrangères chinois a intimé Manille à revenir à un « développement pacifique ».⁷¹

⁶¹ « Les Philippines espèrent garder une relation « forte » avec Washington sous le mandat de Trump », *Le Figaro*, 15 janvier 2025.

⁶² François-Xavier BONNET, « Philippines/Chine : tensions en mer de Chine méridionale », *op. cit.*

⁶³ « Philippines and U.S. conclude Balikatan exercises, shoulder-to-shoulder », *U.S. Marine Corps Forces, Pacific*, 10 mai 2024.

⁶⁴ Raissa ROBLES, « Philippines assured by Hegseth of US' 'ironclad' pledge to mutual defence treaty », *South China Morning Post*, 6 février 2025.

⁶⁵ Joe SABALLA, « Philippines OKs \$35B 'Re-Horizon 3' Military Modernization Plan », *The Defense Post*, 30 janvier 2024.

⁶⁶ « Les Philippines prêtes à acquérir un système américain de missiles, la Chine dénonce une « provocation » », *Le Monde*, 23 décembre 2024.

⁶⁷ « Philippines to buy India's BrahMos missiles, 'dream' submarines to counter China », *South China Morning Post*, 12 février 2025.

⁶⁸ Sakshi TIWARI, « Operated By U.S. Military For 94 Years, « Highly Strategic » Subic Bay Comes To Life Amid China-Philippines Tensions », *The Eurasian Times*, 28 septembre 2024.

⁶⁹ Patrick TUCKER, « The US is helping the Philippines modernize its military », *Defense One*, 2 août 2024.

⁷⁰ Ken MORITSUGU et Teresa CEROJANO, « China says Philippine plan to deploy midrange missiles would be « extremely irresponsible » », *AP News*, 23 décembre 2024.

⁷¹ Krixia SUBINGSUBING, « China tells PH to return to 'peaceful development' », *Inquirer.net*, 27 décembre 2024.

Enfin, Manille mobilise le droit afin de faire face à la Chine, à la fois d'un point de vue juridique interne et en faisant appel au droit international. Le Sénat philippin a adopté deux lois en mars 2024 dans l'objectif de s'affirmer face à Pékin : le *Philippine Maritime Zones Act* clarifie les revendications philippines, tandis que le *Philippine Archipelagic Sea Lanes Act* réduit le nombre de routes autorisées pour les navires et aéronefs étrangers.⁷² Cela permet au gouvernement d'harmoniser le droit philippin avec la Convention des nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) et la jurisprudence de la CPA, empêchant ainsi les futures administrations philippines d'en ignorer les conclusions.⁷³ Les États-Unis ont publiquement soutenu cette législation,⁷⁴ tandis qu'un communiqué du ministère des Affaires Étrangères chinois conteste la souveraineté philippine sur certains îlots.⁷⁵ Par ailleurs, Manille utilise le droit international pour obtenir l'approbation de la communauté internationale afin de renforcer sa position face à la Chine.⁷⁶ En août 2024, à la suite d'agressions chinoises, le gouvernement philippin a exhorté la Chine à adhérer au droit international. Le porte-parole du Conseil maritime national, Alexander Lopez, a affirmé que Manille continuerait à défendre ses droits et sa juridiction, ainsi qu'à adopter une approche diplomatique afin de résoudre pacifiquement les tensions.⁷⁷ Le pays a déposé « *plus d'une centaine* » de protestations diplomatiques après des incidents avec la Chine.⁷⁸ Cela ne semble toutefois pas mener à l'apaisement des tensions, car seules des discussions de court terme ont été menées à ce jour.⁷⁹ Les Philippines espèrent pouvoir négocier avec d'autres pays de la zone pour présenter un front uni face à la Chine, qui ne montre aucune volonté de compromis. La nouvelle position de Marcos pourrait recueillir le soutien des États de la région « *qui continuent d'être considérés comme de simples acteurs sans pouvoir dans cette rivalité entre grandes puissances* ».⁸⁰

III. La reconfiguration du positionnement des acteurs régionaux face à l'accroissement des tensions

L'accroissement des tensions sino-philippines a reconfiguré les rapports de force en Indopacifique. Alors que les États-Unis, le Japon et plusieurs puissances européennes, dont la France, affirment leur soutien à Manille, les autres puissances et organisations régionales adoptent des positions plus nuancées.

⁷² Sebastian STRANGIO, « Philippines' Marcos Signs Laws Aimed at Strengthening Maritime Claims », *The Diplomat*, 11 novembre 2024. ; Harrison PRÉTAT et Gregory B. POLING, « Manila and Beijing Clarify Select South China Sea Claims », *CSIS*, 21 novembre 2024.

⁷³ Sebastian STRANGIO, « Philippines' Marcos Signs Laws Aimed at Strengthening Maritime Claims », *op. cit.*

⁷⁴ Harrison PRÉTAT et Gregory B. POLING, « Manila and Beijing Clarify Select South China Sea Claims », *op. cit.*

⁷⁵ *Statement of the Ministry of Foreign Affairs of The People's Republic of China On the Enactment by the Republic of the Philippines Of Its "Maritime Zones Act" and "Archipelagic Sea Lanes Act"* [Rapport], Ministry of Foreign Affairs The People's Republic of China, 2024.

⁷⁶ Sebastian STRANGIO, « Philippines' Marcos Signs Laws Aimed at Strengthening Maritime Claims », *op. cit.*

⁷⁷ Zacarian SARAO, « PH hits China's aggression in WPS: 'Adhere to international law' », *Inquirer.net*, 20 août 2024.

⁷⁸ Chad DE GUZMAN, « Marcos Says Philippines Must « Do More » to Counter China at Sea », *Time*, 27 juin 2024.

⁷⁹ Marites Dañguilan VITUG, « America and the Philippines Should Call China's Bluff », *op. cit.*

⁸⁰ « Analyst: Marcos' stronger territorial stance unlikely to change China's behavior », *ABS-CBN*, 5 mars 2024.

3.1. La position des grandes puissances de l'Indopacifique en faveur des Philippines.

Les Philippines disposent du soutien de certaines puissances de la région, notamment les États-Unis, la France et le Japon, une opportunité pour Manille qui souhaite renforcer ses liens avec ces pays et afficher un front uni face à la Chine.

Les États-Unis adoptent une position claire en faveur des Philippines, dans un contexte où la Chine représente leur principal rival. L'escalade des tensions en mer de Chine méridionale a accentué la dégradation des relations sino-américaines.⁸¹ Dénonçant la « *Tactique du Salami* » chinoise, qui consiste en une série de petits empiètements répétés en vue de gains territoriaux,⁸² les États-Unis ont rappelé leur détermination à assurer la sécurité régionale aux côtés des Philippines.⁸³ Par ailleurs, Marcos Jr. apparaît optimiste quant à la présidence de Donald Trump, espérant maintenir une relation « *forte et dynamique* »⁸⁴ au regard de leur « *partenariat de longue durée* »⁸⁵ tout aussi primordial pour Washington en raison de la proximité des Philippines avec Taïwan.

En outre, les Philippines reçoivent le soutien du Japon, qui renforce ses capacités de défense face aux empiètements maritimes répétés de Pékin.⁸⁶ Les deux pays, confrontés au même impératif géostratégique d'accès à l'océan dans un environnement naval contesté par Pékin,⁸⁷ maintiennent un « *dialogue maritime continu* » et approfondissent leurs liens en matière de défense.⁸⁸ Par ailleurs, Tokyo, Manille et Washington renforcent leur alliance tripartite. Au cours de l'inauguration du Dialogue Maritime Trilatéral en décembre 2024, ils ont réaffirmé leur engagement en faveur d'un Indopacifique libre, ouvert et sécurisé, fondé sur le respect du droit international.⁸⁹

Enfin, la France se positionne comme un partenaire majeur des Philippines. L'Indopacifique, où se situe la majorité de sa ZEE, constitue une « *priorité* ».⁹⁰ Pour sécuriser ses intérêts dans la région, Paris dispose d'une présence militaire permanente dans la région, notamment grâce aux Forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC) et en Polynésie française (FAPF), et au déploiement régulier de forces navales. À cet égard, la France a accueilli positivement le

⁸¹ Arnaud VAULERIN, Eric LANDAL, Nelly DIDELOT et Laurence DEFRANOUX, « Chine : les dix dossiers chauds sur la table de Xi Jinping », *Libération*.

⁸² Jérémie PAGE, « Inquiétantes batailles navales », *op. cit.*

⁸³ Bea CUPIN, « US defense chief promises Marcos: « We will always have your back in the South China Sea » », *Eappler*, 4 mai 2023.

⁸⁴ « Les Philippines espèrent garder une relation « forte » avec Washington sous le mandat de Trump », *op. cit.*

⁸⁵ *News Releases - PBBM congratulates US President-elect Trump* [Rapport], Office of the President of the Philippines, 2024.

⁸⁶ Simon TISDALL, « Xi Jinping's 'gunboat diplomacy' risks driving his bullied neighbours into enemy hands », *The Observer*, 21 septembre 2024.

⁸⁷ Mikhail FLORES, « Philippine, Japan ministers agree to further enhance defence partnership », *Reuters*, 24 février 2025.

⁸⁸ Jim GOMEZ, « Japan and Philippines agree to deepen defense ties due to their mutual alarm over Chinese aggression », *AP News*, 24 février 2025.

⁸⁹ *Philippines, Japan, and United States Hold Inaugural Trilateral Maritime Dialogue* [Rapport], Republic of the Philippines Department of Foreign Affairs, 2024.

⁹⁰ « L'espace indopacifique : une priorité pour la France », *France Diplomatie - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*.

changement de stratégie militaire philippine sous la présidence de Marcos Jr., dont l'arrivée au pouvoir relance la coopération entre les deux pays après la « parenthèse » Duterte.⁹¹ Sur le plan militaire, les deux pays renforcent l'interopérabilité de leurs armées, la flotte française se joignant aux patrouilles et exercices militaires annuels américano-philippins en mer de Chine méridionale.⁹² Récemment, la coopération militaire entre Paris et Manille a changé d'ampleur, comme l'illustre l'escale inédite du porte-avion Charles de Gaulle dans le pays en 2025,⁹³ mais également à travers le renforcement de leurs liens commerciaux en matière de défense, grâce à la livraison de trois patrouilleurs par le constructeur naval vendéen OCEA à la garde côtière philippine depuis 2019. Dans le contexte de tensions grandissantes en mer de Chine méridionale, l'approche multilatérale de la France pourrait la positionner en médiatrice entre l'ASEAN et les autres puissances, renforçant ainsi la résilience des États côtiers face aux pressions chinoises.⁹⁴

3.2. Une position plus nuancée des pays régionaux et organisations internationales.

La politique du président Marcos Jr. a ouvert la voie à d'autres pays, qui cherchent à favoriser leurs intérêts. Les États voisins des Philippines adoptent des positions contrastées, illustrant un changement de rapports de force en Indopacifique. Le Vietnam a entamé des opérations de poldérisation, se positionnant comme un acteur tiers venant concurrencer les revendications territoriales chinoises et philippines.⁹⁵ Cela a engendré une hausse des tensions avec la Chine, comme l'illustre la collision de navires chinois et vietnamiens aux abords d'un atoll contesté en août 2024. Alors que Pékin dénonce la présence « illégale » du navire vietnamien dans la zone, les pêcheurs vietnamiens soutiennent qu'il s'agit d'une agression.⁹⁶ Par ailleurs, la posture d'indépendance de la Malaisie dénote par rapport à sa position habituellement alignée sur celle de Pékin.⁹⁷ Alors que le pays est également à la recherche d'hydrocarbures en mer de Chine méridionale, le Premier ministre malaisien s'est déclaré prêt à mener des négociations avec la Chine.⁹⁸ Les Philippines peuvent également compter sur quelques alliés régionaux. Le Cambodge a explicitement pris position en faveur de Manille, affirmant son soutien total à Marcos Jr. Le Premier ministre cambodgien a appelé les pays d'Asie du Sud-Est à maintenir la centralité de la région « *en particulier en période de conflit* », bien qu'il ait évité de mentionner directement les tensions en mer de Chine méridionale.⁹⁹

⁹¹ Jérémy ANDRE, « Aux Philippines et à Nouméa, la France renforce son ancrage pacifique », *Le Point*, 4 décembre 2023.

⁹² Claude LEBLANC, « La France redonne un peu de souffle à l'Europe en mer de Chine », *L'Opinion*, 26 avril 2024.

⁹³ Laurent LAGNEAU, « Après un exercice en mer de Chine, le porte-avions Charles de Gaulle a fait une escale inédite aux Philippines », *Zone Militaire*, 24 février 2025.

⁹⁴ Jérémy BACHELIER et Éric FRECON, « L'escalade des tensions en mer de Chine méridionale et la « troisième voie » européenne », in Christine CABASSET et Jérôme SAMUEL (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2022 : bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2022, pp. 129-147.

⁹⁵ Jérémy PAGE, « Inquiétantes batailles navales », *op. cit.*

⁹⁶ AFP, « Laos : au menu de l'Asean, mer de Chine méridionale et langouste », 10 octobre 2024.

⁹⁷ AFP, « La Malaisie se dit prête à négocier avec Pékin sur la mer de Chine méridionale », *L'Orient-Le Jour*, 3 avril 2023.

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ Cristina CHI, « In talks with Marcos, Cambodia PM urges regional unity amid conflict », *Philstar.com*, 11 février 2025.

En proie à de nombreuses divisions, les organisations internationales sont dans l'impasse. L'Organisation des Nations unies, bloquée par le siège permanent détenu par la Chine au Conseil de sécurité, est restée inactive. Au sein de l'ASEAN, les membres sont partagés entre des positions plus favorables à la Chine, telles que celles du Laos ou du Cambodge, et d'autres appelant au calme et au respect du droit de la mer.¹⁰⁰ Les puissances régionales adoptent des positions nuancées, beaucoup n'osant pas s'affirmer frontalement face à la Chine qui constitue un partenaire économique central.¹⁰¹ À cet égard, Marcos Jr. soutient qu'une coopération économique entre les membres de l'ASEAN et la Chine est impossible tant que des différends territoriaux persistent.¹⁰² La délégation du Département de la Défense nationale des Philippines a réaffirmé l'engagement du pays à travailler avec les États membres de l'ASEAN pour assurer une sécurité maritime durable lors d'une rencontre des chargés de défense des États membres de l'ASEAN fin 2024.¹⁰³

Conclusion

L'évolution de la politique étrangère philippine depuis le début de la présidence Marcos Jr. a profondément modifié les équilibres géopolitiques dans la région. Sa résistance à la militarisation et à la poldérisation chinoise a suscité le soutien de nations partageant son respect du droit international, et disposant d'intérêts géopolitiques majeurs dans la région. Forte de cet appui, Manille tente d'afficher un front uni face à Pékin en capitalisant sur les intérêts nationaux des puissances régionales opposées à la domination chinoise, mais elle fait face à la réticence de pays dépendant économiquement de la Chine. Alors que Manille apparaît comme la figure de proue de la résistance des États d'Asie du Sud-Est face à Pékin, les élections législatives philippines en mai 2025 ont confirmé l'appui de la population à cette politique extérieure. Sur le plan régional, Manille, qui assurera la présidence de l'ASEAN en 2026, pourrait en profiter pour encourager une position plus ferme et unie face à la Chine.

Bibliographie

- Articles de presse

ABS-CBN. « Analyst: Marcos' Stronger Territorial Stance Unlikely to Change China's Behavior ». 5 mars 2024. <https://www.abs-cbn.com/news/2024/3/5/analyst-marcos-stronger-territorial-stance-unlikely-to-change-china-s-behavior-1150>.

AFP. « La Malaisie se dit prête à négocier avec Pékin sur la mer de Chine méridionale ». *L'Orient-Le Jour*, 3 avril 2023, sect. Dernières Infos.

¹⁰⁰ AFP, « Laos : au menu de l'Asean, mer de Chine méridionale et langouste », *op. cit.*

¹⁰¹ Camille MACAIRE et Marie-Élisabeth DE LA SERVE, « La Chine au cœur des chaînes de valeur asiatiques », *Banque de France*, 25 juillet 2024.

¹⁰² AFP, « Laos : au menu de l'Asean, mer de Chine méridionale et langouste », *op. cit. Ibid.*

¹⁰³ DND joins the ASEAN Defense Senior Officials Meeting (ADSOM) and ADSOM-Plus [Rapport], Republic of the Philippines Department of National Defense, 2024.

<https://www.lorientlejour.com/article/1333558/la-malaisie-se-dit-prete-a-negocier-avec-pekin-sur-la-mer-de-chine-meridionale.html>.

———. « Laos : au menu de l'Asean, mer de Chine méridionale et langouste », 10 octobre 2024. <https://www.20min.ch/fr/story/laos-au-menu-de-l-asean-mer-de-chine-meridionale-et-langouste-103199989>.

Al Jazeera Staff. « What's behind Escalating China-Philippines Tensions in the South China Sea? » *Al Jazeera*, 11 octobre 2024. <https://www.aljazeera.com/news/2024/10/11/whats-behind-escalating-china-philippines-tensions-in-the-south-china-sea>.

Allard, Léonie. « Deciphering French Strategy in the Indo-Pacific ». *War on the Rocks*, 13 mars 2025. <https://warontherocks.com/2025/03/deciphering-french-strategy-in-the-indo-pacific/>.

André, Jérémy. « Aux Philippines et à Nouméa, la France renforce son ancrage pacifique ». *Le Point*, 4 décembre 2023. https://www.lepoint.fr/monde/aux-philippines-et-a-noumea-la-france-renforce-son-ancrage-pacifique-04-12-2023-2545601_24.php.

Bea Cupin. « US Defense Chief Promises Marcos: “We Will Always Have Your Back in the South China Sea” ». *Eappler*, 4 mai 2023. <https://www.rappler.com/philippines/united-states-defense-chief-promises-marcos-jr-have-back-south-china-sea/>.

Calonzo, Andreo. « Ex-Philippine Leader Duterte Slams US, Marcos in Chinese Media ». *Bloomberg.Com*, 12 avril 2024. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2024-04-12/ex-philippine-leader-duterte-slams-us-marcos-in-chinese-media>.

Chi, Cristina. « In talks with Marcos, Cambodia PM urges regional unity amid conflict ». *Philstar.com*, 11 février 2025. <https://www.philstar.com/headlines/2025/02/11/2420836/talks-marcos-cambodia-pm-urges-regional-unity-amid-conflict>.

Cordero, Ted. « Philippines Won't Surrender Even a Square Inch of Territory ». *GMA News*, 24 septembre 2022. <https://www.gmanetwork.com/news/topstories/nation/845895/philippines-won-t-surrender-even-a-square-inch-of-territory-marcos/story/>.

Defranoux, Laurence. « Dix questions pour comprendre le conflit en mer de Chine méridionale ». *Libération*, sect. Asie Pacifique. Consulté le 17 mars 2025. https://www.liberation.fr/planete/2016/07/12/dix-questions-pour-comprendre-le-conflit-en-mer-de-chine-meridionale_1465463/.

Flores, Mikhail. « Philippine, Japan Ministers Agree to Further Enhance Defence Partnership ». *Reuters*, 24 février 2025, sect. Asia Pacific. <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/philippines-defence-minister-says-discuss-chinas-actions-with-japan-counterpart-2025-02-24/>.

Gomez, Jim. « Japan and Philippines Agree to Deepen Defense Ties Due to Their Mutual Alarm over Chinese Aggression ». *AP News*, 24 février 2025, sect. World News. <https://apnews.com/article/philippines-japan-defense-alliance-3abcf01f70dbd92f29442b3dad34802a>.

Görlach, Alexander. « China Threat Prompts Japan to Rethink Its Security ». *Politico*, 19 août 2024. <https://www.politico.eu/article/china-japan-security-global-democracy-east-asia-ukraine-defense-eu/>.

Guzman, Chad de. « Marcos Says Philippines Must “Do More” to Counter China at Sea ». *Time*, 27 juin 2024. <https://time.com/6992894/marcos-philippines-south-china-sea-response-restraint/>.

Heydarian, Richard. « Opinion | How the Philippines Is Managing a Cold War Abroad – and at Home ». *South China Morning Post*, 11 janvier 2025, sect. Opinion. <https://www.scmp.com/opinion/asia-opinion/article/3293854/how-philippines-managing-cold-war-abroad-and-home>.

Hu Yuwei, Fan Wei, et Zou Zhidong. « GT exclusive: Former Philippine president Duterte warns Manila to turn back from detrimental path, resolve disputes through dialogue ». *Global Times*, 12 avril 2024. <https://www.globaltimes.cn/page/202404/1310479.shtml>.

Jane Bautista. « Manila to Beijing: PH a ‘Sovereign State’ ». *Inquirer.Net*, 10 mars 2025. <https://www.inquirer.net/432018/manila-to-beijing-ph-a-sovereign-state/>.

Kurlantzick, Joshua. « Duterte’s Ingratiating Approach to China Has Been a Bust ». *World Politics Review*, 2 juin 2021. <https://www.worldpoliticsreview.com/duterte-s-approach-to-china-philippines-relations-has-been-a-bust/>.

Lagneau, Laurent. « Après un exercice en mer de Chine, le porte-avions Charles de Gaulle a fait une escale inédite aux Philippines ». *Zone Militaire*, 24 février 2025. <https://www.opex360.com/2025/02/24/apres-un-exercice-en-mer-de-chine-le-porte-avions-charles-de-gaulle-a-fait-une-escale-inedite-aux-philippines/>.

Le Figaro. « Les Philippines espèrent garder une relation «forte» avec Washington sous le mandat de Trump ». 26 avril 2024. <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/les-philippines-esperent-garder-une-relation-forte-avec-washington-sous-le-mandat-de-trump-20250115>.

Le Figaro. « Les Philippines espèrent garder une relation «forte» avec Washington sous le mandat de Trump ». 15 janvier 2025, sect. Flash Actu. <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/les-philippines-esperent-garder-une-relation-forte-avec-washington-sous-le-mandat-de-trump-20250115>.

Le Figaro. « Les Philippines espèrent garder une relation «forte» avec Washington sous le mandat de Trump ». 15 janvier 2025, sect. Flash Actu. <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/les-philippines-esperent-garder-une-relation-forte-avec-washington-sous-le-mandat-de-trump-20250115>.

Le Monde. « Les Philippines prêtes à acquérir un système américain de missiles, la Chine dénonce une «provocation» ». 23 décembre 2024. https://www.lemonde.fr/international/article/2024/12/23/les-philippines-pretes-a-acquerir-un-systeme-americain-de-missiles-une-provocation-selon-pekine_6463412_3210.html.

Leblanc, Claude. « La France redonne un peu de souffle à l’Europe en mer de Chine ». *l’Opinion*, 26 avril 2024. <https://www.lopinion.fr/international/la-france-redonne-un-peu-de-souffle-a-leurope-en-mer-de-chine>.

Maitem, Jeoffrey. « Duterte-Xi Allegedly Made ‘Gentleman’s Agreement’ for Status Quo in Disputed Sea ». *South China Morning Post*, 29 mars 2024, sect. This Week in Asia. <https://www.scmp.com/week-asia/politics/article/3257138/philippines-rodrigo-duterte-and-chinas-xi-jinping-allegedly-had-unwritten-pact-south-china-sea>.

Martin, Lucas. « La Chine et la doctrine Mahan ». *Atalayar*, 13 septembre 2024. <https://www.atalayar.com/fr/articulo/reportages/chine-et-doctrine-mahan/20240909160125204977.html>.

Meng Zhe, Xu-Pan Yiru, et Ge Xinge. « Information war in the South China Sea - Chinadaily.com.cn ». *China Daily*, 13 janvier 2025. <https://www.chinadaily.com.cn/a/202501/13/WS67850591a310f1265a1da885.html>.

Moritsugu, Ken, et Teresa Cerojano. « China Says Philippine Plan to Deploy Midrange Missiles Would Be “Extremely Irresponsible” ». *AP News*, 23 décembre 2024, sect. World News. <https://apnews.com/article/china-philippines-deploy-missile-system-95a5d4b923b262f400c540e1b6926b0e>.

Page, Jérémy. « Inquiétantes batailles navales », 9 janvier 2025, Challenges édition. <https://www.pressreader.com/france/challenges/20250109/282922391066753>.

Patrick Tucker. « The US Is Helping the Philippines Modernize Its Military ». *Defense One*, 2 août 2024. <https://www.defenseone.com/policy/2024/08/us-helping-philippines-modernize-its-military/398549/>.

Pedroletti, Brice. « Les Etats-Unis obtiennent l'accès à quatre nouvelles bases militaires philippines ». *Le Monde*, 3 février 2023. https://www.lemonde.fr/international/article/2023/02/03/les-etats-unis-obtiennent-l-acces-a-quatre-nouvelles-bases-militaires-philippines_6160420_3210.html.

Quotidien du Peuple. « La flotte navale chinoise traverse le détroit de Miyako : de la défense côtière à l'escorte océanique ». *Quotidien du Peuple*, 2 janvier 2013. <http://www.people.com.cn/24hour/n/2013/0201/c25408-20398631-2.html>.

Raissa Robles. « Philippines Assured by Hegseth of US' 'Ironclad' Pledge to Mutual Defence Treaty ». *South China Morning Post*, 6 février 2025, sect. This Week in Asia. <https://www.scmp.com/week-asia/politics/article/3297661/philippines-assured-hegseth-us-ironclad-pledge-mutual-defence-treaty>.

Reuters. « Philippines to Buy India's BrahMos Missiles, 'Dream' Submarines to Counter China ». *South China Morning Post*, 12 février 2025, sect. News. <https://www.scmp.com/news/asia/southeast-asia/article/3298375/philippines-modernise-military-indias-brahmos-missiles-amid-china-tensions>.

Saballa, Joe. « Philippines OKs \$35B 'Re-Horizon 3' Military Modernization Plan ». *The Defense Post*, 30 janvier 2024. <https://thedefensepost.com/2024/01/30/philippines-military-modernization-plan/>.

Sarao, Zacarian. « PH Hits China's Aggression in WPS: 'Adhere to International Law' ». *Inquirer.Net*, 20 août 2024. <https://www.inquirer.net/411470/ph-hits-chinas-aggression-in-wps-adhere-to-international-law/>.

Sebastian Strangio. « Philippines' Marcos Signs Laws Aimed at Strengthening Maritime Claims ». *The Diplomat*, 11 novembre 2024. <https://thediplomat.com/2024/11/philippines-marcos-signs-laws-aimed-at-strengthening-maritime-claims/>.

Shidore, Sarang. « The South China Sea Risks a Military Crisis ». *Foreign Policy*, 9 janvier 2025. <https://foreignpolicy.com/2024/05/31/philippines-south-china-sea-shangri-la/>.

The Economist. « Donald Trump, démographie, IA... Quels sont les dix sujets incontournables de 2025 ? » *Challenges*, 9 janvier 2025. https://www.challenges.fr/monde/donald-trump-demographie-ia-quels-sont-les-dix-sujets-incontournables-de-2025_595748.

Tisdall, Simon. « Xi Jinping's 'Gunboat Diplomacy' Risks Driving His Bullied Neighbours into Enemy Hands ». *The Observer*, 21 septembre 2024, sect. Opinion. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2024/sep/21/xi-jinping-gunboat-diplomacy-south-china-sea-japan-asian-nato>.

Tiwari, Sakshi. « Operated By U.S. Military For 94 Years, "Highly Strategic" Subic Bay Comes To Life Amid China-Philippines Tensions ». *The Eurasian Times*, 28 septembre 2024. <https://www.eurasiantimes.com/operated-by-u-s-military-for-94-years-highl/>.

Vaulerin, Arnaud, Eric Landal, Nelly Didelot, et Laurence Defranoux. « Chine : les dix dossiers chauds sur la table de Xi Jinping ». *Libération*, sect. Asie Pacifique. Consulté le 18 mars 2025. https://www.liberation.fr/international/asie-pacifique/chine-les-dix-dossiers-chauds-sur-la-table-de-xi-jinping-20221014_VNHV4DHE2JHKVHMYRAKGJICE3I/.

Xinhua Net. « China Focus: Fishing Manuals Record China's Early Footprints in South China Sea ». 10 janvier 2025. <https://english.news.cn/20250110/645f2877cab74ad0a6e4d834210d8a6d/c.html>.

• Articles de revue académique et chapitres d'ouvrages

Bachelier, Jérémie, et Éric Frécon. « L'escalade des tensions en mer de Chine méridionale et la "troisième voie" européenne ». In *L'Asie du Sud-Est 2022 : bilan, enjeux et perspectives*, édité par Christine Cabasset et Jérôme Samuel, 12947. Asie du Sud-Est. Bangkok: Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2022. <https://doi.org/10.4000/books.irasec.4682>.

Boquet, Yves. « Mer de Chine du Sud ou mer des Philippines de l'Ouest ? Conflits d'appropriation des espaces maritimes autour de l'archipel des Spratley (Nansha / Truong Sa / Kalayaan) ». *Bulletin de l'Association de Géographes Français* Risques et conflits, n° 891 (2012). https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_2012_num_89_1_8248.

Camba, Alvin. « From Aquino to Marcos: Political Survival and Philippine Foreign Policy towards China ». *Journal of Contemporary East Asia Studies*, 2 janvier 2023. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/24761028.2023.2281165>.

Daniel Hartnett. « The Father of the Modern Chinese Navy—Liu Huaqing ». *Center for International Maritime Security*, 8 octobre 2014. <https://cimsec.org/father-modern-chinese-navy-liu-huaqing/>.

De Tréglodé, Benoît. « Géostratégie du Viêt Nam dans les Spratleys et les États riverains de l'ASEAN ». *Hérodote* 176, n° 1 (4 mars 2020): 43-58. <https://doi.org/10.3917/her.176.0043>.

François-Xavier Bonnet. « Philippines/Chine : tensions en mer de Chine méridionale ». *Diplomatie : Les grands dossiers*, n° 83 (31 décembre 2024): 80.

Gédéon, Laurent. « La convention des Nations unies pour le droit de la mer (CNUDM) ». *Geopole* (blog), 13 janvier 2023. <https://doi.org/10.58079/p048>.

———. « La décision de la Cour permanente d'arbitrage en 2016 ». *Geopole* (blog), 27 janvier 2023. <https://doi.org/10.58079/p04a>.

———. « La poldérisation des îlots ». *Geopole* (blog), 24 mars 2023. <https://doi.org/10.58079/p04i>.

———. « Le Code de conduite en mer de Chine méridionale ». *Geopole* (blog), 7 avril 2023. <https://doi.org/10.58079/p04k>.

Henry Storey. « Marcos vs Duterte: Domestic Politics Meets Grand Strategy ». *Lowy Institute* (blog), 9 mai 2024. <https://www.lowyinstitute.org/the-interpretor/marcos-vs-duterte-domestic-politics-meets-grand-strategy>.

Hugues Eudeline. « Mer de Chine Méridionale : Vers une aggravation des tensions avec la thalassocratie chinoise ». *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n° 82 (2024): 52.

Joshua Kurlantzick. « Marcos Jr. Moves the Philippines Dramatically Closer to the United States ». *Council on Foreign Relations*. Consulté le 25 janvier 2025. <https://www.cfr.org/article/marcos-jr-moves-philippines-dramatically-closer-united-states>.

Lafargue, François. « Hainan, l'île mystérieuse ». *Diplomatie*, n° 93 (2018): 12.

Larter, Mark. « Mer de Chine méridionale : enjeux, menaces et choix stratégiques pour l'Australie et la communauté internationale ». *Revue Défense Nationale*, n° HS3 (28 septembre 2022): 21030. <https://doi.org/10.3917/rdna.hs09.0210>.

Lasserre, Frédéric, et Olga Alexeeva. « Carte à la une. En mer de Chine méridionale, le jeu politique de l'interprétation du droit de la mer ». Document. *Géoconfluences* (blog). École normale supérieure de Lyon, juin 2024. ISSN : 2492-7775. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/carte-a-la-une/mer-de-chine-meridionale>.

Mingjiang, Li, et Xing Jiaying. « The Possibility of a China-Philippines Conflict in the South China Sea ». *Carnegie Endowment for International Peace*, 3 juin 2024. <https://carnegieendowment.org/posts/2024/06/the-possibility-of-a-china-philippines-conflict-in-the-south-china-sea?lang=en>.

Péron-Doise, Marianne. « Îles, insularités et sécurité maritime dans l'Indo-Pacifique ». *Hérodote* 189, n° 2 (29 juin 2023): 125-41. <https://doi.org/10.3917/her.189.0125>.

« Philippines and U.S. Conclude Balikatan Exercises, Shoulder-to-Shoulder ». *U.S. Marine Corps Forces, Pacific*, 10 mai 2024. <https://www.marforpac.marines.mil/Media-Room/Pacific-Marines-Stories/Article/Article/3771258/philippines-and-us-conclude-balikatan-exercises-shoulder-to-shoulder/#:~:text=The%20Armed%20Forces%20of%20the%20Philippines%20hosted%20the%20closing%20ceremony,the%20United%20States%20of%20America>.

Prétat, Harrison, et Gregory B. Poling. « Manila and Beijing Clarify Select South China Sea Claims ». *CSIS*, 21 novembre 2024. <https://www.csis.org/analysis/manila-and-beijing-clarify-select-south-china-sea-claims>.

Rabena, Aaron Jed. « From Duterte's "Pivot to China" to Marcos Jr.'s "Rebalance to the U.S."? » *Fulcrum*, 17 avril 2023. <https://fulcrum.sg/from-dutertes-pivot-to-china-to-marcos-jr-s-rebalance-to-the-u-s/>.

Subingsubing, Krixia. « China Tells PH to Return to 'Peaceful Development' ». *Inquirer.Net*, 27 décembre 2024. <https://globalnation.inquirer.net/259372/china-tells-ph-to-return-to-peaceful-development>.

Véron, Emmanuel, et Thomas Delage. « La mer de Chine méridionale au service des ambitions stratégiques et nationalistes de Pékin ». *Diplomatie*, n° 124 (2023): 3842. <https://www.jstor.org/stable/48749754>.

Vitug, Marites Dañguilan. « America and the Philippines Should Call China's Bluff ». *Foreign Affairs*, 18 septembre 2024. <https://www.foreignaffairs.com/united-states/america-and-philippines-should-call-chinas-bluff>.

Wijaya, Angelo. « Philippines's Changing Approach to South China Sea Dispute: Duterte's Administration, Two Years On ». *Center for Southeast Asian Social Studies*, 22 septembre 2024. <https://pssat.ugm.ac.id/philippines-changing-approach-to-south-china-sea-dispute-dutertes-administration-two-years-on/>.

Zhiying, Fan. « The logic of the Marcos Jr. Government's South China Sea Policy ». *Marine Policy* 167 (1 septembre 2024): 106248. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2024.106248>.

• Rapports et documents officiels

Department of National Defense. « Joint press release on the visit of U.S. Secretary of Defense Austin to the Philippines ». Department of National Defense, 19 novembre 2024. <https://www.dnd.gov.ph/Release/2024-11-19/2273/Joint-press-release-on-the-visit-of-US-Secretary-of-Defense-Austin-to-the-Philippines/>.

« DND joins the ASEAN Defense Senior Officials Meeting (ADSOM) and ADSOM-Plus ». Republic of the Philippines Department of National Defense, 2 octobre 2024. [https://www.dnd.gov.ph/Release/2024-10-02/2255/DND-joins-the-ASEAN-Defense-Senior-Officials-Meeting-\(ADSOM\)-and-ADSOM-Plus/](https://www.dnd.gov.ph/Release/2024-10-02/2255/DND-joins-the-ASEAN-Defense-Senior-Officials-Meeting-(ADSOM)-and-ADSOM-Plus/).

Emmanuel Lincot. « Enjeux du déni d'accès en Indo-Pacifique ». IRIS, juin 2022. <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2022/06/Asia-Focus-181.pdf>.

Garnier, Laurent. « Les îles Spratley et Paracels ». Centre d'Études Supérieures de la Marine, s. d. <https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/cesm/cargo2012-3iles-spratley-paracels.pdf>.

« News Releases - PBBM Congratulates US President-Elect Trump ». Office of the President of the Philippines, 6 novembre 2024. https://pco.gov.ph/news_releases/pbbm-congratulates-us-president-elect-trump/.

« Philippines, Japan, and United States Hold Inaugural Trilateral Maritime Dialogue ». Republic of the Philippines Department of Foreign Affairs, 11 décembre 2024.

<https://dfa.gov.ph/dfa-news/dfa-releasesupdate/35876-philippines-japan-and-united-states-hold-inaugural-trilateral-maritime-dialogue>.

« Statement of the ICC Office of the Prosecutor on the Arrest of Former Philippine President Rodrigo Roa Duterte ». International Criminal Court Office of the Prosecutor, 12 mars 2025. <https://www.icc-cpi.int/news/statement-icc-office-prosecutor-arrest-former-philippine-president-rodrigo-roa-duterte>.

« Statement of the Ministry of Foreign Affairs of The People's Republic of China On the Enactment by the Republic of the Philippines Of Its "Maritime Zones Act" and "Archipelagic Sea Lanes Act" ». Ministry of Foreign Affairs The People's Republic of China, 8 novembre 2024. https://www.mfa.gov.cn/eng/zy/gb/202411/t20241108_11523786.html.

« Stratégie militaire de la Chine - Livre blanc ». Réseau du gouvernement chinois, 2015. https://www.gov.cn/zhengce/2015-05/26/content_2868988.htm.

« The State of Southeast Asia: 2021 Survey Report ». Survey. ISEAS, 2021. <https://www.iseas.edu.sg/centres/asean-studies-centre/state-of-southeast-asia-survey/the-state-of-southeast-asia-2021-survey-report/>.

• Pages web

China Youth Network. « La souveraineté en mer de Chine méridionale est liée au rêve chinois ». Consulté le 17 mars 2025. https://t.m.youth.cn/transfer/index/url/news.youth.cn/gn/201607/t20160712_8271666.htm.

Colson, Bruno. « Jomini, Mahan : Les origines de la stratégie militaire américaine ». Theatrum Belli, 2 février 2015. <https://theatrum-belli.com/jomini-mahan-les-origines-de-la-strategie-militaire-americaine/>.

CSIS. « Island Tracker - Occupation and Island Building ». Asia Maritime Transparency Initiative. Consulté le 17 mars 2025. <https://amti.csis.org/island-tracker/>.

« Hedging in International Relations – EAIR Caucus ». Consulté le 12 mars 2025. <https://eair-caucus.org/project/hedging-in-international-relations/>.

« Îles Nansha - Encyclopédie Baidu ». Consulté le 17 mars 2025. <https://baike.baidu.com/item/%E5%8D%97%E6%B2%99%E7%BE%A4%E5%B2%9B/321479#reference-34>.

La France aux Philippines et en Micronésie. « 4e Comité conjoint de coopération de défense France-Philippines (21-22 mai 2024) », 21 juin 2024. <https://ph.ambafrance.org/4e-Comite-conjoint-de-cooperation-de-defense-France-Philippines-21-22-mai-2024>.

La France aux Philippines et en Micronésie. « Coopération sécurité et défense », 30 octobre 2024. <https://ph.ambafrance.org/Cooperation-securite-et-defense>.

La France aux Philippines et en Micronésie. « Déplacement de M. Sébastien Lecornu, Ministre des Armées aux Philippines (2 décembre 2023) », 17 décembre 2024. <https://ph.ambafrance.org/Deplacement-de-M-Sebastien-Lecornu-Ministre-des-Armees-aux-Philippines-2>.

Luc. « Comprendre la carte aux neuf traits ou la carte “Langue de Bœuf” ». Inside Taïwan, 3 octobre 2023. <https://insidetaiwan.net/histoire/comprendre-la-carte-aux-neuf-traits-ou-la-carte-langue-de-boeuf>.

Macaire, Camille, et Marie-Élisabeth De la Serve. « La Chine au cœur des chaînes de valeur asiatiques ». Institutionnel. Banque de France, 25 juillet 2024. <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/la-chine-au-coeur-des-chaines-de-valeur-asiatiques>.

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. « L'espace indopacifique : une priorité pour la France ». France Diplomatie - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Consulté le 12 mars 2025. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/strategies-regionales/indopacifique/l-espace-indopacifique-une-priorite-pour-la-france/>.

Nations Unies. « À l'occasion de son débat annuel sur le droit de la mer, l'Assemblée générale se fait l'écho d'inquiétudes sur le différend territorial en mer de Chine méridionale ». Couverture des réunions & communiqués de presse, 12 octobre 2024. <https://press.un.org/fr/2024/ag12666.doc.htm>.

- **Sources visuelles**

Chine : la mer, la puissance et le (non) droit. Le Dessous des Cartes, 2022. <https://www.youtube.com/watch?v=KMkQkOKPCJ0>.

Bouron, Jean Baptiste, *Revendications de la Chine en mer de Chine méridionale, d'après la vision officielle des autorités chinoises* [Document cartographique]. Département de géographie de l'Université de Laval, Géoconfluences, 2024

Xinjiang et Tibet sous haute surveillance : des laboratoires chinois du contrôle social, entre impératifs de sécurité nationale et sinisation forcée des minorités ethniques

Autrices

Alliya ARIFA est étudiante en cinquième année à Sciences Po Lyon. En complément de sa formation pluridisciplinaire, elle a suivi un Diplôme d'établissement sur les mondes arabes contemporains. Cette spécialisation lui a permis d'approfondir l'analyse historique, politique, sociologique et géographique des enjeux actuels dans cette région. Elle a également effectué une année de mobilité à l'Universitas Gadjah Mada (UGM) en Indonésie, où elle a développé une perspective régionale sur les relations internationales et les dynamiques politiques et culturelles en Asie.

Eva BUSSIERE est étudiante en cinquième année à Sciences Po Lyon. Au cours de son cursus à l'IEP de Lyon, elle a suivi un Diplôme d'Établissement consacré au Monde Extrême-Orient Contemporain. Elle y a renforcé ses connaissances en géopolitique, histoire, culture et économie de l'Asie du Sud-Est, ainsi que de la Chine et du Japon. Lors de sa mobilité à la Queen's University Belfast en Ulster, elle s'est intéressée aux dynamiques sociopolitiques et sécuritaires liées aux processus de conflit et de paix, éclairant ainsi les enjeux géopolitiques contemporains.

Résumé

Cet article analyse la convergence et l'interdépendance des politiques de surveillance et d'assimilation menées par la Chine dans les régions autonomes du Tibet et du Xinjiang. Ces territoires, cruciaux pour le PCC en termes de ressources et de géopolitique, sont aussi perçus comme des menaces pour la sécurité nationale en raison des revendications séparatistes émanant des populations ouïghoure et tibétaine. Sous l'impulsion de figures politiques communes comme le gouverneur Chen Quanguo, des outils de contrôle et des stratégies de répression, initialement testés dans une région, sont « recyclés » et systématisés dans l'autre, comme en témoignent la surveillance de type « grille » et la collecte massive de données biométriques. L'objectif principal de ces politiques est la sinisation contrainte des populations, visant à éroder les identités culturelles, religieuses et linguistiques locales à travers l'encadrement strict de l'islam et du bouddhisme, la primauté du mandarin et des transferts de population. Bien que le Tibet et le Xinjiang présentent des contextes historiques et religieux distincts, ils servent de laboratoires au régime pour étouffer toute résistance et toute expression identitaire dissidente, soulevant d'importants enjeux diplomatiques face à une communauté internationale divisée entre protestations et impératifs économiques.

Mots clés : Chine, Xinjiang, Tibet, Contrôle social, Surveillance, Sinisation, Minorités ethniques Ouïghours, Tibétains, Sécurité nationale, Parti communiste chinois (PCC), Politiques d'assimilation.

Abstract: This article analyzes the convergence and interdependence of the surveillance and assimilation policies conducted by China in the autonomous regions of Tibet and Xinjiang. These territories, crucial for the CCP in terms of resources and geopolitics, are considered threats to national security because of separatist demands coming from Uyghur and Tibetan populations. Under the influence of political figures such as Chen Quanguo, control tools and strategies of repression initially used in one region are recycled and systematized in the other. “Grid-type surveillance” and massive biometric data collection are examples. The main objective of these policies is forced sinicization, aiming to weaken local cultural, religious, and linguistic identities through the strict supervision of Islam and Buddhism, the primacy of Mandarin, and population displacements. Although Tibet and Xinjiang have distinct historical and religious backgrounds, they serve as laboratories for the regime to stifle any resistance and any expression of dissident identity, raising important diplomatic issues in the face of an international community divided between condemnations of these practices and economic imperatives.

Keywords : China, Xinjiang, Tibet, Social control, Surveillance, Sinicization, Ethnic minorities, Uyghurs, Tibetans, National security, Communist Party of China (CPC), Assimilation policies.

Introduction

Selon Kai Strittmatter, « *Le PC [Parti Communiste Chinois] s'exerce de nouveau au contrôle intégral des pensées, il tente une fois encore de modeler l'homme moderne [...]. Le Parti croit pouvoir créer avec le big data et l'intelligence artificielle (IA) des mécanismes de gouvernement susceptibles de propulser son économie vers le futur et de rendre son appareil résistant aux crises* » écrit-il dans son ouvrage *Dictature 2.0. Quand la Chine surveille son peuple (et demain le monde)*, publié aux éditions Tallandier en 2021¹. Dans ce court passage, l'auteur souligne un phénomène qui a déjà fait parler en Occident, à savoir l'usage par le gouvernement des technologies afin d'exercer un contrôle sur la population. Le « système de crédit social » en est l'exemple le plus célèbre. Il permet de récompenser ou, au contraire, de punir les citoyens en enregistrant leurs actions² à l'ère du numérique, en les surveillant sur les réseaux sociaux par exemple. Le sociologue Stein Ringen qualifie le gouvernement chinois et le Parti Communiste Chinois (PCC) au pouvoir de « dictature parfaite » et de « contrôlocratie » où le régime est économe dans son utilisation de la violence tout en maintenant un niveau de menace pour quiconque serait un opposant³. Le régime chinois s'est donc imposé ces dernières années comme le maître du contrôle social, contrôle qu'il a pu appliquer, améliorer et adapter dans des villes et des régions où il perçoit une menace afin de contrer toute opposition comme l'illustre son action à Hong Kong, poussant ses habitants à s'autocensurer.

Il est également intéressant d'observer ce processus de contrôle appliqué à une région entière, comme les régions autonomes du Xinjiang et du Tibet, les deux étant dans la ligne de mire du gouvernement chinois depuis plusieurs décennies déjà. Toutes deux situées à l'extrême ouest du pays comme le montre la carte, ces deux régions, et notamment les minorités ethno-

¹ Kai Strittmatter, *Dictature 2.0. Quand la Chine surveille son peuple (et demain le monde)*, Tallandier, 2021.

² Ibid.

³ Stein Ringen, *The perfect dictatorship : China in the 21st century*, HKU press, 2016.

religieuses qui les habitent, sont confrontées à des politiques de répression et de sinisation historiques, qui évoluent désormais au rythme des innovations technologiques. La sinisation désigne le processus d'acculturation visant les minorités ethniques et plus largement les sociétés « *non chinoises* » afin de s'incorporer à l'ethnie dominante Han.

Au niveau géographique, le Xinjiang est, en termes de superficie, la plus grande région de la République populaire de Chine et représente une particularité stratégique pour le pays par ses frontières partagées avec huit autres États. Le Tibet quant à lui, surnommé “toit du monde” abrite plusieurs réserves naturelles, ainsi que des ressources naturelles importantes telles que l'or, l'uranium ou encore le borax, des ressources stratégiques pour le pouvoir chinois. Concernant la démographie de ces régions et selon le *China Statistical Yearbook* de 2021, le Xinjiang et le Tibet sont à la fin de l'année 2020 respectivement peuplés par environ 25,9 millions et 3,6 millions d'habitants⁴. Le Xinjiang est en grande partie habité par l'ethnie turcophone et musulmane sunnite ouïghoure⁵, mais on retrouve aussi d'autres ethnies telles que les Kirghizes, Kazakhs, Mongols ou les Tibétains par exemple. Bien que les chiffres officiels indiquent une population ouïghoure de 11,6 millions d'habitants en 2020 et 10,92 millions pour l'ethnie Han, certains groupes ouïghours estiment que ces chiffres sont en réalité bien plus élevés, évoquant jusqu'à 20 millions d'Ouïghours⁶, ce qui questionne la véracité des données avancées de part et d'autre. Le Tibet quant à lui, est une région peuplée à 86% par des Tibétains⁷, essentiellement bouddhistes, l'ethnie Han occupant une place de plus en plus importante.

Ainsi, ces régions, à la fois éloignées du pouvoir central chinois et peuplées par des minorités en conflit avec Pékin autour de revendications territoriales, religieuses, socio-politiques ou tout cela à la fois, présentent des avantages stratégiques et géopolitiques pour la Chine. Elles sont également soumises aux politiques chinoises de contrôle du territoire servant à étouffer toutes revendications indépendantistes ou démocratiques, comme c'est le cas à Hong Kong. Toutefois, le régime n'agit pas au hasard, et de nombreuses similitudes entre ces deux régions, notamment dans la manière dont elles sont administrées et contrôlées, peuvent être notées.

Ainsi, cet article s'interroge sur la manière dont les politiques chinoises de sinisation et d'assimilation au Tibet et au Xinjiang se nourrissent l'une de l'autre afin de contrôler les populations locales et de répondre à des enjeux stratégiques et sécuritaires.

On se concentrera sur les fondements de ces politiques chinoises dans ces deux régions et des différents enjeux autour de ces dernières, ainsi que sur l'impact des politiques de sinisation et leurs implications sur les populations tibétaines et ouïghoures. Enfin, les enjeux concernant la politique de surveillance chinoises seront aussi abordés.

Avant de poursuivre, une clarification s'impose concernant le choix des régions du Tibet et du Xinjiang. Il est nécessaire de se demander pourquoi choisir d'étudier ces deux régions en particulier. Tout d'abord, elles sont très présentes dans l'actualité, le Xinjiang est régulièrement mentionné dans la presse occidentale en ce qui concerne le traitement réservé à la population ouïghoure par le gouvernement chinois et de nombreuses entreprises et firmes transnationales

⁴ National Bureau of Statistics of China, *China Statistical Yearbook 2021*, Beijing, China Statistics Press, 2021.

⁵ Plusieurs orthographes sont possibles : ouïghour, ouïgour. Marc Julienne, « La Chine, nouvel acteur de la lutte contre le terrorisme international », *Les Champs de Mars* 30, n° 1 (25 mai 2018): 273-81.

⁶ Dru.C Gladney, « China's Minorities: The Case of Xinjiang and the Uyghur People », *Commission on Human Rights*, 16 mai 2003.

⁷ Andrew M. Fischer, « How Much Does Beijing Control the Ethnic Makeup of Tibet? », *ChinaFile*, 2 septembre 2021.

sont épinglées pour leur usage d'une main d'œuvre forcée. Le Tibet et le Xinjiang ont fait l'objet de nombreux travaux analysant les différentes politiques appliquées dans ces régions, avec de multiples perspectives. Toutefois, il est important de préciser qu'une telle comparaison pourrait aussi être appliquée à plusieurs autres territoires où la Chine tente de raffermir son contrôle comme Hong Kong ou encore la région autonome de la Mongolie intérieure.

I. Les fondements de la politique chinoise au Tibet et au Xinjiang : enjeux territoriaux, historiques, et sécuritaires

Instrumentalisation de l'histoire, de la géographie et de la politique dans des régions à haute importance stratégique.

Il est difficile de nier l'importance stratégique des régions du Tibet et du Xinjiang pour la Chine. En effet, la Chine représente 9,6 millions de km², mais ces contrées constituent une part significative du territoire chinois puisqu'elles sont les deux plus grandes régions à l'intérieur du pays en termes de superficie. Le Xinjiang couvre 1,66 millions de km² soit un sixième de la Chine et, à titre comparatif, cette superficie est plus importante que la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne réunies⁸. Pour le Tibet, il est nécessaire de préciser duquel on parle, puisque cette appellation peut désigner à la fois le "Grand Tibet", c'est-à-dire le Tibet historique, revendiqué par le gouvernement tibétain en exil, mais aussi la région autonome chinoise créée en 1956 par la République populaire de Chine après l'entrée de l'Armée populaire de Libération en 1950. En ce qui concerne la région administrative chinoise, la superficie du Tibet est de 1,22 million de km², soit environ un huitième de la superficie de la Chine. Mais, on peut tout de même noter que d'autres régions traditionnellement tibétaines sont intégrées aux provinces chinoises du Qinghai, du Sichuan, du Gansu et du Yunnan.

Bien plus que de vastes territoires, ces régions sont aussi riches en ressources. Au Xinjiang, on retrouve du charbon, du fer, de l'or, du zinc, du chrome ou encore du nickel. D'importantes réserves de pétrole, environ 22% des réserves du pays soit 22,8 milliards de tonnes en 2013, et de gaz naturel, environ 28% des réserves nationales⁹, sont aussi présentes et sont par ailleurs exploitées depuis les années 1980 grâce à des gazoducs acheminant le gaz du Xinjiang jusqu'à la côte chinoise¹⁰. Enfin, la région dispose du plus grand gisement d'uranium connu en Chine, dans le bassin de Yili¹¹, ce qui renforce le programme nucléaire civil chinois¹². Les données exactes concernant l'uranium sont toutefois difficiles à localiser, le gouvernement chinois ne communiquant que peu voire pas du tout sur le sujet¹³. Le Tibet est aussi très riche en minerais. C'est le cas par exemple du manganèse, du chrome et du cuivre qui représentent les plus grands

⁸ Alpermann, B. (2022). *Le Xinjiang : La Chine et les Ouïghours* (Würzburg University Press).

⁹ UBIFRANCE, & Martin, P. (2014). *Chine—Fiche Province*. Ambassade de France en Chine.

¹⁰ Falkenheim, V. C., & Hsieh, C.-M. (2025). Xinjiang—Agriculture, Industry, Trade | Britannica. In *Encyclopedia Britannica*.

¹¹ Dai, S., Yang, J., Ward, C. R., Hower, J. C., Liu, H., Garrison, T. M., French, D., & O'Keefe, J. M. K. (2015). Geochemical and mineralogical evidence for a coal-hosted uranium deposit in the Yili Basin, Xinjiang, northwestern China. *Ore Geology Reviews*, 70, 1-30; World Nuclear Association. (2024, avril 25). *China's Nuclear Fuel Cycle*. World Nuclear Association.

¹² Rao, T. (2020, octobre 19). *Nuclear imperialism in China's Xinjiang*. Orfonline.Org.

¹³ Gentelle, P. (2009). Géostratégies et écostratégies : Le Tibet. *Outre-Terre*, 21(1), 203-214.

gisements en Chine¹⁴, mais aussi du fer, de l'or, de l'argent, du cuivre, ou encore du lithium. Les autorités chinoises avancent même avoir surpassé l'Australie en devenant le pays possédant la deuxième plus large réserve de lithium connue, ce qui représente au total 16,5% des réserves mondiales, essentiellement situées dans la région du plateau tibétain¹⁵. Cela permettrait à la Chine de réduire grandement sa dépendance aux autres pays pour son approvisionnement.

En ce qui concerne les réserves en eau, le Tibet est surnommé le “château d'eau de l'Asie”, et est à l'origine de neuf grands réseaux fluviaux s'écoulant dans les pays voisins comme l'Inde, la Birmanie, le Népal et ce jusqu'au Cambodge et au Laos¹⁶. Cette région donne donc un avantage à la Chine qui est en capacité, en contrôlant cette région, de contrôler le débit des fleuves issus du plateau tibétain. Cet avantage lui octroie une véritable position de force par rapport aux pays vers lesquels ils s'écoulent. C'est aussi un moyen pour la République populaire de poursuivre et de maintenir son développement en faisant face aux pénuries d'eau croissantes dans le pays. La Chine a, à ce titre, lancé un vaste programme hydroélectrique à l'échelle nationale auquel ne déroge pas le Tibet¹⁷. En effet, le gouvernement a pour projet de construire des barrages sur le cours supérieur du Brahmapoutre ce qui alimente des tensions avec l'Inde frontalière craignant pour le débit de l'eau¹⁸. Ce projet a aussi pour but de détourner une partie de l'eau afin d'alimenter la région du Xinjiang au climat particulièrement désertique et qui connaît aussi des pénuries d'eau. Ainsi, les ressources minières et en eau du Tibet et du Xinjiang sont précieuses pour la croissance chinoise.

Leur géographie est aussi complexe : le Xinjiang est limitrophe de huit États, à savoir la Mongolie, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde. Le Tibet quant à lui partage ses frontières avec la Birmanie, l'Inde, le Bhoutan, le Népal et le Pakistan, ce qui fait de ces régions des zones tampons avec les pays voisins. Elles sont perçues par le régime chinois comme des zones d'insécurité, ce qui explique un besoin de contrôle, essentiel pour maintenir la sécurité des frontières chinoises. La Chine craint en effet une collusion entre ses adversaires de l'intérieur, à savoir les groupes ouïghours et les groupes indépendantistes tibétains, et les forces extérieures telles que le gouvernement tibétain en exil (GTE) et les forces islamistes et pan-turquistes en Asie centrale.

Parmi ces États voisins, les relations les plus fragiles demeurent celles sino-indiennes avec au centre de cette tension une dispute frontalière qui remonte à l'époque de l'ère coloniale britannique¹⁹. Cette dispute a conduit à une guerre opposant les deux pays en 1962 pour le contrôle des plateaux himalayens, notamment en région tibétaine. La Chine craignait les ambitions de l'Inde pour le Tibet, et inversement²⁰. Un des grands facteurs de discorde fut la politique de Jawaharlal Nehru, alors Premier ministre indien, accueillant les Tibétains en exil après la rébellion de Lhassa en mars 1959²¹. L'Inde accueille par ailleurs depuis avril 1961 le gouvernement tibétain en exil, établi par le dalaï-lama, haut chef spirituel du bouddhisme

¹⁴ Bobin, F. (2008, mars 26). Crise du Tibet : Des enjeux cruciaux pour Pékin. *Le Monde*.

¹⁵ William Jackson, « China discovers massive new deposits of lithium », *ABC News*, 10 janvier 2025.

¹⁶ « Le Tibet, un château d'eau contrôlé par la Chine », *Courrier International*, 6 septembre 2020.

¹⁷ Ibid

¹⁸ *Op.cit*

¹⁹ Bobin, 2008, *op. cit.*

²⁰ Garver, J. W. (2006). China's Decision for War with India in 1962. *New directions in the study of China's foreign policy*, 116.

²¹ Garver, 2006; Xu, Y. (1993). *Zhong Yin bianjie zhi zhan lishi zhenxiang (True history of the Sino- Indian border war)* (Cosmos Book Ltd.,).

tibétain²². Bien que la Chine soit sortie victorieuse de la guerre de 1962, le climat entre les deux puissances asiatiques demeure tendu et continue d'être ponctué d'heurts violents, comme en témoigne le conflit dans le Cachemire en 2020²³.

En parallèle, la Chine craint aussi un rapprochement entre les différentes forces panturquistes musulmanes en Asie centrale et au Xinjiang, zone à grande importance stratégique pour le pays par l'accès qu'il ouvre à la Chine vers l'Europe et le Moyen-Orient. En effet, le Xinjiang, parfois appelé Turkestan oriental par les adeptes du panturquisme²⁴, a été et continue d'être un sujet central de tensions, la région étant historiquement et en majorité peuplée par des groupes musulmans de culture turcique, parmi lesquelles figurent les Ouïgours. Les politiques déployées par Pékin à leur égard lui ont d'ailleurs longtemps valu des relations délicates avec Istanbul, même si celles-ci se sont récemment apaisées.

La véritable menace à laquelle Pékin dit faire face sur son territoire national proviendrait d'une frange radicale de groupes séparatistes islamistes au sein de la communauté ouïghoure ayant pour objectif de fonder un État du Turkestan oriental au Xinjiang²⁵. Cette menace a conduit le régime chinois à mener une politique répressive virulente qui s'explique par « *le climat de peur, de défiance et d'incompréhension grandissante qui oppose Pékin aux communautés musulmanes du pays* »²⁶. La Chine n'est pas non plus restée inactive dans ses rapports avec son voisin afghan, qu'elle considère comme un partenaire pour sécuriser ses frontières et prévenir l'instabilité qui pourrait affecter le Xinjiang. Pékin a d'ailleurs par le passé demandé la coopération de l'Afghanistan quant à la présence d'éventuelles organisations ouïgoures réfugiées sur son territoire et a obtenu gain de cause auprès de Hamid Karzai, l'ancien président jusqu'en 2009²⁷. Aujourd'hui, et avec le retour des Talibans au pouvoir, la Chine tente de maintenir des relations cordiales et reste prudente afin d'éviter toute « *contagion islamiste* » au Xinjiang²⁸. Par ailleurs, la Chine exerce une influence au-delà de ses frontières en promettant des investissements à ses voisins en échange de leur collaboration quant aux buts chinois au Xinjiang et au Tibet. À ce titre, la Thaïlande a par exemple expulsé des réfugiés ouïghours pour ne pas froisser son voisin chinois en février 2025²⁹.

L'intérêt de Pékin pour ces régions relève aussi de la légitimité historique revendiquée par le régime, comme c'est le cas pour d'autres territoires comme Taïwan, par exemple. Une des positions chinoises consiste par exemple à affirmer que le territoire tibétain lui est rattaché depuis le XIII^e siècle sous la dynastie mongole des Yuan³⁰, de 1277 à 1367. Dans cet empire mongol, la Chine et le Tibet auraient été intégrés sous le même statut. Par ailleurs, les religieux

²²McConnell, F. (2009). De facto, displaced, tacit : The sovereign articulations of the Tibetan Government-in-Exile. *Political Geography*, 28(6), 343-352.

²³ C. Beyer, « 1962, la guerre sino-indienne à l'origine du conflit actuel », *INA*, 18 juin 2020.

²⁴ La relation entre la Turquie et la Chine toujours sur les rails, malgré le différend concernant les Ouïghours. (2022, avril 4). *Middle East Eye*.

²⁵ Julienne, M. (2018). La Chine, nouvel acteur de la lutte contre le terrorisme international. *Les Champs de Mars*, 30(1), 273-281.

²⁶ Lincot, 2023, *op. cit.*, p.28.

²⁷ Kellner, T. (2009). La Chine et l'Afghanistan dans la période post-11 septembre. *Relations internationales*, 138(2), 111-138.

²⁸ Lemaître, F. (2023, décembre 8). La Chine agrée un ambassadeur taliban sans toutefois reconnaître le régime afghan. *Le Monde*.

²⁹ La Thaïlande a expulsé des réfugiés ouïghours vers la Chine pour satisfaire Pékin. (2025, mars 6). *Courrier international*.

³⁰ Elliot Sperling, « Le Tibet et la Chine : L'interprétation de l'histoire depuis 1950 », *Perspectives chinoises*, n° 3, 2009

tibétains et Kubilaï Khan, alors futur empereur des Yuan, avaient scellé des liens politico-religieux particuliers, entre enseignement, protection et dons mutuels³¹. D'autres positions défendent la thèse d'un territoire tibétain sous le contrôle de la dynastie Qing, de 1644 à 1911³², la République populaire se revendiquant héritière de ses possessions territoriales. Cet argument leur permet de poser la souveraineté chinoise et le contrôle dans cette région comme légitimes. Ce discours s'appuie également sur une réécriture de l'histoire visant à démontrer l'existence d'une Chine vieille de « 5000 ans » dans les mêmes dimensions³³. En réalité, des chercheurs comme Sperling soulignent le fait que le Tibet était à l'époque de la dynastie Qing, apparenté à un « *État vassal des Qing plutôt qu'une partie intégrante de la Chine* », elle-même sous contrôle mandchou³⁴. Ainsi, Pékin affirme que la région lui appartient depuis des temps anciens, tout comme Taïwan, la Mongolie Intérieure, ou encore le Yunnan³⁵ et que l'identité tibétaine n'existerait que dans le cadre des frontières chinoises. On ne mentionne guère que le Tibet fut longtemps une puissance considérable et crainte par la Chine.

Le Xinjiang, région autonome de la RPC depuis le 1er octobre 1955, connaît une histoire différente. Déjà sous les dynasties Han puis Tang, le Xinjiang, alors « *possession stratégique* », avait pour fonction de bloquer la voie aux invasions venues d'une Asie centrale considérée comme « *barbare* ». Puis, sous les Qing, ce territoire, dont le nom très stratégique signifie « *nouvelle marche* », obtint le statut de province en 1884 malgré les différences culturelles et linguistiques. Par la suite, la région a été le théâtre de conflits entre la Russie tsariste et l'Empire Qing puis entre l'URSS et la République de Chine nouvellement créées. Ces frictions et changements de main ont donné lieu à deux éphémères Républiques du Turkestan oriental³⁶. La première, créée dans un contexte de perte d'autonomie des musulmans dans la région par les autorités³⁷, se fondait sur le panturquisme et le panislamisme. Sa chute sera provoquée par une forte volonté soviétique d'éviter toute propagation de tels mouvements à son territoire. La seconde république n'aura guère plus de succès³⁸. À partir de 1949, la Chine de Mao Zedong reprend la région, ce qui un moment en sommeil les velléités indépendantistes du Turkestan.

La surveillance comme outil de contrôle : échanges de pratiques entre Tibet et Xinjiang

Le cœur du problème pour le régime demeure ainsi les potentielles revendications autonomistes émanant des populations tibétaines et ouïghoures, ainsi que la menace que ces dernières représentent pour Pékin. Ces revendications sont perçues par le gouvernement chinois comme des menaces pour la sécurité nationale et pour l'intégrité territoriale alors que l'État chinois manifeste sa volonté de revitaliser la nation sous une identité et une culture nationales unifiées³⁹.

Dans ces deux régions, les populations locales font l'objet d'une surveillance systématique reposant sur des dispositifs technologiques sophistiqués. Tout d'abord, pour Xi Jinping, il s'agit

³¹ Bobin, F. (2008, mars 22). Chine et Tibet, une si longue histoire. *Le Monde*.

³² Sperling, 2009, *op. cit.*

³³ Gladney, D. (1997). L'expansion du colonialisme intérieur en Chine. *Pouvoirs*, 59-70.

³⁴ Sperling, 2009, *op. cit.*, p.29.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Il y a eu 2 républiques du Turkestan oriental, la première de 1933 à 1934 et la seconde de 1944 à 1949.

³⁷ Gandil, A. (2016). Vie et mort des Républiques du Turkestan oriental (1933-1934 et 1944-1949). *Asialyst*.

³⁸ Gandil, 2016, *ibid.*

³⁹ Ownby, D. (2022). Le nouveau Tianxia : Reconstruire l'ordre interne et externe de la Chine. *Le Grand Continent*. Et Béja, J.-P. (2020). Xi Jinping ou le retour du totalitarisme. *Esprit*, 12, 41-54.

d'unifier mais aussi de "des-extrémiser" le Xinjiang⁴⁰. Une gestion sociale sous forme de grille ("grid-type surveillance") a été mise en place dès 2013-2014 sous Zhang Chunxian alors secrétaire du parti au Xinjiang, puis poursuivie et étendue par Chen Quanguo qui lui a succédé en 2016⁴¹. Cette stratégie divise les communautés urbaines en petites unités afin, officiellement, de maintenir la stabilité. Chen a instauré des postes de police de proximité fonctionnant comme des nœuds d'information, à l'intérieur de ces unités. Ils sont surveillés en continu, 24h sur 24h par du personnel de sécurité et sont équipés de caméras de surveillance, reliées aux bases de données de la police⁴². Ces postes de police ne sont pas une nouvelle stratégie puisque Chen les avait instaurés au Tibet lorsqu'il était secrétaire du parti dans la région, de 2011 à 2016. Là-bas, la surveillance est aussi exercée par des membres et des cadres du PCC⁴³. En effet, depuis 2011, le programme « *Solidifier la fondation, bénéficier aux masses* » déploie annuellement 20 000 militants du PCC dans les villages et les institutions monastiques tibétaines. Ils sont présentés comme étant une initiative de lutte contre la pauvreté mais servent en réalité à diffuser la propagande du Parti et à combattre « *la clique du dalaï-lama* »⁴⁴.

La surveillance se fait aussi au travers des réseaux sociaux, des applications et des téléphones où les données sont étudiées, récoltées, les appels écoutés et enregistrés⁴⁵, au Tibet comme au Xinjiang. La collecte de données s'effectue via une plateforme conjointe ayant pour but d'anticiper et de classer les individus en fonction du risque sécuritaire qu'ils représentent, en prenant en compte des critères assez larges tels qu'un « *comportement inhabituel* »⁴⁶. Au Xinjiang, cela inclut par exemple le port de la barbe, ne pas fumer ou boire de l'alcool, manger halal ou faire le Ramadan ou encore avoir téléchargé l'application de communication WhatsApp⁴⁷. Pékin a également recours à la reconnaissance faciale dans ces deux territoires, où des caméras de surveillance sont installées dans les lieux publics⁴⁸. Ainsi, les coordonnées GPS des individus sont traquées, au même titre que toutes les informations personnelles telles que la date d'expiration des papiers d'identité, l'adresse personnelle, le numéro de téléphone, l'identité de l'employeur⁴⁹. Ce système n'est pas propre uniquement au Tibet ou au Xinjiang mais a en réalité été déployé, voire 'recyclé' sous l'impulsion du même homme, Chen Quanguo, surnommé le « *pacificateur* »⁵⁰, dans les deux régions autonomes.

Parmi les autres mesures de surveillance mises en place, il y a également le code QR, outil servant à regrouper toutes les informations personnelles des habitants d'une maison et utilisé comme arme de surveillance massive, mais aussi le programme « *un foyer, un dossier* » par lequel les policiers collectent des informations sur chaque habitant lors de visites à domicile,

⁴⁰ "de-extremization", Kam, S., & Clarke, M. (2021). Securitization, surveillance and 'de-extremization' in Xinjiang. *International Affairs*, 97(3), 627.

⁴¹ Kam & Clarke, 2021, *op.cit.*, p.634

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Ofpra. (2020). *République Populaire de Chine. Contrôle, surveillance et répression de la population tibétaine*. Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra.

⁴⁵ Human Rights Watch. (2023, mai 4). *Xinjiang : Les téléphones des Ouïghours sous surveillance* | Human Rights Watch. Human Rights Watch.

⁴⁶ Castets, 2019, *op.cit.*

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Seibt, S. (2019, février 18). Comment Pékin organise la surveillance 2.0 des Ouïghours. *France 24*.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ Seibt, 2019, *op.cit.*

lancé au Tibet en janvier 2022⁵¹. Enfin, la collecte de données biométriques est fréquente au travers des prélèvements ADN, des scans d'iris, de la reconnaissance vocale, et ce aussi bien au Tibet qu'au Xinjiang⁵². Dans la région tibétaine, le prélèvement d'ADN aurait lieu de manière systématique depuis 2019, sous des motifs vagues et sans justification apparente⁵³.

En plus de cette surveillance, le régime chinois opère un contrôle sévère de l'information et réprime fermement la liberté d'expression. Les réseaux sociaux sont surveillés, censurés, tout comme les médias. Le pays est d'ailleurs classé 172 sur 180 au classement de la liberté de la presse en 2024 établi par Reporters Sans Frontières⁵⁴. L'accès au cyberspace a été grandement restreint par le gouvernement avec la « Grande Muraille Électronique » (“Great Firewall”), qui s'applique de manière encore plus stricte dans le territoire tibétain⁵⁵. Le Tibet est ainsi considéré par certains comme un « trou noir de l'information »⁵⁶, au même titre que le Xinjiang. La population locale de la Région Autonome a également interdiction d'utiliser des services de messageries autre que WeChat, application surveillée par les autorités⁵⁷. Enfin, les journalistes étrangers sont interdits d'accès à ces régions, même avec un visa journalistique, sauf autorisation spécifique ou visite organisée⁵⁸. L'essentiel des informations circulant sur le Tibet provient de Tibétains de l'extérieur, exilés en Inde, ou encore d'organisation d'opposition tibétaine. Tous encourent des sanctions très lourdes s'ils sont identifiés⁵⁹.

Ainsi, le Tibet et le Xinjiang, des régions pourtant bien différentes, voient des pratiques similaires être appliquées à leur population. D'une part, les acteurs sont les mêmes d'une région à l'autre. Chen Quanguo, mentionné précédemment, a par exemple été chargé de s'occuper de la question ouïgoure au Xinjiang après avoir été mobilisé une première fois au Tibet⁶⁰. On peut donc supposer que les pratiques dans ces deux régions autonomes s'inspirent l'une de l'autre. D'autre part, les buts affichés dans les deux situations sont similaires⁶¹, à savoir la lutte contre le séparatisme et l'extrémisme religieux. La détention de masse est un bon exemple, outre la surveillance, de mesures appliquées avec cet objectif en tête. Des camps ont été créés au Tibet en 2017 et des moines y ont été retenus pour une “rééducation”. Des actes d'humiliation et de torture ont aussi été signalés dans ces camps⁶². Au Xinjiang, les incarcérations de masse d'Ouïghours ont fait à de nombreuses reprises les unes de la presse occidentale. Ces derniers seraient utilisés comme main d'œuvre et toute pratique culturelle et religieuse serait gommée,

⁵¹ Meyer-Hilfiger, M. (2023, janvier 30). Au Tibet, la police chinoise intensifie la surveillance de la population. *National Geographic*.

⁵² Au Tibet, les autorités chinoises collectent l'ADN des habitants. (2022, septembre 7). *Courrier international*. Defranoux, L. (2017, décembre 14).

⁵³ Meyer-Hilfiger, 2023, *op.cit*

⁵⁴ *Classement Reporter Sans Frontières*. (s. d.). Reporter Sans Frontières.

⁵⁵ Ofpra, 2020, *op.cit*

⁵⁶ Ravier-Regnat, S. (2023, juillet 29). Répression au Tibet : « En matière d'information, ce territoire est un véritable trou noir ». *Libération*.

⁵⁷ Seibt, 2019, *op.cit*

⁵⁸ Ofpra, 2020, *op.cit*

⁵⁹ *Ibid*.

⁶⁰ Chin, J., & Bürge, C. (2018, janvier 18). Comment le Xinjiang est devenu le laboratoire high-tech du contrôle social. *Courrier international*.

⁶¹ Barnett, R. (2021, mars 29). China's Policies in Its Far West : The Claim of Tibet-Xinjiang Equivalence | Council on Foreign Relations. *Council on Foreign Relations*.

⁶² *Ibid*

là aussi en les « rééduquant »⁶³. La littérature est très riche à ce sujet, même si certains soulignent que la création de camps se fait à une bien plus large échelle au Xinjiang qu'au Tibet.

Toutefois, des variations dans les politiques appliquées peuvent être notées. D'une part, la répression au Xinjiang est perçue comme plus violente et systématique et implique de sévères abus, bien que la répression au Tibet soit aussi importante, comme le souligne Barnett⁶⁴. D'autre part, l'argument religieux est aussi à prendre en compte puisque selon le PCC, il y a en Chine des religions "non indigènes", telle que l'Islam et des religions "indigènes" telle que le Bouddhisme. Cela influence la manière dont la religion est traitée, notamment au Tibet⁶⁵.

II. L'impact de la surveillance sur les populations tibétaines et ouïghoures : la politique de sinisation et ses implications

Érosion des identités culturelles, religieuses et linguistiques

La politique de sinisation orchestrée par le gouvernement chinois au Tibet et au Xinjiang se déploie à travers une multitude de stratégies visant à éroder les fondements mêmes des identités culturelles, religieuses et linguistiques des populations tibétaines et ouïghoures⁶⁶. Cette entreprise d'assimilation, souvent justifiée par la nécessité de maintenir la stabilité et l'unité nationale⁶⁷, se traduit par des interventions multiformes dans la vie quotidienne de ces communautés.

Sur le plan culturel, la sinisation se manifeste par une promotion active de la culture Han comme norme dominante, reléguant les expressions culturelles tibétaines et ouïghoures à un statut minoritaire, voire folklorique⁶⁸. Au Tibet, cela se traduit par la réécriture de l'histoire tibétaine dans les manuels scolaires et les médias, présentant la région comme ayant toujours fait partie intégrante de la Chine⁶⁹. Les traditions et coutumes tibétaines sont mises sous pression, parfois directement interdites, comme la célébration du nouvel an tibétain (Losar) dans certaines régions⁷⁰. Des efforts sont déployés pour transformer les sites culturels et religieux en attractions touristiques standardisées, diluant ainsi leur signification spirituelle et historique⁷¹. De même, au Xinjiang, les pratiques culturelles ouïghoures, telles que la danse, la musique et les fêtes traditionnelles, autrefois florissantes, sont soumises à des restrictions croissantes. Le bouleversement de la démographie par la sinisation, avec l'installation massive de Chinois Han dans les deux régions, contribue également à marginaliser les cultures locales et à modifier le paysage social. En effet, des incitations financières et matérielles sont offertes aux migrants

⁶³ Descouraux, V. (2020, juillet 22). Ouïgours : Un interminable calvaire et un lent réveil de la communauté internationale. *France Inter*. Frade, H. (2020, juillet 21).

⁶⁴ Barnett, 2021, *op.cit*

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ Pierre-Antoine Donnet. (2022). TIBÉTAIENS ET OUÏGHOURS : DEUX DESTINS CROISÉS. MONDE CHINOIS NOUVELLE ASIE, 69(69), 132.

⁶⁷ *A night-time lighting analysis of Tibet's prisons and detention centres*. (2023, July 27). RAND.

⁶⁸ Tenzin Kunchap et Michel Fainberg, « Le Tibet aujourd'hui : bilan de 50 ans d'occupation chinoise », Labyrinthe [En ligne], 5 | 2000, mis en ligne le 17 février 2005.nz

⁶⁹ « Le Tibet sous occupation chinoise. Quelles menaces pour la population et l'héritage tibétain ? : Institut d'Études de Géopolitique Appliquée », 20 mars 2023.

⁷⁰ DIDR – OFPRA. (2020). *Contrôle, surveillance et répression de la population tibétaine*.

⁷¹ *Ibid*

Han pour s'installer, tandis que les communautés locales sont parfois déplacées de leurs terres ancestrales. La modification de la composition démographique de la région est flagrante. En 2010, les Hans représentaient 40% de la population du Xinjiang contre 45% pour les Ouïghours. En 1949, on dénombrait 6% de Hans contre 75% des Ouïghours⁷².

Dans le domaine religieux, la politique de sinisation se traduit par la répression des pratiques et des institutions religieuses tibétaines et ouïghoures. Au Tibet, le bouddhisme tibétain, pilier de l'identité collective, est particulièrement ciblé. La vénération du dalaï-lama est strictement interdite et considérée comme un acte de « *séparatisme* ». Les représentations du dalaï-lama sont confisquées et détruites. Le gouvernement chinois s'immisce activement dans la sélection des réincarnations des lamas, cherchant à contrôler la succession spirituelle et à nommer des figures loyales au PCC. Les monastères, lieux traditionnels de préservation du savoir religieux et culturel, sont soumis à une surveillance accrue, des campagnes de "rééducation patriotique" et sont parfois détruits ou fermés. Les moines sont expulsés, rééduqués de force et incités à dénoncer les « *forces maléfiques* », en particulier celles liées au dalaï-lama⁷³. Des limites strictes sont imposées à la participation des enfants aux activités religieuses.

Au Xinjiang, l'islam ouïghour, teinté de rites traditionnels d'Asie centrale, est également soumis à une forte répression. Les mosquées sont détruites ou transformées, le port du voile est restreint, et les pratiques religieuses sont étroitement encadrées. En 2011 a été lancée la campagne « projet beauté » (*liangli gongcheng* 靓丽工程) contre le voile, visant à promouvoir un modèle de « femmes d'un nouveau type » non voilées et à opposer la « *culture ethnique* » approuvée par l'État aux influences arabes considérées comme « *extrémistes* ». Les réunions conviviales ouïghoures (*meshrep*) et autres organisations sociales liées à l'islam ont été restreintes. L'interdiction des *meshrep* a d'ailleurs été un facteur déclenchant des troubles à Ghulja en 1997. Des imams sont contraints de professer publiquement leur loyauté au PCC et de renier certaines pratiques islamiques. L'objectif déclaré est la « *sinisation des religions* », exigeant que les groupes religieux adhèrent à la doctrine du PCC et soutiennent le système socialiste⁷⁴.

Sur le plan linguistique, la politique de sinisation vise à marginaliser et à supplanter les langues tibétaines et ouïghoures par le chinois mandarin. Au Tibet, l'enseignement en langue tibétaine est de plus en plus restreint dans les écoles publiques à tous les niveaux, de l'école élémentaire au lycée. Sous le prétexte d'un enseignement "bilingue" promu depuis 2010, le mandarin devient la langue d'enseignement majoritaire, voire exclusive, dès la maternelle. Les écoles de village, où l'enseignement se faisait traditionnellement en tibétain, sont fermées, et les enfants sont regroupés dans de grands internats où l'enseignement se fait principalement en mandarin. Des Tibétains qui défendent le droit à l'enseignement dans leur langue maternelle, sont arrêtés et emprisonnés. C'est le cas de Tashi Wangchuk⁷⁵, un jeune commerçant de Jyekundo, dans la région tibétaine du Kham (actuelle province du Qinghai en Chine), qui s'est rendu à Pékin pour alerter les médias, dont le New York Times, et les autorités sur la situation critique de l'enseignement du tibétain dans sa région. En 2018, il a été accusé d'« *incitation au séparatisme* » et condamné à cinq ans de prison pour avoir critiqué le statut de la langue tibétaine dans sa

⁷² Castets, 2019, *art.cit*

⁷³ DIDR – OFPRA. (2020). *op. cit.*

⁷⁴ «Le Tibet sous occupation chinoise. Quelles menaces pour la population et l'héritage tibétain ? : Institut d'Études de Géopolitique Appliquée », *art. cit.*

⁷⁵ *Ibid*

région et pour avoir permis à des journalistes étrangers de documenter son action. Au Xinjiang, une politique similaire de promotion du mandarin est mise en œuvre, limitant l'usage de la langue ouïghoure dans l'éducation, l'administration et la vie publique. Le but à terme semble être de créer une nation chinoise unifiée linguistiquement, où les langues minoritaires perdent progressivement leur usage et leur transmission intergénérationnelle.

Répression identitaire et transformations sociales accélérées

La répression identitaire se manifeste donc par une criminalisation accrue de l'expression culturelle et religieuse. Au Tibet, même des actions pacifiques comme brandir le drapeau bouddhique peuvent être qualifiées de « séparatistes » et sévèrement punies⁷⁶. Au Xinjiang, les traditions ouïghoures sont de plus en plus perçues comme des signes « d'extrémisme »⁷⁷. Les contacts avec la diaspora, qu'il s'agisse de conversations téléphoniques ou d'envoi de dons, sont scrutés et peuvent entraîner des sanctions sévères. Cette atmosphère de peur et d'autocensure entrave toute expression des identités locales. La campagne « *Frappez fort* » (*yanda* 严打) lancée en 1996 a marqué un tournant. Cette expression, utilisée en 1983 sous Deng Xiaoping afin de lutter contre la criminalité de droit commun au niveau national, est reprise dans le cas de la région ouïghoure pour viser spécifiquement toute activité considérée comme séparatiste et imposer une surveillance accrue des pratiques sociales et religieuses.⁷⁸

Aussi, les transformations sociales s'opèrent à un rythme effréné, souvent par la contrainte. Au Tibet, les autorités chinoises encouragent, voire contraignent, les nomades et les agriculteurs tibétains à céder leurs terres et leurs troupeaux à des coopératives gouvernementales auprès desquelles ils sont ensuite employés. Cette politique vise à les éloigner de leur mode de vie traditionnel, rompant un lien de longue date entre les Tibétains et leurs moyens de subsistance. La sédentarisation des nomades se poursuit et est présentée par les officiels chinois comme un moyen de convaincre les Tibétains d'abandonner leur mentalité dite « *rétrograde* » et ainsi les pousser à occuper des emplois modernes et habiter dans des zones urbaines. Cependant, les Tibétains déplacés et réinstallés dans des quartiers urbanisés peinent à survivre en raison de leur inadaptation à ces nouvelles conditions de vie et à la perte de leurs ressources, bien que les autorités affirment que ces déplacements forcés visent à lutter contre la pauvreté. En août 2019, 248 000 personnes auraient été déplacées et installées au Tibet⁷⁹.

Au Xinjiang, des programmes de transfert de main-d'œuvre du Sud de la région vers l'Est de la Chine sont mis en œuvre à grande échelle, parfois présentés comme des mesures d'éradication de la pauvreté, mais suscitant des accusations de travail forcé. En effet, des rapports de l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI) indiquent que des entreprises bénéficient de programmes spéciaux de « *recrutement* » de main-d'œuvre ouïghoure directement issue des camps de détention⁸⁰. Ces transferts ont également pour conséquence la séparation des familles et l'exposition des travailleurs à une acculturation forcée. Les enfants sont parfois placés dans des orphelinats ou des pensionnats, tandis que leurs parents sont transférés pour le travail. Des

⁷⁶ Human Rights Watch. « Chine: Événements de 2023 ». In *Rapport mondial 2024*, 2024.

⁷⁷ Vanessa Frangville, Jean-Yves Heurtebise. « Éditorial. Crise ouïghoure : transformation et reconstruction des identités ». *Monde chinois* 63, no 3 (2020): 5-11.

⁷⁸ *Ibid*

⁷⁹ DIDR – OFPRA. (2020). *op. cit.*

⁸⁰ Vanessa Frangville, Jean-Yves Heurtebise. *art.cit.*

crèches et maternelles sont mises en place pour permettre aux Ouïghours ruraux de travailler dans les usines, servant également à influencer les enfants dès leur plus jeune âge. Entre 2017 et 2019, plus de 80 000 Ouïghours auraient été transférés vers des sites industriels de l'Est. Plus encore, des centaines de milliers de jeunes de l'est du pays ont été envoyés au Xinjiang pendant deux décennies, modifiant alors le profil démographique de la région. Ils étaient censés contribuer à la construction de la « *frontière* ». L'objectif déclaré est présenté comme bienveillant en transformant les « extrémistes » en ouvriers d'usines heureux et dociles⁸¹.

La politique de sinisation s'étend même à la sphère privée. Au Xinjiang, la campagne "Embellissement des foyers" (*san xin huodong* 三新活动) vise à imposer des normes de vie Han, en encourageant l'abandon des éléments traditionnels de l'habitat ouïghour. Par exemple, la suppression des *supa*, ces plateformes surélevées en terre, traditionnelles dans les maisons ouïghoures et en Asie centrale, pour les remplacer par des tables et des canapés. Au Tibet, nous l'avons vu, le programme « *un foyer, un dossier* » instaure une surveillance policière intrusive au sein des familles, envahissant leur dernier espace d'intimité. L'anthropologue Darren Byler a documenté ce programme où des cadres sont envoyés dormir chez les habitants pendant une semaine, avec un manuel conseillant d'être chaleureux au début, puis d'observer attentivement les moindres détails de la vie familiale, y compris la présence d'objets religieux, afin de vérifier si les minorités embrassent l'identité imposée par Pékin et abandonnent leur religion.

La démographie est un autre enjeu central. Au Xinjiang, des mesures coercitives de contrôle des naissances ont été mises en place, entraînant une baisse significative du taux de natalité ouïghour. Les statistiques montrent une forte augmentation du nombre de stérilets nouvellement posés au Xinjiang, représentant jusqu'à 80 % du total national en 2018, alors que la région ne représente que 1,8 % de la population. Cette politique aurait entraîné une baisse significative du taux de natalité, passant de 11,06 ‰ en 2016 à 4,06 ‰ en 2018. Bien que le gouvernement chinois ait assoupli la politique nationale de l'enfant unique, les ethnies minoritaires du Xinjiang ont ainsi vu un durcissement du contrôle des naissances⁸². Au Tibet, bien que la politique ait été moins ouvertement coercitive, la promotion de la migration Han continue de modifier l'équilibre démographique.⁸³

Face à cette politique de sinisation, la communauté internationale est divisée sur la qualification juridique des exactions commises. La diaspora tibétaine et ouïghoure joue dans ce cadre un rôle important de sensibilisation, malgré les tentatives de Pékin d'en contraindre l'expression.

III. Les enjeux et les implications de la politique de surveillance de la Chine

Des enjeux internes fondamentaux pour le Parti communiste chinois (PCC) : tuer dans l'œuf toute résistance à l'État

⁸¹ Sabine Trebinjac, "ALPERMANN, Björn. 2022. *Le Xinjiang. La Chine et les Ouïghours*. Würzburg: Würzburg University Press.", China Perspectives [Online], 135 | 2023.

⁸² Adrian Zenz, 2020, "Sterilizations, IUDs and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang," The Jamestown Foundation, Washington, DC, June 2020.

⁸³ « Le Tibet aujourd'hui : bilan de 50 ans d'occupation chinoise ».

Des actes de résistance perdurent au Tibet comme au Xinjiang. Au Tibet, l'auto-immolation est devenue une forme extrême et tragique de protestation depuis 2009. Au total, 159 immolations ont eu lieu au Tibet et 10 en exil jusqu'en 2022. Les deux dernières ont eu lieu en 2022 et ont été le fait de Tsewang Norbu, un jeune chanteur renommé de Lhassa, et de Taphun, un homme de 81 ans originaire de Ngawa. Ngawa est une localité tristement célèbre pour avoir connu le plus grand nombre d'immolations entre 2009 et 2022. Certains testaments laissés par ces personnes expriment aussi une demande de retour du dalaï-lama et, pour certains, un désir explicite d'indépendance. La criminalisation des proches des personnes qui s'immolent, souvent accusés d'« *incitation à s'immoler* », a contribué à ralentir le rythme de ces protestations, qui avaient atteint leur pic en 2012, année où Xi Jinping est devenu secrétaire général du PCC.

D'autres formes de résistance pacifique existent, malgré un système de surveillance sophistiqué. Des intellectuels qui expriment leurs opinions sur la culture ou l'identité tibétaine continuent de faire entendre leur voix, malgré les dangers d'arrestation et de condamnation⁸⁴. En 2008, un soulèvement populaire et des manifestations massives ont eu lieu à Lhassa et dans d'autres régions tibétaines, entraînant une répression sévère et de nombreux décès⁸⁵. Bien que moins fréquentes, des protestations peuvent survenir en lien avec des questions socio-économiques, comme le non-versement d'indemnisations pour les relocalisations ou les expropriations⁸⁶.

Même si la surveillance numérique et la censure sont renforcées, des informations sur la situation au Tibet parviennent à l'étranger, notamment via des applications comme WeChat, malgré les risques de représailles pour ceux qui partagent des informations jugées critiques. Le simple fait de contacter des Tibétains en exil peut entraîner la détention⁸⁷. En juillet 2018, dans le village d'Horgya, au sein de la préfecture autonome tibétaine (PAT) de Huangnan dans la province du Qinghai, neuf membres d'un conseil traditionnel (khagova) tibétain ont été appréhendés. Les motifs officiels de ces arrestations étaient des allégations de « *perturbation de l'ordre social* », d'affiliation à une « *organisation malfaisante* », ainsi que d'« *extorsion et de tromperie* ». Cependant, la réalité, mise en lumière par le rapport mondial 2024 sur la Chine de Human Rights Watch, suggère que ces arrestations découlent d'une tentative des autorités de mettre fin à une mobilisation villageoise. Cette mobilisation visait à s'opposer à la réouverture de trois briqueteries, des installations qui avaient déjà été fermées en 2011 en raison de leurs impacts sur l'environnement. L'opposition à ces projets d'expropriation avait eu une portée considérable, avec cinq cents villageois représentant vingt-quatre conseils traditionnels, ainsi que le comité de village officiel, ayant conjointement signé une pétition en février 2017.⁸⁸

Les enjeux diplomatiques et les réactions internationales

La situation internationale des Tibétains et des Ouïghours constitue un nœud complexe de préoccupations humanitaires, de dynamiques géopolitiques et d'influence, suscitant une polarisation marquée au sein de la communauté internationale. La Chine, de son côté, déploie d'importants efforts pour influencer le discours international et légitimer ses politiques.

⁸⁴ « Le Tibet sous occupation chinoise. Quelles menaces pour la population et l'héritage tibétain ? : Institut d'Études de Géopolitique Appliquée », art. cit.

⁸⁵ Pierre-Antoine Donnet. (2022). art. cit

⁸⁶ DIDR – OFPRA. (2020). *op. cit.*

⁸⁷ Human Rights Watch. « Chine: Événements de 2023 ». In *Rapport mondial 2024*, 2024.

⁸⁸ *Ibid.*

Les nations occidentales, confortées par des rapports d'organisations telles que Human Rights Watch et étayées par la divulgation de documents tels que les *Xinjiang Papers*, ont largement condamné les politiques chinoises au Xinjiang. Elles les qualifient d'atteintes flagrantes aux droits humains, se manifestant par des internements massifs dans des camps, l'imposition du travail forcé, des stérilisations coercitives et une politique globale de transformation culturelle. Ces observations ont alimenté un débat juridique ardu quant à leur qualification, oscillant entre les notions de génocide culturel, de crimes contre l'humanité et d'« *extinction culturelle* ».

Simultanément, des inquiétudes substantielles persistent concernant le Tibet, où la suppression de la liberté religieuse, linguistique et culturelle, conjuguée à l'impact de l'immigration Han sur l'identité tibétaine, soulèvent des parallèles troublants avec la situation au Xinjiang. L'affaire récente du musée Guimet à Paris illustre la dimension transnationale de cette problématique. La quasi-disparition du mot "Tibet" de ses salles d'exposition, le changement d'appellation de la section "Népal-Tibet" en "Monde Himalayen", et l'utilisation de termes chinois pour désigner l'Empire Tibétain dans une exposition, sont perçus par des tibétologues et des représentants de la communauté tibétaine en exil, tels que Penpa Tsering, comme des manifestations d'une influence grandissante de la Chine visant à imposer son récit par effacement terminologique et mémoriel. Cette situation, exacerbée par les liens tissés entre le musée et des entités chinoises, à travers des financements et la présence au conseil d'administration de personnalités reconnues pour leurs affinités avec Pékin, soulève des questions de fond sur l'indépendance scientifique et la déontologie des institutions culturelles face aux enjeux géopolitiques⁸⁹.

En contraste, une part non négligeable de la communauté internationale, comprenant des nations d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Asie et d'Amérique du Sud, adopte une posture de soutien ou de silence face aux politiques chinoises, motivée par des impératifs économiques et une adhésion à des visions alternatives des droits humains.

La relation entre la Chine et la Turquie est un exemple où des liens culturels et ethniques profonds avec la minorité ouïghoure se trouvent imbriqués avec des impératifs économiques grandissants qui nuancent la position d'Ankara face aux politiques chinoises au Xinjiang. La Turquie, historiquement perçue comme un refuge par de nombreux Ouïghours fuyant la répression en Chine, a initialement manifesté une vive préoccupation. Cependant, cette posture a évolué en parallèle avec le renforcement des liens économiques bilatéraux, la Chine devenant un partenaire commercial de premier plan pour la Turquie. Ankara cherche en effet à réduire son déséquilibre commercial vis-à-vis à la Chine en l'encourageant à importer davantage de produits agricoles turcs, à augmenter ses investissements et à inciter plus de touristes chinois à visiter la Turquie⁹⁰. Cette interdépendance économique semble avoir induit une modération dans le discours officiel du ministre des Affaires étrangères turc, Hakan Fidan, qui, tout en continuant d'exprimer des « *sensibilités* » concernant le bien-être des Ouïghours auprès des autorités chinoises, réaffirme son respect pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine⁹¹. Ainsi, la Turquie se trouve dans une position délicate en tentant de concilier ses affinités envers la diaspora ouïghoure avec les réalités de la relation économique avec la Chine.

⁸⁹ France Inter. « Musées français : comment la Chine tente d'imposer son récit », 20 novembre 2024.

⁹⁰ Balci, Bayram. « L'embarras de la Turquie face au drame ouïghour ». Orient XXI, 10 octobre 2019.

⁹¹ Press, Suzan Fraser, The Associated. « La Turquie exhorte les autorités chinoises à protéger les droits des Ouïghours ». L'actualité, 5 juin 2024.

On peut également questionner le rôle de l'Indonésie. Plus grand pays musulman au monde, l'archipel est également une puissance émergente. En tant que premier partenaire commercial de l'Indonésie, la Chine y exerce une influence économique considérable, ce qui incite les dirigeants indonésiens à maintenir des relations bilatérales positives et stables. Cependant, cette nécessité se heurte aux liens stratégiques que l'Indonésie entretient avec les États-Unis, un partenaire stratégique clé pour sa politique d'équilibre. Ce dilemme se manifeste notamment dans la manière dont l'Indonésie aborde la question du traitement des musulmans ouïghours par la Chine. Alors que l'opinion publique indonésienne, ainsi que certaines organisations islamiques du pays, expriment une solidarité croissante avec la cause ouïghoure à travers des manifestations publiques devant l'ambassade de Chine à Jakarta, le gouvernement indonésien adopte une approche plus mesurée. Cette « *diplomatie douce* » selon les termes de l'ancienne ministre des Affaires étrangères Retno Marsudi⁹², privilégiant les échanges directs et les explications avec les autorités chinoises, contraste avec les critiques parfois plus véhémentes émanant d'autres acteurs internationaux et soulève des questions quant à un possible silence de certaines grandes organisations islamiques indonésiennes que sont la Muhammadiyah et la Nahdlatul Ulama en échange d'avantages financiers de la part de la Chine⁹³.

La Chine, quant à elle, déploie une stratégie d'influence sophistiquée, utilisant des livres blancs, les réseaux sociaux et des partenariats culturels pour diffuser son récit, justifiant ses actions au Xinjiang par la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux, et insistant sur le développement économique comme réalisation des droits humains. Le cas du musée Guimet révèle ainsi une forme d'autocensure ou d'adaptation discursive motivée par la volonté de ne pas « *heurter le régime de Pékin* », illustrant la manière dont le *soft power* chinois peut s'exercer sans nécessairement recourir à des contraintes directes. Plus encore, dans le contexte de l'après 11 septembre et de la « *guerre contre le terrorisme* », la Chine a mis en avant l'existence de liens entre des groupes ouïghours, tels que le Mouvement islamique du Turkestan oriental (MITO) devenu le Parti islamique du Turkestan (PIT), et des organisations terroristes internationales comme Al-Qaïda. Cette stratégie s'inscrivait dans une rhétorique plus large des « *trois fléaux* » visant à légitimer ses politiques au Xinjiang. Selon Thierry Kellner, la Chine aurait ainsi orchestré la médiatisation de ces liens pour influencer le choix des dirigeants afghans et obtenir une promesse d'extradition de séparatistes ouïghours en échange d'une aide financière substantielle à la reconstruction de l'Afghanistan.⁹⁴

Face à ces dynamiques, la diaspora ouïghoure et certains acteurs internationaux s'efforcent de maintenir la pression par la documentation, la sensibilisation et l'imposition de sanctions. Le président du Congrès mondial ouïghour, Dolkun Isa, a ainsi initié un « *tribunal populaire* », l'*Uyghur Tribunal*, pour examiner ces questions. Des témoins y sont entendus depuis juin 2021, et leurs dépositions sont mises en ligne dans le but d'accroître la pression sur Pékin⁹⁵. Des journalistes et des organisations internationales mènent aussi des enquêtes sur l'ampleur de la situation tandis que la communauté scientifique est mobilisée pour comprendre les enjeux de la crise. Certains pays occidentaux ont pris des sanctions à l'encontre de responsables chinois impliqués dans la répression au Xinjiang, ce qui a entraîné des contre-sanctions de la part de la

⁹² Allès, D. (2021). DIPLOMATIE ET RELIGIONS (Emmanuel Lincot, Interviewer) [Interview]. ASIA FOCUS, 167.

⁹³ « L'Indonésie soutient la Chine et sa répression contre les Ouïghours ». Consulté le 23 mars 2025.

⁹⁴ « La Chine et l'Afghanistan dans la période post-11 septembre | Cairn.info ». Consulté le 23 mars 2025.

⁹⁵ Alpermann, B. (2022). *Le Xinjiang : La Chine et les Ouïghours* (Würzburg University Press). BoD – Books on Demand.

Chine. Le 22 mars 2021, l'Union européenne a sanctionné la Chine pour la première fois depuis 1989 en raison de la persécution des Ouïghours, ciblant quatre dirigeants et une entité chinoise jugés responsables de violations des droits de l'Homme par des gels d'avoirs et des interdictions de séjour. En retour, la Chine a sanctionné dix personnalités européennes, dont des eurodéputés comme Raphaël Glucksmann et Reinhard Bütikofer, en leur interdisant l'entrée en Chine et en y restreignant leurs activités commerciales. Josep Borrell a dénoncé ces sanctions chinoises en réaffirmant la détermination de l'UE à défendre les droits humains⁹⁶.

Conclusion

Cet article montre que les politiques chinoises au Tibet et au Xinjiang ne relèvent pas de réponses isolées à des situations régionales distinctes, mais constituent au contraire un système cohérent et rationalisé de contrôle territorial et d'assimilation identitaire. Nous avons établi trois éléments clés qui structurent cette analyse.

D'abord, le Tibet et le Xinjiang partagent des enjeux stratégiques fondamentalement similaires pour Pékin. Ces deux régions présentent une importance majeure en termes de ressources — pétrole, gaz et minéraux rares au Xinjiang ; lithium, uranium et or au Tibet — ainsi que de géopolitique frontalière, la Chine devant composer avec ses voisins régionaux (Inde, Afghanistan, Asie centrale). Parallèlement, les deux régions abritent des populations dont les revendications autonomistes et culturelles sont perçues par Pékin comme des menaces directes pour la sécurité nationale et l'intégrité territoriale. Ces convergences d'enjeux économiques, géopolitiques et sécuritaires justifient, du point de vue du Parti, le déploiement de technologies et de stratégies de répression analogues dans les deux territoires.

Ensuite, nous avons montré que le régime chinois a systématisé le « recyclage » des outils et des pratiques de répression entre le Tibet et le Xinjiang. La surveillance de type « grille », fragmentant les communautés urbaines en unités de contrôle miniaturisées dotées de postes de police de proximité fonctionnant en continu ; la collecte systématique de données biométriques (ADN, reconnaissance faciale, scans d'iris) ; ainsi que l'architecture algorithmique des systèmes de classification des risques fondée sur des critères vagues : tous ces dispositifs ont d'abord été testés et affinés au Tibet entre 2011 et 2016, puis déployés à plus grande échelle et avec une intensité redoublée au Xinjiang à partir de 2016, sous la direction du gouverneur Chen Quanguo. Cette logique de transfert technologique d'une région à l'autre révèle que le régime opère selon une approche froide, administrative et rationalisée du contrôle social. Ce qui fonctionne est reproduit, optimisé et systématisé.

Enfin, nous avons montré comment cette infrastructure de surveillance alimente une politique explicite de sinisation forcée visant à éroder les fondements des identités tibétaines et ouïghoures. L'assimilation n'est pas le sous-produit accidentel de mesures sécuritaires mais leur but assumé : imposer une loyauté exclusive envers l'État-Parti au détriment de toute expression identitaire dissidente, qu'elle soit culturelle, religieuse ou linguistique. Les monastères sont fermés, les mosquées contrôlées, l'enseignement dans les langues locales restreint, les pratiques

⁹⁶ Europe, Rédaction Toute l'. « [Revue de presse] Ouïghours : l'Union européenne sanctionne la Chine, qui réplique ». [Touteleurope.eu](https://touteleurope.eu), 23 mars 2021.

religieuses encadrées et les équilibres démographiques reconfigurés par des transferts massifs de population Han. La sinisation opère ainsi comme une stratégie d'homogénéisation forcée.

En synthèse, le Tibet et le Xinjiang révèlent que la Chine contemporaine fonctionne selon un modèle de « contrôlocratie » technologiquement sophistiquée, où surveillance de masse, ingénierie sociale et assimilation forcée s'intègrent dans un système cohérent visant l'élimination programmée de toute forme de pluralisme ethnoreligieux. Il ne s'agit pas d'une politique conjoncturelle ou contextuelle, mais d'une dimension structurelle du régime : une rationalité politique qui entend effacer la différence et fabriquer l'uniformité.

Bibliographie

Ouvrages

Alpermann, B. (2022). *Le Xinjiang : La Chine et les Ouïghours* (Würzburg University Press). BoD – Books on Demand.

Ringen, S. (2016). *The perfect dictatorship : China in the 21st century*. HKU press.

Strittmatter, K. (2021). *Dictature 2.0. Quand la Chine surveille son peuple (et demain le monde)*.

Xu, Y. (1993). *Zhong Yin bianjie zhi zhan lishi zhenxiang (True history of the Sino- Indian border war)* (Cosmos Book Ltd.,).

Articles scientifiques et revues de recherche

Anand, D. (2019). Colonization with Chinese characteristics : Politics of (in)security in Xinjiang and Tibet. *Central Asian Survey*, 38(1), 129-147. <https://doi.org/10.1080/02634937.2018.1534801>

Barnett, R. (2021, mars 29). China's Policies in Its Far West : The Claim of Tibet-Xinjiang Equivalence | Council on Foreign Relations. *Council on Foreign Relations*. <https://www.cfr.org/blog/chinas-policies-its-far-west-claim-tibet-xinjiang-equivalence>

Béja, J.-P. (2020). Xi Jinping ou le retour du totalitarisme. *Esprit*, 12, 41-54. <https://doi.org/10.3917/espri.2012.0041>

Buffetrille, K. (2023, mars 20). « Le Tibet sous occupation chinoise. Quelles menaces pour la population et l'héritage tibétain ? », entretien avec Mathilde Domont. *Institut d'études de géopolitique*. <https://www.institut-ega.org/l/le-tibet-sous-occupation-chinoise-queelles-menaces-pour-la-population-et-l-heritage-tibetain/>

Cabestan, J.-P. (2014). Chapitre 5 / Les principes d'organisation des institutions de l'État et la Constitution. In *Le système politique chinois* (p. 195-210). Presses de Sciences Po; Cairn.info. <https://shs.cairn.info/le-systeme-politique-chinois--9782724615005-page-195?lang=fr>

Castets, R. (2004). Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïghours du Xinjiang. *Les Etudes du CERI*, 110.

Chronologie du mouvement indépendantiste tibétain. (2013). *Diplomatique*, 63, 35-35. JSTOR.

Dai, S., Yang, J., Ward, C. R., Hower, J. C., Liu, H., Garrison, T. M., French, D., & O'Keefe, J. M. K. (2015). Geochemical and mineralogical evidence for a coal-hosted uranium deposit in the Yili Basin, Xinjiang, northwestern China. *Ore Geology Reviews*, 70, 1-30. <https://doi.org/10.1016/j.oregeorev.2015.03.010>

Falkenheim, V. C., & Hsieh, C.-M. (2025). Xinjiang—Agriculture, Industry, Trade | Britannica. In *Encyclopedia Britannica*. <https://www.britannica.com/place/Xinjiang/Economy>

Fischer, A. M. (2021). How Much Does Beijing Control the Ethnic Makeup of Tibet? *ChinaFile*. <https://www.chinafile.com/reporting-opinion/viewpoint/how-much-does-beijing-control-ethnic-makeup-of-tibet>

Frangville, V., & Heurtebise, J.-Y. (2020). Éditorial. Crise ouïghoure : Transformation et reconstruction des identités. *Monde chinois*, 63(3), 5-11. <https://doi.org/10.3917/mochi.063.0005>

Garver, J. W. (2006). China's Decision for War with India in 1962. *New directions in the study of China's foreign policy*, 116.

Gentelle, P. (2009). Géostratégies et écostratégies : Le Tibet. *Outre-Terre*, 21(1), 203-214. <https://doi.org/10.3917/oute.021.0203>

Gladney, D. (1997). L'expansion du colonialisme intérieur en Chine. *Pouvoirs*, 59-70.

Gladney, D. C. (1998). Internal Colonialism and the Uyghur Nationality : Chinese Nationalism and its Subaltern Subjects. *Cahiers d'études Sur La Méditerranée Orientale et Le Monde Turco-Iranien*, 25, Article 25. <https://doi.org/10.4000/cemoti.48>

Jan, M. (1998). L'intégration du Xinjiang dans l'ensemble chinois : Vulnérabilité et sécurité. *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, 25, Article 25. <https://doi.org/10.4000/cemoti.51>

Julienne, M. (2018). La Chine, nouvel acteur de la lutte contre le terrorisme international. *Les Champs de Mars*, 30(1), 273-281. <https://doi.org/10.3917/lcdm.030.0273>

Kam, S., & Clarke, M. (2021). Securitization, surveillance and 'de-extremization' in Xinjiang. *International Affairs*, 97(3), 625-642. <https://doi.org/10.1093/ia/iaab038>

Kellner, T. (2009). La Chine et l'Afghanistan dans la période post-11 septembre. *Relations internationales*, 138(2), 111-138. <https://doi.org/10.3917/ri.138.0111>

Kunchap, T., & Fainberg, M. (2000). Le Tibet aujourd'hui : Bilan de 50 ans d'occupation chinoise. *Labyrinthe*, 5, Article 5. <https://doi.org/10.4000/labyrinthe.96>

Lincot, E. (2023). L'Asie centrale ou la reconfiguration d'un monde post-poutinien. *Recherches internationales*, 126(2), 23-38. <https://doi.org/10.3917/rein.126.0023>

La Chine et l'Afghanistan dans la période post-11 septembre | Cairn.info. (s. d.). Consulté 30 mars 2025, à l'adresse <https://shs.cairn.info/revue-relations-internationales-2009-2-page-111?lang=fr>

Le Tibet aujourd'hui : Bilan de 50 ans d'occupation chinoise. (s. d.). Consulté 23 mars 2025, à l'adresse <https://journals.openedition.org/labyrinthe/96>

Le Tibet sous occupation chinoise. Quelles menaces pour la population et l'héritage tibétain ? :: Institut d'Études de Géopolitique Appliquée. (2023, mars 20). <https://www.institut-ega.org/l/le-tibet-sous-occupation-chinoise-queelles-menaces-pour-la-population-et-l-heritage-tibetain/>

L'occident face à la renaissance de la Chine. Défis économiques, géopolitiques et culturels : Institut d'Études de Géopolitique Appliquée. (2024, avril 10). <https://www.institut-ega.org/l/l%E2%80%99occident-face-a-la-renaissance-de-la-chine-defis-economiques%2C-geopolitiques-et-culturels/>

McConnell, F. (2009). De facto, displaced, tacit : The sovereign articulations of the Tibetan Government-in-Exile. *Political Geography*, 28(6), 343-352. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2009.04.001>

Pierre-Antoine, P.-A. (2022). TIBÉTAIENS ET OÜÏGHOURS : DEUX DESTINS CROISÉS. *MONDE CHINOIS NOUVELLE ASIE*, 69, 132-132. <https://doi.org/10.54695/mochi.069.0132>

Rao, T. (2020, octobre 19). *Nuclear imperialism in China's Xinjiang*. Orfonline.Org. <https://www.orfonline.org/expert-speak/nuclear-imperialism-china-xinjiang>

Sperling, E. (2009). Le Tibet et la Chine : L'interprétation de l'histoire depuis 1950. *Perspectives chinoises*, 2009(3), Article 3. <https://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5302>

Tallandier; Cairn.info. <https://shs.cairn.info/dictature-2-0--9791021048874?lang=fr>

Tenzin Kunchap et Michel Fainberg, « *Le Tibet aujourd'hui : bilan de 50 ans d'occupation chinoise* », Labyrinthe [En ligne], 5 | 2000, mis en ligne le 17 février 2005.

Vernerey, M. (2013). TIBET : Le testament du phénix. *Diplomatie*, 63, 30-34.

Zenz Adrian, 2020, “*Sterilizations, IUDs and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang*,” The Jamestown Foundation, Washington, DC, June 2020.

Documents officiels, rapports d'ONG et Institutions

Amnesty France. *Le Xinjiang : Une région stratégique pour la Chine*. (s. d.). Consulté 27 novembre 2024, à l'adresse <https://www.amnesty.fr/discriminations/actualites/xinjiang-une-region-strategique-pour-la-chine>

Classement Reporter Sans Frontières. (s. d.). Reporter Sans Frontières. Consulté 25 janvier 2025, à l'adresse <https://rsf.org/fr/classement>

Gladney, Dru. C. (2003). *China's Minorities : The case of Xinjiang and the Uyghur people* (p. 9). Commission on Human Rights. https://ap.ohchr.org/documents/E/SUBCOM/other/E-CN_4-SUB_2-AC_5-2003-WG_16.pdf

Human Rights Watch. (2024). Chine : Événements de 2023. In Rapport mondial 2024. <https://www.hrw.org/fr/world-report/2024/country-chapters/china>

Human Rights Watch. (2023, mai 4). *Xinjiang : Les téléphones des Ouïghours sous surveillance* | Human Rights Watch. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/fr/video-photos/video/2023/05/04/xinjiang-les-telephones-des-ouighours-sous-surveillance>

National Bureau of Statistics of China. (s. d.). *National Data*. National Bureau of Statistics of China. Consulté 12 février 2025, à l'adresse <https://data.stats.gov.cn/english/easyquery.htm?cn=E0103>

National Bureau of Statistics of China. (2021a). *China Statistical Yearbook 2021*. <https://www.stats.gov.cn/sj/ndsj/2021/indexeh.htm>

National Bureau of Statistics of China. (2021b, mai 11). *Communiqué of the Seventh National Population Census* (No. 3). https://www.stats.gov.cn/english/PressRelease/202105/t20210510_1817188.html

Ofpra. (2020). *République Populaire de Chine. Contrôle, surveillance et répression de la population tibétaine*. Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra.

A night-time lighting analysis of Tibet's prisons and detention centres. (2023, July 27). RAND. https://www.rand.org/pubs/research_reports/RRA2474-1.html

UBIFRANCE, & Martin, P. (2014). *Chine—Fiche Province*. Ambassade France en Chine. https://cn.ambafrance.org/IMG/pdf/2014-09_-_fp_-_xinjiang.pdf

Vernerey, M. (2013). TIBET : Le testament du phénix. *Diplomatie*, 63, 30-34.

World Nuclear Association. (2024, avril 25). *China's Nuclear Fuel Cycle*. World Nuclear Association. <https://world-nuclear.org/information-library/country-profiles/countries-a-f/china-nuclear-fuel-cycle>

Presse et Médias

Au Tibet, les autorités chinoises collectent l'ADN des habitants. (2022, septembre 7). *Courrier international*. <https://www.courrierinternational.com/article/surveillance-au-tibet-les-autorites-chinoises-collectent-l-adn-des-habitants>

Balci, B. (2019, octobre 10). L'embarras de la Turquie face au drame ouïghour. *Orient XXI*. <https://orientxxi.info/magazine/l-embarras-de-la-turquie-face-au-drame-ouighour,3307>

Beyer, C. (2020, juin 18). 1962, la guerre sino-indienne à l'origine du conflit actuel. *INA*. <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/1962-la-guerre-sino-indienne-a-l-origine-du-conflit-actuel>

Bobin, F. (2008a, mars 22). Chine et Tibet, une si longue histoire. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2008/03/22/chine-et-tibet-une-si-longue-histoire_1026383_3216.html

Bobin, F. (2008b, mars 26). Crise du Tibet : Des enjeux cruciaux pour Pékin. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2008/03/26/crise-du-tibet-des-enjeux-cruciaux-pour-pekine_1027497_3216.html

Castets, R. (2019). Les Ouïgours à l'épreuve du « vivre-ensemble » chinois. *Le Monde diplomatique*, 6,7.

Chin, J., & Bürge, C. (2018, janvier 18). Comment le Xinjiang est devenu le laboratoire high-tech du contrôle social. *Courrier international*. <https://www.courrierinternational.com/article/chine-comment-le-xinjiang-est-devenu-le-laboratoire-high-tech-du-controle-social>

China Report. (2002). A. « East Turkistan » Terrorist Forces Cannot Get Away With Impunity, 21st January 2002. China Report, 38(3), 435-450.

Chine : Xi Jinping pourra officiellement rester chef de l'Etat au-delà de 2023. (2018, mars 11). https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2018/03/11/le-parlement-chinois-valide-l-abolition-de-la-limite-des-mandats-presidentiels-au-profit-de-xi-jinping_5269084_3216.html

Defranoux, L. (2017, décembre 14). La Chine crée un fichier biométrique ouïghour. *Libération*. https://www.liberation.fr/planete/2017/12/14/la-chine-cree-un-fichier-biometrique-ouighour_1616763/

Descouraux, V. (2020, juillet 22). Ouïgours : Un interminable calvaire et un lent réveil de la communauté internationale. *France Inter*. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/ouigours-un-interminable-calvaire-et-un-lent-reveil-de-la-communaute-internationale-4472790>

Donnet, P.-A. (2023, décembre 24). Tibet et Xinjiang : Le colonialisme des temps modernes. *Le Point*. https://www.lepoint.fr/monde/tibet-et-xinjiang-le-colonialisme-des-temps-modernes-24-12-2023-2548149_24.php

Frade, H. (2020, juillet 21). Stérilisations forcées de femmes ouïghoures : "Je savais ce qui m'attendait si je refusais". *France 24*. <https://www.france24.com/fr/20200721-st%C3%A9rilisations-forc%C3%A9es-de-femmes-ou%C3%AFghoures-je-savais-ce-qui-m-attendait-si-je-refusais>

Gandil, A. (2016). Vie et mort des Républiques du Turkestan oriental (1933-1934 et 1944-1949). *Asialyst*. <https://asialyst.com/fr/2016/08/17/vie-et-mort-des-republiques-du-turkestan-oriental-1933-1934-et-1944-1949/>

How do China's autonomous regions differ from provinces? (s. d.). *The Economist*. Consulté 11 février 2025, <https://www.economist.com/the-economist-explains/2021/03/23/how-do-chinas-autonomous-regions-differ-from-provinces>

Jackson, W. (2025, janvier 10). China discovers massive new deposits of lithium. *ABC News*. <https://www.abc.net.au/news/2025-01-11/china-discovers-new-lithium-deposits/104803708>

La relation entre la Turquie et la Chine toujours sur les rails, malgré le différend concernant les Ouïghours. (2022, avril 4). *Middle East Eye*.

<https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/turquie-chine-relations-economie-ouighours-musulmans-droits-humains>

La Thaïlande a expulsé des réfugiés ouïgours vers la Chine pour satisfaire Pékin. (2025, mars 6). *Courrier international*. https://www.courrierinternational.com/article/asie-la-thaïlande-a-expulse-des-refugies-ouighours-vers-la-chine-pour-satisfaire-pekina_228445

Le Tibet, un château d'eau contrôlé par la Chine. (2020, septembre 6). *Courrier international*. <https://www.courrierinternational.com/grand-format/geopolitique-le-tibet-un-chateau-deau-controle-par-la-chine>

Lemaître, F. (2023, décembre 8). La Chine agréé un ambassadeur taliban sans toutefois reconnaître le régime afghan. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/international/article/2023/12/08/la-chine-agree-un-ambassadeur-taliban-sans-toutefois-reconnaitre-le-regime-afghan_6204680_3210.html

Les Ouïghours, enjeu majeur du traité d'extradition entre la Chine et la Turquie | TV5MONDE - Informations. (s. d.). Consulté 23 mars 2025, à l'adresse <https://information.tv5monde.com/international/les-ouighours-enjeu-majeur-du-traite-dextradition-entre-la-chine-et-la-turquie-36552>

L'Europe, R. T. (2021, mars 23). [Revue de presse] Ouïghours : L'Union européenne sanctionne la Chine, qui réplique. *Touteleurope.eu*. <https://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/revue-de-presse-ouighours-l-union-europeenne-sanctionne-la-chine-qui-replique/>

L'Indonésie soutient la Chine et sa répression contre les Ouïghours. (s. d.). Consulté 30 mars 2025, à l'adresse <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/xinjiang-lindonesie-soutient-la-chine-et-sa-repression-contre-les-ouighours>

Meyer-Hilfiger, M. (2023, janvier 30). Au Tibet, la police chinoise intensifie la surveillance de la population. *National Geographic*. <https://www.nationalgeographic.fr/actualites/au-tibet-la-police-chinoise-intensifie-la-surveillance-de-la-population>

Musées français : Comment la Chine tente d'imposer son récit. (2024, novembre 20). *France Inter*. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-zoom-de-france-inter/le-zoom-de-france-inter-du-mercredi-20-novembre-2024-3513200>

Ownby, D. (2022). Le nouveau Tianxia : Reconstruire l'ordre interne et externe de la Chine. *Le Grand Continent*. <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/08/27/le-nouveau-tianxia-reconstruire-lordre-interne-et-externe-de-la-chine/>

Pedroletti, B. (2014, mai 20). Attentats ouïgours : La Chine confrontée au terrorisme de masse. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2014/05/20/attentats-ouighours-la-chine-confrontee-au-terrorisme-de-masse_4422114_3216.html

Press, S. F., The Associated. (2024, juin 5). La Turquie exhorte les autorités chinoises à protéger les droits des Ouïghours. *L'actualité*. <https://lactualite.com/actualites/la-turquie-exhorte-les-autorites-chinoises-a-protoger-les-droits-des-ouighours/>

Ravier-Regnat, S. (2023, juillet 29). Répression au Tibet : «En matière d'information, ce territoire est un véritable trou noir». *Libération*. <https://www.liberation.fr/international/asie->

[pacifique/repression-au-tibet-en-matiere-dinformation-ce-territoire-est-un-veritable-trou-noir-20230729_GT5WVFR2DVGO7G2FVUPYB3PYWE/](#)

Seibt, S. (2019, février 18). Comment Pékin organise la surveillance 2.0 des Ouïghours. *France 24*. <https://www.france24.com/fr/20190218-chine-ouighour-surveillance-xinjiang-reconnaissance-faciale-qr-code-musulman>

Sinisation en Mongolie Intérieure : un projet au service de la puissance chinoise

Autrices

Maelys ERGAND, étudiante à Sciences Po Lyon. Elle se consacre à l'étude des relations internationales, en analysant plus particulièrement les dynamiques et les flux induits par la globalisation et la mondialisation.

Chloé DUMONT, étudiante en relations internationales à Sciences Po Lyon. Elle concentre ses recherches sur les enjeux de géopolitique, de défense et de sécurité, avec un accent sur les dynamiques à l'œuvre en Indo-Pacifique et en Afrique.

Julie BAYLE, étudiante en relations internationales à Sciences Po Lyon. Elle s'intéresse à la géopolitique de la Chine contemporaine et à ses relations avec les pays voisins d'Asie de l'Est et du Sud-Est.

Résumé

Cet article analyse la politique de sinisation menée par la République populaire de Chine en Mongolie Intérieure, en la replaçant dans la continuité historique de la stratégie défensive élaborée sous la dynastie Qing. La division entre Mongolie Intérieure et Mongolie Extérieure s'inscrit dans un processus d'acculturation de long terme, fondé notamment sur la sédentarisation forcée des populations mongoles. Ce processus connaît aujourd'hui une accélération sous l'impulsion du projet nationaliste porté par Xi Jinping, qui vise à renforcer l'unité de l'État chinois par l'assimilation de ses minorités. La sinisation contemporaine, entendue comme l'action de « *rendre chinois* », cible directement les dimensions culturelles et linguistiques, en particulier à travers l'imposition du mandarin dans le système éducatif. Les manuels scolaires ont ainsi été révisés afin de marginaliser l'histoire mongole, tandis que les pratiques culturelles locales sont désormais requalifiées sous l'appellation de « *culture de la frontière nord* ». Ces politiques ont été qualifiées d'« *ethnocide* » par l'opposant politique Enghebatu Togochoog, notamment à la suite de la répression des mobilisations locales de 2020. L'article s'intéresse enfin au silence géopolitique de la Mongolie Extérieure, dont la marge de manœuvre demeure limitée par une forte dépendance économique à l'égard de la Chine et de la Russie. En établissant un parallèle avec la situation du Xinjiang, cette étude met en évidence les dynamiques d'effacement progressif de l'identité mongole au sein de la République populaire de Chine.

Introduction

Le 7 juillet 2024, devant la *Court of the Citizens of the World*, Enghebatu Togocho, directeur du *Southern Mongolian Human Rights Information Center* (SMHRIC), a prononcé un discours dénonçant la répression subie par son peuple en Mongolie Intérieure, qualifiant la politique de sinisation menée par Pékin d'« *ethnocide* »¹. Par cette prise de parole, il cherche à attirer l'attention internationale sur les violations des droits humains dans la région, tout en pointant une ingérence de la part de la RPC en Mongolie « *extérieure* ».

La Mongolie est géographiquement située entre deux voisins très puissants : la Russie et la Chine. Pays enclavé de plus de trois millions d'habitants, elle est aussi marquée par une longue histoire nomade. L'analyse de cet espace nécessite de revenir sur la division opérée au début du XX^e siècle entre une Mongolie dite « *Intérieure* », province de la République populaire de Chine, et l'actuelle Mongolie, État souverain, couvrant un territoire d'environ 1 500 000 km².

Comprendre cette dualité constitue le point de départ de notre réflexion : comment la Mongolie Intérieure, est-elle devenue une composante de la République populaire de Chine, tandis que sa voisine a conservé son indépendance ? Et dans quelle mesure la sinisation croissante de la Mongolie Intérieure s'inscrit-elle dans une continuité historique de la stratégie défensive chinoise visant à consolider une « *grande Chine* » face aux menaces stratégiques extérieures ?

Derrière cette division se cache une logique ancienne de défense aux frontières chinoise. Longtemps considérée comme un rempart géographique face à la Russie, la Mongolie Intérieure a été progressivement intégrée au giron chinois par une politique de sinisation pluriséculaire. Entendue ici comme une politique d'acculturation visant à assimiler les populations établies aux frontières de la Chine aux us et coutumes han, la sinisation (*zhongguohua* 中国化, littéralement « *rendre chinois* ») constitue un outil central de cette stratégie².

Dans ce contexte stratégique et historique, ce travail vise à analyser l'intégration progressive de la Mongolie Intérieure au territoire de la Chine, ainsi que les politiques ayant menées à un effacement de la singularité culturelle mongole dans le cadre d'une « *grande Chine* » unifiée, une vision notamment portée par Xi Jinping³. Fondée sur un corpus mêlant articles scientifiques, travaux académiques et presses chinoises et mongoles, cette étude entend ainsi éclairer l'évolution et la réalité des politiques de sinisation mises en œuvre en Mongolie Intérieure.

Évoquer ce « *recul identitaire* » mongol en Mongolie intérieure invite à établir un parallèle avec la situation du Xinjiang, autre région chinoise intégrée à la « *grande Chine* » han, où les populations ont longtemps revendiqué leurs spécificités culturelles et linguistiques. Dans cette perspective, l'analyse s'appuie notamment sur les travaux de la sinologue et chercheuse au CNRS Marie-Dominique Even, auteure d'ouvrages de référence tels que *L'Histoire secrète des Mongols* (2000), permettant d'apporter un éclairage sur ces questions de sinisation⁴.

¹ « Southern Mongolian Human Rights Information Center », sans date.

² « Sinisation », sur *Géoconfluences*, École normale supérieure de Lyon, octobre 2024.

³ « Xi Jinping appelle à promouvoir la construction de la communauté de la nation chinoise et à consolider l'unité de la nation chinoise lors d'une grande réunion organisée pour honorer des modèles en matière d'unité et de progrès ethniques », Xinhua, 27 septembre 2024.

⁴ « Histoire secrète des Mongols. Chronique mongole du XIII^e siècle. Traduit du mongol, présenté et annoté par Marie-Dominique Even et Rodica Pop. Préface Roberte N. Hamayon, Paris, Gallimard, 1994.

I. La politique de sinisation en Mongolie Intérieure : un projet historique aux résonances actuelles

1. L'assimilation de la Mongolie Intérieure : une stratégie de défense historique sous la dynastie Qing

Pour comprendre la situation actuelle de la Mongolie Intérieure, il convient d'en retracer l'histoire, marquée par la construction progressive d'une division entre Mongolie Intérieure et Mongolie Extérieure. Comme le souligne l'ancienne députée européenne Hélène Carrère d'Encausse, « *c'est à l'époque où les Mongols conquièrent la Chine qu'apparaissent les premiers signes de la division entre ce qui deviendra la Mongolie Intérieure et la Mongolie Extérieure* »⁵.

Les premiers jalons de cette division apparaissent dès le XVII^e siècle, avec l'avènement de l'Empire mandchou, également connu sous le nom de dynastie Qing, lorsque le nord de la Mongolie entre dans son giron. Régnant de 1644 à 1911, cette dynastie impose progressivement un système d'allégeance et de vassalité aux princes mongols. Alternant conciliation et recours à la force — notamment à l'égard du dernier grand khan mongol, incapable de restaurer l'unité — l'Empire mandchou assoit sa domination sur la Mongolie dès la période 1616-1634⁶.

Comme le souligne Frédéric Constant, les relations entre Mandchous et Mongols connaissent alors une transformation profonde⁷. L'arrivée des Qing se traduit par une réorganisation culturelle, religieuse et bureaucratique du territoire. Initialement, les Mandchous cherchent à renforcer leur alliance stratégique avec les princes mongols, alliés précieux lors de leurs campagnes militaires. Progressivement, cependant, l'administration du territoire prend le pas sur la relation diplomatique : « *les Mandchous attachèrent moins d'importance à leurs relations avec les Mongols qu'à l'administration du territoire sur lequel ils vivaient* ».

La restriction du mode de vie nomade, fondé sur la liberté de mouvement, au profit d'une intégration aux structures administratives impériales devient ainsi un élément central d'une politique d'assimilation encore implicite. Jusqu'alors indifférents aux notions de propriété et de frontières fixes, les Mongols sont progressivement sédentarisés, rattachés à des terres délimitées et soumis à une stricte organisation foncière. La Mongolie Intérieure apparaît ainsi comme le produit d'une vaste réorganisation territoriale, au cours de laquelle « *des principautés mongoles fixes, liées à un sol déterminé, furent créées artificiellement, au détriment de l'unité* »⁸.

Cette politique de sédentarisation imposée par les Qing constitue l'un des premiers facteurs de clivage entre Mongolie Intérieure et Extérieure. Pendant plus de deux siècles, cette opposition s'approfondit, étroitement liée à l'organisation administrative et territoriale mise en place par

⁵ D'ENCAUSSE Hélène Carrère, « L'intégration de la Mongolie intérieure pose à la Chine un problème national loin d'être résolu », sur *Le Monde diplomatique*, 1^{er} novembre 1966

⁶ EVEN Marie-Dominique, « Les Mongols de Chine, entre marginalisation économique et acculturation », *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales* n° 12, 2006

⁷ CONSTANT Frédéric, « Le gouvernement de la Mongolie sous les Qing : du contrôle sur les hommes à l'administration des territoires », *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, 2010, pp. 55-89.

⁸ D'ENCAUSSE Hélène Carrère, « L'intégration de la Mongolie intérieure pose à la Chine un problème national loin d'être résolu », *art. cit.*

les Mandchous. La stabilisation du pouvoir Qing en Mongolie Intérieure s'accompagne d'une profonde transformation du système social traditionnel, érodant les fondements du nomadisme, restreignant la liberté de circulation et structurant le territoire en bannières et ligues.

L'année 1911 marque une rupture. L'effondrement Qing entraîne une division durable entre la Mongolie Intérieure, rattachée à la Chine républicaine, et la Mongolie Extérieure, rapidement placée sous influence russe⁹. Cette scission est officialisée en 1924 avec la proclamation de la République populaire de Mongolie, État satellite de l'URSS à parti unique. Plus qu'une simple séparation territoriale, cette rupture entraîne une perte d'influence chinoise au profit de la Russie sur la Mongolie Extérieure. Après soixante années de domination communiste, celle-ci amorce en 1990 une transition vers l'économie de marché, devenant un État enclavé entre les États chinois et russe.

2. De la politique frontalière des Qing à la sinisation contemporaine : continuités dans le contrôle de la Mongolie Intérieure

La domination mandchoue sur la Mongolie Intérieure s'est d'abord traduite par une réorganisation administrative des territoires mongols, progressivement intégrés au système impérial Qing. Toutefois, cette structuration territoriale ne suffisait pas à assurer un contrôle durable. L'Empire a donc mobilisé d'autres leviers, notamment une politique d'acculturation progressive, combinée à des migrations de paysans sédentaires étroitement encadrées.

Jusqu'en 1878, une législation interdisait l'installation de femmes hans au nord de la Grande Muraille. Néanmoins, dès le XVIII^e siècle, de nombreuses familles chinoises hans commencent à s'implanter dans les steppes mongoles. Ce mouvement s'intensifie après 1778, lorsque plusieurs domaines princiers mongols sont placés sous administration directe des Qing, ouvrant la voie à un peuplement plus régulier. Le passage d'une migration limitée, parfois clandestine, à une colonisation territoriale plus assumée s'inscrit d'ores et déjà dans une stratégie plus large de sécurisation de la frontière nord face aux ambitions russes. À mesure que les tensions sino-russes s'accroissent au XIX^e siècle, symbolisées en 1860 par la Convention de Pékin qui voit la Russie ravir de larges territoires à l'empire Qing, les autorités encouragent les installations hans dans les zones frontalières afin d'y renforcer leur présence démographique et administrative¹⁰.

La révolte des Boxers en 1900, suivie de l'occupation russe de la Mandchourie, constitue un tournant majeur. L'arrivée de troupes russes aux portes de Pékin accélère un nouveau cycle de migrations hans vers les régions limitrophes, parallèlement à la mise en place de bureaux de colonisation, de systèmes d'acquisitions foncières et de politiques d'expropriation des terres mongoles. Ces dispositifs modifient progressivement les équilibres démographiques et contribuent à l'ancrage durable d'une sinisation structurelle de la Mongolie Intérieure¹¹.

Dans le même temps, un fossé croissant se creuse avec la Mongolie Extérieure, qui trouve dans son rapprochement avec la Russie un moyen de se prémunir contre l'expansion de

⁹ Documentaire : « Mongolie : entre Russie et Chine, une voie singulière », *Le dessous des cartes*, présentée par Émilie Aubry, ARTE, diffusée le 9 mars 2024.

¹⁰ Chagdarsurung, Ts., 1976, « La connaissance géographique et la carte des Mongols », *Studia Mongolica*, vol. 3, no 2, p. 345-370.

¹¹ Michel Vié, "La Mandchourie et la « Question d'Extrême-Orient », 1880-1910", *Le Japon et le fait colonial* no. 18, 2011, pp.19-78.

l'administration chinoise, puis républicaine chinoise. Cette divergence structurelle explique en partie les trajectoires politiques empruntées par les deux Mongolie au cours du XX^e siècle¹².

Enfin, bien que les dynamiques actuelles ne relèvent plus de la gestion impériale, elles s'inscrivent dans la continuité de ces logiques anciennes : sécurisation territoriale, contrôle culturel et prééminence démographique. Plus qu'un simple héritage historique, la politique chinoise contemporaine repose sur une logique duale : renforcer l'intégration de la Mongolie Intérieure par divers instruments de gouvernance, tout en maintenant une surveillance étroite de la Mongolie Extérieure, dont l'importance stratégique demeure centrale.

II. Les enjeux de la sinisation : la disparition programmée d'une culture

1. Le projet nationaliste de Xi Jinping : une « grande nation » chinoise

Dès l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013, la politique chinoise a pris un nouveau tournant nationaliste. Selon André Laliberte, la Chine aurait progressivement remplacé l'idéologie socialiste par le nationalisme afin de compenser les inégalités sociales croissantes. Trois cercles peuvent ainsi être distingués¹³.

Le premier concerne « l'intérieur » des frontières : la Chine y prône l'unité nationale tout en marginalisant ses minorités, et justifie la réunification avec Taïwan sur une base ethnique. Le second, s'inscrivant dans un discours d'humiliation historique, revendique les territoires maritimes et frontaliers dits « périphériques », tels que le Tibet ou la mer de Chine méridionale. Enfin, le troisième cercle correspond à l'échelle « mondiale », où la Chine cherche à devenir la première puissance économique sans pour autant imposer une hégémonie politique explicite.

Lors d'une réunion tenue le 27 septembre 2024, Xi Jinping a prononcé un discours affirmant que le rôle du Parti communiste chinois (PCC) était de faire du « sentiment d'appartenance à la communauté de la nation chinoise » le point central de son action en matière de politique ethnique et dans les régions concernées, dans le contexte de la « nouvelle ère »¹⁴. Officiellement, le Parti, par la voix de *Chine Nouvelle*, affirme que Pékin adhère au principe d'égalité entre tous les groupes ethniques, s'oppose à l'oppression et aux discriminations, et garantit l'égalité des droits, de façon à concilier sauvegarde de l'unité nationale et autonomie régionale.

Toutefois, pour le PCC, cet équilibre passe par le « renforcement de l'éducation au patriotisme, au collectivisme et au socialisme, ainsi que par l'éducation historique et culturelle des jeunes »¹⁵. Ce récit officiel donne une large place à un développement pacifique et harmonieux d'une grande Chine unifiée, mais qu'en est-il dans les faits ?

Interrogée sur ces questions, la sinologue Marie-Dominique Even souligne de nombreuses incohérences entre le discours officiel et les pratiques observées. Elle rappelle que l'objectif de

¹² *Ibid.*

¹³ LALIBERTE, André, « Les trois cercles du nationalisme chinois sous Xi Jinping », *Policy Options*, août 2016.

¹⁴ « Xi Jinping appelle à promouvoir la construction de la communauté de la nation chinoise et à consolider l'unité de la nation chinoise lors d'une grande réunion organisée pour honorer des modèles en matière d'unité et de progrès ethniques », *Xinhua*, septembre 2024.

¹⁵ *Ibid.*

la politique de sinisation est de construire « *une grande nation* », un projet nationaliste ancien, déjà présent sous Chiang Kai-shek, et renforcé par l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir. Elle affirme : « [Les Chinois] *ont accaparé ces régions. Aujourd'hui, ils cherchent à faire croire que cela a toujours été eux ; ils se disent même héritiers des Mandchous, alors que ce n'est pas le cas* »¹⁶. Le Parti communiste chinois réécrirait ainsi son histoire afin de légitimer la sinisation, notamment en s'appropriant des figures historiques mongoles telles que Gengis Khan, intégré au récit du grand empire han¹⁷.

Par ailleurs, la Chine dispose d'un outil stratégique central pour mener cette politique : sa démographie. À travers l'analyse de termes chinois tels que *zhonghua* (中华), *zhong* (中), signifiant « *centre* », et *hua* (华), qui renvoie étymologiquement au peuple et à la culture des Han, Marie-Dominique Even montre que l'idée de Chine demeure indissociable de cette majorité ethnique. Il est également révélateur d'examiner le vocabulaire utilisé pour désigner les minorités nationales, *shǎoshù mínzú* (少数民族), où *mínzú* (民族) signifie « *ethnie* » et *shǎoshù* « *minorité* ». Le fait que les Han représentent environ 96 % de la population sert alors de justification au projet nationaliste visant à unifier l'ensemble des minorités ethniques au sein d'une seule grande nation chinoise¹⁸.

Initialement dirigée contre les structures politiques et économiques mongoles, la politique de sinisation s'est progressivement étendue au champ culturel. Comme l'explique Marie-Dominique Even, « *c'est une sinisation des territoires qui a d'abord été politique et économique, et qui devient désormais culturelle, puisqu'on leur demande de ne plus parler leur langue, ou de la reléguer à un usage domestique* ». Le but, selon Even, serait de faire des Mongols de « *bons petits Chinois* »¹⁹.

2. La destruction des pratiques culturelles et identitaires par l'éducation

En août 2020, la République populaire de Chine impose une nouvelle politique de promotion du mandarin au détriment du mongol. Le gouvernement chinois annonce que certaines matières, telles que l'histoire, le droit, la langue et la littérature, dans les écoles de Mongolie Intérieure, seront désormais enseignées en mandarin plutôt qu'en mongol²⁰. Pékin renforce ensuite sa politique de sinisation par l'introduction de réformes éducatives supplémentaires, notamment la révision de 2021, qui exclut les ouvrages portant sur l'histoire et la culture mongoles²¹. Même les programmes en langue mongole sont retirés des médias d'État au profit du mandarin, illustrant une politique d'assimilation de plus en plus assumée.

Dans une rubrique « *Questions-réponses* » publiée par le PCC, les autorités rappellent que, dès 2019, le président Xi Jinping avait insisté sur l'amélioration de l'éducation et la promotion de la langue nationale dans les régions ethniques²². Selon le Parti, cette réforme ne contrevient pas

¹⁶ EVEN, Marie-Dominique. 23 janvier 2025. *Entretien*.

¹⁷ Maire A. (2012). « La Mongolie en quête d'indépendance ». *Monde chinois*, n° 30, p 84-97.

¹⁸ EVEN, Marie-Dominique. 23 janvier 2025. *Entretien*.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ PEDROLETTI Brice, « Les Mongols de Chine manifestent pour la défense de leur langue et de leur identité », *Le Monde*, 2 septembre 2020.

²¹ *Ibid.*

²² *Gouvernement de la Région autonome de Mongolie-Intérieure*, « Organisation des organes du Parti dans la Région autonome de Mongolie-Intérieure » [内蒙古自治区党委机构设置], site officiel, 2020.

à la loi sur l'autonomie des régions ethniques, puisqu'elle relève des prérogatives nationales décidées par le gouvernement central et devant être mises en œuvre localement. Une autre question porte sur la suppression de certaines parties de l'histoire mongole, telles que les coutumes, la poésie et la culture traditionnelle. À ce sujet, les autorités affirment que les modifications apportées au manuel de *Langue mongole* ont été réalisées afin d'y inclure des contenus patriotiques et des valeurs socialistes²³.

En 2020, les autorités affirment qu'il n'y a pas d'abandon de l'enseignement du mongol et que l'éducation bilingue est maintenue. Toutefois, Marie-Dominique Even nuance fortement cette affirmation : « *aujourd'hui, vous ne pouvez même pas faire des études en mongol, tout se fait en chinois. De toute façon, vous ne pouvez même plus le parler dans les écoles. [...] C'est une ségrégation* »²⁴. Ainsi, bien que le Parti soutienne que l'apprentissage du mongol demeure assuré, cette réalité est largement contestée par la chercheuse.

Dans cette logique, depuis juillet 2023, les autorités chinoises ont lancé une campagne visant à remplacer l'expression « *culture mongole* » par celle de « *culture de la frontière nord* » (*beijiang wenhua*), dans le but de diluer l'identité mongole et de promouvoir une identité centrée sur la majorité han²⁵. Ce terme est largement repris dans les médias d'État, les sites officiels, les déclarations du Parti, ainsi que dans les écoles et les universités. Cette évolution terminologique est interprétée comme une tentative d'effacement de l'identité mongole et de renforcement de la souveraineté chinoise sur la région, prolongeant ainsi un projet d'assimilation ancien. Elle coïncide également avec une répression accrue de l'usage du mongol dans l'enseignement, mobilisant une expression aux origines stratégiques et militaires. Selon Enghebatu Togocho, cette campagne s'inscrit dans une politique d'assimilation ethnique qui touche également le Xinjiang et le Tibet. Certains défenseurs des droits humains évoquent même une forme de « *génocide culturel* »²⁶.

Par ailleurs, les performances culturelles ont elles aussi été transformées afin de refléter davantage la culture han. La transmission de la culture mongole traditionnelle s'effectue désormais par le biais de cours proposés par des centres locaux de services de tourisme culturel, dont l'objectif affiché est « *d'insuffler une nouvelle vitalité à la culture ethnique traditionnelle* »²⁷. Les autorités chinoises tendent ainsi à réduire la culture mongole à des éléments folkloriques ou à des « *traditions* » aisément intégrables dans une vision élargie de la « *culture chinoise* ». Comme l'illustrent les supports visuels analysés, le PCC instrumentalise la culture mongole à des fins économiques et touristiques. Le constat dressé par Marie-Dominique Even est dès lors alarmant : « *contrairement au discours du régime chinois, qui se présente comme un État multiethnique composé de 56 minorités, il s'agit davantage d'une colonisation et d'une imposition de l'assimilation aux non-Han* »²⁸.

²³ *Ibid.*

²⁴ EVEN, Marie-Dominique. 23 janvier 2025. *Entretien*.

²⁵ Bethany Allen, Daria Impiombato & Nathan Attrill, "Northern frontier culture": How China is erasing 'Mongolia' from Mongolian culture", *ASPI*, 29 août 2024.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Promotion de la culture ethnique traditionnelle mongole dans les écoles du nord-est de la Chine, *Xinhuanet*, 22 mai 2024.

²⁸ MALOVIC Dorian, « Les Mongols de Chine privés de l'enseignement de leur langue à l'école », *La Croix*, 3 septembre 2020.

Le PCC s'immisce jusque dans la religion, M. D Even insiste : « *vous pouvez être bouddhiste mais d'abord privilégier la pensée de Xi Jinping* »²⁹. Tout ce qui compose la culture mongole au travers de l'éducation ou de la littérature est aujourd'hui strictement contrôlé par le parti. Leur culture fait face à une assimilation forcée aux profits du tourisme, bénéfique pour la Chine. Néanmoins, les Mongols sont-ils inactifs face à cette politique de sinisation et cette répression ?

3. Les révoltes locales contre la sinisation

Depuis 2020, l'imposition par Pékin de manuels scolaires unifiés en chinois a suscité une vive opposition en Mongolie Intérieure, provoquant les plus importantes manifestations dans la région depuis plusieurs décennies³⁰. Les révoltes contre la sinisation ne sont toutefois pas nouvelles. Marie-Dominique Even souligne que les Mongols protestent depuis plusieurs décennies contre la confiscation de leurs terres par des entreprises minières chinoises³¹.

L'anthropologue William R. Jankowiak analysait ainsi dès 1988 l'impact de la présence chinoise et de la répression exercée sur les populations mongoles. Il évoquait notamment les manifestations de 1981, déclenchées en réaction à un rapport du Parti portant sur le développement à long terme de la Mongolie Intérieure. Plus de 6 000 étudiants mongols avaient alors protesté contre l'augmentation de la migration han, à travers des slogans et des boycotts. Ils formulèrent huit revendications, parmi lesquelles la promotion des intérêts mongols, la protection de leur culture et la réduction de la présence han. Le mouvement fut néanmoins violemment réprimé, avec des milliers d'étudiants arrêtés³².

À l'époque, ces mobilisations répondaient à une répression historique subie par la population mongole sous le régime maoïste, notamment durant la Révolution culturelle. Cette période fut caractérisée par des attaques répétées contre les symboles culturels mongols et par des persécutions massives, faisant plus de 100 000 morts et 500 000 arrestations, constituant un traumatisme durable pour la population. À la suite de ces événements, une pétition mongole exigea le départ des responsables militaires et la restitution des terres spoliées. Toutefois, ces revendications restèrent sans réponse de la part des autorités chinoises³³.

Ces cycles de protestation-répression se sont étalés dans le temps. En 2020, *Le Monde* rapporte que des milliers d'écoliers et de collégiens de Mongolie Intérieure ont manifesté contre la suppression progressive de leur langue maternelle au profit du mandarin. Malgré leur confinement forcé sur les campus, les élèves sont parvenus à diffuser des vidéos dénonçant la réforme et scandant « *Mongols jusqu'à la mort !* ». La mobilisation s'est rapidement étendue aux parents, nombreux à refuser d'envoyer leurs enfants à l'école malgré les menaces des autorités chinoises³⁴.

²⁹ EVEN, Marie-Dominique. 23 janvier 2025. *Entretien*.

³⁰ PEDROLETTI Brice, « Les Mongols de Chine manifestent pour la défense de leur langue et de leur identité », *art. cit.*

³¹ EVEN, Marie-Dominique. 23 janvier 2025. *Entretien*.

³² JANKOWIAK William R., « The Last Hurrah? Political Protest in Inner Mongolia », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, n° 19/20, [The University of Chicago Press, College of Asia and the Pacific, The Australian National University], 1988, p. 269-288.

³³ *Ibid.*

³⁴ PEDROLETTI Brice, « Les Mongols de Chine manifestent pour la défense de leur langue et de leur identité », *art. cit.*

L'ancien président mongol et figure de l'indépendance nationale, Tsakhiagiyn Elbegdorj, a publiquement appelé à un ralliement général pour la défense de la langue mongole, malgré les pressions exercées par Pékin³⁵. Dans ce contexte, Enghebatu Togochoj affirme :

*« Notre mode de vie traditionnel est continuellement altéré, notre environnement naturel détruit. La langue mongole est le dernier bastion de notre identité nationale. Si nous perdons notre langue, nous cesserons d'exister en tant que peuple. Il ne reste plus beaucoup d'options pour les Mongols, si ce n'est celle de se battre pour notre survie face à ce génocide culturel. »*³⁶

Pourtant, la censure et la répression ont été immédiates. Selon Amnesty International, dès le 2 septembre 2020, au moins 23 personnes auraient été arrêtées pour avoir « *cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public* »³⁷, pour avoir participé à des manifestations pacifiques ou relayé des informations à ce sujet. Au total, près de 10 000 personnes auraient été interpellées, et les autorités ont menacé de sanctions les familles jugées récalcitrantes. Le gouvernement chinois a parallèlement intensifié sa campagne en recrutant massivement des enseignants de mandarin, tandis que la répression s'est étendue aux médias et aux expressions culturelles.

Marie-Dominique Even souligne alors que « *cela fait très longtemps que la Mongolie Intérieure est devenue une province chinoise. Le pouvoir politique, économique et culturel y est chinois. La plupart des Mongols ne parlent même plus le mongol* »³⁸. Selon elle, le sort de la Mongolie Intérieure s'est joué il y a déjà une trentaine d'années.

Face à cette situation, quelle est la réaction de la communauté internationale, et notamment celle de la Mongolie voisine ? La diaspora mongole est-elle en mesure de préserver une culture menacée ?

III. Entre héritage historique et réalités géopolitiques : le silence de la communauté internationale

1. La Mongolie Extérieure : une position géopolitique ambiguë

La Mongolie Extérieure occupe une position ambivalente vis-à-vis de la Mongolie intérieure. Cette ambivalence s'explique en partie par la construction de l'identité nationale mongole. Comme l'explique Marie-Dominique Even, cette identité s'est principalement construite autour des Khalkhas³⁹, groupe ethnique majoritaire en Mongolie, au détriment d'autres groupes tels que les Bouriates ou les « *Mongols de Mongolie du Sud* »⁴⁰. Ces derniers sont souvent perçus comme trop « *rusifiés* » ou trop « *sinisés* » pour incarner une forme de pureté mongole protégée par les frontières nationales de l'État mongol⁴¹.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ LIU, Zhifan, « Les Mongols en lutte contre la sinisation venue de Pékin », *Libération*, 2 septembre 2020.

³⁷ « Chine: Des manifestant·e·s pacifiques pris pour cibles en Mongolie intérieure », sur *Amnesty International*, 20 septembre 2020.

³⁸ Even, Marie-Dominique. 23 janvier 2025. *Entretien*.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Maire, Antoine, « La Mongolie en quête d'indépendance », *Monde Chinois*, 2012.

⁴¹ *Ibid.*

Ainsi, pour une partie de la population de Mongolie indépendante, les Mongols de RPC seraient considérés comme des « *faux Mongols* », une expression que Marie-Dominique Even relie au mythe de la pureté du sang et à l'héritage revendiqué de Gengis Khan⁴². Cette représentation contribue à expliquer la relative discrétion de la Mongolie Extérieure face à la politique de sinisation menée par Pékin.

Cette position s'explique également par l'échec historique du projet panmongol, longtemps redouté tant par la Russie que par la Chine. Georges Nivat, traducteur, slavisant et spécialiste du monde russe, analyse dans l'un de ses articles l'évolution de l'image de l'Asie et du « *danger mongol* » dans la littérature russe, depuis son émergence autour de 1900 jusqu'au mouvement eurasiste des années 1920⁴³. Avant 1900, la Russie se définissait essentiellement par rapport à l'Europe occidentale et ne ressentait pas la nécessité de se positionner face à l'Orient. Cette perception évolue avec le philosophe russe Vladimir Soloviev qui, le 1er octobre 1894, prophétise une « *seconde invasion mongole* », décrivant les Mongols comme « *innombrables et insatiables comme des sauterelles* »⁴⁴.

L'obsession mongole et la crainte d'une menace ancestrale nomade naissent de la conjonction de deux événements : la publication de *La Légende de l'Antéchrist* de Soloviev et la défaite russe lors de la guerre russo-japonaise de 1904-1905. À cette époque, le terme « *mongol* » ne désigne pas uniquement les Mongols, mais englobe également d'autres peuples asiatiques, tels que les Chinois ou les Japonais, tous perçus comme des menaces potentielles. Soloviev associe le panmongolisme à l'Antéchrist, figure apocalyptique du totalitarisme, faisant de ce mouvement un symbole du mal et de la destruction. Des écrivains comme Merejkovski ou le poète Blok alertent alors sur le « *danger jaune* », entendu comme l'influence asiatique⁴⁵.

Selon ces auteurs, les Russes subiraient une mutation raciale et « *spirituelle* », où le « *sang aryen* » se transformerait en « *sang jaune* ». Ce « *danger jaune* » est perçu à la fois comme une menace intérieure, décrite comme une « *maladie héréditaire* » affectant la société russe, et comme une menace extérieure annonçant une conquête silencieuse de l'Europe par l'Asie⁴⁶.

Après les révolutions russes de 1917, un changement s'opère : la figure du Mongol se transforme en « *scythisme* », puis en « *mouvement eurasien* ». La Russie commence alors à revendiquer une identité eurasiennne. En 1921, le scythisme évolue vers l'eurasianisme, une idéologie prônant une unité culturelle et politique entre la Russie et l'Asie, allant jusqu'à envisager une renaissance symbolique de l'empire de Gengis Khan. Le panmongolisme n'est dès lors plus perçu comme une menace, mais comme une réalité vivante dans la Russie postrévolutionnaire. Comme l'expliquent les penseurs eurasistes : « *la Russie d'avant 1917 avait peur de l'Asie, celle d'après 1917 cherche à faire peur avec l'Asie...* »⁴⁷. En somme, le « *danger mongol* » est conçu à la fois comme un danger intérieur — par la subversion et la corruption morale — et comme un danger extérieur, en tant que force politique et idéologique.

Emmanuel Lincot, professeur et sinologue, analyse pour sa part les représentations croisées entre la Chine et l'Asie centrale. Selon lui, la Chine a longtemps été perçue comme un «

⁴² Even, Marie-Dominique. 23 janvier 2025. *Entretien*.

⁴³ Nivat, Georges. « Du « Panmongolisme » au « Mouvement eurasien », *Histoire d'un thème littéraire*, 1966.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Ibid.*

eldorado » convoité par les populations turco-mongoles⁴⁸. La Grande Muraille, bien qu'elle n'ait jamais constitué une frontière hermétique, symbolisait la séparation entre un monde sédentaire, la Chine, et un monde nomade perçu comme dangereux et barbare. La peur du panmongolisme s'inscrit ainsi dans un imaginaire historique marqué par la puissance passée des Mongols. Cette crainte renvoie notamment à plusieurs événements historiques majeurs :

- la conquête de la Chine centrale par les Wei, originaires de l'Altaï, en 263, et l'introduction du bouddhisme en Chine ;
- la bataille de Talas, en 751, au cours de laquelle la puissance arabe et ses alliés régionaux mettent en échec l'empire Tang ;
- la chute de la dynastie Song du Sud à la suite de l'invasion mongole de 1279⁴⁹.

Dans l'imaginaire des peuples d'Asie centrale et du Moyen-Orient, la Mongolie incarne cette fois un danger venu de l'Est. Les Mongols ont en effet semé la terreur dans ces régions au XIII^e siècle, avec un point culminant lors de la prise de Bagdad le 10 février 1258. Ce traumatisme demeure si profondément ancré dans les mémoires collectives que Saddam Hussein comparait encore, dans les années 2000, les Américains aux « *Mongols de Gengis Khan* »⁵⁰.

La Chine et la Russie redoutent également le panturquisme, une idéologie visant à l'unification des peuples turcophones. Développé par des orientalistes occidentaux au milieu du XIX^e siècle, le panturquisme est repris par les Tatars de Crimée pour lutter contre l'assimilation tsariste, avant de gagner en influence au sein de l'Empire ottoman. La chute de l'URSS en 1991 entraîne l'émergence de cinq États turcophones — quatre en Asie centrale et un dans le Caucase — suscitant une forme « *d'euphorie* » en Turquie. Le Premier ministre Süleyman Demirel appelle alors à la création d'un « *monde turc de l'Adriatique à la Muraille de Chine* »⁵¹. Cette ambition se heurte toutefois aux réalités géopolitiques, aux limites économiques et à la complexité des relations internationales en Asie centrale, confinant le panturquisme à un rôle marginal.

Les Mongols de RPC sont par ailleurs mal accueillis lorsqu'ils cherchent refuge en Mongolie, en particulier lorsqu'ils ont quitté la Mongolie Intérieure de manière irrégulière. En vertu d'un traité d'extradition signé en 1999 entre la Mongolie et la Chine, ces réfugiés peuvent être rapatriés malgré les risques encourus. Ce traité est d'autant plus problématique que son article 3 précise que « *l'extradition sera refusée dans les cas suivants : la Partie sollicitée estime que la demande d'extradition est motivée par des raisons de race, de religion, de nationalité, de sexe ou d'opinions politiques* »⁵². Cet accord bilatéral est vivement critiqué par Zolzaya Nyamdorj, ancienne directrice exécutive de la *World Mongol Federation*, qui souligne la vulnérabilité des exilés face à la politique chinoise⁵³.

En 2011, les événements survenus en Mongolie Intérieure ont été largement ignorés par les médias mongols. De plus, toute tentative de soutien aux populations mongoles de Chine a été

⁴⁸ Lincot, Emmanuel, « Le très grand jeu. Pékin face à l'Asie centrale », *Asia Focus*, n°212, février 2024

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Balcı, Bayram, et Ahmet Salı Bıçakçı, « Panturquisme : vie et mort d'une idéologie », dans *La Turquie en Asie centrale : la conversion au réalisme (1991-2000)*, dir. Bertrand Buchwalter, coll. « La Turquie aujourd'hui », Istanbul, Institut français d'études anatoliennes, 2001, p. 15-22.

⁵² Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « Traité d'extradition entre la République populaire de Chine et la Mongolie » [中华人民共和国和蒙古国引渡条约], 19 août 1997.

⁵³ « La Chine accusée de génocide culturel en Mongolie-Intérieure », *Radio Canada*, 3 octobre 2023.

interdite par les autorités mongoles, révélant un silence particulièrement révélateur. En 2020, quelques manifestations ont certes eu lieu à Oulan-Bator devant l'ambassade de Chine pour dénoncer la politique linguistique de sinisation, mais elles sont restées marginales et faiblement soutenues à l'échelle nationale⁵⁴.

2. Entre l'ours et le dragon : la double dépendance de la Mongolie et sa stratégie de souveraineté

La Mongolie, enclavée entre la Russie et la Chine, souffre d'une double dépendance : à l'importation pour ses approvisionnements, et à l'exportation pour une économie largement fondée sur les ressources naturelles. Elle dépend massivement de ses deux puissants voisins pour ses besoins énergétiques et logistiques. La Russie fournit environ 95 % des produits pétroliers et 20 % de l'électricité consommée dans le pays⁵⁵. Par ailleurs, le réseau ferroviaire transmongolien est contrôlé à 50 % par la Russie, limitant ainsi l'autonomie logistique de la Mongolie. De son côté, la Chine fournit 35 % des marchandises importées, notamment des véhicules et de l'électricité. Cette dépendance expose la Mongolie aux pressions géopolitiques de ses voisins, comme en 2011, lorsque Moscou a suspendu ses exportations de carburant afin d'obtenir une part du gisement de Tavan Tolgoï⁵⁶.

Riche en ressources naturelles — cuivre, or, uranium et terres rares — la Mongolie demeure également fortement dépendante de l'exportation de ses matières premières. Le secteur minier représente environ 26 % du PIB, et la Chine, principal partenaire commercial du pays, absorbe près de 83 % des exportations mongoles, notamment en cuivre, charbon et fer. Pékin dispose ainsi d'un important pouvoir de négociation, la Mongolie devant nécessairement accéder à la mer via le territoire chinois pour exporter ses produits⁵⁷. En 2002, la fermeture temporaire des frontières chinoises, décidée pour sanctionner le rapprochement de la Mongolie avec le dalaï-lama, illustre clairement la vulnérabilité du pays face à cette dépendance économique⁵⁸.

Il apparaît dès lors essentiel de préciser que la Chine perçoit le bouddhisme mongol comme une menace, en raison de sa proximité culturelle et religieuse avec le Tibet. Cette perception s'inscrit dans une crainte historique du panbouddhisme, entendu comme une alliance potentielle entre bouddhismes mongols et tibétains. Selon Isabelle Charleux, docteure en histoire de l'art, les autorités chinoises appréhendent le lamaïsme à travers un double prisme de « *fascination* » et de « *répulsion* »⁵⁹. Le bouddhisme tibétain, venu d'Inde et d'Asie centrale, est perçu comme une croyance « *étrangère* », « *exotique* » et déviante. Sous les dynasties Yuan et Ming, il est qualifié d'« *hétérodoxie* » (*viduan*)⁶⁰.

Le terme « *lamaïsme* » (*lama zhi jiao*) apparaît sous le règne de l'empereur Qianlong des Qing au 18^{ème} siècle afin de distinguer cette tradition du bouddhisme chinois (*fojiao*), contribuant à l'idée qu'il s'agirait d'une forme inférieure de bouddhisme. Les lamas héritent par ailleurs de

⁵⁴ "Chine : des Mongols manifestent pour défendre leur langue à l'école," Le Point, 1er septembre 2020.

⁵⁵ "Sino-Mongolian Relations", *GIS Reports Online*, 13 novembre 2024.

⁵⁶ Maire, Antoine, « La Mongolie en quête d'indépendance », *art. cit.*

⁵⁷ "Mongolie : entre Russie et Chine, une voie singulière | Le dessous des cartes", *YouTube*, 2024

⁵⁸ Maire, Antoine, « La Mongolie en quête d'indépendance », *art. cit.*

⁵⁹ Isabelle Charleux, "Les « lamas » vus de Chine : fascination et répulsion", *Extrême-Orient, Extrême-Occident*, no. 24, 2002, pp. 133-151.

⁶⁰ *Ibid.*

l'image de « *moines barbares* » transmise par les premiers missionnaires bouddhistes. Le tantrisme tibétain, mal compris en Chine, est souvent perçu comme une pratique magique et sexuelle dépravée, tandis que les lamas sont considérés comme susceptibles de corrompre la société chinoise. Le culte rendu aux « *bouddhas vivants* » (*huofo*), jugé excessivement ostentatoire et divinisé, est interprété comme une manipulation politique⁶¹.

L'attitude chinoise à l'égard des lamas découle ainsi d'un rejet renforcé par le « *péché originel* » attribué aux moines tibétains sous la dynastie Yuan. À cela s'ajoute une forme de xénophobie ethnique liée aux différences culturelles entre Han et Tibétains, qui contribue à représenter les lamas comme un corps étranger. Le bouddhisme mongol a également suscité la méfiance de la Russie : durant la période soviétique (1924 – début des années 1990), plus de 1 250 monastères et temples ont été détruits, et les moines contraints de se marier ou tout simplement assassinés⁶².

Depuis son exil en Inde en 1959, le dalaï-lama demeure un symbole central de l'identité tibétaine et un facteur constant de tension diplomatique. Katia Buffetrille, tibétologue et anthropologue, explique que la Chine a annoncé qu'elle désignerait son « *propre dalaï-lama* » lors de sa réincarnation⁶³, comme elle l'a déjà fait pour le panchen lama, afin de légitimer son contrôle sur le Tibet. En Mongolie, le dalaï-lama s'est rendu à six reprises depuis la démocratisation du pays au début des années 1990, provoquant à chaque fois « *l'ire* » de Pékin⁶⁴. En 2016, à la suite de sa dernière visite, Oulan-Bator s'est engagée à ne plus inviter le chef spirituel tibétain afin d'éviter de nouvelles tensions diplomatiques avec la Chine⁶⁵.

La Mongolie dépend également fortement des investissements étrangers, en particulier dans le secteur minier, essentiel à son économie. Faute de capitaux nationaux suffisants, elle a accueilli de nombreux investissements étrangers, majoritairement en provenance de Chine. Entre 1990 et 2004, les investissements chinois représentaient 39 % des investissements étrangers en Mongolie ; cette proportion est passée à 51 % entre 2004 et 2010, renforçant encore la dépendance économique du pays envers son voisin⁶⁶.

Face à cet enclavement géographique et à cette dépendance économique, la Mongolie a adopté, depuis les années 1990, une politique étrangère visant à équilibrer ses relations. Cette stratégie de « *réassurance* » a pour objectif de garantir la sécurité nationale en naviguant entre les intérêts russes et chinois⁶⁷. Afin de réduire sa dépendance à « *l'ours et au dragon* »⁶⁸, la Mongolie a développé la stratégie du « *troisième voisin* »⁶⁹, consistant à renforcer ses partenariats avec d'autres acteurs tels que les États-Unis, le Japon, l'Union européenne ou la Corée du Sud. Cette approche vise à diversifier les relations commerciales tout en consolidant la souveraineté du pays⁷⁰.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² « En Mongolie, le bouddhisme ressuscite mais manque d'argent », *La Dépêche*, 14 septembre 2017.

⁶³ « Tibet : «La Chine va imposer un faux successeur au Dalaï Lama» », *RFI*, 31 mars 2024.

⁶⁴ « La visite du dalaï-lama en Mongolie provoque l'ire de la Chine », *Le Monde*, 24 août 2006.

⁶⁵ « En Mongolie, le bouddhisme ressuscite mais manque d'argent », *La Dépêche*, 14 septembre 2017.

⁶⁶ Maire, Antoine, « *La Mongolie en quête d'indépendance* », *art. cit.*

⁶⁷ Maire, Antoine, « *Quelle place pour les "troisièmes voisins" dans la stratégie internationale de la Mongolie ?* », *Fondation pour la recherche stratégique*, 12 décembre 2023.

⁶⁸ Vanderhill, Rachel, Sandra F Joireman, et Roza Tulebayeva. « Between the bear and the dragon: multivectorism in Kazakhstan as a model strategy for secondary powers », *International Affairs* 96, no 4, 2020, pp. 975-93.

⁶⁹ Maire, Antoine, « *La Mongolie en quête d'indépendance* », *art. cit.*

⁷⁰ "Poutine à Oulan-Bator : que peut la diplomatie mongole ?", *France Culture*, 4 septembre 2024.

Un parallèle peut être établi avec la politique étrangère du Kazakhstan, également enclavé entre plusieurs grandes puissances régionales, et qualifiée de « *multi-vectorielle* ». Selon les chercheuses Rachel Vanderhill, Sandra Joireman et Roza Tulepbayeva, il s'agit d'une politique étrangère « *pragmatique* » et « *non idéologique* », visant à réduire la dépendance vis-à-vis des grandes puissances régionales, voire à tirer profit de leur concurrence pour soutenir le développement politique et économique national⁷¹.

Pour renforcer son autonomie, la Mongolie cherche également à s'insérer dans des projets de connectivité régionale et des organisations internationales, tels que l'Union économique eurasiennne, la Route des steppes, la *Belt and Road Initiative* et le corridor économique Chine–Mongolie–Russie. Elle participe par ailleurs activement aux opérations de maintien de la paix et revendique une forme de « *neutralité* » géopolitique fondée sur le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures de ses voisins, y compris celles de la Mongolie Intérieure⁷².

Un exemple récent illustrant cette diplomatie d'équilibre est la visite de Vladimir Poutine en septembre 2024⁷³. Bien que membre de la Cour pénale internationale depuis 2002, la Mongolie n'a pas exécuté le mandat d'arrêt émis en mars 2023 contre le président russe pour sa responsabilité présumée dans la déportation d'enfants ukrainiens vers la Russie⁷⁴. Malgré les pressions internationales, Oulan-Bator a accueilli Vladimir Poutine sans procéder à son arrestation, faisant primer la nécessité de préserver ses relations diplomatiques et économiques avec Moscou.

3. Silences et divergences : analyse comparée des réactions internationales face à la politique de sinisation en Mongolie du Sud et au Xinjiang

La répression visant les Ouïghours en Chine, notamment à travers le système des camps d'internement, a été largement documentée et médiatisée. Si les puissances occidentales ont largement dénoncé cette politique de répression menée par Pékin, il faut souligner qu'« *aucun État musulman* », y compris la Turquie, pourtant liée aux Ouïghours par des affinités ethniques et culturelles, « *n'a officiellement condamné cette politique de répression orchestrée par le Parti communiste chinois* »⁷⁵. Cette absence de condamnation met en lumière la primauté de la *realpolitik* : les intérêts économiques et géostratégiques l'emportent sur les considérations humanitaires. Ainsi, « *la cause ouïgoure semble alors peser bien peu face aux milliards d'investissements proposés par Pékin* »⁷⁶.

Si la situation des Ouïghours a suscité des réactions en Occident, celle des Mongols de Mongolie Intérieure demeure largement ignorée. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette différence de traitement. Tout d'abord, les politiques de sinisation en Mongolie Intérieure sont perçues comme moins coercitives que celles mises en œuvre au Xinjiang, ce qui limite leur

⁷¹ Vanderhill, Rachel, Sandra F Joireman, et Roza Tulepbayeva, « Between the bear and the dragon: multivectorism in Kazakhstan as a model strategy for secondary powers », *art. cit.*

⁷² Maire, Antoine, « Face au conflit en Ukraine, quelle attitude pour la Mongolie ? », *Fondation pour la recherche stratégique*, 30 mai 2022.

⁷³ "Les réalités de la géopolitique : la Mongolie n'arrêtera pas Vladimir Poutine," *Courrier International*, 2 septembre 2024.

⁷⁴ "Situation en Ukraine : Les juges de la CPI délivrent des mandats d'arrêt contre Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova », *Cour Pénale Internationale*, 17 mars 2023.

⁷⁵ Lincot, Emmanuel, « Le très grand jeu. Pékin face à l'Asie centrale ». *Asia Focus* n°212. février 2024.

⁷⁶ *Ibid.*

médiatisation et, par conséquent, les réactions internationales. Ensuite, contrairement à la diaspora ouïghoure, la diaspora mongole reste moins influente et moins mobilisée sur la scène internationale. De nombreux Mongols ayant fui la Chine demeurent silencieux, par crainte de « *représailles* » contre leurs proches restés en Mongolie Intérieure⁷⁷. Les autorités chinoises auraient en effet recours à des formes de pression telles que « *l'intimidation des familles* » ou la « *réduction des pensions de vieillesse* » des parents dont les enfants dénoncent publiquement la situation⁷⁸.

Un exemple révélateur est celui de l'activiste mongol Munkhbayar Chuluundorj, arrêté à Oulan-Bator le 17 février 2022 par l'Agence générale du renseignement de Mongolie, puis condamné à dix ans de prison le 28 juin 2022 pour « *collaboration avec des agents étrangers indiens afin de nuire à la Chine* »⁷⁹. Son arrestation fait suite à ses critiques publiques sur les réseaux sociaux contre la politique d'assimilation chinoise, ainsi qu'à son appel à la démission du Premier ministre mongol, accusé de complaisance à l'égard de Pékin. Plus de cent organisations internationales de défense des droits humains ont exigé sa libération. La Chine exerce ainsi une pression constante sur les Mongols de Mongolie du Sud, considérés comme un ennemi intérieur. Cette politique dépasse par ailleurs les frontières nationales, afin d'empêcher toute opposition extérieure et de neutraliser les soutiens potentiels à l'étranger.

En 2021, une exposition consacrée à Gengis Khan au musée d'histoire de Nantes a été annulée en raison des exigences de censure imposées par Pékin. Les autorités chinoises ont notamment exigé la suppression de termes tels que « *Gengis Khan* » et « *Empire mongol* », ainsi qu'un contrôle total du contenu de l'exposition. Le Bureau national du patrimoine chinois est allé jusqu'à réécrire le synopsis afin de minimiser l'histoire mongole en l'intégrant à un récit national chinois, rebaptisant la Mongolie « *steppe du nord de la Chine* »⁸⁰. Cette tentative de réécriture s'inscrit dans un durcissement plus large de la politique chinoise à l'égard de la minorité mongole. Face à ces exigences, le musée a choisi d'annuler l'exposition. Ainsi, à défaut d'imposer une exposition conforme à ses injonctions, Pékin est parvenu à en empêcher sa tenue, supprimant de facto un contre-discours potentiel. Cet épisode illustre la réflexion inspirée de Michel Foucault selon laquelle « *s'emparer de la parole, c'est s'emparer du pouvoir ; et s'emparer du pouvoir, c'est exclure la parole de l'autre* »⁸¹.

Conclusion

L'intégration de la Mongolie Intérieure s'inscrit pleinement dans l'histoire de la construction d'un État chinois unifié, un processus amorcé sous la dynastie Qing. Les populations mongoles ont été progressivement sédentarisées et le territoire, colonisé par les populations han, a été

⁷⁷ « La Chine accusée de génocide culturel en Mongolie-Intérieure », *Radio Canada*, 3 octobre 2023.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ *Southern Mongolian Human Rights Information Center*, « Joint Statement: Call for the Immediate Release of Mongolian Writer and Activist Munkhbayar Chuluundorj ».

⁸⁰ « Gengis Khan censuré par la Chine au musée d'Histoire de Nantes », *Le Monde*, 13 octobre 2020.

⁸¹ Selon la formule de P. Charon et J.B. Jeangène Vilmer, inspirée de Michel Foucault. Voir Paul Charon & Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Les opérations d'influence chinoises – Un moment machiavélien*, Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), page 32.

réduit au statut de simple province chinoise. À l'inverse, les Mongols « *du nord* », longtemps placés sous influence russe puis soviétique, sont parvenus à se constituer en État souverain.

Depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2013, la Chine a intensifié sa politique de sinisation en Mongolie Intérieure, visant à renforcer l'unité nationale par l'assimilation des minorités ethniques au sein d'une identité chinoise homogène. Cette politique repose sur une acculturation contrainte, notamment à travers la réforme des programmes scolaires et la folklorisation progressive des traditions mongoles à des fins touristiques.

Parallèlement, la Mongolie Extérieure demeure un enjeu stratégique majeur, prise en étau entre ses deux puissants voisins, la Chine et la Russie. Cette position géopolitique, combinée à une forte dépendance économique, contraint Oulan-Bator à adopter une posture prudente à l'égard de la situation en Mongolie Intérieure. La *realpolitik* prévaut sur la solidarité ethnique, tandis que la communauté internationale, en l'absence d'intérêts majeurs, reste largement silencieuse.

Si cette étude s'est concentrée sur la Mongolie Intérieure et ses spécificités historiques, géographiques, ethniques, culturelles et religieuses, elle s'inscrit aussi dans une dynamique plus large, observable également au Tibet et au Xinjiang, étudiés par nos camarades Eva Bussière et Alliya Arifa. Sur ces terres, la Chine déploie des stratégies d'assimilation similaires, combinant répression culturelle, contrôle administratif renforcé et marginalisation des identités locales, illustrant un modèle récurrent de domination et d'uniformisation au nom de l'unité nationale.

Bibliographie

Ouvrages et chapitres d'ouvrages

Chagdarsurung, Ts., 1976, « La connaissance géographique et la carte des Mongols », *Studia Mongolica*, vol. 3, no 2, p. 345-370.

Balcı, Bayram, et Ahmet Salı Bıçakçı, « Panturquisme : vie et mort d'une idéologie », dans Bertrand Buchwalter (dir.), *La Turquie en Asie centrale : la conversion au réalisme (1991-2000)*, coll. « La Turquie aujourd'hui », Istanbul, Institut français d'études anatoliennes, 2001, p. 15-22.

Articles académiques

Aigle, Denise, compte rendu de *Histoire secrète des Mongols. Chronique mongole du XIII^e siècle*, trad. et éd. Marie-Dominique Even et Rodica Pop, Paris, Gallimard, 1994, *Bulletin critique des Annales islamiques*, 2000.

Charleux, Isabelle, « Les “lamas” vus de Chine : fascination et répulsion », *Études mongoles et sibériennes, centrasiatiques et tibétaines*, 2002.

Constant, Frédéric, « Le gouvernement de la Mongolie sous les Qing : du contrôle sur les hommes à l'administration des territoires », *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, 2010.

Even, Marie-Dominique, « Les Mongols de Chine, entre marginalisation économique et acculturation », *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, no 12, 2006.

Jankowiak, William R., « The Last Hurrah? Political Protest in Inner Mongolia », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, no 19-20, 1988, p. 269-288.

Maire, Antoine, « La Mongolie en quête d'indépendance », *Monde Chinois*, 2012.

Nivat, Georges, « Du “panmongolisme” au “mouvement eurasienn” : histoire d'un thème littéraire », *Cahiers du monde russe*, 1966.

Vanderhill, Rachel, Sandra F. Joireman et Roza Tulepbayeva, « Between the Bear and the Dragon: Multivectorism in Kazakhstan as a Model Strategy for Secondary Powers », *International Affairs*, vol. 96, no 4, 2020, p. 975-993.

Vié, Michel, « La Mandchourie et la “question d'Extrême-Orient”, 1880-1910 », *Cipango*, no 18, 2011, p. 19-78.

Articles de presse

Carrère d'Encausse, Hélène, « L'intégration de la Mongolie intérieure pose à la Chine un problème national loin d'être résolu », *Le Monde diplomatique*, 1^{er} novembre 1966.

Courrier international, « Les réalités de la géopolitique : la Mongolie n'arrêtera pas Vladimir Poutine », 2 septembre 2024.

Ekstrom, Marin, « Language Policy in Inner Mongolia and Its Implications for Chinese and International Human Rights », *China Research Center*, 27 mars 2023.

La Croix, « Les Mongols de Chine privés de l'enseignement de leur langue à l'école », 3 septembre 2020.

La Dépêche, « En Mongolie, le bouddhisme ressuscite mais manque d'argent », 14 septembre 2017.

Laliberté, André, « Les trois cercles du nationalisme chinois sous Xi Jinping », *Policy Options*, août 2016.

Le Monde, « La visite du Dalaï-Lama en Mongolie provoque l'ire de la Chine », 24 août 2006.

Le Monde, « Les Mongols de Chine manifestent pour la défense de leur langue et de leur identité », 2 septembre 2020.

Le Monde, « Gengis Khan censuré par la Chine au musée d'Histoire de Nantes », 13 octobre 2020.

« Chine : des Mongols manifestent pour défendre leur langue à l'école », *Le Point*, 1^{er} septembre 2020.

Liu, Zhifan, « Les Mongols en lutte contre la sinisation venue de Pékin », *Libération*, 2 septembre 2020.

Radio-Canada, « La Chine accusée de génocide culturel en Mongolie-Intérieure », 3 octobre 2023.

RFI, « Tibet : “La Chine va imposer un faux successeur au Dalaï-Lama” », 31 mars 2024.

Xinhua, « Promotion de la culture ethnique traditionnelle mongole dans les écoles du nord-est de la Chine », 22 mai 2024.

Xinhua, « Xi Jinping appelle à promouvoir la construction de la communauté de la nation chinoise et à consolider l’unité nationale », 30 septembre 2024.

Think tanks et instituts de recherche

GIS Reports Online, « Sino-Mongolian Relations », 13 novembre 2024.

Lincot, Emmanuel, *Le très grand jeu. Pékin face à l’Asie centrale*, Asia Focus no 212, IRIS, février 2024.

Maire, Antoine, « Face au conflit en Ukraine, quelle attitude pour la Mongolie ? », Fondation pour la recherche stratégique, 30 mai 2022.

Maire, Antoine, « Quelle place pour les “troisièmes voisins” dans la stratégie internationale de la Mongolie ? », Fondation pour la recherche stratégique, 12 décembre 2023.

The Strategist, « ‘Northern Frontier Culture’: How China Is Erasing ‘Mongolia’ from Mongolian Culture », 29 août 2024.

Organisations non gouvernementales

Amnesty International, « Chine : des manifestant·e·s pacifiques pris pour cibles en Mongolie Intérieure », 20 septembre 2020.

Southern Mongolian Human Rights Information Center, « Joint Statement: Call for the Immediate Release of Mongolian Writer and Activist Munkhbayar Chuluundorj ».

Sources institutionnelles et gouvernementales

Cour pénale internationale, « Situation en Ukraine : les juges de la CPI délivrent des mandats d’arrêt contre Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova », 17 mars 2023.

Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères, « Présentation de la Mongolie », *France Diplomatie*.

Ministère des Affaires étrangères de la RPC, « Relations sino-mongoles », 7 juillet 2024.

Gouvernement de la Région autonome de Mongolie-Intérieure, « Organisation des organes du Parti » [《内蒙古自治区党委机构设置》], 8 septembre 2020.

Ministère des Affaires étrangères de la RPC, « Traité d’extradition entre la République populaire de Chine et la Mongolie » [《中华人民共和国和蒙古国引渡条约》], signé le 19 août 1997, entré en vigueur en 1999.

Dictionnaire en ligne

Encyclopædia Universalis, « Panturquisme », dernière modification 2025.

Entretien

Even, Marie-Dominique, entretien, 23 janvier 2025.

Podcast

France Culture, « Poutine à Oulan-Bator : que peut la diplomatie mongole ? », *Les Enjeux internationaux*, 4 septembre 2024.

Document audiovisuel

ARTE, *Le dessous des cartes – Mongolie : entre Russie et Chine, une voie singulière*, 2024.

La frontière sino-afghane : Microcosme et spécificités de la diplomatie chinoise en Asie centrale

Autrices

Sixtine-Marie Giustiniani a effectué une double-licence de Droit, avant de poursuivre en master à Sciences Po Lyon. Intéressée par les questions de géopolitique, de stratégie et de défense, elle a rédigé un mémoire intitulé *L'Intelligence Artificielle au service du combat aérien amélioré : un système de systèmes qui concrétise la Revolution in Military Affairs amorcée dans les années 1990*. Elle s'oriente désormais vers l'étude des changements de paradigmes tactiques permis par l'IA.

Camille Bécourt Foch est en deuxième année de Master en Affaires internationales avec une spécialisation "Globalisation et Gouvernance", après avoir achevé sa Licence en Histoire et Sciences politiques à l'Institut Catholique de Paris. Dans la continuité de son projet de recherche intitulé « *La défense européenne : quelle opportunité pour une Union politique ?* », elle s'intéresse aux partenariats de sécurité et de défense européens comme levier pour son projet professionnel.

Lou Franc est étudiante en Master 2 Affaires Internationales à Sciences Po Lyon. Elle s'intéresse particulièrement aux enjeux sécuritaires et de défense, ayant réalisé un exposé de la recherche sur la promotion de l'esprit de défense auprès des jeunes français durant son Master 1. Elle rédige actuellement un mémoire sur l'évolution et la mutation du trafic de drogue en France, avec une focale sur l'Ouest.

Résumé

En tant qu'espace clé de la diplomatie chinoise contemporaine, la frontière sino-afghane est le théâtre d'une coopération mesurée, oscillant entre pragmatisme et réalisme stratégique. Cet article propose d'étudier la région qui sépare le Xinjiang chinois de la zone afghane du Badakhchan sous un prisme sécuritaire et économique, mettant en exergue une influence dépourvue d'ingérence apparente, la construction progressive d'une hégémonie régionale aux contours mouvants, et un déficit d'affinités culturelles. La frontière sino-afghane agit comme un levier d'influence, et s'avère être un laboratoire de la puissance chinoise dans un équilibre entre contrôle sécuritaire, ambitions économiques et affirmation géopolitique.

Introduction

Chaque kilomètre de frontière entre la Chine et l'Afghanistan représente, aux yeux de Pékin, un point névralgique : à la fois une source potentielle d'instabilité et un levier stratégique d'influence. Tandis que des créateurs de contenu chinois posent devant les lacs de Band-e Amir ou les ruines de Bamiyan, une nouvelle image de l'Afghanistan se façonne, soigneusement

orchestrée sur les réseaux sociaux. Ce tourisme de façade, encore marginal mais largement médiatisé, contribue à bâtir le récit d'un Afghanistan ouvert, et implicitement stabilisé, qui est utile à une Chine qui avance méthodiquement ses pions dans un pays désormais sous contrôle taliban¹. Dans cette logique, Pékin adopte une posture pragmatique pour pacifier la région, portée par un réalisme assumé. Le partenariat sino-afghan apparaît dès lors comme une union de raison, fondée moins sur des affinités réelles que sur des intérêts stratégiques.

Cette dynamique trouve un écho dans les déclarations publiques des deux parties, où s'esquisse une coopération mesurée mais révélatrice. Lorsque le porte-parole des Talibans, Suhail Shaheen, qualifie la Chine de « *pays ami* », il entend bien signifier la rupture avec l'ancien gouvernement pro-américain. Pour autant, de son côté, Pékin affirme n'envisager une reconnaissance du nouveau gouvernement que lorsque celui-ci sera devenu « *ouvert, inclusif et largement représentatif* »². Même si le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi explique que « *les Talibans sont une force politique et militaire cruciale en Afghanistan* »³, on devine aisément que la Chine reste prudente, mais conciliante, quant à la politique bilatérale qu'elle adoptera.

On peut alors se demander dans quelle mesure la frontière sino-afghane, marquée par une coopération pragmatique avec les Talibans, redéfinit les équilibres stratégiques en Asie centrale, le tout dans une diplomatie non dépourvue d'opportunisme.

Pour mieux saisir les contours de cette relation encore en construction, il faut d'abord considérer le rôle central que joue la région sur le plan sécuritaire. Le terrorisme et le banditisme constituent une menace pour l'équilibre transfrontalier des deux pays. Mais l'enjeu est plus grand car Pékin y voit aussi un levier économique stratégique. Les investissements chinois se multiplient, portés par une volonté d'affirmer l'influence de la Chine dans un espace encore instable. Dans le même temps, l'arrivée de nouveaux acteurs sur la scène régionale rebat les cartes diplomatiques et brouille les lignes. C'est donc à travers cette tension entre sécurité, intérêts économiques et rivalités géopolitiques que se dessine l'avenir des relations sino-afghanes — un avenir qui s'inscrit dans la transformation plus large de l'Asie centrale.

I. La frontière sino-afghane, théâtre d'une insécurité croissante depuis la prise de pouvoir des Talibans.

Contextualisation historique : l'Afghanistan et l'influence des puissances étrangères

Les relations qui unissent la Chine et l'Afghanistan trouvent leur source dans une histoire plurielle. Afin de comprendre ce qui associe ces deux pays, il faut d'abord analyser ce qui les a parfois séparés, et fermement divisés.

Du côté afghan, le Badakhchan est une province autonome qui borde la frontière, située au nord-est du pays. Elle est à différencier du Haut-Badakhchan qui se situe au sud du Tadjikistan. Cette zone fait la jonction avec la Chine, qui a pour province le Xinjiang au contact direct de la

¹ « ENQUÊTE FRANCE 2. Derrière l'essor du tourisme, comment l'Afghanistan est devenu un nouvel eldorado pour la Chine », sur *Franceinfo*, 10 janvier 2025.

² Conférence de presse du 18 août 2021 tenue par le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères Zhao Lijian.

³ C. LALANNE « Rapprochement Chine-talibans : "Pékin veut sécuriser ses intérêts dans la région" », sur *L'Express*, 30 juillet 2021.

frontière. Celle-ci est marquée par le passage du corridor de Wakhan, long de 350 km, créé en 1893 après que les britanniques aient imposé la ligne Durand. Ces accords tracèrent les frontières de la région sur plus de 2400 km. Avec pour but majeur d'équilibrer les conquêtes territoriales de l'Émirat afghan vers la colonie indienne britannique⁴, le corridor est ensuite devenu un espace-tampon contre l'Empire Russe⁵. La Chine, partageant un bout de sa frontière avec celle de l'Afghanistan (76km), ne peut que considérer la région comme source d'enjeux géostratégiques. Marqué par une géographie montagneuse, le corridor de Wakhan est donc une enclave géopolitique au centre de défis multiséculaires.

Les intérêts de la Chine pour l'Afghanistan ne sont pas nouveaux puisque les plus anciennes dynasties chinoises entretenaient déjà des liens avec le pays. Les traces du périple du moine Xuanzang vers 649 en sont le témoignage. Ce dernier quitta la Chine afin de suivre les pas de Bouddha sur les « *routes de la soie* », voyage qui permit un échange de connaissances entre les différents États de l'Asie centrale. Il faut cependant attendre la dynastie Yuan (1271-1368) pour que les flux commerciaux entre la Chine et l'Afghanistan s'intensifient. À travers les siècles, les liens ont perduré et les relations diplomatiques ont été véritablement établies sous le règne du dirigeant afghan Ahmad Shah Durrani et de l'empereur chinois Qianlong, au XVIII^e siècle. Si le terme « Afghanistan » apparaît en 982⁶, le pays est le fruit d'une unification des tribus pachtounes au XVIII^e siècle par Ahmad Shah Durrani. C'est ce qui constitue son originalité puisque les empires voisins tels que l'Iran avec les Safavides, les Ouzbeks ou encore les Moghols avaient pour origine des dynasties turques⁷. Les frontières de l'Afghanistan ont été définies par des puissances extérieures, principalement britanniques et russes, à travers une série d'accords. Parmi ces conventions, l'accord anglo-iranien de 1905⁸ qui a constitué une étape déterminante dans la délimitation des frontières orientales du pays.

L'Afghanistan a ensuite évolué politiquement et socialement, d'une monarchie parlementaire à une république, instaurée en 1973 à la suite du coup d'État de Mohammed Daoud Khan. La fin du XX^e siècle fut marqué en Afghanistan de plusieurs conflits internes et interventions étrangères, déstabilisant le régime communiste en place. Les Soviétiques considérant le pays comme un État tampon entre l'URSS et les puissances occidentales, et ne pouvant se résigner à perdre un allié fragilisé, décidèrent d'intervenir en 1979 au secours du gouvernement afghan de Najibullah. Le but était de soutenir ce dernier en réprimant les oppositions internes issues de mouvements islamistes radicaux, menaçant fortement le communisme perçu comme contraire à certaines traditions islamiques locales⁹. Leur présence a perduré jusqu'en février 1989. Durant cette période, la Chine, préoccupée par l'expansion soviétique à sa frontière occidentale, soutint les Moudjahidines afghans, partageant cette stratégie avec les États-Unis et le Pakistan.

S'ensuivit alors une période de révoltes. En 1996, les Talibans, mouvement islamiste radical, principalement composé de Pachtouns afghans et pakistanais¹⁰, réussirent à contrôler une

⁴ G. BOQUERAT, « 74. Qu'est-ce que la ligne Durand ? », *En 100 questions*, Tallandier, 2018, p. 257-259.

⁵ L. CARROUE, « Afghanistan / Pakistan / Tadjikistan - Le corridor de Wakhan, une zone tampon transfrontalière en plein Himalaya | CNES ».

⁶ « Afghanistan - Histoire afghane | TV5MONDE - Informations », 24 décembre 2014.

⁷ O. ROY, « De la stabilité de l'État en Afghanistan », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 59, n° 5, Éditions de l'EHESS, 1^{er} décembre 2004, p. 1183-1202.

⁸ OLJ, « La Chine à l'affût après le départ américain », *art. cit.*

⁹ O. EGOROV, « Pourquoi l'URSS a-t-elle envoyé des troupes en Afghanistan ? », sur *Russia Beyond FR*, 25 décembre 2019.

¹⁰ K. PAKZAD, « Quelque dix ans après le retrait des troupes soviétiques : où en est l'Afghanistan ? », *Revue internationale et stratégique*, vol. 43, n° 3, IRIS éditions, 2001, p. 143-151.

majorité du territoire, avec le soutien du gouvernement d'Islamabad, voyant un moyen stratégique de s'opposer à son rival indien¹¹. À travers une application stricte de la charia, le pays servit aussi de refuge à des groupes terroristes, dont Al-Qaïda, avec Oussama Ben Laden à sa tête. Lorsque les États-Unis ont été victimes des attentats du 11 septembre 2001, la Maison Blanche décida d'intervenir dans l'objectif d'endiguer le terrorisme et d'installer un régime stable. La présence des troupes américaines, qui a duré près de vingt ans, a été perçue par la Chine comme une tentative de pacification relative de la région, dont la stabilité conditionnait aussi la sienne¹². Avec la période des réformes sous Deng Xiaoping qui jeta les bases d'une Chine moderne, le principe de liberté religieuse fut nouveau affirmé et inscrit dans la Constitution de 1982. À partir de ce moment-là se revivifia un islam traditionnel empreint d'anti-communisme en particulier au sud-Xinjiang. Si la Chine souhaite enrayer le terrorisme, ce fut davantage pour ses préoccupations domestiques dans le Xinjiang, puisqu'il s'agissait d'une façon de justifier la politique répressive menée envers la population Ouïghoure.

Lassé d'une traque sans fin, coûteuse et chaotique¹³, le Pentagone signa l'accord de Doha en février 2020 afin de concrétiser le retrait des États-Unis. Si ces derniers obtinrent l'assurance que l'Afghanistan ne laisserait pas sur son sol les groupes terroristes menacer la sécurité américaine, les Talibans ont toutefois repris Kaboul en 2021, entraînant une intensification de la violence¹⁴. Ce retour des Talibans témoigne d'un conflit complexe, difficilement maîtrisable, et aux conséquences éminemment géopolitiques.

La façon dont Washington a décidé de retirer ses troupes d'Afghanistan en 2021 a été vivement critiquée, jugée trop brutale ou incohérente, et a offert à Pékin une occasion stratégique : s'imposer comme une puissance stabilisatrice tout en dénonçant l'héritage chaotique laissé par l'Occident, un pays fragilisé, livré aux Talibans et surarmé¹⁵.

Derrière cette posture officielle se dessine un calcul géopolitique plus vaste : en accusant les ingérences occidentales de fragiliser sa sphère d'influence, la Chine entend combler le vide sécuritaire laissé par les États-Unis. Cette stratégie s'appuie sur une diplomatie mesurée en apparence, mais qui s'accompagne de signaux plus concrets sur le terrain. Cependant, même si la Chine laisse s'exprimer une forme de coopération diplomatique avec l'Afghanistan, il faut noter qu'elle ne reconnaît que le gouvernement de B. Rabani, aussi reconnu par la majorité internationale et l'ONU¹⁶, et non le régime des Talibans. La Chine a donc une attitude modérée, ambivalente. Le retour des Talibans au pouvoir incarne ainsi une recomposition régionale, témoignant de la résilience persistante du terrorisme, avec des conséquences géopolitiques susceptibles de se propager bien au-delà des frontières afghanes.

¹¹ B. SENTENAC, « Pourquoi les Talibans ont perdu la guerre », *Revue Défense Nationale*, N° 816, n° 1, 1^{er} janvier 2019, p. 113-118.

¹² T. KELLNER, « La Chine et l'Afghanistan dans la période post-11 septembre », *Relations internationales*, vol. 138, n° 2, Presses Universitaires de France, 27 juillet 2009, p. 111-138.

¹³ « Un complot contre la Chine ? Comment Pékin voit le nouveau consensus de Washington. Par Wang Jisi », *QuestionChine.net*.

¹⁴ « Talibans en Afghanistan : en quoi consiste l'accord de Doha signé entre l'administration Trump et les talibans et pourquoi il a été déterminant pour le retour au pouvoir des islamistes ? », *BBC News Afrique*.

¹⁵ K. PAKZAD, « Le retrait d'Afghanistan : vingt ans de guerre pour rien ? », sur *IRIS*, 12 juillet 2021.

¹⁶ K. PAKZAD, « Quelque dix ans après le retrait des troupes soviétiques : où en est l'Afghanistan ? », *Revue internationale et stratégique*, vol. 43, n° 3, IRIS éditions, 2001, p. 143-151.

La lutte contre le djihadisme transfrontalier : une priorité chinoise

La prise de pouvoir des Talibans en août 2021 a ravivé les préoccupations de la Chine quant à la stabilité du Xinjiang. Le mouvement islamique du Turkestan oriental (MITO ou East Turkestan Islamic Movement, ETIM), historiquement soutenu par les Talibans et Al-Qaïda, a utilisé les pays d'Asie centrale comme base arrière pour infiltrer cette région stratégique. Profitant de l'ouverture des frontières sous Deng Xiaoping et de la première prise de pouvoir des Talibans en 1996, plusieurs centaines de militants Ouïghours se rendirent dans certaines écoles coraniques fondamentalistes, notamment en Afghanistan¹⁷, où ils reçurent une formation militaire. La montée de l'islamisme radical dans la région a ainsi représenté pour la Chine un risque d'infiltration et d'extension idéologique sur son territoire. Turcophone et majoritairement musulman, le Xinjiang est, pour Pékin, un des bastions de la nébuleuse extrémiste islamiste d'Asie centrale menaçant sa propre sécurité, où la population ouïghoure constituait déjà un défi d'assimilation nationale¹⁸.

Dès la reprise du pouvoir par les Talibans en 2021, la Chine s'est positionnée parmi les premières nations à ouvrir le dialogue diplomatique avec le nouveau régime. Avant même le retrait complet des troupes américaines, une délégation talibane était reçue sur son sol¹⁹. Pékin a par la suite renforcé sa position en devenant le premier, et le seul État à ce jour, à nommer officiellement un ambassadeur en Afghanistan depuis l'arrivée des Talibans²⁰. Derrière cette posture pragmatique se dessine un impératif stratégique : empêcher la formation de combattants Ouïghours en Afghanistan, susceptibles d'exporter la menace terroriste sur le sol chinois. Pékin redoute par-dessus tout une résurgence du terrorisme transfrontalier, qui pourrait fragiliser sa politique au Xinjiang et compromettre la stabilité régionale. En cela, la politique étrangère chinoise s'inscrit dans une logique de rapprochement avec les Talibans, visant à les inciter à rompre tout lien avec les mouvements ouïghours²¹ afin de « *créer des conditions pour la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération dans la région* »²². Pékin entend ainsi garantir la sécurité et la stabilité régionales, tout en jetant les bases d'une coopération renforcée. Celle-ci profite cependant au discours hostile aux Talibans comme à Pékin de l'État islamique au Khorasan (EI-K)²³. Composé d'anciens Talibans afghans et pakistanais, le groupe djihadiste poursuit son opposition au régime en place à Kaboul. À partir de 2021, l'EI-K a intensifié les attentats en Afghanistan, en partie pour dénoncer le rapprochement des Talibans avec Pékin²⁴. Redoutant d'être livrés aux autorités chinoises, plusieurs combattants Ouïghours auraient rejoint ses rangs, exacerbant la menace terroriste pesant sur la Chine²⁵.

Pour contenir cette menace, la Chine a renforcé activement la sécurisation de ses frontières. Des sources militaires américaines attestent de l'existence de camps d'entraînement conjoints du MITO et des Talibans dans la région montagneuse du Badakhshan, en Afghanistan à la lisière

¹⁷ R. CASTETS, « La question ouïghoure et sa dimension centre-asiatique », *Revue internationale et stratégique*, vol. 64, n° 4, IRIS éditions, 2006, p. 89-100.

¹⁸ O. GUSTAVE, « Pourquoi les Ouïghours ne sont pas chinois | Philosophie magazine », 29 avril 2021.

¹⁹ R. ARZT, « Pourquoi la Chine ménage les talibans », sur *Slate.fr*, 9 août 2021.

²⁰ J. SETLIA, « La Chine et l'Afghanistan : une stratégie d'influence et d'investissement », sur *Cahiers de l'Eco*, 7 janvier 2025.

²¹ « La Chine appelle à la poursuite du dialogue international avec les talibans afghans », *Xinhuanet*, 2024.

²² P.-A. DONNET, « Afghanistan : le pari de la Chine avec les talibans », sur *Asialyst*, 2021.

²³ L. WEBBER, « Perspectives | Islamic State using China to vilify Taliban », sur *Eurasianet*, 4 novembre 2021.

²⁴ « Dozens Killed in Suicide Blast at Afghanistan Mosque », *Al Jazeera*, 8 octobre 2021.

²⁵ H. WERENSKIOL, « Le djihadisme en Asie centrale est un danger pour l'Europe. Entretien avec Raffaello Pantucci », sur *Conflits : Revue de Géopolitique*, 4 octobre 2024.

sino-tadjike. Ces installations, considérées comme des bastions stratégiques, ont ensuite été ciblées par des frappes américaines visant à affaiblir leurs capacités opérationnelles²⁶. L'inquiétude croissante de Pékin face à l'éventuelle implantation de camps de combattants Ouïghours à ses frontières a déclenché une intensification de son activité dans les États voisins, en particulier au Tadjikistan. La Chine a financé la construction d'un avant-poste entre l'Est du Gorno-Badakhchan, le Nord-Est du Xinjiang et la province afghane du Badakhchan, officiellement placé sous le contrôle des forces de police tadjikes. Parallèlement, la Police Armée du Peuple (PAP) a ouvert un avant-poste près de Shaymak au Tadjikistan²⁷, un point névralgique situé au carrefour des frontières chinoise, afghane, tadjike et pakistanaise. Ces installations, stratégiquement positionnées, surplombent le corridor de Wakhan. Ce partenariat sécuritaire sino-tadjik s'inscrit ainsi dans une politique de surveillance frontalière renforcée, témoignant des inquiétudes croissantes de la Chine face à la porosité de la frontière tadjike, par laquelle des militants extrémistes pourraient aisément s'infiltrer au Xinjiang²⁸.

Les relations entre la Chine et les Talibans révèlent d'autres tensions quant au terrorisme transnational en Asie centrale. D'un côté, la répression des Ouïghours par les Talibans risquerait d'éroder leur légitimité et exacerber l'hostilité de l'État islamique, menaçant ainsi la stabilité de leur régime. De l'autre, Pékin fait face à un dilemme : réprimer les Ouïghours tout en tolérant les Talibans nuit à son image internationale et expose ses contradictions stratégiques²⁹. Au-delà du défi sécuritaire que représente le djihadisme transfrontalier en provenance d'Afghanistan, la frontière sino-afghane est également le théâtre d'un trafic de drogue conséquent.

Instabilité afghane et narcotrafic transfrontalier

Le terrorisme afghan ne cesse d'évoluer, ce qui a un impact direct sur la production de drogues. Cette problématique s'inscrit dans le temps long, car dès le XVIIIème siècle, la Chine ayant déjà été confrontée au trafic d'opium à grande échelle, conduisant notamment l'Empereur Yong Zheng à promulguer en 1729 l'interdiction de ce trafic³⁰. L'Afghanistan a longtemps été le premier producteur mondial de pavot, dont la culture permet de créer de l'opium. En 2009, on estimait que 90% de l'opium mondial provenait d'Afghanistan³¹.

Avec l'arrivée au pouvoir des Talibans, la culture du pavot a été interdite. Une baisse de 95% a été observée en 2023, néanmoins la production connaît un nouvel essor puisqu'en 2024, son exploitation a augmenté de 14%, couvrant désormais 12 800 hectares³². Tandis qu'en 2003, les Nations Unies s'inquiétaient déjà de voir que ces quelques 2,5 milliards de dollars pouvaient

²⁶ T. MOON CRONK, « U.S. Forces Strike Taliban, East Turkestan Islamic Movement Training Sites », sur *U.S. Department of Defense*, 7 février 2018.

²⁷ A. PROTASSOV, « L'engagement sécuritaire de la Chine au Tadjikistan : quelles implications pour la Russie et l'Asie centrale ? », sur *Fondation pour la recherche stratégique*, 3 mai 2022.

²⁸ A. SAJJANHAR, « China-Central Asia relations: An uneasy co-existence », sur *Observer Research Foundation*, 10 mars 2021.

²⁹ A. ELBORZI, « China's relations with Taliban-led Afghanistan », sur *SOAS China Institute*, 18 octobre 2021

³⁰ « La première guerre de l'opium en Chine », sur *Chine365*.

³¹ « Afghanistan : quelle stratégie pour réussir ? (Mission en Inde, Afghanistan, Pakistan du 22 septembre au 1er octobre 2009) », sur *Sénat*, 3 avril 2023.

³² « Rise in Afghan opium cultivation reflects economic hardship, despite Taliban ban | UN News », 6 novembre 2024.

servir au terrorisme³³, aujourd'hui encore, le cas afghan demeure ambivalent : bien que les Talibans aient interdit la culture du pavot, ils continueraient à tirer profit de l'économie de la drogue. A ce sujet, Alain Labrousse précise que « *Ce sont le plus souvent des groupes rebelles, guérillas ou organisations terroristes, qui ont recours à l'argent de la drogue pour financer leurs activités. Mais, particulièrement dans les pays producteurs, il n'est pas rare que les forces qui les combattent soient elles-mêmes impliquées dans le trafic de drogues* »³⁴. On peut alors supposer qu'une baisse significative de la culture d'opium pourrait affecter directement sa disponibilité sur le marché, notamment en Chine, où une partie de cette production est écoulee.

La synthèse d'une drogue telle que l'héroïne repose non seulement sur la culture du pavot, mais doit également passer par un processus obligatoire : les précurseurs. Pour que la morphine soit transformée en héroïne, l'anhydride acétique est indispensable, mais l'Afghanistan n'en produit pas. En revanche, 72% de l'opium mondial est produit sur les terres afghanes, ce qui implique alors que les précurseurs sont importés, et la Chine figure en tête de liste parmi les pays fournisseurs. Comme durant les années 1990 pour la méthamphétamine, c'est désormais pour fabriquer le fentanyl que les précurseurs chimiques chinois sont achetés³⁵. Ils traverseraient notamment la province du Xinjiang en passant par Irkeshtam et Torugart, deux postes frontières kirghizes, afin d'être acheminés en Afghanistan pour que le reste de drogue de synthèse soit fabriqué³⁶. Malgré l'interdiction par les Talibans du trafic, les relevés de saisies montrent que les ventes de 2023 étaient maintenues grâce aux stocks de précédentes récoltes pour compenser le déficit de la production³⁷.

Le partage d'une frontière entre la Chine et l'Afghanistan nourrit ce trafic puisque des groupes en facilitent le transport de la province afghane du Badakhshan jusqu'au Xinjiang. C'est un phénomène cyclique, les stupéfiants étant produits en Afghanistan, puis revenant massivement en Chine *via* les mêmes routes, celle-ci fournissant les précurseurs et devenant consommatrice du produit fini. Les populations locales s'adaptent aux contrôles et les flux perdurent tant l'économie de la drogue est rentable d'un côté comme de l'autre. Mais d'autres domaines font également l'objet de bénéfices conséquents, moyennant ressources et financements extérieurs.

II. L'Afghanistan, nouvel eldorado chinois ?

« Nous sommes assis sur un trésor »

Hazrat Omar Zakhilwal, ministre de l'économie afghan.³⁸

³³ « Le financement du terrorisme à partir des bénéfices du trafic de drogues et la production afghane d'opium inquiètent les délégations de la troisième commission | Couverture des réunions & communiqués de presse », Communiqué de presse AG/SHC/626, Nations Unies 13 octobre 2003.

³⁴ A. LABROUSSE, « Drogues et conflits : éléments pour une modélisation », *Autrepart*, vol. 26, n° 2, Presses de Sciences Po, 2003, p. 141-156.

³⁵ F. STORIES, « Du Mexique à la Chine, une multinationale du fentanyl », sur *France Inter*, 9 décembre 2020.

³⁶ H. MILI, « L'Asie centrale, plaque tournante du trafic de drogue », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 1057, n° 5, La Documentation française, 2006, p. 30-45.

³⁷ « Afghanistan : la culture de l'opium en chute libre après son interdiction (ONUDC) | ONU Info », 6 novembre 2023.

³⁸ F. BOBIN, « La révélation de richesses minières en Afghanistan suscite espoirs et convoitises », *Le Monde*, 17 juin 2010, p. 6.

L'Afghanistan est souvent perçu à travers le prisme de ses conflits et de son instabilité politique, occultant ainsi un facteur déterminant de son avenir économique : son sous-sol est riche en ressources naturelles. Ce potentiel attire aujourd'hui l'attention des grandes puissances, dont la Chine, désireuse de diversifier ses approvisionnements et d'étendre son influence régionale.

Les premières études soviétiques des années 1960-1970 avaient déjà mis en lumière d'importants gisements de métaux rares. En 2010, une évaluation du Pentagone estimait leur valeur à 1 000 milliards de dollars³⁹, positionnant potentiellement le pays comme un futur acteur clé du marché mondial. Selon l'USGS (Institut d'études géologiques des États-Unis), le pays recèle de cuivre, fer, chrome, mercure, or, béryllium, graphite, cobalt, pétrole, gaz mais surtout du lithium. Ce dernier est une ressource stratégique : essentiel aux batteries des téléphones, véhicules électriques et systèmes de stockage d'énergie, sa demande pourrait être multipliée par 40 d'ici 2040⁴⁰. Cette explosion est directement liée aux politiques de décarbonation mises en place par plusieurs puissances économiques, dont l'Union européenne, qui prévoit l'interdiction des voitures thermiques neuves d'ici 2035. En 2010, le Pentagone qualifiait déjà l'Afghanistan comme « *l'Arabie Saoudite du lithium* », estimant ses réserves comparables à celles de la Bolivie, premier détenteur mondial⁴¹. Un atout majeur, d'autant plus que la Chine contrôle aujourd'hui 80% de la chaîne d'approvisionnement mondiale⁴².

Si le lithium suscite toutes les convoitises, il ne saurait occulter l'importance d'autres minerais stratégiques, comme le cuivre, pilier de l'électrification mondiale. L'Afghanistan abrite l'un des plus grands gisements au monde : la mine de Mes Aynak, estimée à 11,3 millions de tonnes de réserves⁴³. Dès 2007, le consortium chinois *Metallurgical Corporation of China* (MCC) a décroché un contrat de 3 milliards de dollars pour exploiter ce site sur trente ans. Avec un tel potentiel, Mes Aynak pourrait rivaliser avec des géants comme le Brésil, le Chili et les États-Unis⁴⁴. Pourtant, deux obstacles majeurs ont d'abord freiné le projet : l'instabilité sécuritaire et un patrimoine archéologique exceptionnel, renfermant des vestiges bouddhistes datant du I^{er} au VII^{ème} siècle⁴⁵. Contrairement à la destruction des Bouddhas de Bamiyan en 2001, les Talibans affichent leur volonté de préserver le site. Une commission interministérielle afghane avait alors examiné une proposition de MCC de creuser à 800 mètres de profondeur pour extraire le cuivre sans endommager l'empreinte historique. Après des années de stagnation, le projet a toutefois été relancé en 2024 suite aux discussions menées entre l'ambassadeur afghan Bilal Karimi et la société chinoise MCC⁴⁶. Néanmoins, les Talibans ont imposé plusieurs conditions à sa reprise, dont le respect du contrat initial qui prévoyait la construction de centrales électriques, l'aménagement de voies ferrées vers le Pakistan, la transformation locale du cuivre ou encore l'emploi de main-d'œuvre afghane.

³⁹ ANON, « Afghanistan : comment les talibans se financent depuis leur arrivée au pouvoir en 2021 », *BBC News Afrique*.

⁴⁰ PORTAIL-IE, « Chine : quelle stratégie pour l'Afghanistan ? », sur *Portail de l'IE*, 18 janvier 2022.

⁴¹ G. PITRON, *La guerre des métaux rares*, s. l., 2018.

⁴² « Chronique des matières premières - La Chine, acteur clé de la transition énergétique mondiale avec ses importantes réserves de lithium », sur *RFI*, 12 janvier 2025.

⁴³ Anon., « La Chine avance ses pions en Afghanistan », *La Croix*, 31 janvier 2024.

⁴⁴ « L'Afghanistan assis sur un trésor », *op. cit.*

⁴⁵ « En Afghanistan, les talibans vont-ils protéger la cité bouddhiste millénaire de Mes Aynak convoitée pour son cuivre par la Chine ? », sur *Franceinfo*, 22 juin 2022.

⁴⁶ « Trois ans après le retour des talibans, l'Afghanistan englué dans la pauvreté », sur *L'Express*.

Au-delà des ressources minières, l'Afghanistan attire aussi pour son potentiel énergétique. En janvier 2023, la société chinoise Xinjiang Central Asia Petroleum and Gas Co (CAPEIC) a signé le plus gros contrat d'extraction de pétrole avec le gouvernement taliban, portant sur l'exploitation du bassin d'Amu Daria, à la frontière avec l'Asie centrale. D'un montant de 540 millions de dollars⁴⁷, cet accord s'inscrit dans une dynamique de long terme : initialement planifié sur trois ans, il prévoit une extension sur vingt-cinq ans, témoignant de la volonté chinoise de pérenniser ses investissements dans le pays. C'est un équilibre stratégique profitant aux deux parties : les Talibans conservent une certaine maîtrise de leur ressource, avec une participation initiale de 20% pouvant atteindre 75%⁴⁸, tandis que la Chine sécurise son investissement tout en gardant un levier d'influence. Pour un régime confronté à une grave crise économique et sociale, cet accord est aussi un levier politique. En effet, la promesse de 3 000 emplois locaux⁴⁹ renforce l'argument d'un développement économique sous contrôle national.

Cependant, l'exploitation de ces ressources ne repose pas uniquement sur des accords économiques. Elle est entravée par un environnement politique, sécuritaire et logistique fragile. Extraire du cuivre, du pétrole ou du lithium ne suffit pas : encore faut-il les acheminer vers les marchés internationaux, un défi colossal pour un pays dépourvu d'infrastructures adaptées. L'absence de routes, de chemins de fer et de pipelines alourdit les coûts logistiques et freine la rentabilité des projets. Bien que les accords signés avec la Chine prévoient des investissements dans les transports et l'énergie, ces engagements tardent à se concrétiser. Pékin, pragmatique, hésite à engager des fonds massifs tant que la stabilité du pays n'est pas garantie. De plus, l'isolement diplomatique des Talibans complique l'arrivée d'autres investisseurs. Hormis la Chine, seuls quelques acteurs, comme l'Iran et le Pakistan, restent des partenaires potentiels.

À cela s'ajoute une corruption endémique, qui a historiquement entravé le développement du pays. Le scandale de la mine de cuivre de Mes Aynak en est un exemple flagrant : en 2007, la Chine a obtenu le contrat d'exploitation pour ce gisement stratégique, mais des enquêtes ont révélé qu'un pot-de-vin de 30 millions de dollars⁵⁰ avait été versé à un ministre afghan pour sceller l'accord. Ce type de pratiques fragilise la confiance des investisseurs, qui craignent que les accords soient renégociés ou annulés en fonction des intérêts du pouvoir en place. Enfin, outre les défis économiques et politiques, le facteur sécuritaire demeure un frein majeur. Si les Talibans contrôlent aujourd'hui l'ensemble du pays, ils font face à une opposition interne grandissante, notamment de la part d'EI-K⁵¹. L'attentat de décembre 2022 à Kaboul, qui a blessé cinq ressortissants chinois, a ainsi renforcé les inquiétudes de Pékin, qui reste très prudent quant à l'engagement de ses entreprises.

Le (Grand) jeu en vaut-il la chandelle ?

Malgré ces risques, Pékin ne tourne pas le dos à l'Afghanistan. Au contraire, la Chine opte pour une stratégie calculée, voyant dans le pays une opportunité unique d'accéder à des ressources inexploitées tout en évinçant les puissances occidentales. Elle se positionne alors en tant que

⁴⁷ Anon., « La Chine avance ses pions en Afghanistan », *op. cit.*

⁴⁸ O. GUILLARD, « Afghanistan : les mirages de Pékin », sur *Asialyst*, 25 février 2023.

⁴⁹ « Afghanistan: une entreprise chinoise signe un accord d'extraction pétrolière avec les talibans », sur *RFI*, 6 janvier 2023.

⁵⁰ « Afghan minister accused of receiving huge bribe », sur *NBC News*, 23 novembre 2009.

⁵¹ « The Islamic State in Khorasan between Taliban counter-terrorism and resurgence prospects », sur *International Centre for Counter-Terrorism - ICCT*, s. d.

"puissance bâtitrice", promotrice de développement, de stabilité et d'infrastructures, à rebours d'une Amérique brocardée comme "destructrice"⁵².

Cependant, l'Afghanistan n'est pas le seul terrain d'approvisionnement pour Pékin. Si le pays recèle d'importantes réserves, la Chine diversifie ses investissements ailleurs : en Amérique latine, elle a sécurisé des contrats dans le "Triangle du lithium" (Bolivie, Argentine, Chili) ; en Afrique, 80 % des exportations congolaises du secteur minier sont à destination de la Chine⁵³ ; en Australie, elle reste un acteur majeur du marché du lithium malgré les tensions diplomatiques. À cela s'ajoutent des accords stratégiques en Indonésie pour le nickel, autre métal clé pour la transition énergétique. Malgré ces alternatives, l'Afghanistan conserve un atout de poids : sa proximité géographique. Contrairement aux ressources d'Amérique latine ou d'Afrique, celles de Kaboul pourraient être acheminées directement vers la Chine sans dépendre de routes maritimes exposées aux tensions géopolitiques. De leur côté, les Talibans voient dans l'exploitation minière une bouée de sauvetage économique, afin de ne plus dépendre uniquement du trafic de drogue et des taxes sur le commerce local. Cependant, leur manque de capacités administratives et l'absence d'un cadre juridique fiable freinent leur gouvernance. En attirant les investissements chinois, les Talibans risquent aussi de compromettre leur autonomie économique. Pékin n'engage ses ressources qu'avec prudence et fermeté, s'assurant de conditions avantageuses avant d'investir. Enfin, les experts alertent sur une ruée incontrôlée vers les ressources afghanes, à l'image des conflits miniers en Afrique.

Ce regain d'appétits stratégiques s'inscrit dans une continuité historique. Il fait écho au célèbre « Grand Jeu »⁵⁴ du XIX^e siècle, qui opposait les empires britannique et russe autour de la maîtrise de l'Asie centrale — un affrontement que les Russes eux-mêmes appelaient le « *Tournoi des ombres* ». L'Afghanistan, souvent qualifié de « *cimetière des empires* »⁵⁵, symbolise encore aujourd'hui l'échec des ambitions extérieures. Emmanuel Lincot parle désormais de « Très Grand Jeu », notamment à travers le fait que la Chine et l'Afghanistan soient « *deux systèmes de valeurs [qui] s'affrontent. L'un se réfère à l'islam. L'autre à une tradition impériale et à une idéologie marxiste* »⁵⁶. Cette rivalité s'est transformée, mais elle demeure vive : dans ce jeu d'influence, Pékin doit désormais composer avec d'autres acteurs régionaux majeurs, la Russie, l'Iran et la Turquie, qui entendent eux aussi projeter leur influence en terre afghane⁵⁷, au risque d'alimenter une instabilité persistante plutôt que de la résorber. À cela s'ajoute un désavantage propre à Pékin, qui ne bénéficie pas des affinités religieuses ou culturelles avec l'Afghanistan, dont tirent parti le Pakistan et l'Iran pour renforcer leur présence. Le Pakistan, allié stratégique des Talibans, mise sur la stabilité afghane pour contenir les séparatistes baloutches et contrer l'Inde⁵⁸. L'Iran, de son côté, se présente comme le protecteur des Hazaras chiïtes et depuis le retrait américain, a normalisé ses liens diplomatiques avec Kaboul, dans un pragmatisme partagé avec les Talibans⁵⁹. Ainsi, pour contrer l'écart des deux

⁵² « L'Afghanistan des Taliban, une terre d'opportunités pour la Chine ? », sur *France 24*, 25 août 2021, p. 24.

⁵³ D. générale du TRESOR, « La Chine en RD Congo : présence économique, financements et les créances », sur *Direction générale du Trésor*, 20 mars 2019.

⁵⁴ L. EMMANUEL, *Le Très Grand Jeu Pékin face à l'Asie centrale*, Cerf, 2023.

⁵⁵ T. T. MINASSIAN, « Deux siècles de Grand Jeu géopolitique pour les grandes puissances », *The Conversation*, 5 septembre 2023.

⁵⁶ E. LINCOT, *Le Très Grand Jeu. Pékin face à l'Asie centrale*, Cerf, 2023.

⁵⁷ F. LEMAITRE, « "Le Très Grand Jeu" : l'Asie centrale au cœur de la stratégie chinoise », *Le Monde*, 7 novembre 2023.

⁵⁸ B. RIEDEL, « Pakistan, Taliban and the Afghan Quagmire », *Brookings*, 2013.

⁵⁹ A. Y. ZELIN, « Iran Formalizes Ties with the Taliban », sur *The Washington Institute*, 3 mars 2023.

systèmes de valeurs entre Kaboul et Pékin, la Chine applique à l'Afghanistan sa politique de voisinage fondée sur la non-ingérence, le renforcement des relations politiques et le développement des échanges économiques⁶⁰. En contrepartie, Geng Shuang, représentant permanent adjoint de la Chine auprès des Nations Unies a affirmé que la Chine attendait des autorités afghanes qu'elles remplissent leurs engagements et prennent des mesures pour combattre les organisations terroristes telles que le MITO et l'État islamique, pour éliminer le terreau du terrorisme. Pékin fait preuve d'une flexibilité à l'égard du régime taliban, la convergence d'intérêts sino-talibans constituant une situation « gagnant-gagnant », par laquelle la Chine aspire à un ancrage géostratégique, géoéconomique et géopolitique régional, tandis que l'Afghanistan recherche une aide financière et un soutien technique.

La Belt and Road Initiative (BRI) et l'Afghanistan : une inclusion complexe

Lancée en 2013 par Xi Jinping, l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie (BRI) est un cadre stratégique conçu pour étendre l'influence économique de la Chine à travers des investissements ciblés. Plutôt qu'un programme centralisé, elle repose sur une mosaïque de projets menés par des firmes chinoises, s'adaptant aux opportunités locales. Avec des investissements estimés à 932 milliards de dollars⁶¹, la BRI a financé des infrastructures majeures en Asie, en Afrique et en Europe : le port de Gwadar au Pakistan, le chemin de fer Mombasa-Nairobi au Kenya ou encore la ligne ferroviaire Belgrade-Budapest. Cette fragmentation, faisant la force et l'adaptabilité de la BRI, permet à Pékin de s'implanter progressivement là où les conditions lui sont favorables. La répartition sectorielle de ces investissements montre une nette priorité accordée aux domaines de l'énergie, des transports et des constructions industrielles. Ces choix révèlent les axes structurants de la stratégie chinoise, notamment dans les pays enclavés ou fragiles où l'implantation économique sert également des objectifs politiques et sécuritaires⁶². Cette vision entre en résonance avec la pensée du politologue Wang Jisi et son « *grand pas en avant vers l'Ouest* » (*da Xi jin*), qui permet d'interpréter la stratégie chinoise dans le grand bassin eurasiatique depuis 2013. Dans un contexte de verrouillage exercé par les États-Unis dans la région pacifique, Wang Jisi a théorisé une réorientation stratégique majeure de Pékin vers l'Ouest, englobant l'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique, afin d'exploiter pleinement les opportunités économiques et commerciales offertes par ces régions. Avec le départ des États-Unis d'Afghanistan et la dissipation des prétentions russes sur la région avec la guerre en Ukraine, la Chine a la voie libre pour répandre l'influence qu'elle instaure progressivement par le biais économique, remettant à neuf l'infrastructure soviétique vieillissante de la région.

Historiquement considéré comme le carrefour commercial entre l'Asie centrale, l'Asie du Sud et le Moyen-Orient⁶³, l'Afghanistan occupe une place stratégique dans le "Rêve Chinois"⁶⁴ de Pékin, qui vise renaissance nationale et prospérité économique. En avril 2023, la Chine a

⁶⁰ T. KELLNER, « La Chine et la Grande Asie centrale », *Politique étrangère*, n° 3, Institut français des relations internationales, 20 octobre 2008, p. 575-587.

⁶¹ M. HILQUIN, « Les Nouvelles routes de la soie en Asie centrale dans la stratégie géoéconomique chinoise », sur *Géoconfluences*, École normale supérieure de Lyon, décembre 2024.

⁶² A. ELBORZLI, « China's Relations with Taliban-Led Afghanistan », *SOAS China Institute*, 18 octobre 2021.

⁶³ « Chine : quelle stratégie pour l'Afghanistan ? », sur *Portail de l'IE*, 18 janvier 2022.

⁶⁴ A. CAMONFOUR-JAUBIN, A. LOPEZ, A. GAYRAUD, V GAUDRY. « La Belt and Road Initiative : enjeux et défis pour la Chine », sur *Conseil québécois d'Études géopolitiques*, 30 août 2018 .

dévoilé un plan en 11 points pour intégrer le pays à la BRI⁶⁵, en s'appuyant sur l'extension du China-Pakistan Economic Corridor (CPEC), un projet à plus de 60 milliards de dollars⁶⁶ reliant le Xinjiang à l'océan Indien. Pour les Talibans, enclavés et privés d'accès maritime, cette initiative représente une opportunité cruciale pour s'intégrer aux réseaux commerciaux mondiaux. Pour la Chine, c'est un moyen d'écouler son surplus industriel tout en consolidant son influence sur un pays stratégique. Toutefois, l'expansion du CPEC en Afghanistan ne se limite pas à des considérations purement économiques ; elle s'inscrit avant tout dans une stratégie sécuritaire cruciale pour Pékin. Au-delà de stabiliser le Xinjiang, la Chine cherche à dynamiser l'ouest du pays, réduisant ainsi les déséquilibres internes qui alimentent les tensions. L'inclusion potentielle de l'Afghanistan dans le projet de gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) renforcerait de même l'axe Pékin-Islamabad-Kaboul. New Delhi pourrait ainsi voir son accès au gaz turkmène soumis aux intérêts chinois et pakistanais, réduisant sa marge de manœuvre énergétique dans la région. L'Iran, de son côté, craint que Pékin ne marginalise ses ports de Chabahar et Bandar Abbas, à travers le projet du corridor ferroviaire des cinq nations (Chine, Kirghizistan, Tadjikistan, Afghanistan, Iran). Quant à la Russie, bien que partenaire de la Chine face à l'Occident, elle reste méfiante : l'Afghanistan pourrait offrir à Pékin un levier d'influence en Asie centrale, une région où l'influence progresse.

Enfin, cette expansion répond aussi à un objectif géostratégique majeur : réduire la dépendance chinoise aux routes maritimes sous contrôle américain, notamment le détroit de Malacca, par où transite l'essentiel de ses importations énergétiques. En développant des corridors terrestres sécurisés, elle veut diminuer sa vulnérabilité face aux tensions sino-américaines et garantir un accès direct aux marchés d'Asie centrale et du Moyen-Orient. Ainsi, l'Afghanistan n'est pas qu'un simple carrefour : c'est une pièce maîtresse dans la logique d'expansion, de sécurisation et d'affirmation de Pékin face aux grandes puissances régionales et mondiales.

L'expansion de la BRI suppose aussi des inquiétudes quant à un possible « *piège de la dette* »⁶⁷, un mécanisme déjà observé dans plusieurs pays partenaires. Le Sri Lanka en est l'exemple emblématique : incapable de rembourser ses dettes, il a cédé la gestion de son port stratégique de Hambantota à un groupe chinois. Plus proche de l'Afghanistan, la situation est tout aussi préoccupante pour ses voisins d'Asie centrale. Le Kirghizistan, endetté à 40 %, peine à honorer ses engagements et risque de devoir ouvrir davantage ses ressources stratégiques à la Chine⁶⁸. Si l'Afghanistan venait à rejoindre la BRI, il pourrait à son tour être pris dans cet engrenage : incapacité de remboursement, dépendance économique et, à terme, mise sous influence des mécanismes d'extraction de ses ressources et de ses infrastructures au profit de Pékin.

Consciente de ces inquiétudes, la Chine se veut rassurante à travers un pragmatisme assumé mené envers les Talibans. Ce mode de fonctionnement repose sur une logique d'ajustement continu en fonction des circonstances par l'adoption d'une posture plus proactive que réactive. Pékin propose une idée, observe sa réception auprès de ses partenaires, puis l'adapte en fonction de ses objectifs et de ses ressources⁶⁹. Contrairement aux investissements massifs réalisés

⁶⁵ Conférence de presse du 14 avril 2023 tenue par le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Wang Wenbin.

⁶⁶ L. PINGUET « CPEC - Corridor économique Chine-Pakistan, l'élève turbulent de la BRI », sur *Observatoire Français des Nouvelles Routes de la Soie*, 7 février 2024.

⁶⁷ M. HILQUIN, « Routes de la soie et stratégie régionale de la Chine en Asie centrale », *art. cit.*

⁶⁸ « Economie : la Chine fait-elle peser sur les pays pauvres une dette insoutenable ? », *BBC News Afrique*.

⁶⁹ S. WESTCOTT, « The Pragmatic Neighbour China's Afghanistan Policy 2001-2021 », *Journal of Asian Security and International Affairs*, octobre 2022.

ailleurs, elle privilégie désormais un financement ciblé, s'appuyant sur la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) et le Fonds de la Route de la Soie (NSRF). Elle indique conditionner ses engagements sur trois critères fondamentaux : une gouvernance fiable et stable, des garanties sécuritaires solides et une absence de sanctions internationales supplémentaires sur Kaboul. Elle cherche ainsi à éviter les erreurs des États-Unis et de l'Union soviétique, qui se sont enlisés dans l'instabilité afghane. Cependant, certains signaux suggèrent une accélération du rapprochement. L'intégration croissante des Talibans à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et leur participation au 3^e Forum de la BRI illustrent leur volonté de s'ancrer dans les réseaux économiques et diplomatiques dominés par Pékin. Ce dialogue se traduit aussi par des accords concrets : en mai 2023, la Chine a signé un pacte économique incluant un don de 15 millions de dollars pour le développement technique et économique afghan. Enfin, la suppression des taxes sur 98% des exportations afghanes a intensifié les échanges commerciaux de produits phares comme le safran et les tapis⁷⁰. Parallèlement, Pékin mise sur une stratégie de *soft power* ciblée, combinant aide alimentaire massive, soutien au système de santé (7 millions de doses de vaccin Covid, 300 000 contre la polio⁷¹), et réhabilitation d'infrastructures médicales et éducatives. Avec 300 bourses d'études offertes aux étudiants afghans et des programmes de formation pour cadres, la Chine veut façonner une élite favorable à ses intérêts. Reste à savoir si cette présence chinoise évoluera vers un véritable partenariat stratégique, ou dissimulera une prise de contrôle progressive, avec le spectre du piège de la dette en arrière-plan.

Conclusion

La frontière sino-afghane, en apparence marginale avec ses 76 kilomètres, se mue en espace nodal, révélatrice des logiques d'influence et de compétition à l'œuvre dans la recomposition géopolitique de l'Asie centrale. Elle met en exergue les ressorts profonds de la stratégie chinoise dans la région et cristallise une série d'enjeux transversaux : sécuritaires, économiques, mais aussi idéologiques. À travers, une approche fondée sur une flexibilité stratégique assumée, mais non dénuée de contradictions structurelles, la Chine cherche à stabiliser un voisin instable dans un contexte post-américain marqué par un vide stratégique à investir. Cette posture repose sur un double impératif : contenir les menaces transnationales (terrorisme, séparatisme, trafics illicites) et sécuriser ses intérêts économiques autour de ressources naturelles et infrastructures clés.

La frontière sino-afghane s'impose ainsi comme un laboratoire géopolitique où se dessine une configuration inédite de la puissance : entre engagement conditionné, influence sans ingérence apparente, et construction progressive d'une potentielle hégémonie régionale aux contours encore mouvants. Ainsi, la Chine ne se contente pas d'observer l'Afghanistan : elle y reflète à la fois ses craintes et ses aspirations. Ce point de contact entre Pékin et Kaboul permet de mieux saisir les dessous de l'avènement du « monde multipolaire » tant désiré par la RPC.

⁷⁰ « China quietly expanding influence in Taliban-ruled Afghanistan | Courthouse News Service ».

⁷¹ G. FENWICK, « Quand la Chine aide les Talibans à sortir progressivement de leur isolement international », sur *France Inter*, 30 octobre 2023.

Bibliographie

Ouvrages ou chapitres d'ouvrages

BOQUERAT, Gilles, « Qu'est-ce que la ligne Durand ? », *Le Pakistan en 100 questions*, Éd. Tallandier, 21 juin 2018, p. 257-259.

LINCOT, Emmanuel, *Le Très Grand Jeu. Pékin face à l'Asie centrale*, Éd. du Cerf, Paris, 16 novembre 2023.

PITRON, Guillaume, *La guerre des métaux rares*, Éd. Les Liens qui libèrent, 9 octobre 2029.

Articles scientifiques / académiques

AHMED, Zahid Shahab, « The Taliban-led Afghanistan and Transnational Crimes », in *Global Approaches on State Fragility & Organized Crime*, University for Peace, 2023.

BRAITHWAITE, John, et WARDAK, Ali, « Crime and War in Afghanistan: Part I: The Hobbesian Solution », *The British Journal of Criminology*, vol. 53, no 2, février 2013.

CABESTAN, Jean-Pierre, « L'Asie centrale vue de Chine », *Relations internationales*, vol. 145, no 1, 2011.

CASTETS, Rémi, « La question ouïghoure et sa dimension centre-asiatique », *Revue internationale et stratégique*, IRIS éditions, vol. 64, no 4, 2006, p. 89-100.

COURAYE, Hervé, « Le Nouveau "Grand Jeu" se tourne vers l'Afghanistan », *Revue Politique et Parlementaire*, 27 septembre 2021.

DJALILI, Mohammad-Reza, et KELLNER, Thierry, « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale : De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre », Genève, *Graduate Institute Publications*, 2006.

FORÊT, Fabrice, « Allès Delphine, *La Part des dieux. Religion et relations internationales* », *European Review of International Studies*, vol. 9, no 1, 2022.

HILQUIN, Maud, « Les Nouvelles routes de la soie en Asie centrale dans la stratégie géoéconomique chinoise », sur *Géoconfluences*, École normale supérieure de Lyon, 2 décembre 2024.

KELLNER, Thierry, « La Chine et la Grande Asie centrale », *Politique étrangère*, IFRI, no 3, 20 octobre 2008, p. 575-587.

KELLNER, Thierry, « La Chine et l'Afghanistan dans la période post-11 septembre », *Relations internationales*, Presses Universitaires de France, vol. 138, no 2, 27 juillet 2009, p. 111-138.

KELLNER, Thierry, « La discrète pénétration de l'influence chinoise en Asie occidentale », *Outre-Terre*, vol. 24, no 1, 2010.

LABROUSSE, Alain, « Drogues et conflits : éléments pour une modélisation », *Autrepart*, Presses de Sciences Po, vol. 26, no 2, 2003, p. 141-156.

MILI, Hayder, « L'Asie centrale, plaque tournante du trafic de drogue », *Le Courrier des pays de l'Est*, La Documentation française, vol. 1057, no 5, 2006, p. 30-45.

PALZAD, Karim, « Quelque dix ans après le retrait des troupes soviétiques : où en est l'Afghanistan ? », *Revue internationale et stratégique*, IRIS éditions, vol. 43, no 3, 2001, p. 143-151.

ROY, Olivier, « De la stabilité de l'État en Afghanistan », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Éditions de l'EHESS, vol. 59, no 5, 1er décembre 2004, p. 1183-1202.

ZAKI, Zakirullah, TIAN, Guiliang, YUNES AMINI, Mohammad, « Literature Review on Belt and Road Initiative's Integration for Trade Connectivity of Afghanistan », *Scientific Research Publishing*, novembre 2023.

SENTENAC, Bruno, « Pourquoi les Talibans ont perdu la guerre », *Revue Défense Nationale*, no 816, no 1, 1er janvier 2019, p. 113-118.

SHELLEY, Louise, « Crime, Corruption, and Terrorism », *Transnational Crime and Justice*, vol. XI, no 2, 2005, p. 101-111.

Presse / Médias d'information

ARZT, Richard, « Pourquoi la Chine ménage les talibans », sur *Slate.fr*, 9 août 2021.

BOBIN, Frédéric, « La révélation de richesses minières en Afghanistan suscite espoirs et convoitises », *Le Monde*, 17 juin 2010, p. 6.

BULOS, Nabih, « En Afghanistan, les talibans comptent sur les richesses minières », *Courrier international*, 12 décembre 2022.

DONNET, Pierre-Antoine, « Afghanistan : le pari de la Chine avec les talibans », sur *Asialyst*, 25 août 2021.

EGOROV, Oleg, « Pourquoi l'URSS a-t-elle envoyé des troupes en Afghanistan ? », sur *Russia Beyond FR*, 25 décembre 2019.

FENWICK, Gallagher, « Quand la Chine aide les Talibans à sortir progressivement de leur isolement international », sur *France Inter*, 30 octobre 2023.

GOETZ, Étienne, « La Chine convoite les gigantesques réserves de lithium en Afghanistan », *Les Echos*, 30 novembre 2021.

GUILLARD, Olivier, « Afghanistan : les mirages de Pékin », sur *Asialyst*, 25 février 2023.

GUSTAVE, Océane, « Pourquoi les Ouïghours ne sont pas chinois », sur *Philosophie magazine*, 29 avril 2021.

HASSON-FAURÉ, Pierre-Nicolas, « Qu'est-ce que le lithium ? », sur *Ouest-France*, 19 août 2021.

LALANNE, Charlotte, « Rapprochement Chine-talibans : "Pékin veut sécuriser ses intérêts dans la région" », sur *L'Express*, 30 juillet 2021.

LEMAITRE, Frédéric, « Pékin demande aux talibans d’“éradiquer les organisations terroristes” en Afghanistan », *Le Monde*, 18 septembre 2021.

LEMAITRE, Frédéric, « “Le Très Grand Jeu” : l’Asie centrale au cœur de la stratégie chinoise », *Le Monde*, 7 novembre 2023.

OLMO, Guillermo D. , « Talibans en Afghanistan : en quoi consiste l’accord de Doha signé entre l’administration Trump et les talibans et pourquoi il a été déterminant pour le retour au pouvoir des islamistes ? », sur *BBC News Afrique*, 19 août 2021.

OLPHAND, Marie-Pierre, « Chronique des matières premières - La Chine, acteur clé de la transition énergétique mondiale avec ses importantes réserves de lithium », sur *RFI*, 12 janvier 2025.

PERRUCHE, Clément, « Sécurité, économie : pourquoi la Chine s’intéresse à l’Afghanistan », *Les Echos*, 18 août 2021.

STANDISH, Reid, « Why Is China Talking To The Taliban? », sur *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 20 juillet 2021.

STORIES, Forbidden, TRAVERE Adrey, « Du Mexique à la Chine, une multinationale du fentanyl », sur *France Inter*, 9 décembre 2020.

TER MINASSIAN, Taline, « Deux siècles de Grand Jeu géopolitique pour les grandes puissances », sur *The Conversation*, 5 septembre 2023.

TROUILLAUD, Pascale, HASRAT, Abdullah, « China quietly expanding influence in Taliban-ruled Afghanistan », sur *Courthouse News Service*, 31 janvier 2024.

WANG, Kai, « Economie : la Chine fait-elle peser sur les pays pauvres une dette insoutenable ? », sur *BBC News Afrique*, 7 janvier 2022.

WEBBER, Lucas, « Perspectives | Islamic State using China to vilify Taliban », sur *Eurasianet*, 4 novembre 2021.

« La Chine appelle à la poursuite du dialogue international avec les talibans afghans », sur *Xinhuanet*, 7 mars 2024.

« Afghanistan : comment les talibans se financent depuis leur arrivée au pouvoir en 2021 », sur *BBC News Afrique*, 12 février 2023.

« La Chine avance ses pions en Afghanistan », *La Croix*, 31 janvier 2024.

« Afghan minister accused of receiving huge bribe », sur *NBC News*, 23 novembre 2009.

« Afghanistan - Histoire afghane », sur *TV5MONDE - Informations*, 24 décembre 2014.

« Afghanistan : une entreprise chinoise signe un accord d’extraction pétrolière avec les talibans », sur *RFI*, 6 janvier 2021.

« Dozens Killed in Suicide Blast at Afghanistan Mosque », sur *Al Jazeera*, 8 octobre 2021.

« En Afghanistan, les talibans vont-ils protéger la cité bouddhiste millénaire de Mes Aynak convoitée pour son cuivre par la Chine ? », sur *Franceinfo*, 22 juin 2022.

« ENQUÊTE FRANCE 2. Derrière l'essor du tourisme, comment l'Afghanistan est devenu un nouvel eldorado pour la Chine », sur *Franceinfo*, 10 janvier 2025.

« L'Afghanistan des Talibans, une terre d'opportunités pour la Chine ? », sur *France 24*, 25 août, 2021.

« La première guerre de l'opium en Chine », sur *Chine365*.

« Trois ans après le retour des talibans, l'Afghanistan englué dans la pauvreté », sur *L'Express*, 12 août 2024.

« Afghanistan : sous les pieds des talibans, un potentiel eldorado minéral », *Connaissance des énergies*, 19 août 2021.

« Derrière l'essor du tourisme, comment l'Afghanistan est devenu un nouvel eldorado pour la Chine », *Franceinfo*, 10 janvier 2025.

Ressources spécialisées (think tanks, sources institutionnelles...)

AJACQUES, Jean-Baptiste, « Chine : quelle stratégie pour l'Afghanistan ? », *Portail de l'IE*, 18 janvier 2022.

CAMONFOUR-JOBIN, Audrey, LOPEZ, Alice, GAYRAUD, Anaïs, GAUDRY, Victoria, « La Belt and Road Initiative : enjeux et défis pour la Chine », sur *Conseil québécois d'Études géopolitiques*, 30 août 2018.

CARROUÉ, Laurent, « Afghanistan / Pakistan / Tadjikistan – Le corridor de Wakhan, une zone tampon transfrontalière en plein Himalaya », sur *CNES*.

GIUSTOZZI, Antonio, « The Islamic State in Khorasan between Taliban counter-terrorism and resurgence prospects », sur *International Centre for Counter-Terrorism – ICCT*, 30 janvier 2024.

MISZAK, Niklaus, « Taliban and Daesh: Religious Creed and Militant Groups in Afghanistan », sur *SciencesPo CERI*, novembre 2017.

MOON CRONK, Teri, « U.S. Forces Strike Taliban, East Turkestan Islamic Movement Training Sites », sur *U.S. Department of Defense*, 7 février 2018.

NOURRIT, Jacinthe, « China's relations with Taliban-led Afghanistan », sur *SOAS China Institute*, 18 octobre 2021.

PAKZAD, Karim, « Le retrait d'Afghanistan : vingt ans de guerre pour rien ? », sur *IRIS*, 12 juillet 2021.

PINGUET, Laurent, « CPEC – Corridor économique Chine-Pakistan, l'élève turbulent de la BRI », sur *Observatoire Français des Nouvelles Routes de la Soie*, 7 février 2024.

PROTASSOV, Anastasia, « L'engagement sécuritaire de la Chine au Tadjikistan : quelles implications pour la Russie et l'Asie centrale ? », sur *Fondation pour la recherche stratégique*, 3 mai 2022.

RIGA, Dealan, « Les nouvelles routes de la soie : projet sino-centré ou projet d'hégémonie ? - Entretien avec Thierry Kellner », *IRIS, Programme Asie*, 19 septembre 2019.

RIEDEL, Bruce, « Pakistan, Taliban and the Afghan Quagmire », sur *Brookings*, 24 août 2013.

SAJJANHAR, Ashok, « China–Central Asia relations: An uneasy co-existence », sur *Observer Research Foundation*, 10 mars 2021.

SETLIA, Jena, « La Chine et l’Afghanistan : une stratégie d’influence et d’investissement », sur *Cahiers de l’Éco*, 7 janvier 2025.

VAN WIERINGEN, Wieringen ; CLAUSTRE, Julie, « Future of Sino-Afghan relations: Impacts on EU interests and strategic autonomy », *European Parliamentary Research Service*, 5 juillet 2023.

WERENSKIOL, Henrik, « Le djihadisme en Asie centrale est un danger pour l’Europe. Entretien avec Raffaello Pantucci », sur *Conflicts : Revue de Géopolitique*, 4 octobre 2024.

ZELIN, Aaron Y, « Iran Formalizes Ties with the Taliban », sur *The Washington Institute*, 3 mars 2023.

« Afghanistan : la culture de l’opium en chute libre après son interdiction (ONUDC) », sur *ONU Info*, 6 novembre 2023.

« Afghanistan : quelle stratégie pour réussir ? (Mission en Inde, Afghanistan, Pakistan du 22 septembre au 1er octobre 2009) », sur *Sénat*, Rapport d’information n° 92 (2009-2010), déposé le 5 novembre 2009.

« Tajikistan: The cost of Chinese debt », *Eurasianet*, 21 juillet 2022.

« Wang Yi rencontre le ministre afghan Amir Khan Muttaqi », *Ministère des Affaires étrangères de Chine*, 5 octobre 2023.

« La Chine en RD Congo : présence économique, financements et les créances », *Direction générale du Trésor, Service Economique Kinshasa*, 20 mars 2019.

« Le financement du terrorisme à partir des bénéfices du trafic de drogues et la production afghane d’opium inquiètent les délégations de la troisième commission », Communiqué de presse AG/SHC/626, *Nations Unies*, 13 octobre 2003.

« Un complot contre la Chine ? Comment Pékin voit le nouveau consensus de Washington. Par Wang Jisi », sur *QuestionChine.net*, 29 juin 2021.